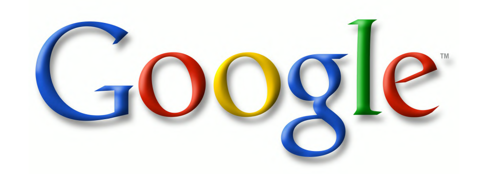






WASHINGTON

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

DES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

I

ON TROUVE A LA MÊME LIBRAIRIE :

CORRESPONDANCE ET ÉCRITS DE WASHINGTON, extraits, par M. Guizot, de l'édition complète des *Écrits de Washington* publiés à Boston en 1837, par M. *Sparks*, et traduits en français; pour faire suite à la *vie de Washington* et à l'*histoire de la Guerre de l'indépendance* publiées par M. Guizot. 4 vol. in-8°. 24 »

ATLAS composé de 25 planches, donnant des *plans de bataille*, divers *fac-simile*, des *portraits*, etc.; pouvant servir à l'intelligence du texte des 6 vol. qui comprennent la *vie de Washington*, l'*histoire de la Guerre de l'indépendance*, et la *correspondance et les écrits de Washington*, publiés par M. Guizot. 20 »

Nota. Cet atlas a été tiré en petit nombre, et les planches ont été détruites.

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.


BIBLIOTHECA·BODLEIANA·



George Washington

d'après le tableau de Stuart

WASHINGTON

FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE
DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

VIE DE WASHINGTON;

HISTOIRE DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE ET DE LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Traduite de l'anglais de M. Jared-Sparks, par M. CH....

ET PRÉCÉDÉE

d'une Introduction sur le caractère de Washington et son influence dans la Révolution des Etats-Unis d'Amérique

PAR M. GUIZOT

I



PARIS

DIDIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR, QUAI DES AUGUSTINS, 35.

1851

AVERTISSEMENT DES ÉDITEURS.

Nul événement lointain n'a excité en France une aussi vive sympathie que la révolution des États-Unis d'Amérique. Nul grand homme étranger n'a été, en France, au même degré que Washington, l'objet de l'admiration générale. Il a eu la faveur du pays et de la cour, de l'ancien régime et de la nation nouvelle. Pendant sa vie, Louis XVI l'a comblé des témoignages de son estime; à

sa mort, Napoléon lui a décerné un deuil public et une oraison funèbre.

Il y a déjà quarante ans que ce grand homme est descendu, selon sa propre expression, « dans les demeures du repos, » à Mount-Vernon, à côté de ses pères. Mais sa patrie lui a élevé naguère le plus beau des monuments; elle a publié ses *OEuvres*, lettres, discours, messages, ce que Washington a dit ou écrit au moment même où il agissait, c'est-à-dire sa vivante image et sa véritable histoire.

Ce sont bien ses *OEuvres*. Washington gardait avec un soin scrupuleux, soit la minute, soit une copie de toutes les lettres qu'il écrivait, non-seulement comme homme public, mais comme simple particulier, et aussi bien de ce qui tenait à ses intérêts privés, à la culture et à l'administration de ses terres, que de ce qui concernait l'intérêt de l'État. De 1783 à 1787, pendant son repos à Mount-Vernon, il mit en ordre la première partie de cette correspondance, entre autres tout ce qu'il avait écrit pendant la guerre de l'indépendance; et, à sa mort, il légua tous ses papiers, avec la terre de Mount-Vernon, à son neveu M. Bushrod Washington, qui a été pendant trente ans l'un des juges de la cour suprême des États-Unis. La collection entière, comprenant et les propres lettres de

Washington, et celles qu'il avait reçues, formait plus de deux cents volumes in-folio.

Le congrès des États-Unis a acheté ces précieux papiers, et les a fait déposer dans les archives de l'État. Un habile éditeur, M. Sparks, déjà connu par d'importants travaux historiques, notamment par la publication de la *Correspondance diplomatique des États-Unis pendant la guerre de l'indépendance*[1], les a examinés, dépouillés, extraits. La famille de Washington, ses derniers amis, quelques-uns des membres les plus éclairés et les plus honorables du congrès, l'ont secondé dans ce patriotique travail. M. Sparks ne s'est pas contenté de la collection de matériaux, déjà si riche, qu'il avait entre les mains; il a parcouru l'Amérique, l'Europe; les dépôts publics, les recueils particuliers de la France et de l'Angleterre lui ont été libéralement ouverts. Il a recherché, rassemblé partout les documents propres à éclaircir, à compléter cette biographie authentique d'un grand homme, qui est l'histoire du berceau d'un grand peuple; et sous le titre de : *the Writings of George Washington* (Écrits de George Washington), une édition des *OEuvres de Washington*, formant douze volumes grand in-8°, ornés de portraits, de planches, de *fac simile*, a été le résultat de ce travail plein

[1] Publiée à Boston, en 12 volumes in-8°.

de conscience, de patriotisme et d'affection. Elle a paru à Boston, de 1834 à 1837.

Elle est divisée en plusieurs parties.

Le tome 1er contient une *Vie de Washington*, par M. Sparks.

Le tome 2, intitulé première partie, renferme les lettres officielles et particulières de Washington, antérieures à la révolution d'Amérique (9 mars 1754—31 mai 1775). Les lettres officielles se rapportent à la guerre de 1754 à 1758, entre la France et l'Angleterre, pour la possession des territoires situés à l'ouest des colonies anglaises.

Les tomes 3, 4, 5, 6, 7 et 8 (deuxième partie) contiennent la correspondance et les papiers divers relatifs à la révolution d'Amérique et à la guerre de l'indépendance (16 juin 1775 — 23 décembre 1783).

Le tome 9 (troisième partie) se compose des lettres particulières écrites par Washington, de la fin de 1783 au printemps de 1789, dans l'intervalle qui s'écoula entre son retour à Mount-Vernon, après la conclusion de la paix de Versailles, et son élévation à la présidence des États-Unis (28 décembre 1783 — 14 avril 1789).

Les tomes 10 et 11 (quatrième partie) comprennent la correspondance officielle et particulière de Washington, depuis son avénement à la présidence jusqu'à la fin de sa vie (5 mai 1789 — 12 décembre 1799).

Le tome 12 (cinquième partie) contient, soit les documents et messages adressés par Washington au congrès, comme président des États-Unis, soit ses proclamations et ses adresses au peuple américain en général, ou à des classes particulières de citoyens.

Chaque volume se termine par un appendice où l'éditeur a réuni, sur les principaux événements de cette époque, et sur les parties les plus importantes de la vie et du caractère de Washington, une foule de documents historiques pleins d'intérêt, choisis avec beaucoup de discernement, et la plupart inédits.

Enfin des notes nombreuses et précises, disséminées dans le cours de l'ouvrage, donnent les renseignements et les éclaircissements nécessaires pour l'intelligence facile des faits et des lettres qui s'y rapportent.

Dans l'ensemble et dans les détails, dans l'exécution littéraire et matérielle, l'édition est digne du grand nom auquel elle est consacrée.

En 1838, au moment où elle venait d'être terminée, les éditeurs américains, jaloux que Washington fût aussi bien connu en France que dans sa patrie, se sont adressés à M. Guizot, en le priant de choisir dans ce vaste recueil les lettres, les pièces qui lui paraîtraient spécialement propres à intéresser le public français, et d'en surveiller la publication. M. Guizot a fait ce choix ; il s'est surtout attaché, 1° aux lettres relatives aux relations de la France avec les États-Unis à cette époque, et au rôle glorieux de notre patrie dans ce grand événement ; 2° à celles qui développent la politique de Washington dans la rédaction de la constitution et la fondation du gouvernement des États-Unis, politique pleine des plus salutaires exemples ; 3° à celles qui mettent dans tout leur jour le caractère, le tour d'esprit, les mœurs du grand homme dont elles émanent.

Et pour accomplir pleinement l'honorable mission qu'il acceptait, M. Guizot a voulu dire ce qu'il pensait lui-même du caractère et de l'influence de Washington dans la révolution qui a fondé les États-Unis d'Amérique : c'est l'*Introduction* placée en tête de notre édition.

Nous n'avons rien négligé pour que son mérite matériel répondît à sa valeur morale. Nous devons à la bienveillance de M. le général Cass, ministre des États-Unis

en France, les secours et les renseignements les plus utiles; il nous les a donnés avec une bienveillance aussi éclairée que libérale, et nous nous faisons un devoir de lui en témoigner publiquement notre reconnaissance.

NOUVEL AVERTISSEMENT
DE L'ÉDITEUR.

Ces deux volumes ont été publiés en 1840, dans une collection composée de six volumes et d'un atlas, et qui se divisait en trois parties distinctes :

1° La *Vie de Washington, et l'histoire de la guerre de l'indépendance et de la fondation de la République des États-Unis d'Amérique*, par M. Jared-Sparks, ouvrage traduit en français par M. Ch...., et précédé de l'*Introduction* de M. Guizot *sur le caractère de Washington et son influence dans la révolution américaine*, ensemble, 2 vol. in-8.

2° La *Correspondance et les écrits de Washington*, extraits, par M. Guizot, de l'édition complète des *Écrits de Washington*, publiée à Boston, de 1834 à 1837, en 12 volumes, par M. Sparks, et traduits en français, 4 vol. in-8.

3° Un atlas in-4° de vingt-cinq planches, contenant les portraits de Washington et de Mistriss Washington, la carte des États-Unis, des plans de bataille, etc.

Beaucoup de personnes regrettaient de ne pouvoir se procurer séparément la première partie en deux volumes, qui suffit en effet au plus grand nombre des lecteurs français. Pour répondre au besoin que ces regrets indiquent, nous mettons au jour cette nouvelle publication, augmentée d'une *Préface* de M. Guizot, et à laquelle nous avons ajouté les portraits de Washington et de sa femme, et la carte des États-Unis.

Ayant fait l'acquisition de ce qui reste de l'ancienne édition, nous serons d'ailleurs en mesure de satisfaire aux demandes qui nous seraient adressées pour les quatre volumes qui contiennent la correspondance et les écrits de Washington.

Il nous reste aussi quelques exemplaires de l'atlas.

PRÉFACE

DE LA NOUVELLE ÉDITION

C'est sous la monarchie, et presque au sein des conseils du roi Louis-Philippe, que j'ai rendu cet hommage à Washington, à la fondation d'une grande République par un grand homme. J'éprouve, en le publiant de nouveau aujourd'hui, un profond sentiment de tristesse.

Plus je regarde, plus je demeure convaincu que la République, noble forme de gouvernement, est le plus difficile et le plus périlleux des gouvernements.

C'est le gouvernement qui exige, de la Providence, les circonstances les plus favorables et les plus rares, et, de la société elle-même, le plus d'accord, de sagesse et de vertu.

Et c'est celui qui, même à ce prix, impose à la société le plus d'épreuves, et lui fait courir le plus de chances.

Les États-Unis d'Amérique étaient une société nouvelle, qui n'avait pas subi des transformations orageuses et variées, qui ne portait pas le joug d'un long passé, qui n'avait rien à détruire quand elle eut son gouvernement à fonder.

Cette jeune société n'avait autour d'elle point de rivaux, on pourrait dire point de voisins. Elle avait devant elle l'espace, un espace immense et libre, ouvert aux besoins et aux passions des hommes.

Depuis longtemps, pour ses affaires intérieures, elle possédait et pratiquait la République. Elle ne connaissait la Monarchie que de loin, à travers l'Océan, comme un nom respecté, plutôt que comme un pouvoir nécessaire et réel.

Quand elle entra en lutte avec ce pouvoir, ce fut pour résister à des prétentions iniques, pour défendre ses droits, des droits anciens et légaux.

Les citoyens de cette société, riches ou pauvres, éclairés ou ignorants, étaient à peu près unanimes en faveur du gouvernement républicain.

Ils étaient chrétiens, de cœur comme de nom. Au même moment où ils rompaient

avec leur roi, ils vivaient humblement devant Dieu, le roi des rois.

Voilà comment la République des États-Unis a été fondée.

Et malgré tant d'avantages, si elle eût été placée dans notre hémisphère au lieu du sien, et serrée entre les grands États de l'Europe, au lieu de se répandre librement, comme ses fleuves, dans ses forêts et dans ses plaines, il est permis de douter qu'elle eût pu se fonder, et vivre paisible et glorieuse, comme elle a vécu.

La France subit aujourd'hui, comme épreuve inattendue, et avec une Constitution qui porterait le trouble dans la société la mieux réglée, cette forme de gouvernement que l'Amérique a reçue de son libre choix, selon sa pente naturelle, et par la situation sans exemple que le ciel lui a faite. La République, née comme elle est née parmi nous, en février 1848, obtiendra-t-elle les destinées de la République de Washington? C'est la question qui se débat aujourd'hui.

On a fait beau jeu à la République. Malgré son origine, sans acception de goût, sans distinction de drapeau, des hommes de sens et de bien s'y sont retranchés comme der-

rière un rempart, pour se défendre tous ensemble, et défendre la société tout entière, contre de mortels ennemis. C'est au nom et dans l'intérêt de l'ordre, qu'elle a détruit, que la République dure. Elle n'avait pas droit de s'attendre à cette chance. En profitera-t-elle? Saura-t-elle pratiquer avec persévérance une forte politique de conservation et de reconstruction sociale ? C'est celle que la France invoque. Pour qu'un gouvernement se fonde, il ne suffit pas que chaque jour il empêche la société de périr; il faut qu'il délivre la société de la crainte quotidienne de périr, et qu'il lui ouvre les perspectives d'une vie tranquille et longue.

Je ne parle ni de liberté ni de gloire. J'espère pourtant que la France n'apprendra pas à s'en passer.

GUIZOT.

Au Val-Richer, octobre 1850.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Deux choses, grandes et difficiles, sont de devoir pour l'homme, et peuvent faire sa gloire: supporter le malheur et s'y résigner avec fermeté; croire au bien et s'y confier avec persévérance.

Il y a un spectacle aussi beau et non moins salutaire que celui d'un homme vertueux aux prises avec l'adversité; c'est le spectacle d'un homme vertueux à la tête d'une bonne cause et assurant son triomphe.

Si jamais cause fut juste et eut droit au succès, c'est celle des colonies anglaises

insurgées pour devenir les États-Unis d'Amérique.

La résistance précéda pour elles l'insurrection.

Leur résistance était fondée en droit historique et sur des faits, en droit rationnel et sur des idées.

C'est l'honneur de l'Angleterre d'avoir déposé, dans le berceau de ses colonies, le germe de leur liberté. Presque toutes, à leur fondation ou peu après, reçurent des chartes qui conféraient aux colons les franchises de la mère-patrie.

Et ces chartes n'étaient point un vain leurre, une lettre morte, car elles établissaient ou admettaient des institutions puissantes qui provoquaient les colons à défendre leurs libertés, et à contrôler le pouvoir en le partageant : le vote des subsides, l'élection des grands conseils publics, le jugement par jurés, le droit de se réunir et de s'entretenir des affaires communes.

Aussi l'histoire de ces colonies n'est-elle que le développement pratique et labo-

rieux de l'esprit de liberté grandissant sous le drapeau des lois et des traditions du pays. On dirait l'histoire de l'Angleterre elle-même.

Ressemblance d'autant plus éclatante que les colonies d'Amérique, la plupart du moins et les plus considérables, furent fondées ou prirent leur principal accroissement précisément à l'époque où l'Angleterre préparait ou soutenait déjà, contre les prétentions du pouvoir absolu, ces fiers combats qui devaient lui valoir l'honneur de donner au monde le premier exemple d'une grande nation libre et bien gouvernée.

De 1578 à 1704, sous Élizabeth, Jacques Ier, Charles Ier, le Long Parlement, Cromwell, Charles II, Jacques II, Guillaume III et la reine Anne, les chartes de la Virginie, du Massachusetts, du Maryland, de la Caroline, du New-York, furent tour à tour reconnues, contestées, restreintes, élargies, perdues, reconquises; incessamment en proie à ces luttes, à ces vicissitudes qui sont la condition, l'essence même

de la liberté, car les peuples libres ne sauraient prétendre à la paix, mais à la victoire.

En même temps que des droits légaux, les colons avaient des croyances. Ce n'était pas seulement comme Anglais, mais comme chrétiens qu'ils voulaient être libres, et ils avaient leur foi encore plus à cœur que leurs chartes. Les chartes n'étaient même, à leurs yeux, qu'une émanation et une image bien imparfaite de la grande loi de Dieu, l'Évangile. Leurs droits n'auraient point péri quand les chartes leur auraient manqué. Par le seul élan de leur âme, soutenue de la grâce divine, ils les auraient puisés à une source supérieure et inaccessible à tout pouvoir humain, car ils nourrissaient des sentiments plus hauts que les institutions mêmes dont ils se montraient si jaloux.

On sait comment, au dix-huitième siècle, poussée par le progrès de la richesse, de la population, de toutes les forces sociales, et aussi par le cours impétueux de sa pro-

pre activité, la pensée humaine tenta la conquête du monde. Les sciences politiques prirent leur essor; et au-dessus des sciences, l'esprit philosophique, superbe, insatiable, aspirant à pénétrer et à régler toutes choses. Sans emportement, sans secousse, plutôt en suivant sa pente qu'en se jetant dans des voies nouvelles, l'Amérique anglaise entra dans ce grand mouvement. Les idées philosophiques vinrent s'y associer aux croyances religieuses, les conquêtes de la raison aux possessions de la foi, les droits de l'homme à ceux du chrétien.

C'est une belle alliance que celle du droit historique et du droit rationnel, des traditions et des idées. Les peuples y gagnent en énergie aussi bien qu'en prudence. Quand des faits anciens et respectés dirigent l'homme sans l'asservir, et le contiennent en le soutenant, il peut avancer et s'élever sans courir le risque de se laisser emporter au vol téméraire de son esprit, pour aller bientôt se briser sur des écueils inconnus, ou s'engourdir de lassitude.

Et lorsque, par une autre alliance encore plus belle et plus salutaire, les croyances religieuses se marient, dans l'esprit même de l'homme, au progrès général des idées, et la liberté de la raison à la fermeté de la foi, c'est alors que les peuples peuvent se confier aux institutions les plus hardies. Car les croyances religieuses sont d'un inappréciable secours au bon gouvernement des affaires humaines. Pour se bien acquitter de sa tâche en ce monde, l'homme a besoin de la regarder d'en haut; si son âme n'est qu'au niveau de ce qu'il fait, il tombe bientôt au-dessous et devient incapable de l'accomplir dignement.

Tel était, dans les colonies anglaises, l'heureux état de l'homme et de la société lorsque, par une arrogante agression, l'Angleterre entreprit de disposer, sans leur aveu, de leur fortune et de leur destinée.

L'agression n'était pas nouvelle, ni tout à fait arbitraire; elle avait aussi ses fondements historiques, et pouvait se croire quelque droit.

C'est le grand art social d'accorder les pouvoirs divers, en assignant à chacun sa sphère et sa mesure : accord toujours douteux et agité, mais qui peut cependant être obtenu, par la lutte même, au degré qu'exige impérieusement l'intérêt public.

Il n'est pas donné aux sociétés naissantes d'atteindre à ce difficile résultat. Non qu'aucun pouvoir essentiel y soit jamais absolument méconnu et aboli : tous les pouvoirs au contraire y existent et s'y manifestent, mais confusément, chacun pour son compte, sans lien nécessaire ni juste proportion, et de façon à amener, non la lutte qui conduit à l'accord, mais le désordre qui rend la guerre inévitable.

Dans le berceau des colonies anglaises, à côté de leurs libertés et consacrés par les mêmes chartes, trois pouvoirs différents se rencontraient : la couronne, les propriétaires fondateurs, compagnies ou individus, et la mère-patrie. La couronne, en vertu du principe monarchique, avec ses traditions venues de l'Église et de l'Empire. Les pro-

priétaires fondateurs à qui était faite la concession du territoire, en vertu du principe féodal qui attache à la propriété une part considérable de la souveraineté. La mère-patrie, en vertu du principe colonial qui, de tous temps et chez tous les peuples, par une liaison naturelle de faits et d'idées, a attribué à la métropole un grand empire sur les populations sorties de son sein.

Dès l'origine, et dans les événements comme dans les chartes, la confusion fut extrême entre ces pouvoirs, tour à tour dominants ou abaissés, unis ou divisés, tantôt protégeant l'un contre l'autre les colons et leurs franchises, tantôt les attaquant de concert. Au sein de cette confusion et de ces vicissitudes, ils trouvaient tous des titres à invoquer, des faits à alléguer à l'appui de leurs actes ou de leurs prétentions.

Au milieu du dix-septième siècle, quand le principe monarchique succomba en Angleterre avec Charles Ier, on put croire un moment que les colonies en profiteraient

pour s'affranchir de son empire. Quelques-unes en effet, le Massachusetts surtout, peuplé de fiers puritains, se montrèrent disposées, sinon à rompre tout lien avec la métropole, du moins à se gouverner seules et par leurs propres lois. Mais le Long Parlement, au nom du principe colonial, et aussi en vertu des droits de la couronne dont il héritait, maintint, avec modération, la suprématie britannique. Cromwell, héritier à son tour du Long Parlement, exerça le pouvoir avec plus d'éclat, et par une protection habile et ferme, prévint ou réprima dans les colonies, royalistes ou puritaines, toute velléité d'indépendance.

Ce fut pour lui une œuvre facile. Les colonies, à cette époque, étaient faibles et divisées. La Virginie, vers 1640, ne comptait que trois ou quatre mille habitants, et en 1660, à peine trente mille[1]. Le

[1] Marshall, *Vie de Washington* (trad. franç. Paris, 1807.), t. I, pag. 89, 91, 99. — Bancroft, *History of the United States* (5e édit. Boston, 1839), t. I, p. 210, 232, 265.

Maryland en avait au plus douze mille. Dans ces deux provinces, le parti royaliste dominait, et accueillit avec joie la restauration. Dans le Massachusetts, au contraire, l'esprit général était républicain; les régicides fugitifs, Goff et Whalley, y trouvèrent faveur et protection; et lorsqu'enfin l'administration locale se vit obligée de faire proclamer Charles II, elle interdit le même jour toute réunion bruyante, toute fête, même de boire à la santé du roi.

Il n'y avait encore là ni l'unité morale, ni la force matérielle qu'exige la fondation d'un État.

Après 1688, lorsque l'Angleterre fut en possession définitive d'un gouvernement libre, ses colonies en ressentirent peu les bienfaits. Les chartes, que Charles II et Jacques II avaient abolies ou mutilées, ne leur furent qu'incomplétement rendues. La même confusion régna; les mêmes luttes éclatèrent entre les pouvoirs. La plupart des gouverneurs, venus d'Europe, dépositaires passagers des prérogatives et des

prétentions royales, les déployaient avec plus de hauteur que de force, dans une administration en général incohérente, tracassière, peu efficace, souvent avide, plus préoccupée de ses propres querelles que des intérêts du pays.

Ce n'était plus d'ailleurs à la couronne seule, mais à la couronne et à la métropole réunies que les colonies avaient affaire. Leur souverain réel n'était plus le roi, mais le roi et le peuple de la Grande-Bretagne, représentés et confondus dans le parlement. Et le parlement regardait presque les colonies du même œil, et tenait à leur sujet le même langage qu'affectaient naguère, envers le parlement lui-même, ces rois qu'il avait vaincus.

Un sénat aristocratique est le plus intraitable des maîtres. Tous y possèdent le pouvoir suprême, et nul n'en répond.

Cependant les colonies croissaient rapidement en population, en richesse, en force au dedans, en importance au dehors. Au lieu de quelques établissements ob-

scurs, uniquement occupés d'eux-mêmes et à peine en état de maintenir leur propre vie, un peuple se formait, dont l'agriculture, le commerce, les entreprises, les relations prenaient place dans le monde. Inhabile à le bien gouverner, la métropole n'avait ni le loisir, ni la volonté perverse de l'opprimer absolument. Elle le gênait et l'offensait sans l'arrêter.

Et les esprits se développaient, les cœurs s'élevaient avec la fortune du pays. Par une dispensation admirable de la Providence, il y a, entre l'état général de la patrie et la disposition intérieure des citoyens, un lien mystérieux, un retentissement obscur mais assuré, qui unit leurs progrès comme leurs destinées, et fait que l'agriculteur dans ses champs, le négociant dans son comptoir, l'ouvrier même dans son atelier, deviennent plus confiants et plus fiers à mesure que la société, au sein de laquelle ils vivent, grandit et se fortifie. Dès 1692, la cour générale du Massachusetts décrétait: « qu'aucune imposition ne pouvait être le-

vée sur les sujets de S. M. dans les colonies, sans le consentement du gouverneur, du conseil, et des représentants rassemblés en cour générale[1]. » En 1704, l'assemblée législative du New-York renouvelait les mêmes déclarations[2]. Le gouvernement britannique les repoussait tantôt par son silence, tantôt par ses actes, toujours un peu indirects et réservés. Les colons se taisaient souvent à leur tour, et ne réclamaient pas toutes les conséquences de leurs principes. Mais les principes se répandaient dans la société coloniale, en même temps que les forces vouées, un jour à venir, à leur service et à leur triomphe.

Aussi, quand ce jour arriva, quand le roi George III et son parlement, plutôt par orgueil et pour empêcher la prescription du pouvoir absolu que pour en recueillir les fruits, prétendirent taxer les colonies sans leur consentement, un parti

[1] Story, *Commentaries on the constitution of the United States* (Boston, 1833), t. I, p. 62.

[2] Marshall, *Vie de Washington*, t. I, p. 310.

nombreux, puissant, ardent, le parti national se leva soudain, prêt à résister au nom du droit et de l'honneur du pays.

Question de droit et d'honneur en effet, non de bien-être et d'intérêt matériel. Les taxes étaient légères et n'imposaient aux colons nulle souffrance. Mais ils étaient de ceux à qui les souffrances de l'âme sont les plus amères, et qui ne goûtent le repos qu'au sein de l'honneur satisfait : « De quoi s'agit-il et sur quoi disputons-nous? est-ce sur le paiement d'une taxe de six sols par livre de thé comme trop lourde? Non, c'est le droit seul que nous contestons[1]. » Tels étaient, au début de la querelle, le langage de Washington lui-même et le sentiment public. Sentiment vraiment politique aussi bien que moral, et qui prouve autant de jugement que de vertu.

C'est un spectacle salutaire à contem-

[1] Washington à Bryan Fairfax; *Washington's Writings* (édition américaine; Boston, 1834), t. II, p. 392.

pler, que celui des nombreuses réunions publiques qui se formèrent à cette époque dans les colonies; réunions locales ou générales, accidentelles ou permanentes, chambres des bourgeois, des représentants, conventions, comités, congrès. Des hommes de dispositions fort diverses s'y rencontraient: les uns pleins de respect et d'attachement pour la mère-patrie; les autres passionnément préoccupés de cette patrie américaine qui naissait sous leurs yeux et par leurs mains; ceux-là affligés et inquiets, ceux-ci ardents et confiants: mais tous dominés, unis par un même sentiment de dignité, une même résolution de résistance; laissant librement éclater la variété de leurs idées et de leurs impressions, sans qu'il en résultât entre eux aucun déchirement profond ni durable; se respectant au contraire dans leur liberté réciproque, et traitant ensemble la grande affaire du pays avec ces égards consciencieux, cet esprit de ménagement et de justice, qui assurent le succès et le font moins

chèrement acheter. En juin 1775, le premier congrès, réuni à Philadelphie, se disposait à publier une déclaration solennelle pour justifier la prise d'armes. Deux députés, l'un de la Virginie, l'autre de la Pensylvanie, Jefferson et Dickinson, faisaient partie du comité chargé de la rédiger. « Je préparai, raconte Jefferson lui-même, un projet de déclaration. M. Dickinson le trouva trop fort. Il conservait l'espoir de la réconciliation avec la mère-patrie, et n'y voulait pas nuire par des paroles offensantes. C'était un si honnête homme, et si capable, que ceux-là même qui ne partageaient pas ses scrupules avaient pour lui de grands égards. Nous le priâmes de prendre le projet et de le refondre de telle sorte qu'il pût l'approuver. Il prépara une rédaction toute nouvelle, ne conservant de la première que les quatre derniers paragraphes et la moitié du paragraphe précédent. Nous l'approuvâmes et en fîmes le rapport au congrès, qui l'adopta......, donnant ainsi

une marque signalée de son estime pour M. Dickinson, et de son extrême désir de ne point marcher trop vite pour aucune portion respectable de l'assemblée. L'humilité du projet déplaisait en général, et le plaisir que ressentait M. Dickinson à le voir adopter lui valut seul beaucoup de voix. Après le vote, bien que toute observation fût contraire à l'ordre, il ne put s'empêcher de se lever et d'exprimer sa satisfaction en finissant par dire: « Il n'y a dans ce papier, M. le président, qu'un seul mot que je désapprouve; c'est le mot *congrès.* — Sur quoi Benjamin Harrison se leva et dit: — Et moi, M. le président, il n'y a dans ce papier qu'un seul mot que j'approuve; c'est le mot *congrès*[1]. »

Tant d'accord au sein de tant de liberté ne fut point une sagesse éphémère, le bonheur du premier enthousiasme. Pendant près de dix ans que dura la grande

[1] *Jefferson's Memoirs*, (édit. de Londres, 1829), t. I, p. 9-10.

lutte, les hommes les plus divers dans le parti national, jeunes et vieux, ardents et modérés, persévérèrent à agir ainsi de concert, les uns assez sages, les autres assez fermes pour prévenir toute rupture. Et lorsque quarante-six ans plus tard[1], après avoir assisté à l'explosion et au violent combat des partis qu'enfanta la liberté américaine, chef lui-même du parti vainqueur, Jefferson retraçait les souvenirs de sa jeunesse, ce n'était pas, à coup sûr, sans une émotion mêlée de plaisir et de regret qu'il y retrouvait ces beaux exemples de modération et d'équité.

C'est un acte bien grave pour de tels hommes, pour tout homme de sens et de vertu, que l'insurrection, la rupture avec l'ordre établi, l'entreprise d'établir un ordre nouveau. Les plus prévoyants n'en mesurent jamais toute la portée. Les plus résolus frémiraient au fond de leur cœur

[1] M. Jefferson écrivait ses mémoires en 1821

s'ils en savaient tout le péril. L'indépendance n'était pas le dessein prémédité, pas même le vœu des colonies. Quelques esprits pénétrants ou ardents l'entrevoyaient ou la désiraient au terme de la résistance légale. Le peuple américain n'y aspirait point et n'y poussait point ses chefs. « Malgré tout ce que vous dites de votre loyauté, vous autres Américains, disait à Franklin, dès 1759, l'illustre lord Camden[1], malgré votre affection tant vantée pour l'Angleterre, je sais qu'un jour vous secouerez les liens qui vous unissent à elle, et vous lèverez le drapeau de l'indépendance. — Nulle idée pareille, répondit Franklin, n'existe et n'entrera jamais dans la tête des Américains, à moins que vous ne les maltraitiez bien scandaleusement. — Cela est vrai, et c'est précisément une des causes que je prévois, et qui amèneront l'événement[2]. »

[1] Il s'appelait à cette époque M. Pratt.

[2] *Washington's Writings*, t. II, p. 496.

Lord Camden prévoyait bien: l'Amérique anglaise fut scandaleusement maltraitée: et pourtant en 1774, même en 1775, un an à peine avant la déclaration d'indépendance, et lorsqu'elle devenait inévitable, Washington et Jefferson écrivaient encore:

Washington au capitaine Mackenzie[1]: « On vous enseigne à croire que le peuple du Massachusetts est un peuple de rebelles, soulevés pour l'indépendance, et que sais-je? Permettez-moi de vous dire, mon bon ami, que vous êtes trompé, grossièrement trompé....... Je puis vous attester comme un fait que l'indépendance n'est ni le vœu, ni l'intérêt de cette colonie, ni d'aucune autre sur le continent, séparément ou collectivement. Mais en même temps, vous pouvez compter qu'aucune d'elles ne se soumettra jamais à la perte de ces priviléges, de ces droits précieux, qui

[1] 9 octobre 1774. *Washington's Writings*, t. II, p. 400.

sont essentiels au bonheur de tout État libre, et sans lesquels la liberté, la propriété, la vie, sont dépourvues de toute sécurité. »

Jefferson à M. Randolph[1] : « Croyez-moi, mon cher monsieur, il n'y a pas, dans tout l'empire britannique, un homme qui chérisse plus cordialement que je ne le fais l'union avec la Grande-Bretagne. Mais, par le Dieu qui m'a créé, je cesserai d'exister plutôt que d'accepter cette union aux termes que propose le parlement. Et en ceci, je crois exprimer les sentiments de l'Amérique. Nous ne manquons ni de motifs, ni de pouvoir pour déclarer et soutenir notre séparation. C'est la volonté seule qui manque; et elle grandit peu à peu sous la main de notre roi. »

George III, en effet, compromis et courroucé, soutenait, excitait même dans la

[1] 29 novembre 1775. *Jefferson's Memoirs and correspondence*, t. I, p. 153.

lutte ses ministres et le parlement. En vain des pétitions nouvelles lui arrivaient, toujours loyales et respectueuses sans hypocrisie ; en vain son nom était toujours rappelé et recommandé à Dieu, selon l'usage, dans les solennités religieuses. Il ne tenait compte ni des prières qui s'adressaient à lui, ni de celles qui s'élevaient au ciel pour lui ; et la guerre se poursuivait par son ordre, malhabilement, sans effort puissant ni bien combiné, mais avec cette obstination dure et hautaine qui détruit dans les cœurs l'affection comme l'espérance.

Évidemment ce jour était venu où le pouvoir perd son droit à la fidélité, où naît pour les peuples celui de se protéger eux-mêmes par la force, ne trouvant plus dans l'ordre établi ni sûreté, ni recours. Jour redoutable et inconnu, que nulle science humaine ne saurait prévoir, que nulle constitution humaine ne peut régler, qui pourtant se lève quelquefois, marqué par la main divine. Si l'épreuve

qui commence alors était absolument interdite, si du point mystérieux où il réside, ce grand droit social ne pesait pas sur la tête des pouvoirs même qui le nient, depuis longtemps le genre humain, tombé sous le joug, aurait perdu toute dignité comme tout bonheur.

Une autre condition, essentielle aussi, ne manquait pas non plus à la légitimité de l'insurrection des colonies anglaises. Il y avait pour elles chance raisonnable de succès.

Aucune main forte ne dirigeait en ce moment la politique de l'Angleterre. Le cabinet de lord North était médiocre d'esprit et de cœur. Le seul homme supérieur du pays, lord Chatam, était dans l'opposition.

Les temps de la grande tyrannie étaient passés. Les proscriptions, les cruautés, militaires et judiciaires, la dévastation générale et systématique, ces mesures terribles, ces souffrances atroces que naguère encore, au cœur même de l'Europe, dans

une cause bien aussi juste, les Hollandais avaient eu à subir, n'auraient pas été tolérées, au dix-huitième siècle, par les spectateurs de la lutte américaine, ne venaient plus même à la pensée des acteurs les plus acharnés.

Un parti puissant, des voix éloquentes s'élevaient au contraire sans relâche, au sein même du parlement britannique, à l'appui des colonies et de leurs droits. Gloire admirable du gouvernement représentatif qui assure des défenseurs à toutes les causes, et fait pénétrer, dans l'arène de la politique, les garanties instituées pour le sanctuaire des lois.

L'Europe, d'ailleurs, ne pouvait assister impassible à un tel débat. Deux grandes puissances, la France et l'Espagne, avaient contre l'Angleterre, en Amérique même, des injures récentes, des pertes graves à venger. Deux puissances de grandeur nouvelle, la Russie et la Prusse, étalaient, pour les maximes libérales, une sympathie un peu fastueuse, mais intelligente,

et se montraient fort disposées à saisir l'occasion de décrier l'Angleterre ou de lui nuire, au nom même de la liberté. Une république naguère glorieuse et redoutée, encore riche et honorée, la Hollande, ne pouvait manquer de prêter à l'Amérique, contre une ancienne rivale, ses capitaux et son crédit. Enfin, parmi les puissances d'ordre inférieur, toutes celles à qui leur situation rendait le despotisme maritime de l'Angleterre nuisible et odieux, Naples, la Toscane, Gênes, devaient ressentir pour le nouvel État une bienveillance timide peut-être et sans prompt effet, utile pourtant et encourageante.

Par la fortune la plus rare, tout se réunissait donc, tout concourait en faveur des colonies insurgées. Leur cause était juste, leur force déjà grande, leurs dispositions morales et prudentes. Sur leur propre sol, les lois et les mœurs, les faits anciens et les idées modernes s'accordaient à les soutenir, à les animer dans leur dessein. De grands alliés se préparaient pour

elles en Europe. Dans les conseils même de la métropole ennemie, elles avaient de puissants appuis. Jamais dans l'histoire des sociétés humaines, le droit nouveau et contesté n'avait obtenu tant de faveur, ni engagé le combat avec tant de chances de succès.

Et pourtant que d'obstacles a rencontrés l'entreprise! que d'efforts, que de maux elle a coûtés à la génération chargée de l'accomplir! combien de fois elle a paru, elle a été réellement sur le point d'échouer!

Dans le pays même, parmi ce peuple en apparence et quelque temps en effet si unanime, l'indépendance, une fois déclarée, rencontra bientôt des adversaires nombreux et actifs. En 1774, à peine les premiers coups de fusil avaient été tirés à Lexington, au milieu de l'enthousiasme général, déjà un corps de troupes du Connecticut était nécessaire pour soutenir dans New-York le parti républicain contre les tories ou loyalistes, nom que les partisans

de la mère-patrie acceptaient hautement[1]. En 1775, New-York envoyait en effet à l'armée anglaise, sous les ordres du général Gage, d'importants renforts[2]. En 1776, lorsque le général Howe arriva sur les côtes de la même province, une foule d'habitants firent éclater leur joie, renouvelèrent leur serment de fidélité à la couronne, et prirent les armes en sa faveur[3]. Les dispositions étaient les mêmes dans le New-Jersey; et les corps loyalistes, levés dans ces deux provinces, égalaient en nombre leurs contingents républicains[4]. Au milieu de cette population, Washington lui-même n'était pas en sûreté: un complot fut ourdi pour le livrer aux Anglais, et des hommes de sa garde s'y trouvèrent compromis[5]. Le Maryland et la Géorgie étaient divisés. Dans les Carolines du nord et du sud,

[1] Marshall, *Vie de Washington*, t. II, p. 151.

[2] *Ibid*, p. 198.

[3] *Ibid*. p. 209, 348.

[4] *Ibid*. p. 445; Sparks, *Washington's Life*, t. I, p. 261. Marshall, *Vie de Washington*, t. III, p. 55.

[5] Marshall, *Vie de Washington*, t. II, p. 326.

en 1776 et 1779, deux régiments loyalistes, l'un de quinze cents, l'autre de sept cents hommes, se formèrent en quelques jours[1]. Contre ces hostilités intérieures, le congrès et les gouvernements locaux usèrent d'abord d'une extrême modération, ralliant les amis de l'indépendance sans s'inquiéter de ses adversaires, n'exigeant rien de ceux qui auraient refusé, s'appliquant surtout par des écrits, des correspondances, des réunions, des commissaires envoyés dans les comtés incertains, à ramener les esprits, à lever les scrupules, à démontrer la justice de leur cause, la nécessité de leurs actes. Car des sentiments sincères et respectables, la fidélité, l'affection, la reconnaissance, le respect des traditions, le goût de l'ordre, étaient surtout l'origine du parti loyaliste et faisaient sa force. Quelque temps on se contenta de le surveiller, de le contenir; dans quelques districts, on traita même avec lui

[1] Marshall, *Vie de Washington*, t. II, p. 309; t. III, p. 50; t. IV, p. 111.

pour obtenir sa neutralité. Mais le cours des événements, l'imminence du péril, l'urgence des besoins, l'entraînement des passions amenèrent bientôt plus de rigueur. Les arrestations, les exils devinrent fréquents. Les prisons se remplirent. Les confiscations commencèrent. Des comités de sûreté locale disposèrent, sur la notoriété publique, de la liberté de leurs concitoyens. Les excès de la multitude vinrent plus d'une fois s'ajouter aux sévérités arbitraires des magistrats. Un imprimeur de New-York était dévoué aux loyalistes: une troupe de cavaliers, venus du Connecticut dans ce dessein, brisa ses presses et enleva ses caractères[1]. L'esprit de haine et de vengeance s'alluma. Dans la Géorgie et la Caroline du sud, sur la frontière occidentale du Connecticut et de la Pensylvanie, la lutte des deux partis devint cruelle[2]. Et malgré la légitimité de

[1] Marshall, *Vie de Washington*, t. II, p. 209.
[2] *Ibid.* t. IV, p. 72-78.

sa cause, malgré la vertueuse sagesse de ses chefs, la république naissante connut les douleurs de la guerre civile.

Des maux et des périls encore plus graves naissaient chaque jour du parti national lui-même. Les motifs de l'insurrection étaient purs, si purs, qu'ils ne pouvaient guère suffire longtemps, dans les masses du moins, à l'imperfection humaine. Au nom des droits à maintenir, de l'honneur à sauver, le premier élan fut général. Mais quelle que soit la faveur de la Providence, le travail est rude, le succès est lent dans les grands desseins, et le commun des hommes tombe bientôt épuisé de lassitude ou d'impatience. Ce n'était point pour échapper à quelque atroce tyrannie que les colons s'étaient soulevés; ils n'avaient point, comme jadis leurs ancêtres en fuyant d'Angleterre, les premiers biens de la vie civile à recouvrer, la sûreté de leur personne, la liberté de leur foi. Ils n'étaient excités non plus par aucun mobile personnel et impérieux : point de dépouilles so-

ciales à partager; point d'ancienne et profonde passion à satisfaire. La lutte se prolongeait sans créer, dans des milliers de familles ignorées, ces intérêts puissants, ces liens grossiers mais robustes, qui ont fait si souvent, dans notre vieille et violente Europe, la force comme l'angoisse des révolutions. Chaque jour, presque chaque pas vers le succès, imposait au contraire de nouveaux efforts, de nouveaux sacrifices. «Je crois, ou du moins j'espère, écrivait Washington, qu'il existe encore parmi nous assez de vertu publique pour que nous nous privions de tout, excepté de ce qui est absolument nécessaire à la vie, afin d'accomplir notre entreprise[1].» Espérance sublime, et qui méritait d'être récompensée, comme elle l'a été, par le triomphe de la cause, mais qui ne pouvait élever à sa hauteur toute cette population dont le libre concours était la condition et presque le seul moyen de succès. Le découragement, la tiédeur, l'inertie, le désir

[1] Washington à Bryan Fairfax; *Washington's Writings*, t. II, p. 395.

de se soustraire aux charges, aux fatigues, furent bientôt le mal essentiel, le péril pressant contre lequel les chefs avaient sans cesse à lutter. C'était en effet parmi les chefs, dans les premiers rangs du parti que se maintenaient l'enthousiasme et le dévouement. Ailleurs, dans les événements analogues, c'est du peuple qu'est venue l'impulsion de la persévérance et du sacrifice. En Amérique, ce sont les classes indépendantes et éclairées qui ont eu à soutenir, à ranimer le peuple dans le grand combat engagé au nom du pays. Dans l'ordre civil, les magistrats, les riches planteurs, les grands négociants, dans l'armée, les officiers se montrent constamment les plus ardents, les plus fermes; l'exemple vient d'eux comme le conseil, et la population les suit à peine au lieu de les pousser. « Ne prenez pour officiers que des *gentlemen* », recommandait Washington après trois ans de guerre[1] : tant il avait éprouvé

[1] Le 9 janvier 1777, dans ses instructions au colonel George Baylor. *Washington's Writings*, t. IV, p. 269.

que ceux-là surtout étaient dévoués à la cause de l'indépendance, et prêts à tout risquer, à tout souffrir pour son succès.

Eux seuls, d'ailleurs, pouvaient suffire, pour leur propre compte du moins, aux charges de la guerre, car l'État n'y pourvoyait point. Nulle armée, peut-être, n'a vécu dans une condition plus dure que l'armée américaine. Presque constamment inférieure en nombre, soumise à une désertion périodique et en quelque sorte légale, appelée à marcher, à camper, à combattre dans un pays immense, à peine peuplé, en partie inculte, à travers de vastes marais, des forêts sauvages, sans magasins de vivres, souvent sans solde pour en acheter et sans pouvoirs pour en requérir, contrainte, en faisant la guerre, de ménager, de respecter les habitants et leurs propriétés comme des troupes en garnison au sein de la paix, elle était en butte à des exigences, en proie à des souffrances inouïes. «Pendant quelques jours, écrivait Washington en 1777, il y a eu presque une famine

au camp. Une partie des troupes a été une semaine sans recevoir aucune espèce de viande, et le reste en a manqué pendant trois ou quatre jours. Les soldats sont nus et meurent de faim....... Il y a des personnes qui me blâment d'avoir mis l'armée en quartiers d'hiver; comme si elles croyaient que les soldats sont faits de bois ou de pierre, insensibles au froid et à la neige, et facilement capables, malgré leur petit nombre et tous ces désavantages, non-seulement de tenir en respect des troupes nombreuses, bien équipées, abondamment pourvues, et de les renfermer dans Philadelphie, mais encore de préserver de tout pillage, de toute dévastation, les États de Pensylvanie et de Jersey... Je puis assurer à ces personnes qu'il est plus aisé et beaucoup moins pénible de faire des remontrances dans une chambre bien commode, au coin d'un bon feu, que d'occuper une colline froide et stérile, et de coucher sur la glace, sans vêtemens ni couvertures... Je souffre moi-même extrêmement pour les

pauvres soldats, et je déplore du fond du cœur ces misères que je ne puis soulager ni prévenir[1]. »

Le congrès, auquel il avait recours, ne le pouvait guère plus que lui. Sans force pour faire exécuter ses ordres, sans droit même pour rien ordonner en matière d'impôts, réduite à indiquer les besoins et à solliciter les treize États confédérés d'y pourvoir, en présence d'un peuple fatigué, d'un commerce ruiné, d'un papier-monnaie décrié, cette assemblée, ferme pourtant et habile, ne savait et bien souvent ne pouvait rien faire de plus qu'adresser aux États de nouvelles exhortations, et envoyer à Washington de nouveaux pouvoirs, en le chargeant d'obtenir lui-même, des gouvernements locaux, les levées, l'argent, les vivres, tout ce qu'exigeait la guerre.

Washington acceptait cette mission dif-

[1] Washington au président du congrès; *Washington's writings*, t. V, p. 199-200.

ficile, et il rencontrait aussitôt un nouvel obstacle à surmonter, un nouveau péril à conjurer. Aucun lien, aucun pouvoir central n'avait uni jusque-là les colonies. Fondées et administrées chacune à part, chargées de pourvoir, chacune pour son compte, à leur sûreté, à leurs travaux publics, à leurs plus grandes comme à leurs moindres affaires, elles avaient contracté des habitudes d'isolement et presque de rivalité que la métropole ombrageuse avait pris soin d'entretenir. L'ambition même et le désir des conquêtes se glissèrent dans leurs rapports, comme entre États étrangers; les plus puissantes tentèrent quelquefois d'envahir ou d'absorber les établissements voisins; et dans le plus pressant de leurs intérêts, dans la défense de leurs frontières contre les sauvages, elles suivaient bien souvent une politique égoïste et s'abandonnaient réciproquement.

Quel problème de réunir tout à coup en faisceau des éléments à ce point sépa-

rés, sans les retenir par la violence, et les laissant libres, de les faire agir de concert, sous l'impulsion d'un pouvoir unique! Les dispositions individuelles s'y refusaient comme les institutions publiques, les passions comme les lois. Les colonies se défiaient les unes des autres. Toutes se défiaient du congrès, rival nouveau et chancelant des assemblées locales; bien plus encore de l'armée qu'elles regardaient comme dangereuse à la fois pour l'indépendance des États et la liberté des citoyens. En ceci même, les idées nouvelles et savantes s'accordaient avec les instincts populaires. C'est une des maximes favorites du dix-huitième siècle que le danger des armées permanentes, et la nécessité, pour les pays libres, de combattre et d'atténuer sans relâche leur force, leur influence, leurs mœurs. Nulle part peut-être cette maxime ne fut plus généralement ni plus chaudement adoptée que dans les colonies d'Amérique. Au sein du parti national, les esprits les plus

ardents, les plus décidés à soutenir la lutte avec vigueur et jusqu'au bout, étaient aussi les amis les plus ombrageux de la liberté civile, c'est-à-dire ceux qui voyaient l'armée, l'esprit militaire, la discipline militaire, de l'œil le plus hostile et le plus jaloux. En sorte que les obstacles se rencontraient précisément là où l'on venait chercher, où l'on devait espérer les moyens.

Et dans cette armée même, objet de tant de méfiances, régnait l'esprit le plus indépendant, le plus démocratique. Tous les ordres étaient discutés. Tous les corps prétendaient agir pour leur compte et selon leurs convenances particulières. Les troupes des divers États ne voulaient obéir qu'à leurs propres généraux; les soldats qu'à des officiers quelquefois directement choisis, toujours du moins approuvés par eux. Et le lendemain d'une défaite à réparer ou d'une victoire à poursuivre, des régiments entiers se débandaient et se retiraient, sans qu'on pût obtenir d'eux qu'ils

attendissent, quelques jours seulement, l'arrivée de leurs successeurs.

Un doute triste et mêlé d'effroi s'élève dans l'âme à la vue de tant et de si douloureuses épreuves infligées à la révolution la plus légitime, de tant et de si périlleuses chances imposées à la révolution la mieux préparée pour le succès.

Doute injurieux et précipité. L'homme, par orgueil, est aveugle dans son espérance; aveugle, par faiblesse, dans son découragement. La révolution la plus juste, la plus heureuse, met à découvert le mal moral et matériel, toujours si grand, que recèle toute société humaine. Mais le bien ne périt point dans cette épreuve, et dans l'alliage impur auquel elle le condamne; quoique imparfait et mêlé, il conserve son pouvoir comme son droit; s'il domine dans les hommes, il prévaut aussi tôt ou tard dans les événements, et les instruments ne manquent jamais à sa victoire.

Que les États-Unis gardent éternellement une mémoire respectueuse et recon-

naissante des chefs de la génération qui a conquis leur indépendance, et fondé leur gouvernement! Franklin, Adams, Hamilton, Jefferson, Madison, Jay, Henry, Mason, Greene, Knox, Morris, Pinckney, Clinton, Trumbull, Rutledge; je ne saurais les nommer tous, car au moment où la querelle s'engagea, il y avait dans chaque colonie, et presque dans chaque comté de chaque colonie, quelques hommes déjà honorés de leurs concitoyens, déja éprouvés dans la défense des libertés publiques, influents par la fortune, le talent, le caractère, fidèles aux anciennes vertus et partisans des lumières nouvelles, sensibles à l'éclat de la civilisation et attachés à la simplicité des mœurs, d'un cœur fier et d'un esprit modeste, ambitieux et prudents à la fois dans leurs patriotiques désirs: hommes rares, qui ont beaucoup espéré de l'humanité sans trop présumer d'eux-mêmes, et risquèrent pour leur pays beaucoup plus qu'ils ne devaient recevoir de lui après le triomphe.

C'est à eux, avec la protection de Dieu et le concours du peuple, que le triomphe a été dû. Washington est leur chef.

Il était jeune, bien jeune encore, et déjà une grande attente s'attachait à lui. Employé, comme officier de milice, dans quelques expéditions sur la frontière occidentale de la Virginie, contre les Français et les sauvages, il avait également frappé ses supérieurs et ses compagnons, les gouverneurs anglais et la population américaine. Les premiers écrivaient à Londres pour le recommander aux bontés du roi[1]. Les autres, réunis dans les temples pour invoquer sur leurs armes la protection divine, entendaient avec orgueil un prédicateur éloquent, Samuel Davies, s'écrier en célébrant le courage des Virginiens[2] : « J'ai à vous en signaler un glorieux exemple, cet héroïque jeune homme, le colonel Washington, que la Providence a préservé d'une façon si

[1] *Washington's writings*, t. II, p. 97.

[2] Le 17 août 1755; *Washington's writings*, t. II. p. 89.

éclatante, sans doute pour quelque important service qu'il est appelé à rendre à son pays. »

On dit même que, quinze ans plus tard, dans un voyage que fit Washington vers l'ouest, sur les bords de l'Ohio, un vieux chef Indien, à la tête de sa tribu, demanda à le voir, disant que jadis, à la bataille de la Monongahela, il avait déchargé plusieurs fois sa carabine sur le commandant virginien, et ordonné à ses hommes d'en faire autant, mais, qu'à leur grande surprise, leurs balles n'avaient produit aucun effet. Convaincu que le colonel Washington était sous la garde du Grand-Esprit, il avait cessé de tirer sur lui, et venait rendre hommage à l'homme qui, par la faveur du ciel, ne pouvait mourir dans la bataille.

Les hommes se plaisent à penser que la Providence leur a laissé entrevoir les secrets desseins. Le récit du vieux chef circula en Amérique, et devint le sujet d'un drame intitulé : *la Prophétie indienne*[1].

[1] *Washington's writings*, t. II, p. 475.

Jamais peut-être cette attente obscure, cette confiance prématurée dans la destinée, je n'ose dire dans la prédestination d'un homme, n'a été plus naturelle que pour Washington, car jamais homme n'a paru, n'a été réellement, dès sa jeunesse et dans ses premières actions, mieux approprié à son avenir et à la cause qu'il devait faire triompher.

Il était planteur, de famille et de goût, et voué à ces intérêts, à ces habitudes, à cette vie agricoles qui faisaient la vigueur de la société américaine. Cinquante ans plus tard, Jefferson, pour justifier sa confiance dans l'organisation absolument démocratique de cette société, disait : « Notre confiance ne peut nous tromper aussi longtemps que nous demeurerons vertueux, et nous le serons aussi longtemps que l'agriculture sera notre principale affaire [1]. » Dès l'âge de vingt ans, Washington considérait l'agriculture comme sa principale

[1] *Edinburgh Review*, juillet 1830; p. 498.

affaire, vivant ainsi en intime sympathie avec les dispositions dominantes, les bonnes et fortes mœurs de son pays.

Les voyages, la chasse, l'exploration des terres lointaines, les relations, amicales ou hostiles, avec les Indiens des frontières, furent les plaisirs de sa jeunesse. Il était de ce tempérament actif et hardi qui se complaît dans les aventures et les périls que suscite à l'homme la nature grande et sauvage. Il avait la force de corps, la persévérance et la présence d'esprit qui en font triompher.

Il en ressentait même, à son début dans la vie, une confiance un peu présomptueuse : « Je puis affirmer que je possède une constitution assez robuste pour supporter les plus rudes épreuves, et assez de résolution, je m'en flatte, pour affronter tout ce que peut oser un homme[1]. »

A ce naturel, la guerre devait convenir bien mieux encore que la chasse ou les

[1] Washington au gouverneur Dinwiddie ; *Washington's writings*, II, p. 29.

voyages. Dès que l'occasion s'en offrit, il s'y porta avec cette ardeur qui, au début de la vie, ne révèle pas toujours la capacité aussi bien que le goût. En 1754, le roi George III se faisait lire, dit-on, une dépêche qu'avait transmise à Londres le gouverneur de la Virginie, et où le jeune major Washington terminait le récit de son premier combat par cette phrase : « J'ai entendu siffler les boulets ; il y a dans ce son quelque chose de charmant. — Il n'en parlerait pas de la sorte, dit le roi, s'il en avait entendu beaucoup. » Washington était de l'avis du roi ; car, lorsque le major de la milice virginienne fut devenu le général en chef des États-Unis, quelqu'un lui ayant demandé s'il était vrai qu'il eût tenu ce propos : « Si je l'ai dit, répondit-il, c'est que j'étais bien jeune[1]. »

Mais sa jeune ardeur, en même temps sérieuse et sereine, avait l'autorité de l'âge mûr. Dès le premier jour, il aimait dans

[1] *Washington's writings*, t. II, p. 39.

la guerre, bien au-dessus du plaisir du combat, ce grand emploi de l'intelligence et de la volonté armées de la force pour un beau dessein, ce mélange puissant d'action humaine et de fortune, qui saisit et transporte les âmes les plus hautes comme les plus simples. Né dans les premiers rangs de la société coloniale, élevé dans les écoles publiques, au milieu de ses compatriotes, il arrivait naturellement à leur tête, car il était à la fois leur supérieur et leur pareil, formé aux mêmes habitudes, habile aux mêmes exercices, étranger, comme eux, à toute instruction élégante, à toute prétention savante, et ne demandant rien pour lui-même, ne déployant que pour le service public cet ascendant qu'un esprit pénétrant et sensé, un caractère énergique et calme assurent toujours dans une situation désintéressée.

En 1754, il entre à peine dans la société et dans la carrière des armes. C'est un officier de vingt-deux ans, qui conduit des bataillons de milice ou correspond avec

le représentant du roi d'Angleterre. Ni l'une, ni l'autre relation ne l'embarrasse. Il aime ses compagnons; il respecte le roi et le gouverneur; mais ni l'affection ni le respect n'altèrent l'indépendance de son jugement et de sa conduite; il sait, il voit, avec un admirable instinct d'action et de commandement, par quels moyens, à quelles conditions on peut réussir dans ce qu'il entreprend pour le compte du roi et du pays. Et ces conditions, ces moyens, il les demande, il les impose; à ses soldats s'il s'agit de discipline, d'exactitude et d'activité dans le service; au gouverneur, si la question porte sur la solde des troupes, sur les approvisionnements, sur le choix des officiers. Partout, soit que ses idées et ses paroles montent vers le supérieur auquel il rend compte, ou descendent sur les subordonnés qui lui obéissent, elles sont également nettes, pratiques, décisives, également empreintes de cet empire que donnent la vérité et la nécessité à l'homme qui se présente en leur nom.

Washington est, dès cette époque, l'Américain éminent, le représentant fidèle et supérieur de son pays, l'homme qui le comprendra et le servira le mieux, qu'il s'agisse de traiter ou de combattre pour lui, de le défendre ou de le gouverner.

Ce n'est pas l'événement seul qui l'a révélé. Ses contemporains le pressentaient. « Votre santé et votre fortune sont le toast de toutes les tables, » lui écrivait dès 1756, le colonel Fairfax, son premier patron[1]. En 1759, élu pour la première fois à la chambre des bourgeois de Virginie, au moment où il prenait place dans la salle, l'orateur, M. Robinson, lui exprima en termes vifs et brillants la reconnaissance de l'assemblée pour les services qu'il avait rendus à son pays. Washington se leva pour remercier de tant d'honneur; mais tel était son trouble qu'il ne put prononcer une parole; il rougissait, balbutiait, tremblait; l'orateur vint à son secours: « Asseyez-vous,

[1] *Washington's writings*, t. II, p 145.

M. Washington, lui dit-il; votre modestie égale votre valeur, et cela surpasse toute la puissance de parole que je puis posséder[1]. » Enfin, en 1774, à la veille de la grande lutte, en sortant du premier congrès formé pour la préparer, Patrick Henry, l'un des plus ardents républicains de l'Amérique, répondait à ceux qui lui demandaient quel était le premier homme du congrès: « Si vous parlez d'éloquence, M. Rutledge, de la Caroline du sud, est le plus grand orateur; mais si vous parlez de solide connaissance des choses et de jugement sain, le colonel Washington est incontestablement le plus grand homme de l'assemblée[2]. »

Pourtant, éloquence même à part, Washington n'avait point ces qualités brillantes, extraordinaires, qui frappent, au premier aspect, l'imagination humaine. Ce n'était point un de ces génies ardents,

[1] Sparks, *Washington's Life*, t. I, p. 107.
[2] *Ibid.*, p. 132.

pressés d'éclater, entraînés par la grandeur de leur pensée ou de leur passion, et qui répandent autour d'eux les richesses de leur nature, avant même qu'au dehors aucune occasion, aucune nécessité en sollicite l'emploi. Étranger à toute agitation intérieure, à toute ambition spontanée et superbe, Washington n'allait point au-devant des choses, n'aspirait point à l'admiration des hommes. Cet esprit si ferme, ce cœur si haut était profondément calme et modeste. Capable de s'élever au niveau des plus grandes destinées, il eût pu s'ignorer lui-même sans en souffrir, et trouver dans la culture de ses terres la satisfaction de ces facultés puissantes qui devaient suffire au commandement des armées et à la fondation d'un gouvernement.

Mais quand l'occasion s'offrit, quand la nécessité arriva, sans effort de sa part, sans surprise de la part des autres, ou plutôt, comme on vient de le voir, selon leur attente, le sage planteur fut un grand

homme. Il avait à un degré supérieur les deux qualités qui, dans la vie active, rendent l'homme capable des grandes choses. Il savait croire fermement à sa propre pensée, et agir résolument selon ce qu'il pensait, sans en craindre la responsabilité.

C'est surtout la faiblesse des convictions qui fait celle des conduites, car l'homme agit bien plus en vertu de ce qu'il pense que par tout autre mobile. Dès que la querelle s'éleva, Washington fut convaincu que la cause de son pays était juste, et qu'à une cause si juste, dans un pays déjà si grand, le succès ne pouvait manquer. Pour conquérir l'indépendance par la guerre, il fallut neuf ans; pour fonder le gouvernement par la politique, dix ans. Les obstacles, les revers, les inimitiés, les trahisons, les erreurs et les langueurs publiques, les dégoûts personnels abondèrent, ainsi qu'il arrive, sous les pas de Washington, dans cette longue carrière. Pas un moment sa foi et son espérance ne furent ébranlées. Dans les plus mauvais jours, quand il avait

à se défendre de sa propre tristesse, il disait : « Je ne puis pas ne pas espérer et croire que le bon sens du peuple prévaudra à la fin sur ses préjugés..... Je ne saurais penser que la Providence ait tant fait pour rien..... Le grand souverain de l'univers nous a conduits trop longtemps et trop loin sur la route du bonheur et de la gloire, pour nous abandonner au milieu. Par notre folie et notre mauvaise conduite, nous pouvons de temps à autre nous égarer ; mais j'ai cette confiance qu'il reste en nous assez de bon sens et de vertu pour que nous rentrions dans le droit chemin avant d'être entièrement perdus[1]. »

Et plus tard, lorsque de cette France, qui l'avait si bien soutenu pendant la guerre, lui arrivent, pendant sa présidence, des embarras, des périls plus redoutables que la guerre, lorsque l'Europe bouleversée pèse sur lui comme l'Amérique, et étonne son

1 Washington à Jonathan Trumbull; *Writings*, t. IX, p. 5. — A Lafayette; *ibid.*, p. 383. — A Benjamin Lincoln; *ibid.*, p. 392.

esprit, il sait croire et se confier encore: «La rapidité des révolutions n'est pas moins surprenante que leur grandeur. Comment se termineront-elles? C'est ce que connaît seul le grand régulateur des événements. Confiants dans sa sagesse et sa bonté, nous pouvons avec sécurité lui en remettre l'issue, sans nous fatiguer à pénétrer ce qui est au delà de la connaissance humaine, prenant seulement soin de nous acquitter du rôle qui nous a été assigné, de telle sorte que la raison et notre conscience nous puissent approuver[1].»

La même énergie de conviction, la même fidélité à son propre jugement, qu'il portait dans l'appréciation générale des choses, l'accompagnaient dans la pratique des affaires. Esprit admirablement libre, plutôt à force de justesse que par richesse et flexibilité, il ne recevait ses idées de personne, ne les adoptait en vertu d'aucun préjugé, mais, en toute occasion, les formait lui-même, par la vue simple ou l'étude atten-

[1] Washington à David Humphreys; *Writings*, t. X, p. 331.

tive des faits, sans aucune entremise ni influence, toujours en rapport direct et personnel avec la réalité.

Aussi, quand il avait observé, réfléchi et arrêté son idée, rien ne le troublait; il ne se laissait point jeter ou entretenir, par les idées d'autrui, ni par le désir de l'approbation, ni par la crainte de la contradiction, dans un état de doute et de fluctuation continuelle. Il avait foi en Dieu et en lui-même. « Si quelque pouvoir sur la terre pouvait, ou si le grand pouvoir au-dessus de la terre voulait élever le drapeau de l'infaillibilité en fait d'opinions politiques, il n'y a, parmi les habitants de ce globe, pas un être qui fût plus empressé que moi d'y recourir, aussi longtemps que je resterai le serviteur du public. Mais comme je n'ai trouvé jusqu'ici point de meilleur guide que des intentions droites et un examen attentif des choses, tant que ce sera moi qui veillerai, je me conduirai d'après ces maximes[1]. »

[1] Washington à Henri Knox; *Writings*, t. XI, p. 70.

C'est qu'il joignait, à cet esprit indépendant et ferme, un grand cœur, toujours prêt à agir selon sa pensée, en acceptant la responsabilité de son action. « Ce que j'admire dans Christophe Colomb, dit Turgot, ce n'est pas d'avoir découvert le nouveau monde, mais d'être parti pour le chercher, sur la foi d'une idée. » Que l'occasion fût grande ou petite, les conséquences prochaines ou éloignées, Washington, convaincu, n'hésitait jamais à se porter en avant sur la foi de sa conviction. On eût dit, à sa résolution nette et tranquille, que c'était pour lui une chose naturelle de décider des affaires et d'en répondre. Signe assuré d'un génie né pour gouverner; puissance admirable quand elle s'unit à un désintéressement consciencieux.

Entre les grands hommes, s'il en est qui ont brillé d'un éclat plus éblouissant, nul n'a été soumis à une plus complète épreuve : dans la guerre et dans le gouvernement; résister au nom de la liberté et au nom du pouvoir, au roi et au

peuple; commencer une révolution et la finir.

Dès le premier jour, la tâche de Washington se révéla dans son étendue et sa complexité. Pour faire la guerre, il n'eût pas seulement à créer une armée. A cette œuvre déjà si difficile, le pouvoir créateur même manquait. Les États-Unis n'avaient pas plus de gouvernement que d'armée. Le congrès, pur fantôme, unité mensongère, n'avait pas droit, ne pouvait pas, n'osait pas, ne faisait rien. Washington, de son camp, était obligé, non-seulement de solliciter sans cesse, mais de suggérer les mesures, d'indiquer au congrès ce qu'il avait lui-même à faire pour accomplir son œuvre, pour que tout ne fût pas un vain nom, le congrès et l'armée. Ses lettres étaient lues en séance, et devenaient le texte des délibérations. Délibérations pleines d'inexpérience, de timidité, de méfiance. On se payait d'apparences et de promesses. On renvoyait aux gouvernements locaux. On redoutait le pouvoir

militaire. Washington répondait respectueusement, obéissait, puis insistait, démontrait le mensonge des apparences, la nécessité d'une force réelle pour ce pouvoir dont on lui avait donné le titre, pour cette armée à qui l'on demandait de vaincre. Les hommes intelligents, courageux, dévoués à la cause, ne manquaient point dans cette assemblée si peu exercée à gouverner. Quelques-uns se rendaient au camp, voyaient par eux-mêmes, s'entretenaient avec Washington, rapportaient, à leur retour, l'autorité de leurs observations et de ses conseils. L'assemblée s'éclairait, s'affermissait, prenait confiance en elle-même et dans son général. Elle décrétait les mesures, elle lui conférait les pouvoirs dont il avait besoin. Il entrait alors en correspondance, en négociation avec les gouvernements locaux, des assemblées aussi, des comités, des magistrats, de simples citoyens, plaçant les faits sous leurs yeux, invoquant leur bon sens, leur patriotisme, mettant à profit, pour le service

public, ses amitiés personnelles, ménageant les ombrages démocratiques et les susceptibilités vaniteuses, gardant son rang, parlant de haut, mais sans offense et avec une modération persuasive; merveilleusement habile, au milieu des plus prudents égards pour les faiblesses humaines, à influer sur les hommes par les sentiments honnêtes et la vérité.

Quand il avait réussi, quand le congrès d'abord, puis les États divers lui avaient donné ce qu'il fallait pour faire une armée, il n'était pas au terme; l'œuvre de la guerre ne commençait pas encore; l'armée n'existait pas. Là aussi il rencontrait une inexpérience complète, la même absence d'unité, la même passion d'indépendance individuelle, le même conflit des intentions patriotiques et des instincts anarchiques. Là aussi il fallait rallier des éléments discordants, retenir des éléments toujours près de se dissoudre, éclairer, persuader, agir par voie de ménagement et d'influence, obtenir enfin, sans compromettre sa

dignité ni son pouvoir, l'adhésion morale, le libre concours des officiers, même des soldats.

Alors seulement Washington pouvait agir comme général et penser à la guerre. Ou plutôt c'était pendant la guerre, au milieu de ses scènes, de ses périls, de ses hasards, qu'il avait à recommencer sans cesse, dans le pays et dans l'armée même, ce travail d'organisation et de gouvernement.

On a mis en doute son mérite militaire. Il n'en a pas donné, il est vrai, ces preuves éclatantes qui, dans notre Europe, ont fait la renommée des grands capitaines. Opérant avec une petite armée, sur un espace immense, la grande stratégie et les grandes batailles lui sont demeurées forcément étrangères.

Mais sa supériorité reconnue, proclamée par ses compagnons, neuf ans de guerre et le succès définitif sont aussi une preuve, et peuvent bien justifier la gloire. Sa bravoure personnelle était brillante, téméraire

même, et il s'y livra plus d'une fois avec un douloureux emportement. Plus d'une fois les milices américaines, saisies de terreur, prirent la fuite, et de braves officiers donnèrent leur vie pour apprendre le courage aux soldats. En 1776, dans une occasion semblable, Washington indigné s'obstina à rester sur le champ de bataille, s'efforçant de retenir les fuyards par son exemple, et même de sa main. « Nous avons fait, écrivait le surlendemain le général Greene, une retraite pitoyable et en grand désordre, grâce à la pitoyable conduite de la milice..... Les brigades de Fellows et de Parsons ont pris la fuite devant cinquante hommes, laissant son Excellence presque seul, à quarante toises de l'ennemi, et si désespéré de l'infamie des troupes qu'il cherchait la mort de tout son cœur [1]. »

Plus d'une fois aussi, quand l'occasion lui parut favorable, la hardiesse du général se déploya aussi bien que la bravoure de

[1] *Washington's Writings*, t. IV, p. 94.

l'homme. On a appelé Washington le *Fabius américain*, disant que l'art d'éviter les actions, de déjouer l'ennemi, de temporiser, était son talent comme son goût. En 1775, devant Boston, à l'ouverture de la guerre, ce Fabius voulait la terminer d'un seul coup en attaquant brusquement l'armée anglaise, qu'il se flattait de détruire. Trois conseils de guerre successifs le forcèrent de renoncer à son dessein, mais sans ébranler sa conviction, et il en exprima un regret amer[1]. En 1776, dans l'État de New-York, pendant le froid le plus rigoureux, au milieu d'une retraite, avec des troupes à moitié débandées, et dont la plupart se disposaient à le quitter pour rejoindre leurs foyers, Washington reprit soudain l'offensive, attaqua successivement, à Trenton et à Princeton, les différents corps de l'armée anglaise, et gagna deux batailles en huit jours.

Il savait d'ailleurs quelque chose de plus

[1] *Washington's Writings*, t. III, p. 82, 127, 259, 287, 290, 291, 292, 297.

haut et plus difficile encore que de faire la guerre ; il savait la gouverner. Elle n'était pour lui qu'un moyen, constamment subordonné au but général et définitif, le succès de la cause, l'indépendance du pays. Lorsque, en 1798, la perspective d'une guerre possible, entre les États-Unis et la France, vint le troubler à Mount-Vernon, penchant déjà vers la vieillesse et chérissant son repos, il écrivait à son successeur dans le gouvernement de la république, M. Adams : « J'entrevois sans peine que, si nous entrions dans une lutte sérieuse avec la France, la guerre différerait essentiellement de celle où nous étions naguère engagés. Dans celle-ci, le temps, une réserve prudente, laisser l'ennemi s'user jusqu'à ce que nous fussions mieux pourvus d'armes et de troupes disciplinées pour le combattre, c'était là pour nous le plan naturel et sage. Maintenant, si nous avions affaire aux Français, il faudrait les attaquer à chaque pas[1]. »

[1] Washington à John Adams, *Writings*, t. XI, p. 309.

Ce système d'une guerre vive, agressive, qu'à soixante-six ans il se proposait d'adopter, vingt-deux ans auparavant, dans la force de l'âge, ni les conseils de quelques généraux, ses amis, ni les calomnies de quelques autres, ses rivaux, ni les plaintes des États ravagés par l'ennemi, ni les clameurs populaires, ni le désir de la gloire, ni les instances du congrès lui-même, rien n'avait pu l'y entraîner. « Je connais ma malheureuse position[1]. Je sais qu'on attend beaucoup de moi. Je sais que sans troupes, sans armes, sans munitions, sans rien de ce qu'il faut à un soldat, on ne peut faire à peu près rien. Et, ce qui est bien mortifiant, je sais que je ne puis me justifier aux yeux du monde qu'en déclarant mes besoins, divulguant ma faiblesse et faisant tort à la cause que je soutiens. Je suis décidé à ne le point faire.... ma situation m'est quelquefois amère à ce point que, si je ne consultais le bien public plutôt que mon propre repos, j'aurais depuis

[1] Washington à Joseph Reed, *Writings*, t. III, p. 284.

longtemps tout mis sur un coup de dez. »

Il persista pendant neuf ans. Seulement, lorsque la longueur de la lutte et la lassitude nationale amenaient un découragement trop voisin de l'apathie, il se décidait à frapper un coup, à courir quelque hasard éclatant, pour faire sentir au pays la présence de son armée, et relever un peu les cœurs. Ce fut ainsi qu'en 1777 il livra la bataille de Germantown. Et lorsqu'au milieu de revers patiemment supportés, on lui demandait ce qu'il ferait si l'ennemi avançait toujours, si Philadelphie, par exemple, était pris : « Nous nous retirerons au delà de la rivière Susquehanna, et de là, s'il le faut, dans les montagnes Alleghanys[1]. »

A cette patience patriotique, il en joignait une autre, plus méritoire encore. Il voyait sans humeur, sans ombrage, les succès de ses lieutenants. Bien plus : dès que le service public le conseillait, il leur en

[1] Sparks, *Washington's Life*, t. I, p. 221.

fournissait largement les occasions et les moyens. Désintéressement admirable, rare dans les plus grandes âmes, aussi sage que beau au milieu des susceptibilités envieuses d'une société démocratique, et qui peut-être, il est permis de l'espérer, était accompagné en lui d'une profonde tranquillité intérieure sur son ascendant et sa gloire.

Quand l'horizon était sombre, quand des échecs répétés, de longues souffrances semblaient compromettre le général, et provoquaient les désordres, les cabales, les insinuations hostiles, bientôt une voix puissante s'élevait, la voix de l'armée qui couvrait Washington de son respect affectueux, et le plaçait en dehors de toutes les plaintes, au-dessus de toutes les inimitiés.

Dans l'hiver de 1777 à 1778, pendant que l'armée était campée à Valley-Forge, en proie aux plus dures épreuves, quelques hommes remuants et déloyaux ourdirent contre Washington une intrigue assez forte, qui pénétra dans le congrès même. Il y opposa une franchise sévère, disant

sans réserve, sans faux ménagements, ce qu'il pensait de ses adversaires, et laissant sa conduite parler pour lui-même. C'était risquer beaucoup dans un tel moment. Mais l'estime publique était si profonde, les amis de Washington, lord Stirling, Lafayette, Greene, Knox, Patrick Henry, Henri Laurens, le soutinrent si chaudement, le mouvement d'opinion de l'armée fut si vif qu'il triompha presque sans se défendre. Le principal artisan de la cabale, l'irlandais Conway, après avoir donné sa démission, se répandait encore contre lui en propos injurieux. Le général Cadwalader s'en indigna; un duel eut lieu, et Conway grièvement blessé, se croyant près de mourir, écrivit à Washington :

« Je me sens en état de tenir la plume quelques minutes. J'en profite pour vous exprimer mon sincère chagrin d'avoir fait, écrit ou dit quoi que ce soit qui ait pu être désagréable à votre Excellence. Je touche au terme de ma carrière. La justice et la vérité me poussent à déclarer mes derniers

sentiments. Vous êtes à mes yeux le grand, l'excellent homme. Puissiez-vous jouir longtemps de l'amour, de l'estime et de la vénération de ces États dont vous avez soutenu les libertés par vos vertus [1]! »

En 1779, les officiers d'un régiment du New-Jersey, mal payés de leur solde, chargés de dettes contractées au service, inquiets pour leur sort à venir et celui de leurs familles, déclarèrent officiellement à l'assemblée de cet État qu'ils donneraient leur démission en masse s'ils n'étaient mieux traités. Washington les blâma sévèrement, et leur demanda de retirer leur déclaration. Ils persistèrent. « Nous avons toujours été et nous sommes encore prêts à marcher avec notre régiment, et à nous acquitter de nos devoirs aussi longtemps qu'il le faudra pour que l'assemblée législative puisse nous faire remplacer. Mais nous ne donnerons pas un jour de plus. Nous supplions votre Excellence d'être persua-

[1] *Washington's Writings*, t. V, p. 517.

dée que nous connaissons la grandeur de ses vertus et de ses talents, que nous avons toujours exécuté ses ordres avec joie, que nous aimons le métier des armes, que nous aimons notre patrie. Mais quand la patrie manque de justice au point d'oublier ceux qui la servent, il est du devoir de ceux-ci de se retirer[1]. »

Ainsi le respect pour Washington éclatait jusque dans les cabales ourdies contre lui, et se mêlait à la désobéissance même.

Dans l'état de détresse et de dislocation où retombait sans cesse l'armée américaine, l'influence personnelle de Washington, l'affection qu'on lui portait, le désir d'imiter son exemple, la crainte de perdre son estime, ou seulement de l'affliger, doivent être comptées au nombre des principales causes qui retinrent sous les drapeaux beaucoup d'hommes, officiers et soldats, ranimèrent leur zèle et formèrent entre eux cet esprit de corps militaire, cette amitié des

[1] Marshall, *Vie de Washington*, t. IV, p. 136.

camps, grande force et noble compensation d'une profession si rude.

C'est le privilége, souvent corrupteur, des grands hommes d'inspirer l'affection et le dévouement sans les ressentir. Washington échappa à ce vice de la grandeur. Il aimait ses compagnons, ses officiers, son armée. Ce n'était pas seulement par justice, par devoir, qu'il s'inquiétait de leurs maux et prenait en main leurs intérêts avec un zèle infatigable. Il leur portait un sentiment vraiment tendre, empreint de compassion pour ce qu'il leur avait vu souffrir et de reconnaissance pour l'attachement qu'ils lui avaient témoigné. Et lorsque, en 1783, la guerre terminée, à New-York, dans la taverne de France, au moment de se séparer pour toujours, les principaux officiers défilèrent silencieusement devant lui, chacun lui serrant la main au passage, il était lui-même ému et troublé, de cœur et de visage, au delà de ce que semblait comporter la sérénité forte de son âme.

Il ne montra pourtant jamais à l'armée

ni faiblesse ni complaisance. Il ne souffrit jamais qu'elle fût, à elle-même, sa première pensée, et ne perdait pas une occasion de lui inculquer cette vérité que la subordination et le dévouement, non-seulement à la patrie, mais au pouvoir civil, étaient sa condition naturelle et son premier devoir.

Il lui en donna, dans trois circonstances solennelles, la plus belle et la plus efficace des leçons, celle de l'exemple. En 1782, il repoussa « avec une grande et douloureuse surprise », ce sont ses expressions, le pouvoir suprême et la couronne que lui offraient des officiers mécontents [1]. En 1783, à l'approche du licenciement, informé qu'un projet d'adresse circulait dans l'armée, et qu'une réunion générale devait avoir lieu pour aviser aux moyens d'obtenir par la force ce que le congrès refusait, malgré la justice, il exprima par un ordre du jour son blâme sévère, convoqua lui-même une autre réunion, y parut, rappela

[1] Washington au colonel Lewis Nicola; *Writings*, t. VIII, p. 300.

les officiers au sentiment de leur devoir, du bien public, et se retira avant toute délibération, voulant leur laisser à eux-mêmes le mérite d'un retour qui fut en effet prompt et général[1]. Enfin, en 1784 et 1787, lorsque les officiers en retraite tentèrent de former entre eux, pour conserver quelque lien dans leur dispersion, pour se soutenir mutuellement, eux et leurs familles, l'association des *Cincinnatus*, dès que Washington vit naître, aux seuls mots d'association militaire, d'ordre militaire, la méfiance et le mécontentement de son ombrageuse patrie, malgré son goût personnel pour l'institution, non-seulement il en fit modifier les statuts, mais il en déclina publiquement la présidence et cessa d'y prendre part[2].

Par une coïncidence singulière, vers le même temps, le roi de Suède, Gustave III, interdit aux officiers suédois qui

[1] Washington au président du congrès; *Writings*, t. VIII, p. 392-400.
[2] Washington au général Knox; *Writings*, t. IX, p. 26. — A Arthur Saint-Clair, *ibid.*, p. 127.

avaient servi dans l'armée française pendant la guerre d'Amérique, de porter l'ordre des Cincinnatus « institution de tendance républicaine, et peu convenable à son gouvernement[1]. »

« Si nous ne pouvons convaincre le peuple que ses craintes sont mal fondées, disait à ce sujet Washington, il faut lui céder dans une certaine mesure[2]. » Il ne cédait pas, même au peuple, quand l'intérêt public en eût souffert ; mais il avait un tact trop juste de l'importance relative des choses pour apporter la même roideur quand des intérêts ou des sentiments privés, même légitimes, étaient seuls en question.

Quand le but de la guerre fut atteint, quand il se sépara de ses compagnons d'armes, à côté de son chagrin affectueux, et sous la joie qu'il ressentait à se reposer dans la victoire, un autre sentiment se laisse entrevoir, bien qu'obscur dans son âme et ignoré peut-être de lui-même : le

[1] *Washington's Writings*; t. IX, p. 56.
[2] Washington à Jonathan Trumbull; *Writings*, t. IX, p. 35.

regret de la vie militaire, de cette noble profession à laquelle il avait donné avec tant d'honneur ses plus belles années. Elle plaisait beaucoup à Washington, génie régulier, plus ferme que fécond, juste et bienveillant envers les hommes, mais grave, un peu froid, né pour le commandement plutôt que pour la lutte, aimant dans l'action l'ordre, la discipline, la hiérarchie, et préférant l'emploi simple et puissant de la force, dans une bonne cause, aux complications subtiles et aux débats passionnés de la politique.

« La scène est enfin à son terme...... La veille de Noël au soir, les portes de cette maison ont vu entrer un homme plus vieux de neuf ans que je n'étais quand je les ai quittées..... Je commence à me sentir à l'aise et libre de tout souci public. J'ai quelque peine à secouer ma coutume, en m'éveillant chaque matin, de méditer sur les soins du jour suivant; et ce n'est pas sans surprise qu'après avoir roulé bien des choses dans mon esprit, je découvre que

je ne suis plus un homme public, et n'ai plus rien à démêler avec les affaires publiques..... J'espère passer le reste de mes jours à cultiver l'affection des gens de bien, et à pratiquer les vertus domestiques...... La vie d'un agriculteur est de toutes la plus délicieuse. Elle est honorable; elle est amusante, et, avec des soins judicieux, elle est profitable..... Je ne suis pas seulement retiré des emplois publics, je rentre en moi-même. Je puis promener mes regards dans la solitude, et marcher dans les sentiers de la vie privée avec une vraie satisfaction de cœur. Ne portant envie à personne, je suis décidé à être content de tous, et dans cette disposition, je descendrai doucement le fleuve de la vie, jusqu'à ce que je m'endorme avec mes pères[1]. »

Washington, en tenant ce langage, n'exprimait pas seulement une impression momentanée, la jouissance du repos après

[1] Washington au gouverneur Clinton; *Writings*, t. IX, p. 1. — A Lafayette; *ibid.*, p. 17. — Au général Knox; *ibid.*, p. 21. — A Alexandre Spotswood; *ibid.*, p. 823.

une longue fatigue, de la liberté après un dur assujettissement. Cette existence active et tranquille de grand propriétaire, ces travaux pleins d'intérêt et exempts de souci, ce pouvoir domestique peu disputé et peu responsable, cette belle harmonie entre l'homme intelligent et la nature féconde, cette hospitalité grave et simple, les nobles plaisirs de la considération et de la bienfaisance obtenus sans effort, c'était bien vraiment là son goût, la préférence constante de son âme. Il eût probablement choisi cette vie. Il en jouissait avec tout ce qu'y peuvent ajouter la reconnaissance publique et la gloire, douces malgré leurs importunités.

Toujours sérieux et d'un esprit pratique, il améliorait la culture de ses terres, embellissait son habitation, s'occupait des intérêts locaux de la Virginie, traçait le plan de cette grande navigation intérieure, de l'est à l'ouest, qui devait un jour livrer aux États-Unis la moitié du nouveau monde, fondait des écoles, mettait ses pa-

piers en ordre, entretenait une correspondance étendue, et prenait grand plaisir à recevoir sous son toit, à sa table, ses fidèles amis. « C'est mon souhait, écrivait-il à l'un d'eux peu de jours après son retour à Mount-Vernon, que l'affection et l'estime mutuelles, qui ont été semées de nos mains et ont grandi dans le tumulte de la vie publique, ne viennent pas se flétrir et mourir dans le calme de la retraite. Nous devrions bien plutôt charmer nos heures du soir en cultivant ces douces plantes et en les développant dans toute leur beauté, avant qu'elles soient transplantées sous un plus heureux climat [1]. »

Vers la fin de 1784, M. de Lafayette vint à Mount-Vernon. Washington lui portait une affection vraiment paternelle, la plus tendre peut-être dont sa vie offre la trace. A part les services rendus, l'estime personnelle, l'attrait du caractère, à part même le dévouement enthousiaste que lui témoi-

[1] Washington à Jonathan Trumbull; *Writings*, t. IX, p. 5.

gnait M. de Lafayette, ce jeune gentilhomme élégant, chevaleresque, qui s'était échappé de la cour de Versailles pour apporter aux planteurs d'Amérique son épée et sa fortune, plaisait singulièrement au grave général américain. C'était pour lui comme un hommage rendu, par la noblesse de l'ancien monde, à sa cause et à sa personne, comme un lien entre lui et cette société française si brillante, si spirituelle, si célébrée. Dans sa grandeur modeste, il en était flatté en même temps que touché, et sa pensée s'arrêtait avec une émotion pleine de complaisance sur ce jeune ami, unique dans sa vie, et qui avait tout quitté pour servir près de lui.

« Au moment de notre séparation, lui écrivait-il, sur la route, pendant le voyage, et depuis lors à toute heure, j'ai ressenti tout ce que le cours des ans, une étroite intimité et votre mérite m'ont inspiré d'affection, de considération, d'attachement pour vous. Pendant que nos voitures s'éloignaient l'une de l'autre, je me demandais souvent

si c'était pour la dernière fois que je vous avais vu; et malgré mon désir de dire *non*, mes craintes répondaient *oui*. Je rappelais à mon esprit les jours de ma jeunesse, et je trouvais que depuis longtemps ils avaient fui pour ne plus revenir, que je descendais à présent la colline que j'ai gravie pendant cinquante-deux ans; car je sais que, malgré la force de ma constitution, je suis d'une famille où l'on vit peu, et que je dois m'attendre à reposer bientôt dans le tombeau de mes pères. Ces pensées obscurcissaient pour moi l'horizon, et répandaient un nuage sur l'avenir, par conséquent sur l'espérance de vous revoir. Mais je ne veux pas me plaindre. J'ai eu mon jour [1]. »

Malgré ce triste pressentiment et son goût sincère pour le repos, sa pensée se reportait sans cesse sur l'état et les affaires de son pays. On ne se sépare point du lieu où l'on a tenu une grande place. « Retiré comme je le suis du monde, écri-

[1] Washington à Lafayette; *Writings*, t. IX, p. 77.

vait-il en 1786, j'avoue avec franchise que je ne me sens pas un spectateur indifférent[1]. » Le spectacle l'affligeait et l'inquiétait profondément. La confédération périssait. Le congrès, son seul lien, était sans pouvoir, et n'osait pas même user du peu qui lui en était confié. La faiblesse morale des hommes s'ajoutait à la faiblesse politique des institutions. Les États retombaient en proie à leurs inimitiés, à leurs méfiances, à leurs vues étroites et égoïstes. Les traités qui avaient consacré l'indépendance nationale ne recevaient qu'une exécution incomplète et précaire. Les dettes contractées, dans l'ancien et le nouveau monde, n'étaient point payées. Les taxes destinées à y pourvoir ne rentraient point au trésor public. L'agriculture languissait. Le commerce déclinait. L'anarchie se propageait. Dans le pays même, éclairé ou aveugle, qu'on s'en prît au gouvernement ou à l'absence de gouvernement, le mécontentement était général. En Europe, le re-

[1] Washington à John Jay; *Writings*, t. IX, p. 189.

nom des États-Unis tombait rapidement. On se demandait s'il y aurait jamais des États - Unis. L'Angleterre fomentait le doute, en attendant l'heure d'en profiter.

La douleur de Washington était extrême, pleine d'agitation et d'humiliation, comme s'il eût été encore responsable des événements. « Dieu de bonté, s'écriait-il en apprenant les troubles du Massachusetts, qu'est-ce que l'homme qu'il y ait dans sa conduite tant d'inconsistance et de manque de foi ? C'était hier que nous versions notre sang pour obtenir les constitutions sous lesquelles nous vivons, des constitutions de notre choix, de notre main ! Et maintenant nous tirons l'épée pour les renverser ! La chose est si inconcevable que j'ai peine à la croire réelle, et à me persuader que je ne suis pas sous l'illusion d'un songe [1]..... En formant notre confédération, nous avons eu probablement trop bonne opinion de la nature humaine. L'expérience

[1] Washington à David Humphreys; *Writings*, t. IX, p. 221.

nous apprend que, sans l'intervention d'un pouvoir coercitif, les hommes n'adoptent et n'exécutent pas les mesures les mieux calculées pour leur propre bonheur..... Du point élevé où nous étions parvenus, être tombés si bas, quelle mortification ![1]....... En pleurant, comme je l'ai souvent fait avec le plus amer chagrin, la mort de notre pauvre ami le général Greene, je me suis demandé naguère s'il n'aurait pas mieux aimé lui-même sortir ainsi de ce monde, plutôt que d'assister aux scènes que, trop probablement, ses compatriotes auront à déplorer[2]. »

Cependant, à ce patriotique chagrin, le cours des événements, le progrès de la raison publique mêlaient aussi l'espérance; cette espérance pleine d'inquiétude et de travail, la seule que permette aux esprits élevés l'imperfection si profonde des affaires humaines, mais qui suffit à soutenir leur courage. Dans toute la confédération, le

[1] Washington à John Jay; *Writings*, t. IX, p. 167.

[2] Washington à Henri Knox; *Writings*, t. IX, p. 226.

mal était senti, le remède entrevu. Les jalousies d'États, les intérêts locaux, les anciennes habitudes, les préjugés démocratiques répugnaient beaucoup aux sacrifices que devait leur imposer une organisation plus haute et plus forte du pouvoir central. Pourtant l'esprit d'ordre et d'union, l'amour de la patrie américaine, le regret de la voir descendre dans l'estime du monde, le dégoût des agitations subalternes, interminables et stériles de l'anarchie, l'évidence de ses maux, l'intelligence de ses périls, toutes les idées justes, tous les sentiments nobles qui remplissaient l'âme de Washington se répandaient, s'accréditaient, préparaient un meilleur avenir. Quatre ans s'étaient à peine écoulés depuis la paix qui avait sanctionné la conquête de l'indépendance, lorsqu'une Convention nationale, amenée par l'instinct public, se réunit à Philadelphie, avec la mission de réformer le gouvernement fédéral. Ouverte le 14 mai 1787, elle choisit le même jour Washington pour son président. Du

14 mai au 17 septembre, délibérant tous les jours, à huis clos et sous les inspirations les plus sensées comme les plus pures qui aient jamais présidé à une telle œuvre, elle fit la constitution qui régit depuis cinquante ans les États-Unis d'Amérique. Le 30 avril 1789, au même moment où s'ouvrait à Paris l'Assemblée constituante, Washington, élu par un suffrage unanime, jurait, comme président de la république, de garder et mettre en vigueur la constitution qui venait de naître, en présence des grands pouvoirs qu'elle avait créés.

Jamais homme n'est monté au faîte par un plus droit chemin, ni en vertu d'un vœu plus universel, ni avec une influence plus étendue et plus acceptée. Il hésita beaucoup. En quittant le commandement de l'armée, il avait hautement annoncé et s'était sincèrement promis qu'il vivrait en paix, étranger aux affaires publiques. Changer ses desseins, sacrifier ses goûts et son repos, pour un succès très-incertain, peut-être pour être taxé d'inconséquence et

d'ambition, c'était pour lui un immense effort. Le congrès tarda à se réunir; l'élection de Washington à la présidence, bien que connue, ne lui était pas encore officiellement annoncée. « Pour moi, écrivait-il à son ami Henri Knox, ce délai peut être comparé à un sursis. Je vous le dis en confidence, car auprès du monde j'obtiendrais peu de crédit; tous mes pas vers le siége du gouvernement seront accompagnés de sentiments assez semblables à ceux d'un condamné qui marche vers le lieu de son supplice; tant il me répugne, vers le soir d'une vie consumée presque tout entière dans les soucis publics, de quitter une demeure paisible pour me plonger dans un océan de difficultés, sans ce degré de savoir-faire politique, sans ces talents, ces inclinations qui sont nécessaires pour tenir le gouvernail [1]. » Le message arriva; il partit. « Aujourd'hui 16 avril, à dix heures, j'ai dit adieu à Mount-Vernon, à la vie privée,

[1] Washington à Henri Knox; *Writings*, t. IX, p. 488.

au bonheur domestique, et le cœur oppressé de sentiments plus douloureux que je ne puis l'exprimer, je suis parti pour New-York, décidé à servir mon pays en obéissant à son appel, mais avec peu d'espoir de répondre à son attente [1]. » Son voyage fut un triomphe; sur la route, dans les villes, toute la population accourait et l'applaudissait en priant pour lui. Il entra dans New-York conduit par des commissaires du congrès, sur une barque élégamment décorée, qui avait pour rameurs treize pilotes, au nom des treize États, au milieu d'un concours immense dans le port et sur la rive: sa disposition intérieure demeura la même : « Le mouvement des bateaux, dit-il dans son journal, le pavoisement des vaisseaux, les chants des musiciens, le bruit du canon, les acclamations que le peuple poussait jusqu'aux cieux, pendant que je rangeais les quais, ont rempli mon âme d'émotions pénibles autant

[1] *Washington's Diary*; — *Writings*, t. X, p. 461.

que douces, car je songeais aux scènes tout opposées qui se passeraient peut-être un jour, malgré les efforts que j'aurais pu faire pour opérer le bien [1]. »

Près d'un siècle et demi auparavant, sur les bords de la Tamise, une même foule, des démonstrations semblables avaient accompagné à Westminster Cromwell, proclamé Protecteur de la république d'Angleterre. « Quel concours! quelles acclamations! » disaient ses flatteurs; et Cromwell répondait: « Il y en aurait bien davantage si l'on me menait pendre. »

Bizarre analogie et glorieuse différence entre les sentiments et les paroles du grand homme corrompu et du grand homme vertueux!

Washington s'inquiétait justement de la tâche qu'il acceptait. C'est l'honneur suprême de l'humanité que la pénétration du sage unie au dévouement du héros. A peine formée, la nation qu'il avait con-

[1] *Washington's Diary*; Marshall, *Vie de Washington*, t. V, p. 68.

duite à l'indépendance, et qui lui demandait un gouvernement, entrait dans une de ces transformations sociales qui rendent l'avenir si obscur et le pouvoir si périlleux.

C'est une assertion souvent répétée et généralement admise que, dans les colonies anglaises avant leur séparation de la métropole, l'état de la société et des esprits était essentiellement républicain, et tout prêt à cette nouvelle forme de gouvernement.

Mais le gouvernement républicain peut régir, et a régi, en effet, des sociétés profondément diverses; et la même société peut subir de grandes métamorphoses sans cesser de vivre en république.

Les colonies anglaises se montrèrent toutes à peu près également décidées en faveur de la constitution républicaine. Au nord et au sud de l'Union, dans la Virginie et les Carolines comme dans le Connecticut et le Massachusetts, la volonté publique fut la même quant à la forme du gouvernement.

Pourtant, et on l'a plus d'une fois remarqué, considérées dans leur organisation sociale, dans l'état et les relations de leurs habitants, ces colonies étaient très-différentes.

Au sud, notamment dans la Virginie et les Carolines, le sol appartenait en général à de grands propriétaires, entourés d'esclaves ou de petits cultivateurs. Les substitutions, le droit d'aînesse y maintenaient la perpétuité des familles. L'Église était constituée et dotée. La législation civile de l'Angleterre, si fortement empreinte de son origine féodale, avait été maintenue presque sans réserve. L'état social était aristocratique.

Au nord, au contraire, dans le Massachusetts, le Connecticut, le New-Hampshire, Rhode-Island, etc., les puritains fugitifs avaient apporté et implanté leur rigidité démocratique avec leur ferveur religieuse. Là point d'esclavage; point de grands propriétaires au milieu d'une population inférieure; point d'immobilité

dans la possession du sol. Point d'Église hiérarchique et fondée au nom de l'État. Point de supériorités sociales légalement instituées et maintenues. L'homme livré à ses œuvres et à la grâce divine. L'esprit d'indépendance et d'égalité avait passé de l'ordre religieux dans l'ordre civil.

Cependant, même dans les colonies du nord et sous l'empire des principes puritains, d'autres causes, trop peu remarquées, atténuaient ce caractère de l'état social et en modifiaient le développement. Il y a loin, bien loin de l'esprit démocratique religieux à l'esprit démocratique purement politique. Quelque ardent, quelque intraitable que soit le premier, il puise dans son origine, il conserve dans son action un puissant élément de subordination et d'ordre, le respect. Malgré leur orgueil, les puritains s'inclinaient tous les jours devant un maître, lui soumettaient leur pensée, leur cœur, leur vie; et sur les rivages de l'Amérique, quand ils n'eurent plus à défendre leur indépendance contre des pou-

voirs humains, quand ils se gouvernèrent eux-mêmes en présence de Dieu, la sincérité de leur foi, la sévérité de leurs mœurs combattirent la pente de l'esprit démocratique vers l'insolence individuelle et le déréglement. Ces magistrats si surveillés, si mobiles, avaient pourtant un point d'appui qui les rendait fermes, souvent même durs dans l'exercice de leur autorité. Au sein de ces familles si jalouses de leurs droits, si ennemies de toute pompe politique, de toute grandeur convenue, la puissance paternelle était forte et très-respectée. La loi la consacrait au lieu de la limiter. Les substitutions, l'inégalité des partages étaient interdites; mais le père disposait absolument de ses biens et les distribuait à son gré entre ses enfants. En général, la législation civile ne s'était point asservie aux maximes politiques, et conservait l'empreinte des anciennes mœurs. En sorte que l'esprit démocratique, bien que dominant, rencontrait partout des barrières et des contre-poids.

Un fait matériel d'ailleurs, passager mais décisif, voilait sa présence et retardait son empire. Dans les villes, point de multitude. Dans les campagnes, une population groupée autour des principaux planteurs, communément concessionnaires du sol et investis des magistratures locales. Les maximes sociales étaient démocratiques; les situations individuelles l'étaient peu. Les instruments manquaient à l'application des principes. L'influence résidait encore dans les positions élevées. De l'autre part, le nombre ne pesait pas encore assez pour emporter la balance.

Mais la révolution, précipitant le cours des choses, imprima à la société américaine, dans le sens démocratique, un mouvement général et rapide.

Dans les États où le principe aristocratique était encore puissant, comme la Virginie, il fut immédiatement attaqué et vaincu. Les substitutions disparurent. L'Église perdit non-seulement ses priviléges, mais sa place officielle dans l'État. Le prin-

cipe électif conquit le gouvernement tout entier. Le droit de suffrage reçut une grande extension. La législation civile, sans subir un changement radical, inclina de plus en plus vers l'égalité.

Le progrès démocratique fut encore plus décisif dans les faits que dans les lois. Au sein des villes, la population s'accrut beaucoup, et dans la population la multitude. Dans les campagnes, vers l'ouest, au delà des monts Alleghanys, par un mouvement d'émigration continu et accéléré, de nouveaux États se formèrent ou se préparèrent, pleins d'un peuple épars, cherchant fortune, partout aux prises avec les forces âpres de la nature et les haines féroces des sauvages, à demi sauvage lui-même, étranger aux formes, aux ménagements d'une société pressée et civilisée, livré à l'égoïsme de son isolement et de ses passions, hardi, fier, rude, emporté. Partout ainsi, au bord de la mer comme au fond du continent, dans les grands centres de population et dans les forêts à peine

ouvertes, au sein de l'activité commerciale et de la vie agricole, le nombre, le simple individu, l'indépendance personnelle, l'égalité primitive, tous les éléments démocratiques grandissaient, s'étendaient, prenaient dans l'État et dans ses institutions la place qu'on leur y avait préparée, mais qu'ils n'y occupaient point d'abord.

Et, dans l'ordre intellectuel, le même mouvement, bien plus rapide, emportait les esprits, et les faits étaient bien dépassés par les idées. Au milieu même des États les plus civilisés, les plus sages, les théories les plus radicales obtenaient non-seulement faveur, mais puissance. « Les terres des États-Unis ont été sauvées des confiscations de la Grande-Bretagne par les efforts de tous; elles doivent être la propriété commune de tous. Quiconque s'oppose à cette maxime est un ennemi de la justice, et mérite d'être balayé de la face de la terre...... Il faut annuler toutes les dettes, publiques et privées, et établir des lois agraires, ce qui se peut au moyen

d'un papier-monnaie sans gage et à cours forcé[1]. » Ces rêves démagogiques étaient accueillis dans le Massachusetts, le Connecticut, le New-Hampshire, par une portion considérable du peuple; douze ou quinze mille hommes prenaient les armes pour les réaliser. Et le mal paraissait si grave que le plus intime ami de Jefferson, un homme que le parti démocratique compta plus tard parmi ses chefs, Madison regardait presque la société américaine comme perdue, et osait à peine conserver quelque espérance[2].

Deux forces concourent au maintien et au développement de la vie d'un peuple; sa constitution civile et son organisation politique, les influences sociales, et les pouvoirs publics. Celle-ci manquait encore plus que la première à l'État américain naissant. Dans cette société si agitée et si peu liée, l'ancien gouvernement avait dis-

[1] Le général Knox à Washington; *Washington's Writings*, t. IX, p. 207.

[2] Madison à Washington; *Washington's Writings*, t. IX, p. 208.

paru; le nouveau n'était pas encore formé. J'ai dit la nullité du congrès, seul lien des États, seul pouvoir central; pouvoir sans droit, sans force, signant des traités, nommant des ambassadeurs, proclamant que le bien public exigeait telles lois, tels impôts, telle armée, mais n'ayant par lui-même ni lois à rendre, ni juges et employés pour appliquer ses lois, ni impôts pour payer ses ambassadeurs, ses employés, ses juges, ni troupes pour faire acquitter ses impôts et respecter ses lois, ses juges, ses employés. L'état politique était encore plus faible, plus flottant que l'état social.

La constitution fut faite contre ce mal, pour donner à l'Union un gouvernement. Elle fit deux grandes choses. Le gouvernement central fut réel et placé à son rang. Elle l'affranchit des gouvernements d'États, lui conféra une action directe sur les citoyens, sans entremise des pouvoirs locaux; et lui assura les moyens nécessaires pour convertir ses volontés en faits, des impôts, des juges, des employés, des sol-

dats. Dans son organisation propre et intérieure, le gouvernement central fut bien conçu et bien pondéré; les droits et les rapports des divers pouvoirs furent réglés avec un grand sens et une forte intelligence des conditions d'ordre et de vitalité politique; du moins pour la forme républicaine et la société à laquelle elle s'adaptait.

En comparant la constitution des États-Unis à l'anarchie dont elle sortit, on ne se lasse pas d'admirer la sagesse de ses auteurs et de la génération qui les avait choisis et qui les soutint.

Mais la constitution, adoptée et promulguée, n'était encore qu'un mot. Elle donnait des armes contre le mal, mais le mal subsistait. Les grands pouvoirs qu'elle créait se trouvaient en présence des faits qui l'avaient précédée et rendue si nécessaire, en présence des partis issus de ces faits et qui se disputaient la société, la constitution même, pour les modeler en leur sens.

Au premier aspect, le nom de ces partis étonne. Fédéraliste et démocratique, il n'y a entre ces deux qualités, ces deux tendances, point d'opposition essentielle et vraie. En Hollande au dix-septième siècle, en Suisse encore de nos jours, c'est le parti démocratique qui a voulu fortifier le lien fédéral, le gouvernement central; c'est le parti aristocratique qui a marché à la tête des gouvernements locaux et défendu leur souveraineté. Le peuple hollandais soutenait Guillaume de Nassau et le Stadthoudérat contre Jean de Witt et les grands bourgeois des villes. Les patriciens de Schwitz et d'Uri sont les adversaires les plus obstinés de la diète fédérale et de son pouvoir.

Les partis américains, dans leur lutte, se sont souvent qualifiés autrement. Le parti démocratique s'arrogeait le titre de républicain, et traitait l'autre de monarchique, monocrate. Le parti fédéraliste nommait ses adversaires anti-unionistes. Ils s'accusaient réciproquement de tendre

l'un à la monarchie, l'autre à l'isolement, de vouloir détruire l'un la république, l'autre l'Union.

Prévention fanatique ou ruse de guerre: l'un et l'autre parti voulaient sincèrement la république et la cohésion des États. Les noms qu'ils se donnaient pour se décrier étaient encore plus faux que leurs dénominations primitives n'étaient incomplètes et mal à propos opposées l'une à l'autre.

Pratiquement et pour les affaires immédiates de leur pays, ils différaient moins qu'ils ne le disaient ou ne le pensaient dans leur haine. Au fond, entre leurs principes et leurs tendances, la différence était essentielle, permanente. Le parti fédéraliste était en même temps aristocratique, favorable à la prépondérance des classes élevées comme à la force du pouvoir central. Le parti démocratique était en même temps le parti local, voulant à la fois l'empire du nombre et l'indépendance presque entière des gouvernements d'États.

Ainsi il s'agissait entre eux et de l'or-

dre social et de l'ordre politique, de la constitution même de la société comme de son gouvernement. Ainsi les questions souveraines, éternelles, qui ont agité et agiteront le monde, et qui se rattachent au problème bien supérieur de la nature et de la destinée de l'homme, se plaçaient toutes entre les partis américains, se cachaient toutes sous leurs noms.

C'est au milieu de cette société ainsi agitée et travaillée, que Washington, sans ambition, sans illusion, par devoir plutôt que par goût, et plus confiant dans la vérité que comptant sur le succès, entreprit de fonder, en fait, le gouvernement qu'une constitution née d'hier venait de décréter.

Il montait au pouvoir, investi d'une influence immense, reconnue, acceptée de ses adversaires mêmes. Mais c'est lui-même qui a dit cette profonde parole : « L'influence n'est pas le gouvernement[1]. »

Dans la lutte des partis, ce qui se rap-

[1] Washington à Henri Lee; *Writings*, t. IX, p. 204.

portait à l'organisation même de l'état social le préoccupait peu. Ce sont des questions obscures, cachées, qui ne se révèlent clairement qu'aux méditations du philosophe, et lorsqu'il a vu passer devant ses yeux les sociétés humaines sous toutes leurs formes et à tous leurs âges. Washington était peu familier avec la contemplation et la science. En 1787, avant de se rendre à la Convention de Philadelphie, il avait entrepris, pour s'éclairer lui-même, d'étudier la constitution des principales confédérations anciennes ou modernes; et l'extrait de ce travail, trouvé dans ses papiers, atteste qu'il y avait recueilli des faits à l'appui des notions simples de sa raison, plutôt qu'il n'avait pénétré la nature intime de ces associations compliquées.

Il y a plus, par sa pente naturelle, Washington inclinait plutôt vers l'état social démocratique que vers tout autre. Esprit droit plutôt qu'étendu, cœur juste et calme, plein de dignité, mais exempt de toute prétention passionnée et hautaine, plus

jaloux de la considération que de l'empire, l'équité et la simplicité des maximes et des mœurs démocratiques, loin de le choquer ou de le gêner, convenaient à ses goûts et satisfaisaient sa raison. Il ne s'inquiétait point de rechercher, avec les partisans du système aristocratique, si des combinaisons plus savantes, des classifications, des priviléges, des barrières artificielles étaient nécessaires au maintien de la société. Il vivait tranquille au milieu d'un peuple égal et souverain, trouvant sa domination légitime, et s'y soumettant sans effort.

Mais quand la question passait de l'ordre social à l'ordre politique, quand il s'agissait de l'organisation du gouvernement, il était hautement fédéraliste, opposé aux prétentions locales et populaires, partisan déclaré de l'unité et de la force du pouvoir central.

Il s'éleva sous ce drapeau et pour le faire triompher.

Pourtant son élévation ne fut point une victoire de parti, et n'en inspira à per-

nom; il l'appelait « le juste milieu[1]. »

C'est beaucoup de vouloir tenir le juste milieu; mais la volonté, même habile et ferme, n'y suffit pas toujours. Washington y réussit par le tour naturel de son esprit et de son caractère autant que par son propre dessein; il était bien réellement en dehors des partis; et son pays, en en jugeant ainsi, ne faisait que rendre hommage à la vérité.

Homme d'expérience et d'action, il avait une admirable justesse et point de prétention systématique dans la pensée. Aucun parti pris, aucun principe affiché d'avance ne le gouvernait. Ainsi point d'âpreté logique dans sa conduite; point d'engagement d'amour-propre ni de rivalité intellectuelle. Quand il l'emportait, son succès n'était, pour ses adversaires, ni une gageure perdue, ni une condamnation universelle. Ce n'était point au nom de la supériorité de son esprit, mais au

[1] Washington à Lafayette, *Writings*, t. X, p. 236.

nom des choses mêmes et de leur nécessité qu'il triomphait.

Pourtant son triomphe n'était pas un fait sans moralité, le simple résultat du savoir-faire, ou de la force, ou de la fortune. Étranger à toute théorie, il avait foi dans la vérité et la prenait pour règle de sa conduite. Il ne poursuivait point la victoire d'une idée contre les partisans de l'idée contraire; mais il n'agissait pas non plus au nom de l'intérêt seul et dans la seule vue du succès. Il ne faisait rien qu'il ne crût avoir raison et droit : en sorte que ses actes, qui n'avaient point un caractère systématique, humiliant pour ses adversaires, avaient néanmoins un caractère moral qui commandait le respect.

On avait d'ailleurs, de son entier désintéressement, la conviction la plus profonde. Grande lumière à laquelle les hommes se confient volontiers; force immense qui attire les âmes, et rassure en même temps les intérêts, certains de n'être pas livrés, en sacrifice ou comme in-

struments; à des vues personnelles et ambitieuses.

Son premier acte, la formation de son cabinet, fut la preuve la plus éclatante de son impartialité. Quatre hommes y furent appelés; Hamilton et Knox, de l'opinion fédéraliste; Jefferson et Randolph, de l'opinion démocratique. Knox, soldat probe, médiocre et docile; Randolph, esprit flottant, d'une probité équivoque et de peu de foi; Jefferson et Hamilton, tous deux honnêtes, sincères, passionnés, habiles, les vrais chefs des deux partis.

Hamilton a droit d'être compté parmi les hommes qui ont le mieux connu les principes vitaux et les conditions fondamentales du gouvernement: non pas d'un gouvernement tel quel, mais d'un gouvernement digne de sa mission et de son nom. Il n'y a pas, dans la constitution des États-Unis, un élément d'ordre, de force, de durée, qu'il n'ait puissamment contribué à y introduire et à faire prévaloir. Peut-être croyait-il la forme monarchique

préférable à la forme républicaine. Peut-être a-t-il quelquefois douté du succès de l'expérience tentée dans son pays. Peut-être aussi, emporté par sa vive imagination et l'ardeur logique de sa pensée, était-il quelquefois exclusif dans ses vues et excessif dans ses déductions. Mais d'un caractère aussi élevé que son esprit, il servait loyalement la république, et travaillait à la fonder, non à l'énerver. Sa supériorité était de savoir que, naturellement et par la loi essentielle des choses, le pouvoir est en haut, à la tête de la société, qu'il doit être constitué selon cette loi, et que tout système, tout effort contraire portent tôt ou tard, dans la société même, le trouble et l'affaiblissement. Son erreur fut de tenir trop étroitement, avec une obstination un peu arrogante, aux exemples de la constitution britannique, d'attribuer quelquefois, dans ces exemples, la même autorité au bien et au mal, aux principes et à l'abus, et de ne pas accorder à la variété des formes politiques,

à la flexibilité de la société humaine, une part assez large ni une confiance assez hardie. Il y a des temps où le génie politique consiste à ne point craindre ce qui est nouveau en respectant ce qui est éternel.

Le parti démocratique, non de la démocratie turbulente ou grossière de l'antiquité ou du moyen âge, mais de la grande démocratie moderne, n'a point eu de représentant plus fidèle et plus éminent que Jefferson. Ami chaud de l'humanité, de la liberté, de la science; confiant dans leur vertu comme dans leur droit; profondément touché des injustices que la masse des hommes a subies, des souffrances qu'elle endure, et incessamment préoccupé, avec un désintéressement admirable, de les réparer ou d'en empêcher le retour; acceptant le pouvoir comme une nécessité suspecte, presque comme un mal contre un mal, et s'appliquant non-seulement à le contenir, mais à l'abaisser; se méfiant de toute grandeur, de toute splendeur individuelle comme d'une usurpation pro-

chaine; cœur ouvert, bienveillant, indulgent, quoique prompt à se prévenir et à s'irriter contre les adversaires de son parti; esprit hardi, vif, ingénieux, curieux, plus pénétrant que prévoyant, mais trop sensé pour pousser les choses à l'extrême, et capable de retrouver contre le mal et le péril pressant, une prudence, une fermeté qui, venues plus tôt et d'une façon plus générale, l'auraient peut-être prévenu.

Ce n'était pas une entreprise aisée d'unir et de faire agir ces deux hommes en commun, dans un même cabinet. L'état si critique des affaires, au début de la constitution, et la prépondérance impartiale de Washington pouvaient seules y parvenir. Il s'y appliqua avec une persévérance et une sagesse consommées. Au fond, il portait à Hamilton et à ses maximes une préférence décidée: « Quelques personnes, disait-il, le considèrent comme un homme ambitieux et par conséquent dangereux. Qu'il soit ambitieux, je l'accorde volontiers; mais c'est de cette louable am-

bition qui pousse un homme à exceller partout où il met la main. Il est entreprenant, d'une pénétration très-prompte, et d'un grand jugement au premier coup d'œil[1]. » Mais c'était seulement en 1798, dans la liberté de sa retraite, que Washington s'expliquait de la sorte. Tant qu'il fut dans les affaires et entre ses deux secrétaires d'État, il observa, envers eux, une extrême réserve et leur témoigna la même confiance. Il les croyait l'un et l'autre sincères et capables, nécessaires l'un et l'autre au pays et à lui-même. Non-seulement Jefferson était pour lui un lien, un moyen d'influence dans le parti populaire qui ne tarda pas à devenir l'opposition; mais il s'en servait dans l'intérieur même du gouvernement, comme d'un contrepoids aux tendances, surtout aux paroles quelquefois excessives et inconsidérées de Hamilton et de ses amis. Il les entretenait et les consultait chacun à part sur les affaires qu'ils

[1] Washington à John Adams; *Writings*, t. XI, p. 312.

devaient traiter ensemble, afin d'écarter ou d'atténuer d'avance les dissentiments. Il savait faire tourner le mérite et la popularité de chacun dans son parti au bien général du gouvernement, même à leur profit mutuel. Il saisissait habilement toutes les occasions de les engager dans une responsabilité commune. Et lorsque la dissidence trop profonde, les passions trop vives semblaient rendre la rupture imminente, il s'interposait, exhortait, priait, et par son influence personnelle, par un appel franc et touchant au patriotisme et au bon esprit des deux rivaux, il retardait du moins l'explosion du mal qu'il ne pouvait guérir.

Il traitait les choses avec la même prudence, le même ménagement que les hommes; soigneux de sa position personnelle, n'élevant aucune question prématurée ou superflue, étranger au désir inquiet de tout régler, de tout dominer, laissant les grands corps de l'État, les gouvernements locaux, ses propres employés agir chacun

dans sa sphère, et n'engageant jamais, sans nécessité claire et pratique, son opinion et sa responsabilité.

Et cette politique si impartiale, si réservée, si attentive à ne rien compromettre, ni les choses, ni elle-même, n'était pas celle d'une administration inerte, flottante, incohérente, cherchant et recevant de tous côtés son avis et son impulsion. Jamais, au contraire, gouvernement ne fut plus décidé, plus actif, plus arrêté dans ses idées, plus efficace dans ses volontés.

Il avait été formé contre l'anarchie, et pour raffermir le lien fédéral, le pouvoir central. Il fut inviolablement fidèle à sa mission. Dès son début, à la première session du premier congrès, les grandes questions abondèrent; il fallait mettre la constitution en vigueur. Les relations des chambres avec le président, le mode de communication entre le président et le sénat sur les traités et la nomination aux grands emplois, l'organisation de l'ordre judiciaire, la création des départements

ministériels, tous ces points furent débattus et réglés. Vaste travail où la constitution fut en quelque sorte livrée une seconde fois au combat des partis. Sans étalage, sans intrigue, sans aucune tentative d'envahissement, mais prévoyant et ferme dans la cause du pouvoir qui lui était confié, Washington, par ses entretiens, par son adhésion hautement donnée aux saines maximes, influa puissamment pour que l'œuvre fût accomplie dans le même esprit qui avait présidé à son origine, l'organisation digne et forte du gouvernement.

La pratique répondit aux principes. Une fois aux prises avec les affaires et les partis, cet homme qui, dans la formation de son cabinet, s'était montré si tolérant, porta et prescrivit dans son administration une forte unité de vues et de conduite. « Tant que j'aurai l'honneur de gouverner les affaires publiques, je ne placerai jamais sciemment, dans aucune charge importante, aucun homme dont les maximes politiques soient contraires aux mesures

générales du gouvernement. Ce serait, à mon avis, une sorte de suicide politique[1]....... Dans un gouvernement libre comme le nôtre, écrivait-il à Gouverneur Morris, ministre des États-Unis à Londres, quand les citoyens sont maîtres de manifester et manifestent en effet leurs sentiments, souvent imprudemment, quelquefois injustement, faute d'être bien informés, il faut bien passer quelques effervescences accidentelles; mais après la déclaration que j'ai faite de mon symbole politique, vous pouvez affirmer sans crainte que le pouvoir exécutif de ce pays n'a jamais souffert et ne souffrira jamais, tant que j'y présiderai, qu'aucun acte inconvenant de ses agents demeure impuni[2]. »

Dans les choses même de pure forme et étrangères aux habitudes de sa vie, un tact juste, un instinct sûr des convenances, qui sont aussi des conditions du pou-

[1] Washington à Timothée Pickering; *Writings*, t. XI, p. 74.
[2] Washington à Gouverneur Morris; *Writings*, t. XI, p. 100.

voir, l'éclairait et le dirigeait. Ce fut, après son élection, une question grave entre les partis que le cérémonial à observer envers le président. Beaucoup de fédéralistes, passionnés pour les traditions et l'éclat monarchiques, triomphaient lorsque, dans un bal, ils étaient parvenus à faire placer un canapé élevé de deux marches au-dessus du parquet de la salle, et sur lequel Washington seul et sa femme pouvaient être assis[1]. Beaucoup de démocrates voyaient, dans ces pompes, dans les *levers* publics du président, le retour prémédité de la tyrannie, et s'indignaient que, recevant à une heure fixe, dans sa maison, tous ceux qui se présentaient, il ne leur fit qu'une révérence roide et peu profonde[2]. Washington souriait de ces joies et de ces colères, et persévérait dans les règles, à coup sûr fort modestes, qu'il avait adoptées : « Si je suivais mes goûts, je passerais

[1] *Jefferson's Memoirs*, t. IV, p. 499.

[2] Washington à David Stuart; *Writings*, t. X, p. 99.

dans la retraite tous les moments que je pourrais dérober à la fatigue de mon poste. Je ne le fais pas, parce que je crois qu'il convient d'offrir à tous un libre accès vers moi, autant que cela peut s'accorder avec le respect dû au siége du gouvernement; et ce respect, je pense, ne peut être acquis et maintenu qu'en gardant un juste milieu entre la pompe et la familiarité [1]. »

Des embarras plus graves mirent bientôt sa constance à une plus difficile épreuve. Après l'établissement constitutionnel, les finances étaient pour la république une question immense, la principale peut-être. Le désordre était extrême : dettes de l'Union envers les étrangers, envers les nationaux; dettes des États particuliers, contractées sous leur nom, mais à raison de leur concours dans la cause commune; bons de réquisitions; marchés de fournitures; intérêts arriérés; d'autres titres encore, de diverse nature, de diverse origine, mal

[1] Washington à David Stuart; *Writings*, p. 100.

connus, point liquidés. Et au terme de ce chaos, point de revenus assurés et suffisants pour faire face aux charges qu'il imposait.

Bien des gens et, il faut le dire, le parti démocratique en général, ne voulaient pas qu'on acceptât toutes ces charges, ni même qu'en les concentrant, on portât dans ce chaos la lumière. A chaque État ses dettes, quelque inégale qu'eût été la distribution du fardeau. Entre les créanciers, des distinctions, des classifications fondées sur l'origine de leurs créances et le montant réel de leurs déboursés. Toutes les mesures enfin qui, sous une apparence d'examen scrupuleux et de justice vraie, ne sont au fond que des subterfuges pour éluder et réduire les engagements de l'État.

Comme secrétaire du trésor, Hamilton proposa le système contraire : — la concentration, à la charge de l'Union, et l'acquittement intégral de toutes les dettes effectivement contractées pour la cause commune, étrangères ou américaines, et quels que fussent les contractants, l'ori-

gine, les porteurs; — l'établissement d'impôts suffisants pour faire face à la dette publique et à son amortissement; — la fondation d'une banque nationale capable de seconder le gouvernement dans ses opérations financières, et de soutenir le crédit.

Ce système était seul moral, seul sincère, seul conforme à la probité et à la vérité.

Il consolidait l'Union, en unissant financièrement les États, comme ils étaient unis politiquement.

Il fondait le crédit américain par ce grand exemple de fidélité aux engagements publics et par les garanties qu'il assurait à leur exécution.

Il fortifiait le gouvernement central en ralliant autour de lui les capitalistes, et en lui donnant, sur eux et par eux, de puissants moyens d'influence.

Au premier motif, les adversaires de Hamilton n'osaient point faire d'objection ouverte; mais ils s'efforçaient d'atténuer l'autorité du principe en contestant le mérite

égal des créances, en discutant la moralité des créanciers, en se récriant contre les impôts.

Partisans de l'indépendance locale, ils repoussaient, au lieu d'y applaudir, les conséquences politiques de l'union financière, et demandaient, en vertu de leurs principes généraux, que les États fussent laissés, dans le passé comme dans l'avenir, aux chances diverses de leur situation et de leur destinée.

Le crédit américain leur semblait trop chèrement acheté. On l'obtiendrait, au besoin, par des moyens moins onéreux et plus simples. Ils accusaient les théories de Hamilton sur le crédit, les dettes publiques, l'amortissement, les banques, d'obscurité et d'illusion.

Mais le dernier effet du système excitait surtout leur colère. L'aristocratie de l'argent est, pour le pouvoir, un allié périlleux, car c'est celle qui inspire le moins d'estime et le plus d'envie. Quand il s'agissait du paiement de la dette publique,

à la flexibilité de la société humaine, une part assez large ni une confiance assez hardie. Il y a des temps où le génie politique consiste à ne point craindre ce qui est nouveau en respectant ce qui est éternel.

Le parti démocratique, non de la démocratie turbulente ou grossière de l'antiquité ou du moyen âge, mais de la grande démocratie moderne, n'a point eu de représentant plus fidèle et plus éminent que Jefferson. Ami chaud de l'humanité, de la liberté, de la science; confiant dans leur vertu comme dans leur droit; profondément touché des injustices que la masse des hommes a subies, des souffrances qu'elle endure, et incessamment préoccupé, avec un désintéressement admirable, de les réparer ou d'en empêcher le retour; acceptant le pouvoir comme une nécessité suspecte, presque comme un mal contre un mal, et s'appliquant non-seulement à le contenir, mais à l'abaisser; se méfiant de toute grandeur, de toute splendeur individuelle comme d'une usurpation pro-

chaine; cœur ouvert, bienveillant, indulgent, quoique prompt à se prévenir et à s'irriter contre les adversaires de son parti; esprit hardi, vif, ingénieux, curieux, plus pénétrant que prévoyant, mais trop sensé pour pousser les choses à l'extrême, et capable de retrouver contre le mal et le péril pressant, une prudence, une fermeté qui, venues plus tôt et d'une façon plus gérale, l'auraient peut-être prévenu.

Ce n'était pas une entreprise aisée d'unir et de faire agir ces deux hommes en commun, dans un même cabinet. L'état si critique des affaires, au début de la constitution, et la prépondérance impartiale de Washington pouvaient seules y parvenir. Il s'y appliqua avec une persévérance et une sagesse consommées. Au fond, il portait à Hamilton et à ses maximes une préférence décidée: « Quelques personnes, disait-il, le considèrent comme un homme ambitieux et par conséquent dangereux. Qu'il soit ambitieux, je l'accorde volontiers; mais c'est de cette louable am-

à la flexibilité de la société humaine, une part assez large ni une confiance assez hardie. Il y a des temps où le génie politique consiste à ne point craindre ce qui est nouveau en respectant ce qui est éternel.

Le parti démocratique, non de la démocratie turbulente ou grossière de l'antiquité ou du moyen âge, mais de la grande démocratie moderne, n'a point eu de représentant plus fidèle et plus éminent que Jefferson. Ami chaud de l'humanité, de la liberté, de la science; confiant dans leur vertu comme dans leur droit; profondément touché des injustices que la masse des hommes a subies, des souffrances qu'elle endure, et incessamment préoccupé, avec un désintéressement admirable, de les réparer ou d'en empêcher le retour; acceptant le pouvoir comme une nécessité suspecte, presque comme un mal [illegible]tre un mal, et [illegible]liquant non-se[illegible] le contenir [illegible] à l'abaisser[illegible] de toute gr[illegible], de to[illegible] dividuelle [illegible] d'u[illegible]

compte avec plus de certitude sur ses paiements....... L'expérience de chaque jour paraît affermir le gouvernement des États-Unis et le rendre de plus en plus populaire. La prompte obéissance aux lois qu'il a faites prouve avec éclat la confiance des citoyens dans leurs représentants et dans les vues droites des hommes qui administrent les affaires[1]. »

Et presque au même moment, comme si la Providence eût pris soin que de toutes parts vînt à la postérité le même témoignage, Jefferson écrivait: « Les nouvelles élections pour le congrès se sont accomplies, et bien peu de changements ont eu lieu. Preuve certaine, entre beaucoup d'autres, que les actes du nouveau gouvernement ont causé une satisfaction générale...... Nos affaires suivent un cours de prospérité sans exemple; fruit des progrès réels de notre gouvernement, et de la confiance illimitée que lui porte le

[1] Washington à David Humphreys; *Writings*, t. X, p. 170.

peuple, plein de zèle pour le soutenir, et convaincu qu'une ferme union est le meilleur gage de notre sécurité[1]. »

Aussi, quand le terme de la présidence de Washington approcha, quand la nécessité de donner de nouveau un chef à l'État devint imminente, un mouvement général s'éleva vers lui pour le conjurer d'accepter encore une fois le fardeau. Mouvement très-divers dans son apparente unanimité : le parti fédéraliste voulait conserver le pouvoir ; l'opposition démocratique sentait que le jour n'était pas venu pour elle d'y prétendre, et que le pays ne pouvait se passer de la politique ni de l'homme que pourtant elle se promettait bien d'attaquer. Le public tremblait de voir interrompre cet ordre, cette prospérité, si précieux et encore si précaires. Mais ouverts ou cachés, patriotiques ou égoïstes, sincères ou hypocrites, tous les sentiments, tous les avis concouraient au même dessein.

[1] *Jefferson's Memoirs*, t. III, p. 93, 113.

Washington seul hésitait. Cet esprit si calme était plein de pénétration, et puisait dans son désintéressement une liberté qui le préservait de toute illusion sur les choses et sur lui-même. Les brillantes apparences, le bon état même des affaires publiques ne couvraient point à ses yeux les périls prochains de la situation. Au dehors, le bruit de la révolution française ébranlait déjà l'Amérique. Une guerre inévitable, et mal commencée, contre les Indiens, exigeait d'assez grands efforts. Dans le cabinet, la dissidence entre Jefferson et Hamilton était devenue très-vive; les plus pressantes exhortations du président échouaient à la contenir; elle éclatait presque officiellement dans deux journaux, la *Gazette nationale* et la *Gazette des États-Unis*, ennemis ardents au nom des deux rivaux; un employé des bureaux de Jefferson[1] était le rédacteur connu du premier. Ainsi encouragée, la presse de l'opposition se livrait à la plus amère violence.

[1] Il s'appelait Freneau.

Washington en concevait une inquiétude extrême : « Si le mécontentement, la méfiance, l'irritation sont ainsi semés à pleines mains, écrivait-il au procureur général Randolph, si le gouvernement et ses officiers ont incessamment à subir les outrages des journaux, sans qu'on daigne seulement examiner les faits ou les motifs, je crains qu'il ne devienne impossible, à aucun homme sous le soleil, de manier le gouvernail et de tenir ensemble les pièces de la machine[1]. » Dans quelques parties du pays, surtout dans l'ouest de la Pensylvanie, l'une des taxes décrétées pour faire face à la dette publique avait réveillé l'esprit de sédition ; des réunions nombreuses avaient annoncé qu'elles en refuseraient le paiement ; et Washington s'était vu contraint d'annoncer à son tour, par une proclamation solennelle, qu'il assurerait l'exécution des lois. Au sein même du congrès, l'administration n'obtenait plus un

[1] Washington à Edmond Randolph ; *Writings*, t. X, p. 287.

appui aussi constant, aussi efficace; Hamilton était l'objet d'attaques de jour en jour plus vives; l'opposition échouait dans les motions qu'elle tentait contre lui; mais ses propres propositions n'étaient pas toujours adoptées. Enfin, envers Washington lui-même, le langage de la chambre des représentants, toujours respectueux et affectueux, n'était plus aussi expansif, aussi tendre; et le 22 février 1793, jour anniversaire de sa naissance, la proposition de suspendre la séance une demi-heure pour aller le complimenter, vivement combattue, ne passa qu'à une majorité de vingt-trois voix.

Aucun de ces faits, de ces symptômes, n'échappait à la sagacité vigilante de Washington. Son goût naturel pour la vie privée et le repos de Mount-Vernon en redoublait. Le succès passé, loin de le rassurer, le rendait plus craintif pour l'avenir. Modestement, mais passionnément attaché à sa considération et à sa gloire, il n'y voulait pas souffrir le moindre dé-

clin. Les instances universelles n'auraient point suffi à le déterminer; sa conviction personnelle, le bien public, l'intérêt évident des affaires, le désir ou plutôt le devoir de porter un peu plus loin son œuvre encore chancelante, pouvaient seuls balancer dans son âme sa prudence et son penchant. Il pesait et débattait en lui-même ces divers motifs, avec une sollicitude plus agitée que ne semblait le comporter sa nature, et finissait par dire dans la pieuse lassitude de sa pensée : « Le maître souverain et souverainement sage des événements a veillé jusqu'ici sur mes pas; j'ai cette confiance que, dans l'importante résolution à laquelle je serai peut-être bientôt appelé, il m'indiquera si clairement la route que je ne pourrai m'y tromper[1]. »

Réélu à l'unanimité, il reprit son fardeau avec le même désintéressement, le même courage, et, malgré son succès,

[1] Washington à Edmond Randolph; *Writings*, t. X, p. 286.

peut-être avec moins de confiance que la première fois.

Il avait un juste pressentiment des épreuves qui l'attendaient.

Il y a des événements que la Providence n'admet pas les contemporains à comprendre. Si grands, si complexes qu'ils surpassent longtemps l'esprit de l'homme, et que, même en éclatant, ils demeurent longtemps obscurs dans ces profondeurs où se préparent les coups qui décident des destinées du monde.

Telle a été la révolution française. Qui l'a mesurée ? De qui n'a-t-elle pas trompé cent fois l'opinion et l'attente, amis ou adversaires, enthousiastes ou détracteurs ?

Quand l'âme et la société humaine sont à ce point remuées et soulevées, il en sort des choses qu'aucune imagination n'avait conçues, qu'aucun dessein ne saurait embrasser.

Ce que l'expérience nous a enseigné, Washington l'entrevit dès le premier jour. La révolution française commençait à

peine, déjà il retenait son jugement et prenait sa place en dehors de tous les partis, de tous les spectateurs, étranger à la présomption de leurs prophéties, à l'aveuglement de leur hostilité ou de leur espérance. « L'événement est si extraordinaire à son début, si merveilleux dans son progrès, et peut devenir si prodigieux dans ses conséquences que je demeure comme perdu dans la contemplation..... Personne n'en souhaite avec plus d'anxiété que moi l'issue favorable; personne ne fait des vœux plus sincères pour la prospérité de la nation française...... Si les choses finissent comme l'annoncent nos plus récents rapports [1], elle sera la plus heureuse et la plus puissante de l'Europe. Mais quoiqu'elle ait traversé triomphalement le premier paroxysme, je crains bien que ce ne soit pas le dernier...... Le roi sera cruellement mortifié; les intrigues de la reine, le mécontentement des princes et de la noblesse fo-

[1] Au 1er août 1789.

menteront des divisions dans l'assemblée nationale. La licence du peuple, le sang répandu alarmeront les meilleurs amis du régime nouveau....... Il est difficile de ne pas courir d'un extrême à l'autre, et, dans ce cas, des écueils aujourd'hui invisibles pourront bien briser le navire et amener un despotisme plus rude que l'ancien...... Ceci est un océan sans limites d'où l'on ne voit plus de terre[1].»

Il garda dès lors, envers les nations et les événements d'Europe, une extrême réserve; fidèle aux principes qui avaient fondé l'indépendance et les libertés de l'Amérique, animé pour la France d'une bienveillance reconnaissante, et saisissant avec empressement toutes les occasions de la témoigner, mais silencieux et contenu, comme sous le pressentiment de quelque grave responsabilité dont il aurait à porter le fardeau, et ne voulant engager d'avance

[1] Washington au marquis de la Luzerne; *Writings*, t. X, p. 89. — A Gouverneur Morris, *ibid.*, p. 40. — A Henri Lee, *ibid.*; p. 344.

ni son opinion personnelle, ni la politique de son pays.

Quand le jour difficile arriva, quand la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre fit éclater en Europe la grande lutte révolutionnaire, la résolution de Washington fut nette et prompte. Il proclama sur-le-champ la neutralité des États-Unis.

« Ma politique est simple. Vivre en relations amicales avec toutes les nations de la terre, mais ne dépendre d'aucune, n'épouser les querelles d'aucune; tenir envers toutes nos engagements, pourvoir par le commerce aux besoins de toutes, c'est là notre intérêt et notre droit... Je veux une attitude *américaine*, le renom d'une politique *américaine*, afin que les puissances européennes soient bien convaincues que nous agissons pour nous-mêmes, non pour autrui... Le bouleversement général de l'Europe n'est pas une supposition absolument chimérique. La prudence nous conseille de nous exercer à ne compter

que sur nous-mêmes et à tenir de nos propres mains les balances de notre destinée... Placés, en quelque sorte, au milieu d'empires qui tombent, que ce soit notre but constant de garder une situation telle que nous ne soyons pas entraînés dans leur ruine... Rien, sinon le respect de nous-mêmes et le juste soin de l'honneur national, ne doit nous pousser à la guerre; je suis sûr que, si ce pays se maintient en paix encore vingt ans, il pourra, dans une bonne cause, défier quelque puissance que ce soit; telles seront alors sa population, sa richesse et ses ressources[1]. »

L'approbation fut d'abord générale. Le désir de la paix, l'hésitation à exprimer un avis qui pût la compromettre, dominaient les esprits. Pour le principe de la neutralité, le cabinet avait été unanime. Mais les nouvelles d'Europe arrivaient, se répandaient comme des bouffées de flamme. La

[1] Washington à Lafayette; *Writings*, t. XI, p. 382. — A Gouverneur Morris, *ibid.*, p. 102. — A Patrick Henry, *ibid.*, p. 82. — A James Mac-Henry, *ibid.*, p. 350.

coalition formée contre la France attentait aux principes tutélaires de l'Amérique, l'indépendance et la liberté intérieure des nations. L'Angleterre était à la tête, odieuse comme un ennemi récent, suspecte comme un ancien maître. Ses décrets, ses actes sur le commerce des neutres et la presse des matelots blessaient les États-Unis dans leur dignité et leurs intérêts. Dans la grande question de la neutralité, des questions spéciales s'élevèrent, assez douteuses pour servir de juste cause ou de prétexte à la diversité des avis, à l'explosion des sentiments. Sur quelques-unes, par exemple sur la restitution des prises maritimes et le mode de réception du nouveau ministre attendu de France, le cabinet cessa d'être unanime. Ce ministre, M. Genêt, arriva, et de Charleston à Philadelphie son voyage fut une ovation populaire. Partout, sur son passage, les sociétés démocratiques, nombreuses et ardentes, se réunissaient, l'invitaient, le haranguaient; les journaux portaient rapidement dans le pays le récit

de ces fêtes, les nouvelles de France. La passion publique s'allumait. Passionné lui-même, et emporté jusqu'à l'aveuglement par le désir d'entraîner les États-Unis dans la guerre au secours de sa patrie, M. Genêt se crut en droit et en mesure de tout oser, de réussir à tout. Il distribua des lettres de marque, enrôla des Américains, arma des corsaires, adjugea des prises, agit en souverain sur ce territoire étranger, au nom de la fraternité républicaine. Et lorsque Washington, d'abord étonné et immobile, mais bientôt résolu, revendiqua les droits du pouvoir national, Genêt entra avec lui en lutte déclarée, maintint ses prétentions, se répandit en injures, fomenta la sédition, menaça même d'en appeler au peuple contre un président qui trahissait ses devoirs et la cause générale de la liberté.

Nul chef d'État n'a été plus réservé que Washington dans l'exercice du pouvoir, plus sobre à s'engager et à entreprendre. Mais nul aussi n'a tenu plus fermement à

ses paroles, à ses desseins, à ses droits. Il était président des États-Unis d'Amérique; il avait, en leur nom et en vertu de leur constitution, proclamé leur neutralité. La neutralité devait être réelle et respectée comme son pouvoir. Dans cinq réunions successives, il mit sous les yeux de son cabinet toute la correspondance, toutes les pièces relatives à cette lutte étrange, et le cabinet décida à l'unanimité que le rappel de M. Genêt sera immédiatement demandé au gouvernement français.

Genêt fut rappelé. Dans l'opinion de l'Amérique comme dans sa réclamation auprès de la France, Washington triompha. Les fédéralistes indignés se serraient autour de lui. Les prétentions et les emportements de Genêt lui avaient aliéné beaucoup d'hommes du parti démocratique. Jefferson n'avait point hésité à soutenir, contre lui, le président. Une réaction favorable se prononçait et la lutte semblait terminée.

Mais, dans le gouvernement comme dans

la guerre, il y a des victoires qui coûtent cher et laissent subsister le péril. Ranimée aux États-Unis, la fièvre révolutionnaire n'en sortit point avec un ministre déchu. Au lieu de ce rapprochement des esprits, de cet apaisement des passions, de ce cours de prospérité et de modération générale dont la république américaine se félicitait naguère, deux partis y étaient aux prises, plus profondément séparés, plus violemment irrités que jamais. Ce n'était plus à l'administration seule, à des mesures financières, à telle ou telle application douteuse des pouvoirs légaux, que s'attaquait l'opposition. Elle cachait dans son sein, dans les sociétés démocratiques, dans les journaux, parmi les étrangers qui affluaient sur le territoire, une vraie faction révolutionnaire, ardente à bouleverser, pour les reconstruire sur d'autres bases, la société et son gouvernement. « Il existe aux États-Unis, écrivait Washington à La-fayette, un parti qui combat le gouvernement dans toutes ses mesures, et veut, en

entravant ses rouages, en changer indirectement la nature, et renverser la constitution. Tous les moyens sont tentés pour atteindre à ce but. Les amis du gouvernement, qui désirent maintenir sa neutralité et la paix, sont traités de monarchistes, aristocrates, infracteurs de la contitution, qui, selon l'interprétation de ces gens-là, ne serait qu'un pur chiffre, un mot impuissant. Ils s'arrogent à eux seuls le mérite d'être les amis de la France, tandis qu'au fait ils ne se soucient pas plus d'elle que du Grand Turc, et n'en aiment que ce qui sert leurs propres vues. Ils dénoncent leurs adversaires, des hommes dont les principes sont purement américains, et qui ne se proposent que la stricte observation de la neutralité, comme tombés sous l'influence britannique et agissant par ses conseils, ou même comme ses pensionnaires[1].... Si la conduite de ces gens-là est vue avec indifférence, si d'un

[1] Washington à Lafayette : *Writings*, t. XI, p. 378.

côté règnent l'activité et le mensonge, de l'autre l'apathie, les étrangers intrigants et mécontents qui sont venus ici parce qu'ils étaient en guerre avec leur gouvernement, et la plupart avec tous les gouvernements, grossiront de jour en jour le parti; et Celui qui sait tout peut seul prédire les conséquences[1]. »

Au milieu de ce pressant péril, peu enclin à s'engager plus loin dans la lutte, Jefferson qui, six mois auparavant, en avait annoncé le dessein, et n'avait tardé à l'exécuter qu'à la sollicitation de Washington lui-même, se retira décidément du cabinet.

La crise était redoutable; une fermentation générale gagnait le pays; les comtés occidentaux de la Pensylvanie se refusaient violemment à la taxe sur les boissons distillées. Dans le Kentucky, dans la Géorgie, des insurrections belliqueuses, suscitées peut-être du dehors, menaçaient

[1] Washington à Patrick Henry; *Writings*, t. XI, p. 390.

d'envahir, de leur autorité, la Louisiane et les Florides, et d'engager, malgré lui, l'État dans un conflit avec l'Espagne. La guerre contre les Indiens continuait, toujours difficile et douteuse. Un congrès nouveau venait de s'assembler, plein de respect pour Washington, mais où la chambre des représentants se montrait cependant plus réservée dans son approbation de la politique extérieure, et choisissait son président dans l'opposition, à une majorité de dix voix. L'Angleterre désirait le maintien de la paix avec les États-Unis; mais soit qu'elle doutât du succès de Washington dans ce système, soit qu'elle obéît à l'impulsion de sa politique générale, soit par un arrogant dédain; elle continuait, aggravait même ses mesures contre le commerce des Américains, dont l'irritation croissait à son tour. « Ce n'est pas le moindre de nos embarras, écrivait Washington, que l'esprit dominateur de la Grande-Bretagne ait redoublé précisément dans cette crise, et que la

conduite outrageuse de quelques-uns de ses officiers soit venue jouer chez nous le jeu des mécontents, et aigrir l'esprit des amis de la paix. Mais je dis ceci en passant[1]. »

C'était bien en passant en effet, et sans aucun dessein de s'en prévaloir pour affaiblir sa politique ou pour rehausser son mérite, qu'il indiquait les obstacles semés sur sa route. Aussi exempt de vanité que d'indécision, il s'inquiétait de les surmonter, non de les étaler.

Au moment où l'ascendant du parti démocratique semblait assuré, où les fédéralistes eux-mêmes s'ébranlaient, où des mesures acerbes, proposées dans le congrès contre l'Angleterre, allaient peut-être rendre la guerre inévitable, Washington annonça tout à coup au sénat, par un message, qu'il venait de nommer l'un des principaux chefs du parti fédéraliste, M. Jay, envoyé extraordinaire

[1] Washington à John Jay; *Writings*, t. XI, p. 63.

auprès de la cour de Londres, pour tenter, sur les différends des deux peuples, la voie pacifique des négociations.

Le sénat approuva aussitôt son choix.

Le dépit de l'opposition fut au comble. C'était la guerre qu'elle voulait, et surtout, par la guerre, un changement de politique. La simple prolongation de l'état des affaires promettait de l'y conduire. Dans une situation si agitée, au milieu de l'aigreur croissante, un bruit venu d'Europe, un nouvel outrage au pavillon américain, le moindre incident pouvaient faire éclater les hostilités. Washington, par sa résolution soudaine, imprimait un autre cours aux événements. Les négociations pouvaient réussir; elles mettaient le gouvernement en droit d'attendre. Si elles échouaient, il restait en mesure de faire la guerre lui-même et de la diriger, sans que sa politique fût frappée à mort.

Pour donner à ses négociations l'autorité d'un pouvoir fort et bien établi, en

même temps qu'il déjouait au dehors les espérances de ses adversaires, Washington résolut de réprimer au dedans leurs tentatives. La résistance de quelques comtés de la Pensylvanie à la taxe sur les boissons distillées était devenue de la révolte. Il proclama son ferme dessein d'assurer l'exécution des lois, convoqua les milices de la Virginie, du Maryland, du New-Jersey, de la Pensylvanie même, les forma en corps d'armée, se rendit en personne sur les lieux, décidé à prendre lui-même le commandement si la lutte devait être sérieuse, et ne revint à Philadelphie qu'après avoir acquis la certitude que les rebelles n'oseraient la soutenir. Ils se dispersèrent en effet devant l'armée, dont un détachement demeura en quartiers d'hiver dans le pays.

Washington goûta, dans cette circonstance, une de ces joies sévères mais profondes, accordées quelquefois, dans les pays libres, à l'homme de bien qui porte fermement le fardeau du pouvoir. Par-

tout, notamment dans les États voisins de l'insurrection, les bons citoyens comprirent le péril et leur obligation de concourir eux-mêmes au maintien des lois. Les magistrats furent courageux, la milice empressée; une forte opinion publique imposa silence aux subtilités hypocrites des fauteurs de la révolte, et Washington fit son devoir avec l'assentiment et l'appui de son pays.

Compensation bien modeste à de nouvelles et amères épreuves. Vers la même époque, son cabinet, les compagnons de ses travaux et de sa gloire, se séparèrent de lui. En butte à une animosité toujours croissante, après avoir soutenu la lutte aussi longtemps que l'exigeaient le succès de ses plans et son honneur, contraint de penser enfin à lui-même et à sa famille, Hamilton se retira. Knox prit le même parti. Et Washington n'était plus entouré que d'hommes nouveaux, dévoués à sa politique, mais de bien moindre autorité que leurs prédécesseurs, quand M. Jay re-

vint de Londres, rapportant le résultat de ces négociations dont l'annonce seule avait excité tant de courroux.

Le traité laissait beaucoup à désirer. Il ne résolvait pas toutes les questions, ne garantissait pas tous les intérêts des États-Unis; mais il mettait un terme aux principaux différends des deux peuples; il assurait la complète exécution, jusque-là retardée par la Grande-Bretagne, des conventions conclues avec elle quand elle avait reconnu l'indépendance; il préparait les voies à des négociations nouvelles et plus favorables. C'était la paix enfin, la paix assurée et qui atténuait les maux même qu'elle laissait subsister.

Washington n'hésita point. Il avait ce rare courage de s'attacher fermement à une vue principale, et d'accepter sans murmure les imperfections et les inconvénients du succès. Il communiqua sur-le-champ le traité au sénat, qui l'approuva, sauf une modification à réclamer de l'Angleterre. La question demeurait encore

en suspens. L'opposition tenta un extrême effort. Des adresses vinrent de Boston, de New-York, de Baltimore, de George-Town, etc., exprimant leur désapprobation du traité et demandant au président de ne le point ratifier. La populace de Philadelphie s'ameuta, parcourut la ville, portant les articles du traité au bout d'un bâton, et les brûla solennellement devant la maison du ministre et du consul d'Angleterre. Washington, qui était allé passer quelques jours à Mount-Vernon, revint en hâte à Philadelphie, et consulta son cabinet sur la question de savoir si le traité ne devait pas être immédiatement ratifié, sans attendre de Londres la rectification que le sénat même avait déclarée nécessaire. La mesure était hardie. Un membre du cabinet, Randolph, fit des objections. Washington passa outre et ratifia le traité. Randolph se retira. Le gouvernement britannique accorda la modification demandée et ratifia à son tour. Restait l'exécution, qui exigeait des mesures législati-

ves et l'intervention du congrès. La lutte se rengagea dans la chambre des représentants. Plusieurs fois, l'opposition conquit la majorité. Washington persista, au nom de la constitution, que ses adversaires aussi invoquaient contre lui. Enfin, au bout de six semaines, pour ne pas rompre la paix, dans la conviction générale que le président serait inflexible, l'opposition plutôt lassée que vaincue, les mesures nécessaires pour l'exécution du traité furent adoptées à une majorité de trois voix.

Au dehors, dans les réunions publiques, dans les journaux, la fureur du parti dépassa toute mesure. De toutes parts, tous les matins, éclataient contre Washington les adresses de blâme, les lettres anonymes, les invectives, les calomnies, les menaces. Son intégrité même fut scandaleusement attaquée.

Il demeura impassible. Il répondait aux adresses : « Je n'ai rien à dire; j'ai fait voir mon sentiment sur le traité en le rati-

fiant. Les principes en vertu desquels j'ai donné ma sanction ont été rendus publics. Je regrette la diversité des opinions. Mais si quelques qualités, manifestées dans le cours d'une vie longue et difficile, m'ont valu quelque confiance de mes concitoyens, qu'ils soient persuadés qu'elles n'ont point péri en moi, et qu'elles continueront à s'exercer dans toute occasion où seront engagés l'honneur, le bonheur et la sûreté de notre commune patrie[1]. »

Et quant aux attaques de la presse : « Je ne croyais pas, je n'imaginais pas, jusqu'à ces derniers temps, qu'il fût, je ne dis pas probable, mais possible que, pendant que je me livrais aux plus pénibles efforts pour établir une politique nationale, une politique à nous, et pour préserver ce pays des horreurs de la guerre, tous les actes de mon administration seraient torturés, défigurés de la fa-

[1] Washington à Thomas Taylor, en réponse aux habitants des districts de Camden et d'Orangeburg, dans la Caroline du sud. *Writings*, t. XII, p. 212.

çon à la fois la plus grossière et la plus insidieuse, et en termes si exagérés, si indécents, qu'à peine pourrait-on les appliquer à un Néron, à un malfaiteur notoire, ou même à un filou vulgaire. Mais en voilà bien assez. J'ai déjà été plus loin que je ne projetais dans l'expression de mes sentiments[1]. »

Les gens de bien, les hommes d'ordre et de justice s'aperçurent enfin qu'ils laissaient leur noble champion sans défense, au milieu d'indignes attaques. Dans les pays libres, le mensonge marche le front haut; il serait vain de prétendre le contraindre à se cacher; mais c'est le devoir de la vérité de lever aussi la tête; la liberté n'est salutaire qu'à ce prix. A leur tour, les félicitations, les adhésions, les adresses reconnaissantes arrivèrent à Washington, nombreuses, animées. Et comme le terme de sa seconde présidence approchait, dans toutes les parties de l'Union, même dans celles où l'opposition

[1] Washington à Jefferson; *Writings*, t. XI, 139.

semblait dominer, une foule de voix s'élevèrent pour qu'il acceptât une troisième fois le pouvoir du suffrage de ses concitoyens.

Mais sa résolution était prise. Il n'admit même pas la discussion. C'est encore, après plus de quarante ans, un objet de souvenir et presque d'attendrissement populaire, que cette mémorable adresse d'adieu par laquelle, en rentrant au sein du peuple qu'il avait gouverné, il répandit sur lui les derniers rayons de sa longue sagesse.

« En vous offrant, mes chers concitoyens, ces conseils d'un vieil ami dévoué, je n'espère pas qu'ils produisent l'impression forte et durable que je souhaiterais, ni qu'ils répriment le cours ordinaire des passions, ni qu'ils empêchent notre peuple de suivre la carrière jusqu'ici marquée à la destinée des peuples. Mais, si je puis me flatter qu'ils feront quelque bien, même partiel et passager, qu'ils contribueront quelquefois à mo-

dérer les fureurs de l'esprit de parti, et à mettre mon pays en garde contre les menées de l'intrigue étrangère et les impostures du faux patriotisme, cette seule espérance me dédommagera amplement de ma sollicitude pour votre bonheur, unique source de mes paroles.....

» Bien qu'en repassant les actes de mon administration, je n'aie connaissance d'aucune faute d'intention, j'ai un sentiment trop profond de mes défauts pour ne pas penser que probablement j'ai commis beaucoup de fautes. Quelles qu'elles soient, je supplie avec ferveur le Tout-Puissant d'écarter ou de dissiper les maux qu'elles pourraient entraîner. J'emporterai aussi avec moi l'espoir que mon pays ne cessera jamais de les considérer avec indulgence, et qu'après quarante-cinq années de ma vie, dévouées à son service avec zèle et droiture, les torts d'un mérite insuffisant tomberont dans l'oubli, comme je tomberai bientôt moi-même dans les demeures du repos. »

« Confiant dans cette bonté de mon pays, et pénétré pour lui d'un ardent amour, bien naturel de la part d'un homme qui voit dans cette contrée sa terre natale et celle de ses ancêtres pendant plusieurs générations, je me complais d'avance dans cette retraite où je me promets de partager sans trouble, avec mes concitoyens, le doux bienfait de bonnes lois sous un gouvernement libre, objet toujours favori de mes désirs, et heureuse récompense, je l'espère, de nos soucis, de nos travaux et de nos dangers mutuels[1]. »

Exemple incomparable de dignité et de modestie! modèle accompli de ce respect pour le public et pour soi-même, qui fait la grandeur morale du pouvoir!

Washington avait raison de sortir des affaires. Il y était entré dans l'un de ces moments, à la fois difficiles et favorables, où les nations, assaillies de périls, recueil-

[1] *Washington's Writings*, t. XII, p. 233-235.

lent, pour les surmonter, tout ce qu'elles ont de sagesse et de vertu. Il convint admirablement à cette situation. Il avait les idées et les sentiments de son époque, sans fanatisme ni servitude. Les temps anciens, leurs institutions, leurs intérêts, leurs mœurs, ne lui inspiraient ni haine ni regret. Sa pensée et son ambition ne s'élançaient point impatiemment dans l'avenir. La société au sein de laquelle il vivait était d'accord avec ses goûts et sa raison. Il avait confiance dans ses principes et ses destinées, mais une confiance éclairée et tempérée par un instinct sûr des principes éternels de l'ordre social. Il la servit avec sympathie et indépendance, avec ce mélange de foi et de crainte qui est la sagesse dans les choses du monde comme devant Dieu. Par là surtout, il était propre à la gouverner; car il faut deux choses à la démocratie pour son repos et son succès; il faut qu'elle se sente aimée et contenue, qu'elle croie au dévouement sincère et à la supériorité mo-

rale de ses chefs. A ces conditions seulement, elle se règle en se développant, et peut espérer de prendre place parmi les formes durables et glorieuses de l'association humaine. C'est l'honneur du peuple américain de les avoir, à cette époque, comprises et acceptées. C'est la gloire de Washington d'en avoir été l'interprète et l'instrument.

Il fit les deux plus grandes choses qu'en politique il soit donné à l'homme de tenter. Il maintint, par la paix, l'indépendance de son pays, qu'il avait conquise par la guerre. Il fonda un gouvernement libre, au nom des principes d'ordre et en rétablissant leur empire.

Quand il sortit des affaires, l'une et l'autre œuvre étaient accomplies. Il pouvait en jouir. Car peu importe, en de si hauts desseins, ce qu'ils ont coûté de travail. Il n'y a point de sueur qu'une telle palme ne sèche sur le front où Dieu la place.

Il se retirait librement, vainqueur. Jusqu'au bout, sa politique avait prévalu. Il

eût pu, s'il eût voulu, en conserver encore la direction. Il eut pour successeur l'un de ses plus fidèles amis, qu'il avait lui-même désigné.

Pourtant l'époque était critique. Il avait gouverné et triomphé huit ans : long terme dans un État démocratique et naissant. Depuis quelque temps, une politique autre que la sienne gagnait du terrain. La société américaine semblait disposée à tenter des voies nouvelles, plus conformes peut-être à sa pente. Peut-être l'heure était-elle venue pour Washington de sortir de l'arène. Son successeur y succomba. Le chef de l'opposition, M. Jefferson, remplaça M. Adams. Le parti démocratique gouverne depuis ce jour les États-Unis.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? Pouvait-il en être autrement? Le gouvernement prolongé du parti fédéraliste eût-il mieux valu? Était-il possible? Quelles ont été, pour les États-Unis, les conséquences du triomphe du parti démocratique? Sont-elles consommées ou seulement commen-

cées? Quelles transformations ont déjà subies et subiront encore, sous leur empire, la société et la constitution américaine?

Questions immenses : difficiles à résoudre, si je ne m'abuse, pour les nationaux; impossibles, à coup sûr, pour un étranger.

Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : ce que Washington a fait, le gouvernement libre fondé par l'ordre et la paix, au sortir de la révolution, nulle autre politique que la sienne n'eût pu l'accomplir. Il a eu cette gloire, bien pure, de triompher tant qu'il a gouverné, et de rendre possible, après lui, sans trouble pour l'État, le triomphe de ses adversaires.

Plus d'une fois peut-être, sans altérer sa sérénité, ce résultat s'était offert à sa pensée : « Un motif dominant a dirigé ma conduite : donner du temps à mon pays pour asseoir et mûrir ses institutions encore récentes, et pour s'élever sans secousse à ce degré de consistance et de force qui peut seul lui assurer, humaine-

ment parlant, le gouvernement de ses propres destinées[1]. »

Le peuple des États-Unis gouverne en effet ses propres destinées. Washington avait placé son but à cette hauteur. Il l'a atteint.

Qui a réussi comme lui? Qui a vu de si près, et si tôt, son propre succès? Qui a joui à ce point, et jusqu'au bout, de la confiance et de la reconnaissance de son pays ?

Pourtant, à la fin de ses jours, dans cette retraite si noble, et si douce, et tant désirée, de Mount-Vernon, ce grand homme si serein avait, au fond de l'âme, un peu de lassitude et de tristesse. Sentiment bien naturel au terme d'une longue vie employée aux affaires des hommes. Le pouvoir est lourd à porter et l'humanité rude à servir quand on lutte vertueusement contre ses passions et ses erreurs. Le succès même n'efface point les impressions tristes que le combat a fait naître, et la fatigue

[1] Dans son adresse d'adieu; *Writings*, t. XII, p. 234.

contractée dans cette arène se prolonge au sein du repos.

C'est un fait grave, dans une société démocratique libre, que l'éloignement des hommes les plus éminents, et des meilleurs entre les plus éminents, pour le maniement des affaires publiques. Washington, Jefferson, Madison ont aspiré ardemment à la retraite. Comme si, dans cet état social, la tâche du gouvernement était trop dure pour les hommes capables d'en mesurer l'étendue et qui veulent s'en acquitter dignement.

A eux seuls pourtant cette tâche convient et doit être confiée. Le gouvernement sera toujours et partout le plus grand emploi des facultés humaines, par conséquent celui qui veut les âmes les plus hautes. Il y va de l'honneur comme de l'intérêt de la société qu'elles soient attirées et retenues dans l'administration de ses affaires; car il n'y a point d'institutions, point de garanties qui puissent les y remplacer.

A leur tour, pour les hommes dignes de cette destinée, toute lassitude, toute tristesse, même légitime, est une faiblesse. Leur mission, c'est le travail. Leur récompense, c'est le succès de l'œuvre, toujours dans le travail. Bien souvent ils meurent courbés sous le faix, avant que la récompense arrive. Washington l'a reçue. Il a mérité et goûté le succès et le repos. De tous les grands hommes, il a été le plus vertueux et le plus heureux. Dieu n'a point, en ce monde, de plus hautes faveurs à accorder.

GUIZOT.

Au Val-Richer, septembre 1839.



Médaille d'honneur

offerte à George Washington par le Congrès.

VIE

DE WASHINGTON.

CHAPITRE I.

Origine de la famille Washington. — John et Lawrence Washington émigrent en Amérique. — Naissance de George Washington. — Sa première éducation. — Sa passion pour les mathématiques et pour les exercices du corps ; son caractère méthodique. — Il forme le projet d'entrer comme aspirant de marine au service de l'Angleterre. — Exerce l'état d'arpenteur. — Est employé par lord Fairfax. — Continue à s'occuper d'arpentage pendant trois ans. — Est nommé adjudant de l'un des districts de la Virginie. — Va à la Barbade avec son frère.

Des actes authentiques établissent que le nom de Washington a commencé à être connu, comme nom d'une famille, vers le milieu du treizième siècle. Il existait auparavant un manoir de ce nom dans le comté de Durham, en Angleterre, et, suivant un usage assez ordinaire à cette époque, le propriétaire prit le nom de sa terre. Ce gentilhomme, qui s'appelait originairement William de Hertburn, a été la souche des branches de la famille Washington, qui se sont ensuite

étendues dans diverses parties de la Grande-Bretagne et de l'Amérique.

Cette famille a produit peu d'hommes qui aient brillé aux yeux du public de manière à perpétuer le souvenir de leurs actions ou de leur caractère. Cependant, dans les histoires locales de l'Angleterre, ce nom est souvent cité avec respect, comme appartenant à des personnes considérées, riches et influentes. Dans le nombre, on remarque des savants, des théologiens et des légistes bien connus en leur temps. Plusieurs d'entre eux reçurent les honneurs de la chevalerie. Sir Henri Washington est célèbre par sa bravoure, et par l'habileté avec laquelle il soutint le siége de Worcester contre les troupes du Parlement, pendant les guerres civiles; Clarendon loue aussi sa belle conduite à la prise de Bristol. Mais en général il semble, d'après les faits que l'on peut constater aujourd'hui, que les chefs de ces familles se sont bornés à être de riches propriétaires, résidant dans leurs domaines, et à occuper un rang respectable dans la classe la plus élevée des agriculteurs. On trouve encore des preuves de leur richesse dans les monuments élevés dans les églises, et dans les registres de transmission des propriétés.

En 1538, le manoir de Sulgrave, dans le comté de Northampton, fut donné à Lawrence Washington, de Gray's Inn, qui avait été pendant quelque temps maire de Northampton. Il naquit probablement à Warton, dans le Lancashire, car son père y demeurait. Le petit-fils de ce premier propriétaire de Sulgrave portait le même nom; il eut plusieurs enfants

John et Lawrence Washington, l'un, le second et l'autre le quatrième de ses fils, émigrèrent en Virginie, vers l'année 1657, et s'établirent à Bridge's Creek, sur la rivière du Potomac, dans le comté de Westmoreland. Le frère aîné, sir William Washington, épousa une sœur utérine de George Villiers, duc de Buckingham. Lawrence avait étudié à Oxford. John avait habité un domaine situé à South Cave, dans le Yorkshire; de là, une fausse tradition, qui fit croire à ses descendants que leur ancêtre était venu du nord de l'Angleterre. Les deux frères achetèrent des terres dans la Virginie, et devinrent d'heureux planteurs.

Peu de temps après son arrivée en Amérique, John Washington obtint un commandement militaire contre les Indiens, et s'éleva au grade de colonel. La paroisse dans laquelle il demeurait prit son nom. Il épousa Anne Pope, qui lui donna deux fils, Lawrence et John, et une fille. Lawrence, l'aîné, épousa Mildred Warner, du comté de Gloucester, et eut trois enfants, John, Augustin et Mildred.

Augustin Washington, le second, se maria deux fois. Sa première femme se nommait Jane Butler; il en eut trois fils et une fille : Butler, qui mourut enfant, Lawrence, Augustin et Jane, morte aussi en bas âge. Sa seconde femme, Mary Ball, qu'il épousa le 6 mars 1730, lui donna six enfants; *George*, Betty, Samuel, John Augustin, Charles et Mildred. *George Washington* naquit dans le comté de Westmoreland, en Virginie, le 22 février 1732; fils aîné du second mariage, il se trouvait l'arrière-petit-fils de John Washington, qui avait émigré en Amérique, et le sixième

descendant depuis le premier Lawrence Washington de Sulgrave.

A l'époque de la naissance de George Washington, son père demeurait sur les bords du Potomac, dans le comté de Westmoreland ; mais, peu de temps après, il alla occuper un domaine qu'il possédait dans le comté de Stafford, sur la rive orientale du Rappahannoc, vis-à-vis Fredericksburg. Il y resta jusqu'à sa mort, qui arriva après une maladie courte et soudaine, le 12 avril 1743 ; il avait alors quarante-neuf ans. Il fut enterré à Bridge's Creek, dans le tombeau de ses ancêtres. On ne connaît guère son caractère et sa vie. Il paraît cependant, d'après son testament, qu'il possédait des terres fertiles et étendues ; et comme il les avait surtout acquises par ses travaux et ses talents, on peut en conclure que, dans tout ce qui tenait aux affaires, c'était un homme rangé, habile, honorable et ferme. Sa vie était celle d'un planteur, carrière de presque tous les principaux habitants de la Virginie, depuis la première occupation du pays.

Chacun de ses fils hérita d'une plantation séparée. Il légua à l'aîné, Lawrence, un domaine près de Hunting Creek, appelé depuis Mount Vernon, qui se composait alors de deux mille cinq cents acres, d'autres terres, et, en outre, des actions d'un bon rapport dans des forges situées dans la Virginie et le Maryland. Le second fils eut, pour sa part, un domaine dans le Westmoreland. George reçut les terres et la maison où son père demeurait à l'époque de son décès ; et chacun des autres fils eut un domaine de six ou sept cents acres. La fille cadette mourut en bas âge, et le

testament assigna une part convenable à la seule qui survécût. On voit qu'Augustin Washington, quoique emporté soudainement et dans la force de l'âge, laissa tous ses enfants dans un état d'indépendance. Plein de confiance dans la prudence de la mère, il ordonna que les revenus de tous les biens de ses enfants fussent mis à sa disposition, jusqu'à ce que chacun d'eux eût atteint sa majorité.

Cette pesante charge de cinq jeunes enfants, dont l'aîné avait onze ans, le soin de leur éducation, et la direction d'affaires compliquées, exigeaient beaucoup de résolution, de ressources dans l'esprit et de force dans le caractère. Mistriss Washington s'acquitta de ses devoirs avec une grande fidélité et un plein succès. Son bon sens, son application constante, sa tendresse et sa vigilance surmontèrent tous les obstacles, et elle reçut la plus douce récompense des inquiétudes et des travaux d'une mère; elle eut le bonheur de voir tous ses enfants entrer dans le monde avec de belles espérances, et y tenir leur place d'une manière honorable à la fois pour eux-mêmes et pour celle qui avait seule dirigé leurs principes, leur conduite et leur caractère. Elle vécut assez pour contempler la noble carrière de son fils aîné, jusqu'au moment où il se plaça, par son rare mérite, à la tête d'une nation, et obtint les suffrages et les respects du monde entier. On a dit qu'il n'y avait jamais eu un grand homme dont on ne pût rattacher la grandeur aux qualités ou à l'influence originaire de sa mère: si cela est vrai, le genre humain doit beaucoup à la mère de Washington.

Sous les gouvernements coloniaux, et particulièrement dans les provinces du Sud, les moyens d'éducation étaient bornés. Le manque de population et la profonde démarcation qui séparait les riches des pauvres s'opposaient à l'établissement des écoles sur une base qui eût ouvert la porte de l'instruction à toutes les classes, et préparé ainsi les élèves pour des études plus élevées. On envoyait en Angleterre les jeunes gens destinés aux professions savantes dont les parents pouvaient payer les frais de ce voyage. Mais, en général, les planteurs ne recherchaient, pour leurs fils, nulle autre éducation que celle qui pouvait les mettre en état de se livrer à la pratique des affaires. On avait quelquefois recours à un précepteur particulier; mais le plus souvent on s'adressait à un maître d'école publique, dont les connaissances se bornaient aux exigences communes, et qui était rarement capable de rien enseigner au-delà des éléments les plus simples des sciences. Quand il avait fait connaître les mystères de la lecture, de l'écriture et de la tenue des livres, il était au bout de son savoir, et les devoirs de son emploi étaient remplis. Si ses élèves aspiraient à des connaissances d'un ordre supérieur, ils étaient obligés de laisser là leur maître et de se frayer un chemin sans aucun guide.

C'est à une école de ce genre que George Washington dut tous les secours que reçut son esprit au début de son éducation. A quel point il profita d'un si mince enseignement, ou quels étaient son application et son amour de l'étude, c'est ce qu'on ne peut que conjecturer d'après les résultats. La tradition rapporte qu'il

était curieux, docile et travailleur; mais elle ajoute que ses goûts militaires à sa passion pour les exercices du corps se manifestèrent dès son enfance; qu'il rangeait ses camarades en compagnies, les passait en revue, les faisait marcher, et livrait des batailles simulées, dans lesquelles il commandait toujours un des partis. Il aimait passionnément tous les exercices, la course, le saut, la lutte, le jet du javelot, et tous les jeux dans lesquels on fait preuve d'agilité et de force. On sait qu'il continua à se livrer à ces exercices, même après avoir atteint l'âge mûr. On dit aussi que pendant qu'il était à l'école, sa droiture et toute sa conduite furent telles, qu'elles lui gagnèrent la déférence des autres élèves, qui le nommaient ordinairement l'arbitre de leurs disputes, et se montraient toujours satisfaits de ses décisions. Ce sont là quelques-uns des incidents de sa jeunesse, tels que ses contemporains se les sont rappelés et les ont rapportés après son élévation.

Quelques preuves de ses rapides progrès dans quelques branches d'étude subsistent encore. On a conservé ses cahiers manuscrits depuis l'âge de treize ans. Il connaissait déjà à fond toutes les difficultés de l'arithmétique, et ces cahiers traitent de la géométrie. Mais il en est un d'une date précédente, qui mérite surtout de fixer notre attention, parce qu'il donne un aperçu de la tournure particulière de son esprit, et des objets vers lesquels son éducation était dirigée. Il est singulier de voir un enfant de treize ans occupé à étudier les formes arides et embrouillées des affaires privées, auxquelles on ne s'attache guère avant que le

cours de la vie n'en réclame l'usage, et qu'on regarde même alors plutôt comme une nécessité que comme un plaisir. Or, plusieurs pages du manuscrit en question sont remplies de ce qu'il appelle des *formules d'écriture:* on y voit des promesses, des lettres de change, des reçus, des obligations, des contrats, des comptes de vente, des procurations, des baux, des actes et des testaments écrits avec soin, et dans lesquels les mots importants ressortent en gros caractères variés, pour imiter l'écriture des clercs. On y trouve ensuite des morceaux en vers, plus remarquables par les sentiments qu'ils expriment et par leur caractère religieux, que par leurs beautés poétiques.

Mais la partie la plus curieuse de ce cahier est celle qui contient un système de maximes et de règles de conduite tirées de diverses sources, et rangées sous le titre de *Règles de conduite en société et pour la conversation*. Quelques-unes sont peu importantes, et uniquement destinées à former les manières d'un enfant; d'autres sont d'une plus haute portée, et très propres à adoucir et à polir les mœurs, à éveiller les meilleurs sentiments, à prouver l'obligation des vertus morales, à enseigner tout ce qu'on doit aux autres dans les relations sociales, et surtout à inspirer un constant empire sur soi-même.

Quand on étudie le caractère de Washington, on voit clairement que ce code de règles a eu de l'influence sur toute sa vie. Son tempérament était ardent, ses passions fortes, et au milieu des scènes de tentation et d'excitation où il s'est trouvé, il s'est constamment appliqué et a toujours réussi à régler ses

désirs et à dompter ses passions. Dans ses relations publiques ou privées, dans toutes les carrières et dans toutes les positions, il a montré beaucoup de tenue, d'à-propos, de dignité, de convenance, de condescendance, de douceur, d'égard pour les prétentions des autres, et de soin délicat pour les nuances les plus légères de la politesse. Et toutes ces qualités n'étaient pas seulement dues à son bon sens et à son incomparable jugement naturels, mais aussi à une application longue et obstinée.

Il quitta l'école dans l'automne qui précéda son seizième anniversaire. Les deux dernières années avaient été consacrées à l'étude de la géométrie, de la trigonométrie et de l'arpentage, pour lequel il avait un goût décidé. Il est probable que ses amis, en découvrant en lui ce penchant, l'engagèrent à s'y livrer, avec l'idée de le mettre à même de se faire arpenteur: c'était alors un état lucratif, dans lequel on avait souvent l'occasion de choisir de bonnes terres vierges. Pendant le dernier été qu'il passa à l'école, nous le voyons occupé à arpenter les champs qui entouraient la maison et les plantations voisines, dont les bornes, les angles, les dimensions, les divisions et les chiffres sont exactement consignés dans son cahier.

Ses connaissances ne se bornaient pas aux procédés les plus simples de l'art. Il se servait des logarithmes, et vérifiait la justesse de son travail selon diverses méthodes. Ces manuscrits remplissent plusieurs mains de papier; ils sont remarquables par le soin avec lequel ils sont tenus, par la netteté et l'uniformité de l'écriture, la beauté des plans, et par la précision et l'ordre

qui règnent dans l'arrangement des tableaux et des colonnes de chiffres.

On ne regardera pas ces particularités comme trop triviales pour être rapportées, quand on saura que Washington a conservé ces mêmes habitudes pendant toute sa vie. Ses papiers d'affaires, ses journaux, ses grands-livres et ses copies de lettres, toujours écrits de sa main, avant la révolution, prouvent les mêmes soins scrupuleux et la même exactitude. Chaque opération occupe une place claire et distincte, l'écriture est nette et régulière; sans interlignes, sans ratures et sans taches; et, en cas d'erreur, les mots fautifs ou mal placés sont effacés et corrigés avec tant d'art, que la faute n'est visible que pour un œil scrutateur. Le tracé des tableaux, des plans, et des autres figures se rapportant à des nombres ou à une classification, était un travail auquel il prit en tout temps beaucoup de plaisir. Quand il fallait faire une nouvelle division de quelques-unes de ses fermes en lots nouveaux, il commençait par dessiner un plan sur le papier; lorsqu'il méditait une nouvelle rotation de récoltes, ou un changement dans le mode de culture, il rédigeait en forme de tableaux les divers articles de dépense, de travaux, de produits et de bénéfices; et il suivait la même méthode dans les instructions écrites qu'il renouvelait tous les ans pour ses intendants.

A la tête de l'armée, cette habitude d'ordre lui fut particulièrement utile. Il réunissait les noms et les grades des officiers, les rapports des adjudants, des commissaires et des quartier-maîtres sur des tableaux systématiques, disposés de manière à fixer fortement

dans son esprit les faits les plus essentiels, sans le fatiguer par des détails inutiles. Quand l'armée devait se mettre en marche, ou faire des mouvements qui exigeaient des combinaisons et de l'ensemble, il traçait d'abord un plan ; au commencement d'une campagne, ou lorsqu'on se préparait à une entreprise isolée, il rédigeait et dessinait sur le papier la ligne de bataille, assignant à chaque officier son poste, et mentionnant le nom des régiments et la force des troupes qu'il devait commander.

Pendant sa présidence, il avait aussi l'habitude de réduire les rapports de la trésorerie et les documents qui en dépendaient sous forme de tableaux concis, qui lui coûtaient beaucoup de travail et de patience. Cette méthode le mettait à même d'embrasser et de retenir une longue série de faits isolés, ainsi que les résultats d'une masse complexe de chiffres, qu'il n'aurait jamais pu aussi bien saisir par tout autre procédé. Tels furent en partie les fruits des études premières vers lesquelles il fut entraîné par la pente naturelle de son esprit.

Sauf les branches des mathématiques dont j'ai parlé plus haut, ses connaissances ne s'étendirent pas au-delà des sujets qu'on enseignait habituellement aux enfants de son âge dans les écoles publiques. Il est même douteux qu'il ait reçu quelque instruction sur les principes du langage. Ses premières compositions péchaient souvent contre la grammaire. L'usage, la lecture et l'étude lui firent surmonter graduellement ce défaut, et il finit par écrire avec correction, pureté, clarté et un choix remarquable d'expressions. Il

mettait toujours beaucoup de soin à employer des termes qui rendissent son idée d'une manière précise et frappante. Sous ce rapport on peut dire que son langage réfléchissait l'image de son esprit, dont les traits saillants étaient la candeur, la sincérité et la droiture.

Il ne tira absolument de secours que de sa langue maternelle. Jamais il n'aborda l'étude des classiques anciens. Quand les officiers français eurent rejoint l'armée américaine, pendant la révolution, et particulièrement après l'arrivée des troupes commandées par le comte de Rochambeau, il étudia un peu le français; mais il n'en sut jamais assez pour écrire ou converser, ni même pour traduire.

Pendant qu'il était à l'école, ses amis formèrent un projet, qui, s'il eût été exécuté, aurait changé sa destinée, et exercé peut-être une grande influence sur celle de son pays. Son frère aîné, Lawrence, avait servi comme officier dans la dernière guerre, et s'était trouvé au siége de Carthagène, dans les Indes-Occidentales. Comme c'était un homme excellent et très instruit, il avait acquis l'estime et la confiance du général Wentworth et de l'amiral Vernon, chefs de l'expédition, avec qui il entretint ensuite une correspondance amicale. Il avait remarqué les dispositions militaires de son jeune frère, et, considérant la marine anglaise comme la voie la plus directe pour se distinguer dans cette carrière, il obtint pour George, en 1746, un brevet d'aspirant (*midshipman*); ce dernier avait alors quatorze ans. On fit cette démarche de son aveu, si ce n'est sur sa demande, et il mit beaucoup

d'ardeur à ses préparatifs de départ ; mais dans les derniers moments, sa mère s'y opposa avec une autorité que la nature rendait puissante.

Dans cette circonstance critique, un ami de la famille, M. Jackson, écrivit à Lawrence Washington : « Je crains que mistriss Washington ne maintienne pas sa première résolution. Elle semble voir avec peine que George aille à la mer, et dit que plusieurs personnes lui ont soutenu que c'était une mauvaise idée. Elle présente plusieurs objections légères, comme celles que répètent des mères trop tendres qui ne réfléchissent point ; et je m'aperçois qu'un mot contre le départ de George a plus de poids que dix dans un sens contraire. » Elle persista à s'opposer à ce projet, et on y renonça. On ne doit pas attribuer cette décision à l'obstination ou à la faiblesse maternelle : c'était son fils aîné ; son caractère et ses mœurs devaient déjà faire entrevoir un avénir plein de consolations et d'espérances pour une veuve, seule chargée du soin de quatre jeunes enfants. Se le voir enlevé, à un âge si tendre, le sentir exposé à tous les dangers et au rude contact du monde, sans la voix ni la main d'un père ou d'une mère pour le conseiller et le guider, le lancer sur une scène agitée, à jamais loin de sa présence, c'était, pour son courage et ses sentiments de devoir, une épreuve bien forte, et on ne pouvait penser qu'elle la subirait sans répugnance et sans trouble.

Bientôt après sa sortie de l'école, George alla demeurer avec son frère Lawrence dans son habitation sur les bords du Potomac, à laquelle on avait donné le

nom de Mount Vernon, en l'honneur de l'amiral. Il se livra pendant l'hiver à son étude favorite des mathématiques, et fit des opérations d'arpentage, uniquement pour se familiariser avec l'application des principes et apprendre à manier les instruments. A cette époque, il fut présenté à lord Fairfax et à d'autres membres de la famille Fairfax, établis dans cette partie de la Virginie.

Lawrence Washington avait épousé une fille de William Fairfax, homme considérable par ses richesses, son caractère et sa position politique; car il avait été pendant plusieurs années membre du Conseil de Sa Majesté dans la colonie, et l'avait même présidé quelque temps. Son habitation était à Belvoir, à peu de distance de Mount Vernon. Sa famille était intéressante : elle se composait de plusieurs garçons et de plusieurs filles, remarquables par leur esprit et leur instruction; George contracta avec eux des relations intimes et des attachements qui lui furent toujours précieux. Dans le père, il trouva non seulement un ami et un conseil, mais encore un homme versé dans les affaires, plein d'expérience, de jugement, et très éclairé. C'est surtout à cette heureuse connaissance qu'il dut les occasions de faire des choses qui ont servi de fondement à tous ses succès et à sa grandeur.

Lord Fairfax, parent éloigné de William Fairfax, était un homme d'un tour d'esprit extraordinaire, fort riche, généreux et hospitalier. Il était accoutumé à fréquenter la meilleure compagnie, et son rang lui donnait le droit d'y être admis en Angleterre. Pendant son séjour à l'université d'Oxford, il aimait avec passion

les belles-lettres et avait sûrement du goût et du talent en ce genre, car il a écrit quelques morceaux dans *le Spectateur*. Ayant hérité d'une vaste étendue de pays, située entre les rivières du Potomac et du Rappahannoc, et qui pénétrait à travers les monts Alleghanys, il fit un voyage en Virginie pour examiner ce domaine. Il fut si charmé du climat et de la manière de vivre des habitants, qu'il résolut de retourner en Angleterre pour arranger ses affaires et de revenir ensuite passer ses jours au milieu de ce pays sauvage.

A l'époque dont nous parlons, il venait d'arriver pour mettre son projet à exécution, et il demeurait avec son parent à Belvoir. Il y vécut comme chez lui pendant plusieurs années; enfin il se retira sur le Blue Ridge, y bâtit, dans la vallée de Shenandoah, une maison appelée *Greenway Court*, et se mit à cultiver une grande ferme. Il y vivait dans la retraite, par comparaison du moins à sa vie passée, s'amusant à chasser et se consacrant surtout au soin de ses propriétés, à des actes de bienveillance pour ses tenanciers, et aux devoirs publics qui lui étaient imposés dans la sphère étroite qu'il avait choisie. Il aimait la liberté, et était honoré pour sa droiture et estimé à cause de l'aménité de ses mœurs et de ses vertus pratiques. Il mourut à l'âge avancé de quatre-vingt deux ans, vers la fin de la révolution américaine.

William Fairfax était né en Angleterre. Dans sa jeunesse, il entra dans l'armée et servit en Espagne; il alla ensuite dans les Indes-Orientales, puis il prit part à l'expédition contre la Nouvelle-Providence. Il fut successivement gouverneur de cette île et juge su-

prême des îles de Bahama ; sur sa demande, on lui accorda un emploi dans la Nouvelle-Angleterre. C'est alors qu'il céda aux sollicitations de lord Fairfax, qui lui offrait la gestion de ses affaires dans la Virginie; il en avait été chargé pendant plusieurs années, lorsque le lord en prit lui-même la direction.

Les immenses étendues de terres incultes appartenant à lord Fairfax dans les riches vallées des monts Alleghanys n'avaient jamais été arpentées. Les planteurs s'avançaient en suivant les cours d'eau ; ils choisissaient les endroits fertiles et occupaient les terrains sans autorisation. Pour mettre le propriétaire à même de réclamer ses redevances et de donner des titres légaux, il était nécessaire de partager ces terres en lots et de les mesurer exactement. Lord Fairfax avait conçu une opinion si favorable des talents et des connaissances du jeune Washington, qu'il lui confia cette opération importante. George partit pour sa première expédition d'arpentage, en mars, précisément un mois après le jour où il avait eu seize ans, et accompagné par George Fairfax, fils aîné de William Fairfax.

L'entreprise était difficile ; elle exigeait de la prudence, du talent, et entraînait des privations et des fatigues auxquelles George n'avait pas été accoutumé. Après avoir traversé la première chaîne des Alleghanys, la caravane entra dans un désert. Dès lors on passa les nuits en plein air, sous des tentes ou dans des huttes grossières, qui n'offraient qu'un abri trompeur contre les intempéries du ciel. Les vents se déchaînaient contre ces pauvres habitations, et les renver-

saient. L'hiver persistait encore sur les sommets des montagnes ; les rivières, enflées par la fonte des neiges et par des pluies récentes, ne pouvaient être franchies aux gués ordinaires, à moins qu'on ne mît les chevaux à la nage ; les routes et les sentiers à travers les bois étaient coupés par des marécages, des rocs et des précipices. Les terres à arpenter étaient situées sur la branche méridionale du Potomac, à soixante-dix milles au dessus de sa jonction avec l'autre branche de ce fleuve (1).

L'opération fut exécutée de manière à satisfaire complètement le propriétaire, à confirmer la bonne opinion qu'avaient de Washington ses amis, et à établir sa réputation comme arpenteur. Elle lui fut avantageuse sous d'autres rapports ; elle lui inspira de la confiance en lui-même, fit naître d'autres espérances, et ouvrit la voie à de nouveaux succès. Il avait en outre visité des parties du pays jusqu'alors peu explorées, qui devaient être le théâtre de ses premières opérations militaires ; et il avait connu une manière de vivre qui devait lui devenir familière dans l'accomplissement des grands devoirs qui l'attendaient. Pendant cette expédition, il assista aussi à une danse guerrière des Indiens, et eut sa première entrevue avec une race d'hommes sur laquelle, en paix et en guerre, il devait avoir une plus grande influence que tout autre homme.

Ayant obtenu la charge d'arpenteur public, ce qui donnait du moins de l'autorité à ses levés, et lui

(1) Voyez l'Atlas, n° 3.

permettait de les enregistrer dans les bureaux du comté, il consacra trois années à ces travaux, sans se donner de relâche, si ce n'est pendant les mois d'hiver. Chaque année, il passa un certain temps dans les Alleghanys, où il arpenta les terres situées sur les rives des diverses branches du Potomac, qui pénétraient au loin vers le sud, au milieu des sommets élevés et des chaînes de ces montagnes. Les fatigues et les travaux de ces expéditions ne pouvaient être supportés que pendant quelques semaines. Pour se reposer, il redescendait dans les parties cultivées, et arpentait des territoires particuliers et des fermes, s'appliquant ainsi à exercer son état sans interruption.

Comme il y avait, à cette époque, peu d'arpenteurs dans la Virginie, et que la nécessité en était grande, les rétributions accordées à leurs services étaient proportionnellement considérables. Par son assiduité et sa promptitude, Washington rendait son état lucratif; mais, ce qui importait davantage, sa probité et son talent pour les affaires furent reconnus de très bonne heure par des hommes dont l'amitié et l'appui étaient d'un grand avantage en raison de leur position sociale. Pendant ces trois années, il fixa son domicile chez son frère, à Mount Vernon, plus près du théâtre de ses opérations qu'il ne l'aurait été chez sa mère; mais il lui fit de fréquentes visites, et l'aida dans la direction de ses affaires.

A l'âge de dix-neuf ans, l'opinion publique lui était si favorable qu'il fut nommé, par le gouvernement de la Virginie, à un emploi considérable, et qui entraînait beaucoup de responsabilité. Les frontières étaient

menacées par les ravages des Indiens et par les empiètements des Français ; on résolut, par mesure de précaution, de mettre la milice en état de défense. La province fut donc divisée en districts, dans chacun desquels un officier, appelé adjudant-général avec le rang de major, était chargé d'assembler et d'exercer la milice, d'inspecter les armes, et de faire exécuter tous les réglements prescrits par les lois. George Washington fut désigné pour commander un de ces districts. Il dut probablement ce poste à l'influence de son frère et à celle de William Fairfax, car le premier était délégué à la Chambre des bourgeois, et le second était membre du Conseil du gouverneur. Les appointements étaient de cent cinquante livres sterling par an.

Les penchants militaires de Washington, loin de diminuer, avaient augmenté avec les années. Il y avait dans la Virginie, sans compter son frère, plusieurs officiers qui avaient servi dans la dernière guerre. Il étudia la tactique sous leurs yeux, apprit l'exercice et devint habile dans l'escrime. Il lut les principaux ouvrages qui traitent de l'art militaire, et joignit la pratique à la théorie, autant que les circonstances le lui permirent. Cette nouvelle position s'accordait avec ses goûts, et il s'y consacra avec ardeur.

Mais à peine était-il entré au service qu'il fut appelé à remplir un autre devoir, étroitement lié à ses sentiments les plus chers et à son amour fraternel. Lawrence Washington, dont la constitution avait toujours été délicate, souffrait depuis quelque temps d'une affection pulmonaire, et on le croyait

menacé d'une crise dangereuse. Les médecins recommandaient un voyage aux Indes Occidentales, pour éprouver les effets d'un climat plus doux. Lawrence, obligé d'avoir un ami auprès de lui, et très attaché à George, désirait qu'il l'accompagnât. Ils s'embarquèrent pour la Barbade, en septembre 1751, et abordèrent à cette île après une traversée de cinq semaines.

Le changement d'air, l'hospitalité des habitants, la nouveauté de l'aspect du pays et les soins assidus d'un frère ranimèrent les esprits abattus du malade, et semblèrent d'abord lui donner de nouvelles forces. Mais cet espoir fut trompeur, et les anciens symptômes reparurent. L'épreuve de quelques semaines ne produisit pas d'amélioration importante, et Lawrence décida qu'il irait aux Bermudes vers le printemps, que George retournerait alors dans la Virginie, et qu'il lui ramènerait sa femme. George s'embarqua donc sur un vaisseau qui partait pour la Chesapeake, et, après un voyage très orageux, il arriva chez lui au mois de février. Son absence avait duré un peu plus de quatre mois.

Peu de temps après son arrivée à la Barbade, il avait été atteint de la petite-vérole. La maladie avait été violente; mais, grâce aux soins d'un bon médecin, il avait pu sortir au bout de trois semaines. On a conservé des fragments du journal qu'il tint pendant ses deux voyages et durant son séjour à la Barbade. On y remarque cette force d'esprit qui arrive à des résultats généraux en étudiant des faits particuliers de peu d'importance, et ces habitudes d'observation minutieuse qui le distinguèrent dans toutes les circonstances

de sa vie. En mer, il copiait journellement le livre de loch, notait la direction du vent, l'état de l'atmosphère, la marche du vaisseau et les divers incidents, appliquant à la navigation la connaissance qu'il avait acquise d'un autre art. A la Barbade, tout attirait son attention : le sol, les produits agricoles, le mode de culture, les fruits, le commerce, la force militaire, les fortifications, les mœurs des habitants, les réglements municipaux et le gouvernement. Il écrivait dans son journal des notes sommaires sur tous ces objets.

La première lettre que son frère écrivit des Bermudes rendait un compte favorable de l'état de sa santé : il y exprimait le désir que sa femme vînt le rejoindre; mais il en vint une autre dans un sens tout opposé, qui empêcha tout départ. N'ayant éprouvé aucun soulagement marqué, Lawrence revint chez lui dans le courant de l'été, déclina rapidement et mourut à trente-quatre ans, laissant après lui une veuve, une fille en bas âge et de nombreux amis, qui déplorèrent amèrement sa perte. Peu d'hommes ont été plus chéris pour leurs aimables dispositions, ou plus admirés pour ces traits éminents de caractère qui donnent de la dignité à la vertu et du charme aux qualités de l'âme.

Ce triste événement imposa à George plus de responsabilité et de nouveaux devoirs. Le défunt laissait de grandes propriétés, dont le soin immédiat exigeait sa surveillance. George avait été aussi nommé l'un des exécuteurs du testament, dans lequel il avait lui-même un intérêt éventuel considérable. Le domaine de Mount Vernon était légué à la fille survivante; et, dans le cas où elle mourrait sans enfants, cette propriété et les

autres terres devaient revenir à George, en en réservant toutefois l'usufruit viager à la veuve de son frère. Quoiqu'il fût le plus jeune exécuteur, en raison de la confiance que le défunt avait toujours eue en lui, et de la connaissance qu'il avait des affaires de Lawrence, on en remit principalement la direction entre ses mains. Pendant plusieurs mois, il consacra entièrement son temps et ses pensées à ces affaires compliquées et délicates, et dont le soin exigeait beaucoup de prudence.

Cependant ses occupations particulières ne l'arrachèrent pas à ses devoirs publics d'adjudant-général. La sphère de cet emploi s'était agrandie. Bientôt après l'arrivée du gouverneur Dinwiddie en Virginie, la colonie fut partagée en quatre grandes divisions militaires. On renouvela alors la nomination du major Washington, et on lui donna la division du nord. Elle comprenait plusieurs comtés, que l'adjudant devait visiter à des époques fixes pour former et instruire les officiers de la milice, passer les compagnies en revue, inspecter les effets et les armes, et établir un système uniforme de manœuvres et de discipline. Ces exercices, si conformes aux goûts de George Washington, lui furent très utiles, ainsi qu'aux officiers inférieurs que son exemple, son activité et son enthousiasme ne pouvaient manquer d'animer.

CHAPITRE II.

Les Français font des empiètements sur les frontières occidentales de la Virginie. — Examen des prétentions des Français et des Anglais sur le territoire occidental. — Le major Washington est envoyé pour sommer les usurpateurs de se retirer. — Il traverse les monts Alléghanys. — Rencontre sur les bords de l'Ohio les Indiens, qui l'accompagnent jusqu'à la garnison française. — Discours indien. — Entrevue avec le commandant français. — Aventures périlleuses pendant son voyage et en traversant la rivière Alleghany. — Il revient à Williamsburg et fait son rapport au gouverneur. — Son journal est publié. — Il est nommé commandant des troupes chargées de s'opposer à l'invasion des frontières. — Le gouverneur Dinwiddie.

L'époque approchait où les hautes destinées de Washington devaient se développer. On reçut des frontières la nouvelle que les Français du Canada avaient traversé les lacs en force, et qu'ils étaient occupés à établir des postes et à élever des fortifications sur les bords de l'Ohio. On disait aussi qu'alarmés pour leur sûreté, les Indiens alliés commençaient à sentir leur fidélité ébranlée ; et que, parmi les tribus hostiles, encouragées par la présence et l'appui des Français, éclataient des symptômes de guerre ouverte. Suivant l'opinion du gouverneur Dinwiddie et de son conseil, la crise exigeait une attention immédiate. On avait déjà envoyé au-delà des montagnes un messager qui, sous l'apparence d'un marchand, portait des présents en poudre, plomb et fusils pour les Indiens, et qui devait

reconnaître leurs dispositions, pénétrer leurs desseins, et épier surtout les manœuvres cachées et les mouvements des Français.

Ce messager, intimidé ou trompé par les sauvages, n'accomplit qu'imparfaitement sa tâche; il alla jusqu'à l'Ohio, rencontra quelques sachems amis, leur distribua ses présents, resta quelques jours avec eux, et revint ensuite. Il fit sur les Français divers rapports que lui avaient communiqués les Indiens qui avaient été dans leur camp sur le lac Érié, et qui exagéraient leurs forces et leurs préparatifs, en disant qu'ils faisaient prisonniers tous les Anglais qu'ils trouvaient au-delà des Alleghanys, parce que ce pays appartenait au roi de France, et qu'aucun Anglais n'avait le droit de trafiquer avec les Indiens sur le territoire du roi.

Vers le même temps, le ministère britannique, prévoyant, par l'aspect des affaires, une rupture avec la France, expédia au gouverneur de la Virginie l'ordre de bâtir deux forts sur l'Ohio, afin d'assurer ces possessions, de chasser les usurpateurs, de conserver l'alliance des Indiens, et de les tenir en échec. On envoya d'Angleterre, pour le service de ces forts, trente pièces d'artillerie légère et quatre-vingts barils de poudre.

Ces ordres vinrent trop tard. Avant leur arrivée, le gouverneur du Canada avait activement employé toute une saison à pousser en avant, à travers les lacs, ses troupes bien pourvues de vivres et de toutes sortes de munitions de guerre, et elles avaient déjà pris pied dans le cœur du territoire en litige. Des corps d'hommes armés, partis de la Nouvelle-Orléans, avaient aussi re-

monté le Mississipi pour agir de concert, et ils s'étaient établis sur les eaux méridionales de l'Ohio. L'intention était de former une ligne de postes militaires depuis la Louisiane jusqu'au Canada, et de renfermer ainsi les limites occidentales des colonies anglaises dans le cercle des monts Alleghanys. Tels étaient les progrès qu'avaient faits les Français, avant que le gouvernement britannique eût pris aucune mesure active pour les combattre.

Ici se présente une question d'un grand intérêt historique, mais trop vaste pour être discutée en ce moment. Quel droit l'Angleterre ou la France avaient-elles sur le territoire en litige? Quoique chaque partie mît en avant beaucoup de prétentions, il serait difficile, après examen, de faire pencher la balance; car, en les comparant, on ne peut démontrer qu'un argument seulement plausible existât en faveur d'aucune d'elles. L'Angleterre appuyait ses droits sur des traités avec les Indiens, et les Français fondaient les leurs sur une autorité encore plus élevée, sur les traités de Ryswick, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, et sur l'antériorité de leur découverte.

La politique de l'Angleterre s'était toujours attachée à se maintenir en bonne intelligence avec la puissante confédération des six nations qui habitaient auprès du lac Ontario. Elles formaient par leur position une barrière contre les Français du Canada; et, comme elles haïssaient les Indiens leurs voisins de l'autre côté des lacs, qui étaient partisans des Français, on reconnut qu'il était possible de conserver leur amitié en se conduisant avec adresse et en les comblant de présents.

Ces tribus prétendaient qu'à une époque reculée elles avaient conquis tout le pays à l'ouest des montagnes, jusqu'au Mississipi. Se fondant sur cette assertion, elles firent avec les Anglais des traités par lesquels elles leur cédèrent les terres comprises dans cet espace, et confirmèrent ces titres selon les formes qui leur furent prescrites. Telle était la base des prétentions de l'Angleterre. Mais les Indiens établis sur ces terres, que leurs ancêtres avaient occupées depuis un temps immémorial, ne prirent aucune part à ces traités, et n'y donnèrent point leur consentement. Ils déclarèrent, au contraire, qu'ils étaient seuls propriétaires légitimes, et dénièrent aux six nations le droit de se mêler de cette affaire.

Les Français insistaient sur le droit de découverte et d'occupation. Le père Marquette, La Salle et d'autres, disaient-ils, avaient descendu le Mississipi, et des établissements avaient été fondés au midi du lac Michigan et sur la rivière des Illinois, long-temps avant qu'aucun Anglais eût mis le pied à l'ouest des grandes montagnes; on ajoutait que des traités européens, auxquels l'Angleterre avait pris part, avaient maintes fois reconnu les titres de la France à l'égard de toutes ses possessions actuelles en Amérique. Jusque là, ces prétentions étaient soutenables, mais on ajoutait comme corollaire une assertion plus douteuse. Les Français soutenaient, comme un axiôme du droit des gens, que la découverte d'une rivière donnait à son auteur des droits sur tout le pays arrosé par ses affluents. On en concluait que le voyage qu'avait fait le père Marquette, en descendant le Mississipi dans un canot, donnait à son souverain

des titres à la possession de l'immense vallée bornée d'un côté par les monts Apalaches, et de l'autre par les montagnes Rocheuses. Avec quelque gravité qu'on énonçât cette hypothèse, quelque adresse qu'on employât pour la défendre, sa fausseté est trop frappante pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

Il est donc clair qu'aucune des parties n'avait de justes droits sur les terres au sujet desquelles le feu de la guerre commençait à s'allumer. Toutes deux usurpaient le sol sur les possesseurs naturels. On ne prétendait pas avoir essayé ou conclu avec eux aucun marché. Il était assez simple qu'ils regardassent avec étonnement une transaction aussi singulière que celle de deux nations établies bien loin, dans un monde à eux inconnu, qui venaient se disputer le droit de s'emparer de leur propriété. Lorsque M. Gist fit dans ce pays un voyage d'observation pour la compagnie de l'Ohio, deux sachems lui envoyèrent un messager pour lui demander « où se trouvaient les terres des Indiens, les Français réclamant tout le pays d'un côté de l'Ohio, et les Anglais celui qui était situé de l'autre côté. » Cette question, pleine de justesse, est le meilleur exposé de la valeur des arguments de tout ce débat, et l'emporte de beaucoup sur tous les traités d'Europe et d'Amérique que l'on invoquait.

Tels étaient les principaux points de la querelle dans laquelle presque toute l'Europe fut engagée, et qui finit par enlever à la France la plus grande partie de ses possessions dans le continent occidental. Le résultat est bien connu. Les conditions de la paix, si humiliantes pour l'orgueil de la France, ne furent

endurées que jusqu'au moment où s'offrit une occasion de représailles et de revanche. Elle se présenta beaucoup plus tôt que l'on n'aurait pu le prévoir, dans la guerre de la révolution d'Amérique ; et l'on peut dire avec raison que le premier coup porté sur l'Ohio fut le commencement de la série d'événements qui se termina trente ans après par l'établissement de l'indépendance des colonies anglaises. Nous verrons donc Washington jouer un rôle important dans ce grand drame depuis son origine jusqu'à sa fin, grandir et s'élever de plus en plus à chaque époque ; il se montrera toujours le défenseur de la cause de son pays, toujours à la hauteur de tous les événements, partout heureux et triomphant.

Pour commencer à exécuter les ordres des ministres, le gouverneur Dinwiddie résolut d'envoyer un commissaire en forme, revêtu de pouvoirs convenables, chargé de conférer avec l'officier commandant les forces françaises, et de lui demander en vertu de quelle autorité il osait envahir les domaines du roi, et quels étaient ses projets. Cette commission était délicate et hasardeuse ; elle exigeait de la prudence, de l'habileté, de l'expérience sur la manière de voyager dans les bois, et la connaissance exacte des mœurs des Indiens. On pensa que le major Washington réunissait ces conditions, et on lui confia cette importante mission, quoiqu'il n'eût alors que vingt-un ans.

On lui ordonna de se rendre sans retard sur l'Ohio, de convoquer quelques-uns des chefs indiens à un endroit nommé Logstown, de leur faire connaître l'objet de sa visite, et, après s'être assuré du lieu où station-

naient les Français, de requérir une escorte de guerriers qui devrait lui servir de guide et de sauve-garde pendant le reste de son voyage. A son arrivée au fort principal des Français, il devait présenter ses pouvoirs, ainsi qu'une lettre du gouverneur de la Virginie, au commandant, et demander une réponse, au nom de Sa Majesté britannique. Il devait, de plus, s'informer activement et avec prudence de la force du corps français qui avait traversé les lacs, des renforts attendus du Canada, du nombre des forts élevés et de leur situation, des garnisons, de leur état et de leur distance réciproque; en un mot, il était chargé de se procurer tous les renseignements possibles sur la position et les projets des usurpateurs.

Muni d'instructions écrites, de lettres de créance et d'un passeport revêtu du grand sceau de la colonie, Washington partit de Williamsburg, siége du gouvernement dans la Virginie, le 31 novembre 1753. La distance qui le séparait du but de son voyage, suivant la direction qu'il devait suivre, était d'environ cinq cent soixante milles; dans la plus grande partie de cet espace, il fallait franchir de hautes montagnes escarpées, et plus de la moitié de sa route passait au centre d'un désert où aucune trace de civilisation n'avait encore paru.

Après avoir traversé les villes de Fredericksburg, d'Alexandrie et de Winchester, il arriva en quatorze jours à Will's Creek. John Davidson s'était réuni à lui en qualité d'interprète indien, et Jacob Vanbraam, Hollandais de naissance, anciennement officier dans l'armée, fut chargé de l'assister dans ses rapports avec

les Français, dont il savait la langue. A Will's Creek, il trouva M. Gist, depuis long-temps accoutumé aux forêts, qui avait pénétré plusieurs fois au loin dans l'intérieur, et qui avait commencé depuis peu un établissement dans la vallée située entre la dernière chaîne des Alleghanys et la rivière Monongahela. M. Gist consentit à l'accompagner et à lui servir de guide. Il s'adjoignit comme serviteurs quatre autres individus, dont deux étaient des marchands indiens.

La caravane se composait donc de huit personnes. Après s'être pourvue de chevaux, de tentes, du bagage et des provisions convenables à cette expédition, elle quitta l'extrême limite de la civilisation à Will's Creek, et entra dans les forêts. L'intempérie de la saison, les Alleghanys couverts de neige et les vallées inondées par les grosses eaux, le pénible passage des montagnes et la difficulté de traverser les rivières sur de frêles radeaux, en profitant des gués, ou à la nage, étaient des obstacles qu'on ne pouvait surmonter que lentement et avec beaucoup de patience. On arriva enfin à la Fourche de l'Ohio, où le Monongahela et l'Alleghany se réunissent pour former cette rivière. Le major Washington examina avec attention ce lieu, et fut frappé des avantages qu'il offrait comme poste militaire, tant pour la défense que pour servir de dépôt de munitions, en cas d'hostilités dans ces parages; ce fut sur son avis qu'on y commença bientôt après une forteresse qui devint célèbre dans les deux guerres.

Il se hâta de se porter en avant vers Logstown, à environ vingt milles au dessus de l'embranchement, y convoqua quelques-uns des chefs indiens, leur transmit

le message du gouverneur, et demanda une escorte jusqu'aux campements des Français. Le principal sachem se nommait Tanacharison, autrement appelé le *Demi-Roi* : il était ami des Anglais, ou plutôt ennemi des Français ; ce n'est pas à dire qu'il aimât plus les uns que les autres, mais il tenait beaucoup à ses droits et à son indépendance. Dans la simplicité de son cœur, il supposait que les Anglais ne cherchaient qu'à établir des liaisons de commerce, des échanges d'armes, de poudre, de marchandises, de pelleteries et de fourrures, qui seraient avantageux aux Indiens. Quand les Français vinrent en armes, prirent possession du pays et construisirent des forts, ses soupçons s'éveillèrent, et, ne voyant pas d'autre moyen de renverser leurs projets, il résolut de s'attacher aux Anglais. Tanacharison avait été, en qualité d'envoyé de plusieurs tribus, au quartier-général du commandant français, et lui avait adressé un discours dont il rapporta la substance au major Washington.

« Pères, dit-il, je suis venu pour vous répéter vos propres paroles, ce que vos propres bouches ont déclaré. Pères, dans les temps anciens vous avez mis devant nous un bassin d'argent, dans lequel il y avait la patte d'un castor, et vous avez désiré que toutes les nations vinssent manger en paix et abondance, et qu'elles fussent bienveillantes entre elles ; si l'on reconnaît que quelqu'un veut jeter du trouble, je pose ici sur le bord du plat une verge avec laquelle vous pouvez le frapper ; et si votre père devenait déraisonnable, sur mes vieux jours, je désire que vous vous en serviez contre moi aussi bien que contre les autres.

« Maintenant, pères, vous êtes vous-mêmes les perturbateurs en ce pays, en y venant et bâtissant des villes, et vous en emparant à notre insu et par force.

« Pères, nous avons allumé, il y a long-temps, un feu à un endroit appelé Montréal, où nous désirions que vous demeurassiez sans venir usurper notre pays. Je désire maintenant que vous retourniez promptement à cet endroit; car sachez bien, pères, que ce pays-ci est à nous et non pas à vous.

« Pères, je désire que vous nous écoutiez avec politesse; sinon, nous serons obligés d'employer cette verge placée ici pour sévir contre les perturbateurs. Si vous étiez venus d'une manière pacifique, comme nos frères les Anglais, nous ne nous serions pas opposés à ce que vous fissiez du commerce avec nous, ainsi qu'ils en font; mais, pères, venir et bâtir des maisons sur nos terres, et vous en emparer de force, c'est à quoi nous ne pouvons nous soumettre.

« Pères, les Anglais sont blancs et vous aussi : nous vivons dans un pays intermédiaire; c'est pourquoi le pays ne vous appartient ni aux uns ni aux autres. Le Grand Être, là-haut, l'a destiné à devenir pour nous un lieu de résidence. Ainsi, pères, je demande que vous vous retiriez, comme l'ont fait nos frères les Anglais, car je vous tiendrai à la longueur de mon bras. Je dépose ceci comme une épreuve pour les deux peuples, pour voir lequel y aura le plus d'égard, et nous serons pour lui, et nous partagerons également avec lui. Nos frères les Anglais ont entendu ceci, et je viens maintenant pour vous le dire, car je ne crains pas d'entreprendre de vous chasser de ce pays. »

C'étaient là les sentiments d'un patriote et d'un héros ; mais le fier sauvage ne savait pas que, pour ses intérêts et ceux de sa race, il n'y avait point de différence entre ses prétendus amis et ses ennemis déclarés. Il n'avait jamais étudié à l'école de la politique, qui trouve dans la loi des nations une excuse pour la rapacité et l'injustice, et n'avait pas appris que la civilisation a le privilége de piller les peuples ignorants et sans défense.

Les sachems se réunirent enfin en conseil, et le major Washington leur adressa un discours, où il expliqua l'objet de sa mission et les vœux du gouverneur. Il leur donna ensuite un cordon de wampum, ce qui, chez les Indiens, est un gage d'amitié et d'alliance. Ils se consultèrent entre eux, et députèrent Tanacharison pour répondre au nom de tous. Son langage fut pacifique, et l'escorte fut promise ; mais comme les jeunes guerriers étaient partis pour une grande chasse, on perdit trois ou quatre jours à attendre leur retour. Les affaires étant urgentes, le major Washington ne put s'arrêter plus long-temps, et partit accompagné seulement de quatre Indiens, parmi lesquels se trouvait Tanacharison.

La station du commandant français était à cent vingt milles. Le voyage se fit sans aucun incident important, si ce n'est à Venango, l'un des avant-postes français, où on employa divers stratagèmes pour retenir les Indiens. Cependant Washington fut traité poliment par le capitaine Joncaire, qui commandait, et qui lui indiqua l'endroit où le quartier-général était établi. Il tombait continuellement de la pluie et de la neige, et, après des fatigues incroyables, causées par le manque d'abris et

par les difficultés d'une expédition qui traversait d'immenses forêts, Washington eut la joie de se trouver au terme de son voyage, quarante-un jours après son départ de Williamsburg.

Le commandant, M. de Saint-Pierre, était un homme âgé, chevalier de Saint-Louis, et de manières affables. A la première entrevue, il promit de s'occuper immédiatement de la lettre du gouverneur Dinwiddie, et fit fournir tout ce qui pouvait contribuer à l'agrément et au bien-être du major Washington et de sa suite, tant qu'il demeurerait au fort. A la seconde visite, la lettre et les pleins pouvoirs furent présentés, lus, traduits et mûrement expliqués. Le commandant tint conseil avec ses officiers, et deux jours après on remit une réponse.

La lettre du gouverneur prétendait que les terres sur l'Ohio appartenaient à la couronne de la Grande-Bretagne, exprimait sa surprise en apprenant les empiétements des Français, demandait par quelle autorité une force armée avait traversé les lacs, et insistait sur un départ prompt et pacifique. M. de Saint-Pierre employa dans sa réponse le style d'un soldat; il dit qu'il ne lui appartenait pas de discuter des traités, qu'un semblable message aurait dû être envoyé au marquis Duquesne, gouverneur du Canada, dont il suivait les instructions et aux ordres duquel il obéirait toujours; qu'il ne pouvait donc acquiescer aux sommations de retraite. Le ton de la lettre était respectueux, mais ferme, et n'accordait rien.

Pendant que les officiers français tenaient conseil et préparaient les dépêches, le major Washington saisit l'occasion d'inspecter et d'examiner le fort. Les gens

de sa suite avaient reçu l'ordre d'en faire autant. Il fut ainsi en état de rapporter une description exacte de sa forme, de sa grandeur, de sa construction, de son artillerie et de ses casernes. Ses hommes comptèrent les canots mis à flot, et ceux qui n'étaient qu'en partie terminés. Le fort était situé sur une des branches du Creek français, à environ quinze milles au sud du lac Érié. On envoya au gouvernement britannique un plan dessiné par le major Washington.

La neige tombait si fort, qu'il renvoya ses chevaux à Venango, et se décida à descendre lui-même par eau dans un canot qui lui avait été offert à cet effet. Il avait été traité avec beaucoup de politesse, et les attentions de M. de Saint-Pierre ne se bornèrent pas à de simples formes; par son ordre, le canot fut abondamment pourvu de provisions, de liqueurs, et de toutes les autres choses dont on pouvait avoir besoin. Mais on eut recours aux mêmes ruses, et on tenta les mêmes menées qu'à Venango pour débaucher et retenir les Indiens. On essaya diverses tentations, des présents furent donnés et d'autres promis. Le *Demi-Roi* était un homme important, dont il ne fallait pas perdre l'amitié, s'il était possible de la conserver. Il persista toutefois dans sa réserve, et présenta pour la seconde fois au commandant français la ceinture fédérale ou le wampum, indiquant ainsi que l'alliance entre eux était rompue. Le commandant refusa de l'accepter, et calma le sauvage par de douces paroles et de belles protestations, en lui disant qu'il avait le désir de vivre en amitié et en paix avec les Indiens, et de trafiquer avec eux, et qu'il enverrait immédiatement des marchandises dans leurs

villes. Le major Washington découvrit ces tentatives pour gagner le *Demi-Roi* et les Indiens, se plaignit des délais et en insinua la cause. M. de Saint-Pierre fut poli comme à l'ordinaire, sembla ignorer ce qui se passait, ne put dire quelle était la raison du retard des Indiens, et déclara que de son côté il ferait tout pour se conformer aux désirs du major Washington. Enfin, après beaucoup d'inquiétudes et de peines, toute la caravane s'embarqua sur le canot.

La descente du fleuve fut pénible, lente et périlleuse. Les rochers, les bas-fonds, les arbres flottants et les courants tenaient les voyageurs sans cesse en alarme. « Plusieurs fois, dit le major Washington dans son journal, nous fûmes obligés de sortir du canot, et de rester dans l'eau une demi-heure et quelquefois davantage pour franchir des bas-fonds. Dans un certain endroit, la glace s'était accumulée et rendait le passage par eau impossible; il fallut porter notre canot à travers une langue de terre, à un quart de mille de distance. » Au bout de six jours on aborda à Venango, après avoir parcouru cent trente milles à cause des détours du fleuve.

On y trouva les chevaux, mais dans un état de maigreur si pitoyable, que l'on doutait qu'ils pussent faire le voyage. Ils avaient à transporter tout le bagage et les provisions. Pour alléger leur fardeau, le major Washington, après s'être vêtu comme un Indien en costume de route, résolut d'aller à pied avec M. Gist et M. Vanbraam, et confia les chevaux aux soins des conducteurs. Après trois jours de marche, les chevaux devenant plus faibles, et le froid et la neige

augmentant toujours, cette manière de voyager se trouva si longue et si décourageante qu'on eut recours à un autre mode. M. Vanbraam se chargea des chevaux et reçut l'ordre d'avancer aussi rapidement qu'il le pourrait. Le major Washington prit sur son dos un havresac contenant ses papiers et des vivres, un fusil à la main, et abandonna sa suite, en se faisant accompagner seulement par M. Gist, qui était équipé de même. Ils sortirent du sentier et dirigèrent leur course à travers les bois, en marchant vers la rivière Alleghany, pour la traverser auprès de la ville de Shannopins, à deux ou trois milles au dessus de l'embranchement de l'Ohio. Le jour suivant, survint une aventure, bien racontée par M. Gist dans un journal qu'il écrivit à cette époque.

« Nous nous levâmes de grand matin, nous partîmes à peu près à deux heures, et nous arrivâmes à Murdering Town, sur l'embranchement sud-est de Beaver Creek. Nous y rencontrâmes un Indien, que je crus avoir vu chez Joncaire, à Venango, en allant au fort français. Cet homme m'appela par mon nom indien et prétendit être content de me voir. Il me fit plusieurs questions, me demanda pourquoi nous voyagions à pied, quand nous avions quitté Venango, où nous nous étions séparés de nos chevaux, et quand ils arriveraient en cet endroit. Le major Washington insistait pour suivre la route la plus courte jusqu'aux fourches de l'Alleghany. Nous demandâmes à l'Indien s'il pouvait nous accompagner, et nous indiquer le chemin le plus court. Il parut content et prêt à aller avec nous; sur ce, nous partîmes, et l'Indien prit le sac du major.

Nous marchâmes très vite pendant huit ou dix milles, mais les pieds du major étaient écorchés, et il se sentait très fatigué ; l'Indien gagnait trop vers le nord-est. Le major désira camper en cet endroit ; l'Indien demanda de porter son fusil, mais Washington refusa ; l'Indien devint maussade, et nous pressa d'aller en avant, en nous disant qu'il y avait dans ces bois des Indiens Ottowas, qui nous scalperaient si nous restions dehors, et il nous engagea à aller à sa cabane, où nous serions en sûreté.

« J'avais très mauvaise opinion de cet homme, mais je ne voulais pas laisser voir au major que je m'en défiais. Bientôt cependant il s'en défia autant que moi. L'Indien dit qu'il pourrait entendre un coup de fusil tiré de sa cabane, et il nous dirigea plus au nord. Nous devenions de plus en plus inquiets ; il dit alors qu'on pourrait entendre des cris de sa cabane. Nous fîmes encore deux milles. Le major dit alors qu'il voulait rester à la première eau, et nous demandâmes à l'Indien de s'arrêter à la première eau ; mais, avant d'arriver à de l'eau, nous atteignîmes une prairie découverte. Il faisait très clair, et la neige couvrait le sol. L'Indien fit un temps d'arrêt, et se retourna. Le major le vit diriger son fusil vers nous, et il fit feu. « Êtes-vous atteint ? » dit le major. « Non, » répondis-je. Là-dessus, l'Indien courut vers un gros chêne blanc, et commença à charger son fusil ; mais nous fûmes bientôt à côté de lui. Je l'aurais tué, mais le major ne voulut pas le permettre. Nous le laissâmes charger son fusil ; nous vîmes qu'il y mettait une balle, et nous le surveillâmes. Le major ou moi, nous étions toujours à côté des fusils. Nous lui fîmes faire du feu pour nous,

auprès d'un petit cours d'eau, comme si nous avions l'intention de coucher là. Je dis au major : « Puisque vous ne voulez pas que je le tue, il faut le renvoyer et marcher ensuite toute la nuit. » Je dis alors à l'Indien : « Je suppose que vous étiez perdu, et que c'est pour cela que vous avez tiré un coup de fusil. » Il répondit qu'il savait le chemin de sa cabane, et qu'elle n'était qu'à une petite distance. « Bien! dis-je; allez chez vous, et, comme nous sommes fatigués, nous suivrons votre trace dans la matinée; voici un pain, et vous nous donnerez de la viande. » Il fut très content de s'échapper; je le suivis, et je prêtai l'oreille, jusqu'à ce qu'il fût bien hors de portée. Nous marchâmes alors pendant environ un mille; nous fîmes du feu, nous orientâmes notre boussole, et, après avoir réglé notre route, nous voyageâmes toute la nuit. Vers le matin, nous nous trouvâmes auprès du Pinq Creek. »

Était-ce l'intention de l'Indien de tuer l'un des voyageurs? c'est ce qu'on ne peut que conjecturer. Les circonstances étaient extrêmement suspectes. Le major Washington fait allusion à cet incident dans son journal : « Nous tombâmes, dit-il, dans un parti d'Indiens-Français, qui s'étaient postés pour nous attendre. L'un d'eux tira sur M. Gist ou sur moi, à moins de quinze pas, mais heureusement il nous manqua. Nous nous emparâmes de cet homme, et nous le retînmes jusqu'à neuf heures du soir; nous le laissâmes partir alors, et nous marchâmes pendant tout le reste du chemin sans nous arrêter, pour gagner de l'avance, et être hors de la portée de toute poursuite le lendemain, car nous étions

bien sûrs qu'il suivrait nos traces, tant qu'il ferait jour. »

On ne vit plus les Indiens, et l'on n'entendit plus parler d'eux. Le lendemain, vers le soir, les voyageurs arrivèrent à la rivière Alleghany, un peu au dessus de Shannopins; ils comptaient la traverser sur la glace; mais ils furent trompés dans leur attente; il n'y avait que quelques verges de glace de chaque côté de la rivière, et le courant en entraînait rapidement de grands morceaux qui flottaient au milieu.

Fatigués et épuisés, ils furent forcés de passer la nuit sur le bord de la rivière, et de rester exposés aux rigueurs du temps; ils firent leur lit sur la neige, et n'eurent pour tout abri que leurs couvertures. Quand vint le matin, ils virent que leur industrie seule pouvait leur fournir quelque moyen de gagner le bord opposé.

« Il n'y avait, dit le major Washington, nul autre moyen, pour traverser, que celui d'un radeau. Nous nous mîmes à l'œuvre avec une mauvaise petite hache, et nous l'eûmes achevé tout juste après le coucher du soleil. Ce travail nous avait occupé tout le jour. Le lendemain nous lançâmes notre radeau, nous montâmes dessus, et nous commençâmes la traversée. Mais avant d'en avoir fait la moitié, nous fûmes tellement enclavés dans les glaces, que nous nous attendions, à chaque instant, à voir notre radeau s'enfoncer et à périr nous-mêmes. Je fis usage de mon aviron pour tâcher d'arrêter le radeau, afin que la glace pût passer à côté; mais la rapidité du courant la jeta avec tant de violence contre l'aviron que je fus lancé dans dix pieds d'eau. Heu-

reusement je me sauvai en saisissant une des solives du radeau. Malgré tous nos efforts, nous ne pûmes faire avancer le radeau vers l'un ou l'autre bord, et nous fûmes obligés de l'abandonner; nous trouvant près d'une île, nous nous dirigeâmes de ce côté. »

Ils échappèrent ainsi, grâce à la Providence, à un danger imminent, mais ce ne fut pas la fin de leurs calamités. Ils avaient été jetés sur une île déserte; le temps était excessivement froid; les mains et les pieds de M. Gist était gelés, et leurs souffrances pendant la nuit furent extrêmes. Un rayon d'espérance parut avec l'aurore. Entre l'île et le bord oriental de la rivière, la glace était devenue si forte, qu'elle pouvait les porter. Ils traversèrent sans accident, et atteignirent le soir un poste de commerce établi depuis peu par M. Frazier, près de l'endroit où, dix-huit mois plus tard, fut livrée la mémorable bataille de Monongahela.

Ils s'y reposèrent deux ou trois jours, pour s'y remettre de leurs fatigues, et se procurer des chevaux. Pendant ce temps le major Washington fit une visite de cérémonie à la reine Aliquippa, princesse indienne, qui demeurait au confluent des rivières Monongahela et Yougioghany. Elle avait exprimé du déplaisir parce qu'il avait négligé de lui donner cette marque de respect, lors de son premier passage. Des excuses, appuyées par le gage plus substantiel d'un présent, calmèrent sa dignité blessée et assurèrent aux voyageurs une gracieuse réception.

On n'entendait point parler de Vanbraam et de sa suite. Pressé de repartir, et de rapporter au gouverneur le résultat de sa mission, le major Washington

ne les attendit pas. Il traversa de nouveau avec M. Gist les Alleghanys jusqu'au Will's Creek, et s'avança ensuite rapidement vers Williamsburg, où il arriva le 16 janvier, après une absence de onze semaines.

Les intentions et les mouvements des Français étant alors bien connus, le gouverneur Dinwiddie pensa que la circonstance exigeait des mesures promptes et énergiques. Il assembla son conseil, et lui communiqua le journal du major Washington, ainsi que la lettre du commandant français. On reconnut que les instructions du ministère britannique imposaient comme un devoir, en cas d'invasion des domaines du roi, le recours aux armes pour repousser l'ennemi. Il n'y avait plus de doute que l'état de choses prévu par les ministres ne fût actuellement arrivé. Il était temps de se préparer pour cette circonstance critique. A la dernière assemblée de la Chambre des Bourgeois, le gouverneur avait échoué dans ses efforts pour faire sentir le danger aux représentants du peuple, et on n'avait point accordé de fonds pour lever des forces militaires.

Sans attendre la réunion des bourgeois, le conseil fut d'avis d'enrôler immédiatement deux cents hommes, avec ordre de marcher sur l'Ohio, et d'y bâtir un ou deux forts, avant que les Français pussent descendre la rivière, comme ils avaient menacé de le faire. On rendit une ordonnance pour lever dans les contrées du nord deux compagnies de cent hommes chacune, par des enrôlements volontaires, ou, si cela n'était pas praticable, par des tirages dans la milice. Le major Washington avait jusque-là montré dans sa conduite tant de prudence, de résolution et de capacité,

qu'il obtint le commandement en chef, en apparence à l'unanimité des voix dans le conseil.

Pour frapper fortement l'esprit du peuple, lui inspirer, s'il était possible, un peu d'enthousiasme, et exciter son indignation contre les usurpateurs, le gouverneur Dinwiddie fit publier le journal du major Washington. Il fut reproduit dans presque tous les journaux des autres colonies. A Londres il fut réimprimé sous les auspices du gouvernement, et on le considéra comme un document de beaucoup d'importance, parce qu'il dévoilait les vues des Français, et donnait les premières preuves positives de leurs actes d'hostilité sur le territoire en litige.

Par les petits préparatifs militaires entrepris par le gouverneur et le conseil, on voulait seulement prendre position sur l'Ohio, avant que les Français descendissent la rivière et se réunissent avec les détachements de la Nouvelle-Orléans. Le commandement d'une des deux compagnies fut donné au capitaine Trent; comme il connaissait les frontières, on l'envoya en avant pour enrôler ses hommes parmi les marchands et les colons éloignés, et on lui donna l'ordre de commencer en toute hâte la construction d'un fort à la fourche de l'Ohio, conformément à la recommandation du major Washington, qui, comme nous l'avons vu, avait examiné ce poste sous le rapport de ses avantages militaires.

En même temps, le major Washington fut placé à Alexandrie, comme à un endroit convenable pour le rendez-vous de ses hommes, et pour la surveillance du transport des munitions et de l'artillerie qu'on devait

établir dans le fort. Lord Fairfax était alors lieutenant du comté, ce qui lui donnait de l'autorité sur la milice du voisinage; il s'occupa activement à procurer des enrôlements et à rendre d'autres services à son jeune ami. Les instructions du gouverneur à ses officiers avaient un caractère guerrier. Elles ordonnaient d'expulser, de tuer, de détruire ou de faire prisonniers tous les individus, non sujets du roi de la Grande-Bretagne, qui tenteraient de prendre possession des terres situées sur l'Ohio ou sur ses affluents, ou de s'y établir.

Ces dispositions faites, le gouverneur Dinwiddie convoqua la législature pour un jour peu éloigné, à l'effet de prendre en considération l'état critique des affaires, et de pourvoir à la sûreté du *Domaine*, car, à cette époque, on désignait ainsi la Virginie. Il écrivit aussi aux gouverneurs des autres provinces, invoqua leur concours, leur traça un tableau frappant du danger commun, et fit un touchant appel à leur patriotisme et à leur fidélité envers le souverain. Il demanda aux colonies de New-York et de la Nouvelle-Angleterre d'envoyer des troupes vers le Canada, et de faire dans cette direction une attaque simulée qui empêchât les renforts de Québec de marcher sur l'Ohio.

Ces appels eurent peu de résultats; les gouverneurs n'avaient point reçu d'instructions; les fonds pour les services militaires n'étaient pas à leur disposition; et les assemblées n'imposaient des taxes qu'à grand'peine, même pour soutenir leurs propres gouvernements. Quelques personnes révoquaient en doute l'autorité que pouvait avoir le gouverneur de la Virginie dans une affaire si grave; d'autres n'étaient pas convaincues

que les Français eussent empiété sur les terres du roi ; d'autres enfin regardaient ce démêlé comme une discussion d'un intérêt national, dans laquelle les colonies n'avaient pas droit de s'ingérer sans des ordres directs et sans l'assistance du roi. « Si les traités ont été violés, disaient-elles, ce n'est pas à nous à venger l'insulte, et à précipiter une guerre par notre zèle et notre témérité. »

L'appel était prématuré, et il y avait peu d'espoir de coopération de la part des autres colonies. On envoya des messagers aux Indiens du midi, aux Catawbas et aux Cherokees, et on les invita à se réunir pour repousser un ennemi commun, qui avait déjà rallié les nations puissantes des Chippewas et des Ottowas. On comptait aussi sur l'amitié des Twigtwees, des Delawares et des autres tribus au-delà de l'Ohio.

Quand l'assemblée se réunit, il s'éleva diverses opinions relativement aux mesures qu'on devait prendre ; mais on finit par allouer dix mille livres sterling pour la défense de la colonie, et on dissimula ce vote sous le titre d'acte « pour l'encouragement et la protection des planteurs sur les bords du Mississippi. » L'égalité d'âme du gouverneur fut mise à une rude épreuve. Il trouva qu'on ne traitait pas avec assez de respect la prérogative du roi et sa propre dignité. Quelques-uns des bourgeois étaient assez stupides pour ne pas apercevoir la justice des prétentions du roi sur les terres en question, et ils avaient l'audace d'exposer leurs doutes en pleine assemblée. « Vous pouvez facilement concevoir, disait le gouverneur en écrivant à un ami, combien j'ai pris feu à cette occasion, en voyant une législature an-

glaise avoir la présomption de douter des droits de Sa Majesté sur les parties intérieures de ce continent qui forment l'extrémité de ses domaines. » Puis, faisant allusion à un des membres, il ajoutait : « Comment cet esprit français a-t-il pu s'emparer d'une personne d'autant de sens et d'une si haute distinction, c'est ce que je ne sais pas. » Un autre point le tourmentait encore davantage. L'assemblée nomma des commissaires pour surveiller l'appropriation des fonds. Il regardait cet acte comme un manque d'égards envers lui ; car, en vertu de sa charge, la disposition de l'argent pour les services publics devait être exclusivement abandonnée au gouverneur. Telles étaient ses idées à ce sujet, et il déclara que l'extrême urgence des affaires pouvait seule l'engager à signer le bill.

Il se plaignit au comte de Holdernesse des mauvaises dispositions et des étranges procédés de l'assemblée. « Je suis fâché, dit-il, de trouver à ses membres des sentiments républicains ; ils n'agissent pas selon la bonne voie constitutionnelle ; ils font sur la prérogative royale des empiétements auxquels les anciens gouverneurs ne se sont que trop soumis ; et je crains, si je ne reçois pas des instructions particulières, de ne pouvoir les remettre à l'ordre. » Malgré ces griefs, le zèle du gouverneur pour le bien public l'emporta sur ses sentiments personnels, et il s'appliqua avec ardeur à l'œuvre qu'il avait entreprise.

CHAPITRE III.

Préparatifs militaires. — Washington nommé lieutenant-colonel. — Il marche vers les monts Alleghanys. — Il est rejoint par des bandes d'Indiens. — Escarmouche avec un détachement français commandé par Jumonville. — Le commandement suprême revient au colonel Washington. — Ses sentiments généreux sur les devoirs des militaires. — Fort Nécessité. — Bataille des Grandes-Prairies. — Il renonce à sa charge. — Prend part à l'expédition commandée par le général Braddock. — Difficultés que l'armée rencontre dans sa marche. — Bataille de Monongahela. — Ses résultats désastreux. — Bravoure et belle conduite du colonel Washington dans cette action. — Ses conseils au géneral Braddock.

Les fonds que venait d'accorder la législature permirent alors de porter les forces militaires à six compagnies, que l'on mit sous le commandement du colonel Josuah Fry. Cet officier était né en Angleterre et avait été élevé à Oxford ; il était très versé dans les sciences mathématiques, et s'était attiré l'estime générale par ses aimables qualités et son noble caractère. Le major Washington fut nommé commandant en second, avec le rang de lieutenant-colonel. On désigna des officiers inférieurs ; et, pour exciter le zèle militaire du peuple et donner de l'activité au service de recrutement, le gouverneur Dinwiddie publia une proclamation par laquelle il concédait deux cent mille acres de terre sur l'Ohio, qui devaient être partagées

entre les soldats qui prendraient part à l'expédition projetée, et qu'il déclara franches de toute redevance pendant quinze ans. On réserva mille acres contigues au fort établi à la fourche de l'Ohio, pour l'usage des soldats qui y devaient être employés, et on les appela *terres de la garnison*.

Le gouverneur présenta aux ministres, comme motif de cette libéralité, l'espérance que les soldats deviendraient des planteurs permanents, et qu'ils empêcheraient ainsi les Français de s'emparer d'autant de millions d'acres qu'il en avait donné de milliers. Sa proclamation fut sanctionnée par le roi, mais elle ne fut pas bien reçue ailleurs; l'assemblée de la Pensylvanie prit l'alarme en voyant avec quelle facilité on distribuait des terres dont elle revendiquait la propriété pour cette province. Le gouverneur Hamilton écrivit pour présenter sa réclamation. Le cas était embarrassant; mais le gouverneur Dinwiddie éluda la difficulté en répondant que les droits de la Pensylvanie étaient au moins douteux, la ligne de démarcation n'ayant pas été tracée; que les deux provinces avaient un intérêt égal à la lutte qu'on allait soutenir; que la concession n'impliquait pas nécessairement une juridiction future, et que si le droit de la Pensylvanie était reconnu plus tard, on pourrait payer les rentes au propriétaire, au lieu de les verser dans la caisse de la couronne.

On trouva un nouveau motif d'encouragement dans une lettre du comte de Holdernesse, qui autorisait le gouverneur Dinwiddie à appeler à son aide deux compagnies indépendantes de New-York, et une de

la Caroline du Sud. Elles faisaient partie des troupes coloniales, levées et entretenues aux frais du roi et commandées par des officiers porteurs de brevets royaux. On pouvait les faire marcher sur tous les points du continent. Aucune de ces compagnies n'avait jamais été stationnée dans la Virginie. On dépêcha immédiatement des exprès aux gouverneurs des deux colonies, pour les sommer de faire avancer les compagnies sans aucun délai.

L'on apprit encore que l'assemblée de la Caroline du Nord avait voté douze mille livres sterling pour la défense du pays, et que des forces respectables marcheraient bientôt pour la cause commune. Jusque-là la pespective était brillante ; cependant la sympathie des autres colonies ne se manifesta par aucun effet direct. L'assemblée du Maryland présenta un bill de subsides qui fut rejeté par le gouverneur, sous prétexte que le mode proposé pour lever les taxes était un empiètement sur la prérogative. Le fantôme de la prérogative ne manquait guère d'apparaître aux gouverneurs coloniaux toutes les fois qu'ils étaient appelés à approuver quelque mesure salutaire pour le peuple. Il est possible que les tentatives audacieuses et les demandes exagérées des assemblées exigeassent quelquefois l'emploi d'un semblable frein.

Dès ce temps-là l'esprit de liberté s'agitait sous le joug des chartes et des coutumes, et partout il luttait pour s'en délivrer, ou du moins pour en alléger le poids. La prérogative était le charme puissant auquel les gouverneurs avaient recours pour mitiger cet esprit, quand ils sentaient que les arguments et leur

influence personnelle ne produisaient plus aucun effet. Dans la Pensylvanie, plus exposée encore à l'invasion que la Virginie, la législature fut long-temps si occupée de ses discussions avec le gouverneur, qu'elle n'eut guère de loisir pour d'autres affaires. Là aussi existait une prérogative qui ne s'appuyait pas sur le nom du roi, et qui n'en était peut-être que plus odieuse au peuple.

Les descendants de William Penn, que l'on appelait les propriétaires, possédaient de vastes territoires dans la province. L'assemblée soutenait avec raison que ces terres, qui jouissaient des mêmes avantages que les autres, devaient supporter une part proportionnelle de la taxe imposée pour la défense. Elle présenta des bills réglés d'après ce principe; le gouverneur refusa sa signature, en mettant en avant la prérogative des propriétaires. Les bills n'eurent aucune suite, et l'on ne prit aucune mesure. Dans une lettre d'explications, le gouverneur Hamilton déplorait l'échec qu'avaient reçu les bills, et l'attribuait en grande partie aux scrupules des Quakers au sujet des armements.

Malgré ces motifs de découragement, les Virginiens persévérèrent dans leurs efforts. Les enrôlements se firent avec grand succès. Le colonel Washington laissa son quartier-général à Alexandrie jusqu'au commencement d'avril; il marcha avec les deux compagnies qu'il avait réunies sur Will's Creek, et y arriva le 20, après avoir été rejoint en route par une autre compagnie commandée par le capitaine Stephen. La marche fut lente et fatigante; les chemins étaient rudes, et l'on eut beaucoup de peine à se

procurer des chariots pour le transport du bagage. On fut obligé de mettre en vigueur la loi de la milice, qui autorisait des levées forcées; mais de semblables mesures déplaisent toujours au peuple, et les ordres sont presque toujours éludés, ou exécutés avec lenteur. On embarqua l'artillerie et les objets les plus lourds, et on leur fit remonter le Potomac.

Un détachement de la troupe du capitaine Trent était déjà arrivé sur l'Ohio, et avait commencé à construire un fort. Au moment de l'arrivée du colonel Washington à Will's Creek, le bruit venait de se répandre que ce détachement avait été pris par les Français; et, deux jours après, cette nouvelle alarmante fut confirmée par l'enseigne de la compagnie du capitaine Trent. Il rapporta que, pendant qu'ils travaillaient à construire le fort, au nombre de quarante-un, mille Français, commandés par le capitaine Contrecœur, étaient venus de Venango, en descendant la rivière, avec dix-huit pièces de canon, soixante bateaux et trois cents canots, et qu'ils les avaient sommés de se rendre, en les menaçant de s'emparer du fort s'ils n'obéissaient immédiatement à cette sommation. Il n'y avait point d'alternative, et, le capitaine et le lieutenant étant absents, l'enseigne Ward avait consenti aux articles de la capitulation et avait rendu le fort. On lui avait permis de se retirer avec ses hommes, et il était revenu à Will's Creek apporter la nouvelle de ce désastre. On apprit cependant plus tard qu'il avait fort exagéré le nombre des Français, de leurs canons et de leurs bateaux. Ce fut le premier acte public

d'hostilité de cette mémorable guerre, qui dura sept ans. Les Français agrandirent et complétèrent le fort, et l'appelèrent fort Duquesne, en l'honneur du gouverneur du Canada.

C'était un moment critique pour la petite armée que commandait le colonel Washington, et qui ne se composait encore que de trois compagnies. Elle occupait un poste avancé, au-delà duquel il n'y avait point de barrière à opposer aux forces redoutables des Français sur l'Ohio. Un seul détachement bien armé et bien discipliné pouvait l'envelopper et la tailler en pièces. Le colonel Fry n'avait pas rejoint, et toute la responsabilité reposait sur le lieutenant-colonel. Il envoya sur-le-champ des exprès aux gouverneurs de la Virginie, du Maryland et de la Pensylvanie, leur exposa sa faiblesse et le danger auquel il était exposé, et réclama des renforts. Il tint ensuite un conseil de guerre. Malgré les périls dont on était menacé de tous les côtés, on résolut d'avancer le lendemain dans le désert, de marquer et de préparer ainsi la route, et de pénétrer, s'il était possible, jusqu'à la Monongahela, près de l'embouchure du Red-stone Creek, et d'y élever une forteresse. On voulait ainsi occuper les soldats, calmer leurs inquiétudes, éviter tous les maux de l'oisiveté, et, en ouvrant un chemin aux troupes qui se trouvaient en arrière, accélérer leur marche. On rencontra beaucoup d'obstacles, et les progrès furent lents. Il fallut abattre des arbres, faire des ponts, combler des marais, enlever des rochers. Au milieu de ces difficultés les provisions manquèrent : les commissaires avaient négligé de remplir leurs en-

gagements, et le manque de pain amena une grande détresse.

Pendant qu'on était arrêté sur les bords du Yougioghany, pour construire un pont, le colonel Washington entendit dire à des marchands et à des Indiens qu'excepté en un seul endroit on pouvait descendre cette rivière. Voulant s'assurer de la vérité d'un fait si important, il s'embarqua sur un canot avec cinq hommes, pour aller à la découverte, et laissa le commandement de l'armée à un officier d'un grade inférieur. Il fut trompé dans son espérance. Après avoir parcouru environ trente milles dans son canot, non sans avoir rencontré des rochers et des bas-fonds, il passa entre deux montagnes, et arriva à une chute, qui l'arrêta et rendit impossible toute tentative ultérieure ; de sorte qu'il fallut retourner en arrière, et renoncer au projet d'aller par eau.

A peine avait-il rejoint l'armée, qu'on lui apporta un message de son vieil ami Tanacharison, le Demi-Roi, qui se trouvait alors avec sa tribu près de la rivière de Monongahela, et qui l'avertissait de se tenir sur ses gardes. Un détachement de Français, qui rôdait dans les environs depuis deux jours, venait de se diriger de son côté, avec l'intention d'attaquer les premiers Anglais qu'il rencontrerait. Son rapport fut confirmé par un autre, qui portait que les Français n'étaient qu'à quinze milles de distance.

Ne sachant ni leur nombre, ni à quel moment ils arriveraient, Washington se hâta de se rendre à un lieu dit les Grandes-Prairies, fit abattre les buissons, élever un retranchement, et prépara, comme il le dit, « un

champ de bataille charmant. » Il fit alors monter quelques-uns de ses soldats sur des chevaux de trait, et les envoya faire une reconnaissance. Ils revinrent sans avoir vu aucune trace de l'ennemi ; mais le camp fut en alarme toute la nuit, les sentinelles firent feu, et tout le monde resta sous les armes jusqu'au matin. M. Gist vint aussi au camp, et rapporta qu'un détachement français composé de cinquante hommes était venu à son habitation le jour précédent, et qu'il avait reconnu leurs traces à moins de cinq milles des Grandes-Prairies.

On ne pouvait plus douter de l'approche des Français et de leurs intentions hostiles, et l'on fit tous les préparatifs que les circonstances permettaient pour les bien recevoir. Sur ces entrefaites, on reçut vers neuf heures un autre exprès du Demi-Roi, qui se trouvait alors avec un corps de ses guerriers à environ six milles du camp, et qui annonçait qu'il avait vu la trace de deux Français, et que tout le détachement n'était pas loin de cet endroit. Le colonel Washington se mit immédiatement à la tête de quarante hommes, confia au reste de la troupe la garde du camp, et partit pour rejoindre le Demi-Roi. La nuit était sombre, la pluie tombait par torrents, les sentiers à travers les bois étaient étroits et embarrassés, et les soldats perdaient souvent leur chemin, s'enfonçant dans les buissons et trébuchant contre des rochers et des arbres renversés.

On marcha toute la nuit, et on arriva au camp indien un peu avant le lever du soleil. On tint conseil avec Tanacharison et ses principaux guerriers, et on convint de marcher de concert contre les Français.

Deux Indiens allèrent reconnaître la position de l'ennemi, qu'ils découvrirent dans un recoin obscur, entouré de rochers, à un demi-mille de la route. On forma alors le plan d'attaque. Le colonel Washington et ses soldats devaient avancer sur la droite, et les Indiens sur la gauche. Tous marchèrent à la file, à la manière des Indiens, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés assez près pour être reconnus par les Français, qui saisirent aussitôt leurs armes et se mirent sur la défensive.

Dans ce même moment le feu commença des deux côtés; puis il y eut une escarmouche qui dura un quart d'heure, et les Français cessèrent toute résistance. M. de Jumonville, qui commandait le détachement français, et dix de ses hommes furent tués. On fit vingt-deux prisonniers, dont l'un était blessé. Un Canadien s'échappa pendant l'action. Un des soldats du colonel Washington fut tué, et il y eut deux ou trois blessés. Les Indiens n'eurent point de mal, parce que ce fut surtout contre les Anglais que fut dirigé le feu de l'ennemi. Cet événement arriva le 28 mai. Les prisonniers furent conduits aux Grandes-Prairies, et de là envoyés avec une escorte au gouverneur Dinwiddie.

Il n'est aucune action de la vie de Washington qui ait été aussi mal représentée, ou aussi peu comprise que son escarmouche avec Jumonville. Comme ce fut la première affaire de cette guerre, elle eut partout, et particulièrement en Europe, un retentissement peu proportionné à son importance. La guerre n'avait pas été déclarée entre la Grande-Bretagne et la France, et les diplomates des deux pays se faisaient encore de

grandes protestations d'amitié. Il devait entrer dans la politique des deux gouvernements d'exagérer les démonstrations militaires de la nation rivale sur les frontières des colonies, de s'en faire un prétexte de récrimination et de plainte, et de chercher à rejeter sur l'ennemi le blâme d'avoir fait les premiers actes d'aggression. Aussi, lorsque les détails de l'escarmouche entre Washington et Jumonville arrivèrent à Paris, le gouvernement les publia officiellement, en y joignant un mémoire et divers documents, et la mort de Jumonville fut qualifiée de meurtre. On prétendit qu'il était porteur d'une sommation comme un envoyé civil, qu'il n'avait aucune intention hostile, qu'on lui avait dressé une embûche, et qu'il avait été assassiné. Ce rapport fut adroitement répandu, et obtint du crédit auprès du peuple. M. Thomas, poète et homme de lettres distingué, saisit cette occasion pour composer un poème épique intitulé : « *Jumonville*, » et prit dans son imagination un tableau tragique du destin de son héros. Le fond de son histoire était aussi fabuleux que les incidents dont il l'avait ornée ; mais le récit passa de la fiction à l'histoire, et et il a été répété jusqu'à ce jour par les historiens français, qui, sous d'autres rapports, rendent le plus de justice au caractère de Washington, et qui ne peuvent trouver à cette action d'autre excuse que sa jeunesse et son inexpérience, et la férocité de ses soldats.

Washington n'ignora pas la méprise qu'avaient commise les écrivains français ; mais, comme sa conscience lui rendait le témoignage qu'il avait agi conformément aux ordres qu'il avait reçus et aux usages de la guerre, il ne prit aucune peine pour la relever, si ce n'est dans

une lettre qu'il écrivit à un ami plusieurs années après, et dans laquelle il s'occupait principalement des erreurs des Français dans leur récit de la bataille des Grandes-Prairies. Malheureusement toute sa correspondance et les autres papiers qu'il avait écrits pendant cette campagne furent perdus, l'année suivante, à la bataille de Monongahela ; et il fut ainsi privé des seuls matériaux authentiques qui pussent lui servir d'explication et de défense. On a retrouvé dernièrement les plus importants de ces papiers, et ils ne justifient pas seulement de la manière la plus complète la conduite du colonel Washington dans cette affaire, mais ils attestent qu'elle obtint l'entière approbation du gouverneur et de la législature de la Virginie, et celle du ministère anglais.

Il est vrai que Jumonville était porteur d'une sommation ; mais le colonel Washington l'ignorait, et la manière dont l'officier français s'approchait du camp anglais n'indiquait pas qu'il y arrivât avec un message de paix. Il était à la tête d'une troupe armée ; il envoyait des espions en avant ; il se cacha pendant deux jours, lui et ses soldats, dans un endroit retiré auprès du camp, envoya au fort des messagers avec des dépêches adressées à son commandant. Ces démarches étaient de bien fortes preuves d'intentions hostiles, et si le colonel Washington ne les eût pas considérées comme telles, on l'aurait justement accusé d'avoir ignoré ou négligé son devoir.

La sommation que portait Jumonville n'était nullement conciliante ; et lors même que le colonel Washington aurait su qu'il avait un acte semblable dans sa

poche, il n'aurait pu convenablement agir autrement qu'il ne le fit dans les circonstances où l'officier français trouva bon de se placer. Dans cette pièce, il était enjoint aux Anglais de se retirer au dessous des Alleghanys, avec menace de recourir à la force dans le cas où ils n'obéiraient pas. On présuma que la sommation n'était qu'une feinte, pour le cas où le détachement serait pris, et que Jumonville devait rester caché et attendre des renforts, lorsqu'il aurait connu la position du camp des Anglais et le nombre de leurs soldats. S'il n'en était pas réellement ainsi, il est juste d'imputer les conséquences fâcheuses de cette entreprise à l'imprudence de Jumonville et à la manière singulière dont il la conduisit.

Les travaux et les dangers de la guerre ne furent pas les seules difficultés contre lesquelles le colonel Washington fut appelé à lutter à cette époque; par une économie intempestive, la solde des officiers fut tellement réduite qu'il en résulta des murmures et des mécontentements dans tout le camp; on se plaignit hautement et avec énergie, et il y eut des menaces de quitter le service et d'abandonner l'armée à son sort. Dans cette position critique, le caractère de Washington brilla de cette pureté et de cet éclat qui lui attirèrent si souvent une juste admiration dans des circonstances du même genre. Il prit dans ses lettres au gouverneur un ton mâle et ferme, réclama, pour lui et ses compagnons, un traitement égal à celui que recevaient les troupes du roi, et rejeta l'idée d'être placé dans une position qui pût impliquer quelque infériorité par rapport au rang ou à la valeur des services.

Tout en prenant ce ton élevé, pour défendre les justes prétentions des officiers, Washington s'efforça de calmer leurs esprits et de les réconcilier avec leur position, en faisant un appel à leur honneur, et leur exposant ce qu'exigeait le devoir. « J'ai communiqué vos vues aux autres officiers, disait-il au gouverneur, et, avec l'hypocrisie dont j'ai été capable, j'ai fait valoir les avantages qu'ils pourraient recueillir ; et je leur ai conseillé d'accepter les conditions qui leur étaient offertes, en leur disant qu'un refus pourrait faire tort à leur caractère, en laissant au public le droit d'expliquer à son gré les motifs qui leur auraient fait quitter le service. » Il ajoute : « J'ai réfléchi aux pernicieux résultats qu'amènerait une scission, et je suis trop attaché aux intérêts de mon pays pour souffrir qu'une semblable résolution en vienne à se développer et à mûrir. »

Il cachait ainsi son inquiétude, et tranquillisait les esprits de ses officiers, quoiqu'il ressentît le tort qu'on leur faisait et qu'il approuvât les sentiments de ceux qui n'étaient pas assez timides pour s'y soumettre sans se plaindre.

Quant à lui, il ne s'inquiétait guère de la modicité de la solde; mais il était révolté de l'indigne injustice que l'on commettait en mettant moins de prix à ses services qu'à ceux de l'armée anglaise, tandis que dans le fait aucun service ne pouvait être plus dur, plus périlleux et moins glorieux que celui pour lequel il était employé. « Maintenant, dit-il, si nous pouvions être assez heureux pour éloigner en peu de temps les Anglais de l'Ohio, autant que votre Honneur le désire, notre solde ne suffirait pas à payer nos premières dé-

penses. Je ne voudrais pas que vous pensassiez que je parle ainsi pour faire augmenter notre solde ; mon seul but est de me justifier et de montrer que nos plaintes ne sont pas frivoles, mais qu'elles sont fondées sur la justice et la raison. Pour ma part, il m'est presque indifférent de servir pour une solde complète ou comme un généreux volontaire ; et, si ma position était en accord avec mon penchant, je n'hésiterais pas un moment à préférer ce dernier rôle, car les motifs qui m'ont conduit ici sont nobles et purs. Je n'ai rien eu en vue que d'acquérir quelque honneur, en servant mon roi et mon pays. » Dans cette déclaration, énoncée dans la sincérité de son cœur, on découvre les principes et les vertus éminentes qui dictèrent tous les actes de sa vie publique.

Le colonel Fry étant mort subitement à Will's Creek, au moment où il était en route pour rejoindre l'armée, le commandement suprême échut au colonel Washington. Le major Muse fit avancer les recrues. Les troupes de la Caroline du Nord, au nombre d'environ trois cent cinquante hommes, arrivèrent à Winchester sous la conduite du colonel Innes. Le gouverneur se trouvait alors dans cette ville, et y tenait un conseil avec les Indiens ; il nomma Innes chef de l'expédition, mais il confirma au colonel Washington le commandement du régiment de la Virginie.

La nomination d'Innes fut une mesure impopulaire en Virginie, parce qu'il était d'une autre colonie, et le gouverneur fut accusé de partialité pour un ancien ami et un compatriote, car Innes et lui étaient nés en Ecosse. Cette mesure n'eut point de mauvais résultat.

Le colonel Innes et ses troupes n'avancèrent pas au-delà de Winchester. Pour pousser aux enrôlements, on payait les hommes d'une manière exorbitante; et, quand l'argent levé par l'Assemblée pour leur entretien fut dépensé, ils se dispersèrent d'eux-mêmes. Une compagnie indépendante de la Caroline du Sud, composée de cent hommes et commandée par le capitaine Mackay, arriva aux Grandes-Prairies. Deux compagnies venant de New-York débarquèrent à Alexandrie, et se dirigèrent vers l'intérieur; mais elles n'arrivèrent pas à temps pour atteindre ou secourir l'armée qui marchait en avant.

Le colonel Washington avait prévu que, lorsque les Français du fort Duquesne apprendraient la nouvelle de la défaite de Jumonville, ils enverraient contre lui un fort détachement. Pour se préparer à cet événement, il mit tous ses soldats à l'ouvrage, et fit aggrandir le retranchement des Grandes-Prairies et dresser des palissades. Il donna aux constructions que l'on fit ainsi à la hâte le nom de *fort Nécessité*.

Les Indiens, qui penchaient du côté des Anglais, prirent la fuite devant les Français, et arrivèrent en foule au camp, amenant avec eux leurs femmes et leurs enfants pour les mettre sous sa protection. On vit arriver entre autres Tanacharison et sa tribu, la reine Aliquippa et son fils, ainsi que d'autres personnages de distinction, si bien que Washington eut autour de lui quarante ou cinquante familles qui mirent fortement à contribution son magasin de provisions de tout genre. Nous dirons ici, une fois pour toutes, que les services que rendirent ces fils de la forêt ne furent nullement

une compensation pour le fardeau de leur entretien et la peine qu'on eut à les gouverner pendant toute la campagne; ils furent assez utiles comme espions et comme éclaireurs, mais ils ne furent d'aucun secours dans les combats.

Les forces qui se trouvaient aux Grandes-Prairies se montaient alors à environ quatre cents hommes, en y comprenant la compagnie du capitaine Mackay. Mais il s'éleva une autre difficulté, qui menaçait d'avoir des résultats funestes. Le capitaine Mackay avait un brevet royal, qui, suivant son opinion, le mettait au dessus de l'autorité du colonel Washington, officier colonial nommé par le gouverneur de la Virginie. Ce capitaine avait des manières douces et polies, et il ne s'éleva entre eux aucun différend personnel; mais il refusa néanmoins de recevoir les ordres du colonel, et sa compagnie occupa un campement séparé. Dans cette crise, au moment où l'on s'attendait tous les jours à une attaque, et où il était essentiel qu'il y eût une parfaite union de desseins et d'action, un tel état de choses devenait si fâcheux que le colonel Washington pressa sérieusement le gouverneur de mettre fin à la discussion par un ordre positif signé de sa main. Le gouverneur hésitait parce qu'il n'était pas sûr que les prétentions du capitaine fussent en contradiction avec la règle adoptée par le ministère, d'après laquelle tous les officiers qui avaient des brevets du roi prenaient le pas sur ceux qui étaient nommés dans les colonies.

Pour éviter toute altercation, et pour empêcher que l'exemple contagieux de la désobéissance n'infectât

les troupes, le colonel Washington résolut de se porter en avant avec une grande partie de son armée, et, si l'ennemi ne lui barrait pas le passage, d'aller par la voie la plus courte jusqu'à la rivière de Monongahela. La compagnie du capitaine Mackay fut laissée au fort Nécessité pour garder ce poste. On fut obligé de faire une route et de la niveler pour les trains d'artillerie; ce travail présenta tant de difficultés qu'il fallut trois semaines pour passer à travers la gorge des montagnes jusqu'à l'habitation de Gist, qui n'était qu'à treize milles de distance.

Les Indiens étaient fatigants par leurs discours, leurs conseils et leurs continuelles demandes de présents, en particulier une troupe venue de l'intérieur, qui feignait un grand dévouement, et qui fut reconnue comme faisant l'espionnage pour les Français. On exerça une grande vigilance, et l'on envoya des éclaireurs au loin, et même jusque dans les environs du fort Duquesne, de manière à pouvoir découvrir les premiers mouvements de l'ennemi.

Des déserteurs français et des Indiens rapportèrent enfin que le fort Duquesne avait reçu des renforts de troupes du Canada, et qu'un détachement considérable se mettrait bientôt en marche contre les Anglais. On convoqua un conseil de guerre; on jugea d'abord plus convenable de rester à la plantation de Gist, et d'y attendre l'approche de l'ennemi. On commença un retranchement de défense, on invita le capitaine Mackay à se porter en avant avec sa compagnie, et on ordonna aux détachements d'éclaireurs de revenir au camp. Le capitaine Mackay rejoignit promptement la division

qui était en avant; et un autre conseil décida que les forces de l'ennemi étaient trop considérables pour qu'on eût un espoir raisonnable de pouvoir lui résister, et que la retraite était nécessaire.

Cette résolution fut exécutée en présence de nombreux obstacles. Les chevaux étaient faibles et en petit nombre, et les hommes furent appelés au rude service de porter de pesants fardeaux et de traîner neuf pierriers sur une route défoncée. Le colonel Washington donna à ses officiers un bel exemple en faisant charger son cheval des munitions de l'armée, tandis qu'il marchait à pied et payait les soldats pour porter son bagage. Au bout de deux jours ils arrivèrent tous aux Grandes-Prairies. On n'avait pas l'intention de s'y arrêter, mais les soldats étaient si fatigués et dans une si grande détresse par suite du manque de provisions, qu'ils ne pouvaient aller plus loin. Il y avait huit jours qu'ils n'avaient de pain. On ne trouva qu'une petite quantité de farine aux Grandes-Prairies, mais on attendait des provisions d'un moment à l'autre; dans cette extrémité, il n'y avait pas d'autre parti à prendre que de se fortifier aussi bien que possible, et d'attendre l'issue des événements.

Le fort Nécessité était situé dans une prairie unie, qui avait environ deux cent cinquante verges de largeur, et était couverte de longues herbes et de petits buissons. Le fort se trouvait à une centaine de verges, et, sur un point, seulement à soixante des collines les plus proches. L'espace entre les collines et le fort était découvert et plat; on en avait enlevé les buissons. Le fort lui-même était un carré irrégulier, de

trente-cinq verges sur chaque côté avec une tranchée en partie achevée sur deux côtés. Les entrées étaient gardées par trois bastions.

« Le 3 juillet de grand matin, l'alarme fut donnée par une sentinelle qui avait été blessée par l'ennemi ; et à neuf heures, on apprit que le corps entier des ennemis, composé, disait-on, de neuf cents hommes, n'était plus qu'à quatre milles de distance. A onze heures, les Français approchèrent du fort, et commencèrent à tirer à la distance de six cents verges, mais sans aucun résultat. Le colonel Washington avait rangé ses hommes sur le terrain ouvert et uni qui était en dehors des tranchées ; il pensait que l'attaque aurait lieu aussitôt que les forces de l'ennemi sortiraient des bois, et il ordonna à ses hommes de réserver leur feu pour le moment où l'ennemi serait assez près pour qu'il produisît de l'effet. Tirer d'aussi loin fut regardé comme un stratagème pour attirer les soldats de Washington dans les bois, et les combattre dans une position désavantageuse. Il soupçonna ce dessein, et conserva son poste jusqu'au moment où il vit que les Français n'avaient pas l'intention de quitter les bois et de donner l'assaut au fort, comme cela paraissait probable, d'après la supériorité de leur nombre. Il fit alors rentrer ses soldats dans les tranchées, et leur donna l'ordre de faire feu lorsqu'il se présenterait des occasions favorables. Les Français et les Indiens restèrent sur un terrain élevé, très rapproché du fort, et, abrités par les arbres, ils soutinrent un feu de mousqueterie bien nourri ; mais ils ne se montrèrent pas en bas dans la plaine découverte. Il tomba beaucoup de

pluie pendant tout le jour ; les tranchées se remplirent d'eau, et un grand nombre des soldats de Washington avaient des armes en mauvais état, dont ils ne pouvaient se servir qu'avec beaucoup de difficultés.

« Le combat continua ainsi depuis onze heures du matin jusqu'à huit heures du soir ; alors les Français firent battre la caisse et demandèrent une conférence. Soupçonnant que c'était une feinte pour faire entrer dans le fort un officier qui pût reconnaître dans quel état ils étaient, le colonel Washington refusa d'abord de prêter l'oreille à cette proposition ; mais la requête ayant été répétée par les Français, qui demandaient en outre qu'on leur envoyât un officier, en garantissant sa sûreté sur leur parole, il envoya le capitaine Vanbraam, le seul homme sous ses ordres qui sût parler français, si l'on en excepte le chevalier de Peyrouny, enseigne dans le régiment de Virginie, qui, ayant été dangereusement blessé, était hors d'état de rendre aucun service en cette occasion. Vanbraam revint, et rapporta les articles de la capitulation proposée par le commandant français, M. de Villiers. Il les lut, et prétendit les interpréter : on y fit quelques changements d'un mutuel accord, et les deux parties les signèrent vers minuit (1).

« D'après les termes de la capitulation, toute la garnison devait se retirer, et retourner sans être inquiétée dans les portions habitées du pays ; le commandant français promettant que ses soldats, non plus que les sauvages, ne mettraient aucun obstacle à leur retraite.

(1) Voyez l'Atlas, n. 4.

« Les Anglais devaient emporter tous leurs effets, excepté leur artillerie, et sortir du fort le lendemain matin avec les honneurs de la guerre, tambours battants et enseignes déployées. Comme les Français avaient tué tous les chevaux et tous les bestiaux, le colonel Washington n'avait pas de moyens de transport pour son gros bagage et ses munitions; l'on convint avec lui que ses soldats pourraient cacher leurs effets, et qu'il laisserait une garde pour les protéger, jusqu'à ce qu'on envoyât des chevaux pour les emporter. Le colonel Washington consentit à rendre les prisonniers qu'il avait faits dans l'escarmouche avec Jumonville; et, pour garantir l'exécution de cet article, les capitaines Vanbraam et Stobo furent laissés en otages jusqu'au retour des prisonniers. On convint, en outre, que le corps qui venait de capituler n'essaierait plus de construire d'autre établisssement dans ce lieu ou au-delà des montagnes, avant qu'une année se fût écoulée.

« Le lendemain matin, de bonne heure, le colonel Washington commença à faire sortir sa troupe du fort en bon ordre; mais il n'avait encore fait que peu de chemin lorsqu'une centaine d'Indiens, alliés des Français, vinrent vers lui, et l'on eut de la peine à les empêcher d'attaquer ses soldats. Ils pillèrent le bagage et commirent des dégâts. Cependant il avança aussi rapidement qu'il le put, dans l'état de faiblesse de son armée, et au milieu des plus grands embarras; car on ne pouvait porter les blessés et le bagage qu'à dos d'homme. Comme les provisions étaient presque épuisées, il ne fallait pas perdre de temps; et laissant derrière lui une grande partie du bagage, il se hâta de

gagner Will's Creek, dont les magasins contenaient toutes les provisions nécessaires. De là, le colonel Washington et le capitaine Mackay se rendirent à Williamsburg, et ils communiquèrent eux-mêmes au gouverneur les événements de la campagne. » (A)

On ne peut assigner exactement le nombre de soldats qui prirent part à cette action. Suivant un rapport fait par le colonel Washington lui-même, le régiment de Virginie se composait de trois cent cinq hommes, y compris les officiers, et il y eut douze morts et quarante-trois blessés. La compagnie du capitaine Mackay devait être composée d'une centaine de soldats; mais on ne sait pas le nombre des tués et des blessés.

La conduite du commandant et des troupes fut hautement approuvée par le gouverneur et le conseil, et reçut du public des éloges mérités. Aussitôt que la Chambre des Bourgeois fut assemblée, elle vota des remercîments au colonel Washington et à ses officiers, « pour leur bravoure et leur belle défense du pays. » On accorda à chaque soldat une pistole sur le trésor public.

Tels furent le commencement de la carrière militaire de Washington et l'issue de sa première campagne. Dans son extrême jeunesse, ne pouvant avoir encore que peu d'expérience et de connaissance de la guerre, abandonné à ses propres ressources, il s'était conduit avec la prudence, l'adresse, le courage et la fermeté d'un vieil officier. Rigide observateur de la

(A) Voyez tome III, pièce intitulée : *Bataille des Grandes-Prairies.*

discipline, mais partageant les travaux et les privations de ses soldats, et s'occupant de leur bien-être, il s'était assuré leur obéissance et avait gagné leur estime au milieu de fatigues, de souffrances et de dangers tels qu'on en rencontre rarement.

Cet échec n'éteignit pas l'ardeur du gouverneur Dinwiddie. Il avait malheureusement plus de zèle que de connaissances et de prudence. Complètement ignorant des affaires militaires, il entreprit d'organiser l'armée, de prescrire des règles, de rendre des ordonnances, de former des plans d'opérations et de diriger tous les détails. De là beaucoup de bévues et de confusion. Le colonel Washington rejoignit son régiment, qui s'était rendu à Alexandrie par la route de Winchester. Il y reçut l'ordre de compléter les compagnies par des enrôlements, et de les conduire sans délai à Will's Creek, où le colonel Innes était occupé à construire le fort Cumberland avec le reste des troupes de la Caroline du Nord, et les trois compagnies indépendantes qui étaient venues en Virginie de la Caroline du Sud et de New-York. Le projet du gouverneur était que ces forces réunies franchissent immédiatement les Alleghanys, pour chasser les Français du fort Duquesne, ou construire un autre fort au-delà des montagnes.

Étonné qu'on pût former un tel projet à une époque de l'année où les montagnes deviennent impraticables, à cause des neiges et de la rigueur du climat, et cela avec une armée dépourvue de munitions, peu considérable et épuisée de fatigues, le colonel Washington écrivit à un membre du conseil une lettre de remontrance très

vive, dans laquelle il représentait l'absurdité et même l'impossibilité d'une telle entreprise. Son régiment était réduit par la mort, les blessures et la maladie. Il reçut l'ordre de faire des recrues; mais on n'avait pas d'argent. Il reçut l'ordre de marcher; mais ses hommes n'avaient ni armes, ni tentes, ni munitions, ni provisions suffisantes pour être en état de se mettre en campagne, et il n'existait aucun moyen de s'en procurer. Il suffit de dire que ce projet fut abandonné.

Le gouverneur était destiné à lutter avec ces difficultés et à voir ses espérances renversées. L'assemblée fut assez mal avisée pour ne pas accéder à toutes ses demandes, et il ne cessa jamais de se plaindre de ses sentiments républicains, et de déplorer son peu de respect pour l'autorité de sa charge et pour la prérogative de la couronne. Il l'avait prorogée peu de temps auparavant, pour la punir de son obstination, et il avait écrit au ministère que les représentants du peuple lui semblaient saisis de vertige, et qu'il était convaincu que l'on ne s'opposerait jamais d'une manière efficace aux progrès des Français, si le parlement ne faisait un acte pour forcer les colonies à fournir des subsides pour la cause commune, d'une manière indépendante des assemblées. Cependant, lors de la nouvelle réunion des bourgeois, il fut consolé par les bonnes dispositions qu'ils montrèrent en accordant vingt mille livres sterling pour le service public; et bientôt après, il reçut du gouvernement d'Angleterre, pour le même objet, une somme de dix mille livres sterling en espèces.

Avec ces encouragements, il forma de nouveaux

plans, et le don de dix mille livres sterling étant sous son seul contrôle, il put l'employer comme il lui plaisait. Il augmenta l'armée, la composa de dix compagnies de cent hommes chacune, et mit la totalité sur le pied de compagnies indépendantes, de manière que les officiers du rang le plus élevé dans le régiment de Virginie devaient être capitaines, et se trouver même au dessous des officiers du même grade qui tenaient leurs brevets du roi. Cette mesure devait avoir pour effet de réduire le colonel Washington au rang de capitaine, et de le soumettre à des officiers qu'il avait commandés. Un homme dont le cœur était haut placé ne pouvait naturellement souscrire à une telle dégradation. Il donna sa démission et quitta l'armée.

Peu de temps après, Sharpe, gouverneur du Maryland, fut nommé par le roi commandant en chef des forces destinées à agir contre les Français. Connaissant le caractère du colonel Washington, et l'importance des services qu'il pouvait rendre, le gouverneur Sharpe le sollicita dans une lettre de sa main, et dans une autre lettre écrite par un de ses officiers, de rentrer dans l'armée : on lui faisait entendre qu'il pourrait reprendre son ancienne commission. « Cette idée, dit Washington dans sa réponse, m'a causé une grande surprise ; car si vous me croyez capable de conserver un brevet auquel ne sont attachés ni rang ni émolument, vous devez avoir une bien méprisable idée de ma faiblesse, et me croire encore plus nul que les fonctions mêmes que vous m'offrez. » Il refusa sur-le-champ l'invitation qui lui était faite, et ajouta : « J'aurai la consolation de sentir que j'ai frayé la route, à une époque

où la faiblesse de notre nombre nous exposait aux attaques d'un ennemi supérieur, et que j'ai obtenu les remercîments de mon pays, pour les services que je lui ai rendus. »

Il passa l'hiver dans la retraite, soutenu par ce sentiment intérieur, sans solliciter de réparation et sans se livrer à de vaines plaintes; ne craignant pourtant pas d'avouer sa préférence pour la profession des armes, et l'ambition qu'il avait d'acquérir de l'expérience et de l'habileté dans l'art de la guerre; il n'attendit pas long-temps l'occasion de satisfaire ses désirs.

Au commencement du printemps, le général Braddock débarqua en Virginie avec deux régiments de troupes régulières de la Grande-Bretagne, qui devaient, pensait-on, renverser tous les obstacles, et refouler jusqu'au Canada les usurpateurs français. Le peuple fut transporté de joie, et il semblait déjà que la guerre sur les frontières allait promptement se terminer. Le colonel Washington accepta la proposition que lui fit le général Braddock, de prendre part à la campagne comme membre de son état-major, en y conservant son ancien rang, ce qui écarterait toutes les objections.

Il s'expliqua sur ce sujet avec franchise et avec dignité, dans une lettre à un ami: « Je puis peut-être, dit-il, prétendre à quelque mérite, si l'on considère que le seul motif qui m'engage à entrer en campagne est le désir louable de servir mon pays, et non des vues d'ambition ou d'intérêt. Je me flatte que cela deviendra évident à tous les yeux, lorsqu'on me verra partir

comme volontaire, sans espoir de récompense et sans aucune chance d'obtenir un commandement; car je suis fermement convaincu que le général Braddock n'a pas le pouvoir de me donner un brevet que je voulusse accepter. » Et ailleurs : « S'il y a quelque mérite dans tout ceci, je veux que mes amis en jugent d'après le simple exposé des faits, car autrement ils pourraient penser que l'on a obtenu mes services au moyen de quelques offres avantageuses, tandis qu'en allant à l'armée je m'attends au contraire à faire des pertes considérables par rapport à mes affaires particulières. Il est vrai que j'ai cédé aux importunités du général Braddock, qui m'a pressé de faire cette campagne comme membre de son état-major. Je suppose qu'il ne regarde pas le peu de connaissances que j'ai eu l'occasion d'acquérir sur le pays et sur les Indiens comme indigne de son attention, et qu'il croit que je puis ainsi lui être utile dans la marche de l'expédition. » C'est sous l'influence de ces motifs honorables et généreux qu'il accepta l'offre qu'on lui faisait, et se prépara à entrer au service comme volontaire.

Plusieurs compagnies des deux régiments de Braddock étaient cantonnées à Alexandrie; ce fut là que le commandant se réunit avec les gouverneurs des cinq colonies pour concerter un plan général d'opérations militaires. Le colonel Washington leur fut présenté, et la manière dont ils le reçurent fut un témoignage flatteur de la considération qui s'attachait déjà à son nom et à son caractère. Il éprouva une satisfaction particulière des procédés et de la politesse du gouverneur Shirley.

Le général Braddock marcha vers l'intérieur, et fut rejoint à Winchester par le colonel Washington, qui prit alors le rang et le service d'aide-de-camp. Les troupes suivirent en plusieurs divisions, par différentes routes, et se réunirent toutes à Will's Creek. Le général y fut désappointé et vexé, et se livra à de vifs accès de mauvaise humeur lorsqu'il ne trouva pas tout prêts les chevaux et les chariots qu'on lui avait promis, et sur lesquels il comptait pour transporter au-delà de ce poste le bagage, les tentes, les provisions et l'artillerie. Les traitants avaient manqué à leurs engagements, par négligence ou par incapacité.

L'embarras cessa enfin, grâce au zèle patriotique et à l'activité de Franklin. Comme maître de poste général des provinces, il vint visiter le commandant en chef dans sa marche, afin de s'entendre sur les moyens de faciliter l'arrivée et le départ de la correspondance de l'armée. Il convint de fournir, à certaines conditions, cent cinquante chariots et le nombre nécessaire de chevaux. Il se les procura par son activité et par son influence sur les fermiers de la Pensylvanie, et les envoya à Will's Creek. Dans une lettre au ministère, le général Braddock fit de grands éloges de sa conduite; mais il jeta un blâme sévère sur les autorités du pays, en ajoutant que « c'était le seul exemple de talent et d'intégrité qu'il eût vu dans les provinces. » Il est vrai que l'armée ne dut qu'à ce secours, donné si à propos, la possibilité de se mettre en mouvement.

Pendant tous ces préparatifs, le colonel Washington fut envoyé en mission à Williamsburg, afin de se procurer de l'argent pour la caisse militaire. Il s'acquitta

de cette commission avec promptitude et succès. A son retour au camp, il apprit qu'un détachement de cinq cents hommes avait marché en avant; et l'on mit aussitôt toutes les troupes en mouvement, à l'exception d'un petit détachement auquel on confia la garde du fort Cumberland. La scène était nouvelle pour le général et pour ses officiers, et à chaque pas il se présentait des obtacles qu'ils n'avaient pas prévus. Avec une route aussi rude il était impossible que le nombre ordinaire de chevaux suffît pour tirer les chariots, chargés comme ils étaient, non seulement des provisions et des munitions, mais encore d'un énorme bagage et de l'équipage de campagne des officiers. On fut donc obligé de doubler les attelages, et d'arrêter tout le train des chariots, jusqu'à ce qu'on eût fait avancer lentement ceux qui se trouvaient en avant.

Il devint bientôt évident qu'en raison de ces obstacles on pourrait bien employer toute la saison à franchir les montagnes. On eut recours à un conseil de guerre; mais, avant qu'il s'assemblât, le général demanda en particulier l'avis du colonel Washington. « Je l'engageai, dit-il, en me servant des termes les plus forts que je pus employer, à pousser en avant, lors même qu'il ne pourrait emmener avec lui qu'une troupe peu considérable, mais bien choisie, avec l'artillerie et les objets les plus légers strictement nécessaires en provisions et munitions, ajoutant que la grosse artillerie et le bagage pourraient alors suivre avec la dernière division, lentement et à l'aise, et en toute sûreté, pendant que nous nous porterions sur les devants de l'armée. » Il avait un puissant motif pour insister

sur cette mesure, car, d'après les meilleurs renseignements, on attendait prochainement un renfort de troupes au fort Duquesne, et il était de la plus grande importance de commencer l'attaque avant qu'il fût arrivé. D'ailleurs il était essentiel de diviser l'armée, parce que le peu de largeur de la route et la marche difficile des chariots obligeaient d'étendre les troupes sur une ligne de quatre milles de long, et qu'ainsi les soldats étaient tellement dispersés qu'on aurait pu les attaquer et les mettre en déroute sur un point, avec de petits détachements isolés, avant qu'il fût possible d'amener des forces convenables pour les soutenir.

Ces considérations prévalurent dans le conseil et furent approuvées par le général. L'armée fut partagée en deux divisions. Braddock se mit à la tête de la première division, composée de douze cents hommes équipés à la légère, et ne prit avec lui que les chariots et les objets absolument indispensables. Le colonel Dunbar demeura à l'arrière-garde avec le reste de l'armée, c'est-à-dire avec environ six cents hommes.

A cette époque, le colonel Washington fut atteint d'une fièvre violente; cette maladie fut assez grave pour alarmer le médecin. Par un sentiment d'humanité, le général lui ordonna de ne pas aller plus loin, jusqu'à ce que le danger fût passé; et il lui promit solennellement qu'on le porterait sur le front de l'armée avant qu'elle atteignît le fort français. On l'établit sur un chariot; on le confia aux soins du médecin, et il resta avec la seconde division pendant près de quinze jours; il se trouva alors en état d'être transporté et de voyager lentement, tout en souffrant beaucoup par

suite de sa faiblesse et des secousses du chariot. Il atteignit le général à l'embouchure de la rivière Yougioghany, à quinze milles du fort Duquesne, dans la soirée qui précéda la bataille de la Monongahela.

« Les officiers et les soldats étaient alors pleins d'ardeur et fermement convaincus que, dans quelques heures, ils entreraient en vainqueurs dans les murs du fort Duquesne. Le terrain situé au nord de la Monongahela étant extrêmement rude et escarpé, l'armée ne put marcher de ce côté, et pour approcher du fort, éloigné d'environ quinze milles, on fut obligé de passer deux fois la rivière et de faire une partie du chemin sur le bord méridional. Tout était prêt le 9 de grand matin ; toute l'armée traversa la rivière un peu au dessous de l'embouchure de la Yougioghany, et s'avança en très bon ordre le long de la rive méridionale de la Monongahela. On a souvent entendu dire à Washington pendant sa vie qu'il n'avait jamais vu de plus beau spectacle que la marche des troupes anglaises dans cette mémorable matinée. Tous les soldats étaient en bonne tenue et en uniforme ; ils étaient rangés en colonnes, et marchaient en bon ordre ; le soleil brillait sur leurs armes polies, la rivière coulait paisiblement à leur droite, et à leur gauche d'immenses forêts les ombrageaient avec leur solennelle grandeur. Les officiers et les soldats étaient également animés par de brillantes espérances et par la ferme conviction du succès.

« Ils avancèrent ainsi jusque vers midi, et arrivèrent alors au second gué, à dix milles du fort Duquesne. Ils ne firent qu'une courte halte, et commencèrent ensuite à passer la rivière pour regagner la rive septentrionale.

Dès qu'ils eurent traversé, ils se trouvèrent dans une plaine unie, élevée de quelques pieds seulement au dessus de la rivière, et qui s'étendait au nord à environ un demi-mille de ses bords. En cet endroit, le terrain commençait à monter graduellement suivant un angle de trois degrés environ, et se terminait par des montagnes très hautes à une petite distance de là. La route du gué au fort Duquesne traversait la plaine et cette hauteur, et se prolongeait ensuite au milieu d'une contrée inégale qui était alors couverte de bois.

« Dans l'ordre de la marche, un corps de trois cents hommes, commandés par le colonel Gage, formait l'avant-garde; il était suivi immédiatement par une autre troupe de deux cents hommes. Le général venait ensuite avec les colonnes d'artillerie, le corps principal de l'armée et le bagage. A une heure tout le monde avait passé la rivière, et on entendit presque au même moment un feu très vif dirigé sur les corps avancés qui montaient alors la colline, et qui avaient parcouru une centaine de verges depuis l'endroit où se terminait la plaine. Une violente décharge de mousqueterie tomba sur les premiers rangs : ce fut la première nouvelle de la proximité d'un ennemi, elle fut promptement suivie d'une autre décharge sur leur flanc droit. La consternation fut grande, car on ne voyait point d'ennemi, et le feu semblait venir d'un adversaire invisible. Cependant nos soldats tirèrent à leur tour, mais au hasard, et évidemment sans résultat.

« Le général hâta sa marche pour soutenir les corps menacés; mais avant qu'il pût atteindre le poste qu'ils occupaient, ils lâchèrent pied, se replièrent sur

l'artillerie et sur les autres colonnes de l'armée, causèrent une confusion extrême, et répandirent partout une terreur panique, de manière qu'il fut ensuite impossible de rétablir l'ordre. Le général et les officiers montrèrent le plus grand courage, et firent des efforts incroyables pour rallier les soldats et rétablir l'ordre, mais ce fut en vain. Ils demeurèrent environ trois heures dans cet état; tous les corps serrés et confondus, tirant au hasard, tuant leurs propres officiers et leurs camarades, et ne faisant aucun mal apparent à l'ennemi. Les soldats de la Virginie furent les seules troupes qui parurent conserver du calme; ils montrèrent une fermeté et une bravoure dignes d'un meilleur sort. Ils adoptèrent la manière indienne, et chaque homme se battit séparément en se cachant derrière un arbre. Cela était défendu par le général, qui s'efforçait de former ses hommes en pelotons et en colonnes, comme s'ils avaient manœuvré dans les plaines de la Flandre. Cependant les Français et les Indiens, cachés dans les ravins et derrière les arbres, faisaient des décharges de mousqueterie meurtrières et continuelles; ils choisissaient leurs ennemis, visaient de sang-froid, et faisaient un carnage presque sans exemple dans les annales de la guerre moderne. Plus de la moitié des hommes qui, trois heures auparavant, avaient fièrement traversé la rivière dans un si bel ordre, furent tués ou blessés. Le général reçut lui-même une blessure mortelle, et plusieurs de ses meilleurs officiers tombèrent à ses côtés. » (A)

(A) Voyez tome III, la pièce intitulée : *Défaite du général Braddock.*

Pendant toute la durée du combat, suivant le rapport d'un officier témoin de sa conduite, le colonel Washington montra beaucoup de fermeté et le plus grand courage. Les deux autres aides-de-camp, les capitaines Orme et Morris, furent blessés et mis hors de combat, ce qui fit retomber sur lui seul le devoir de transmettre les ordres du général. Il courait dans toutes les directions, constamment en butte aux bons tireurs de l'ennemi. « Par une dispensation de la toute-puissante Providence, dit-il dans une lettre à son frère, j'ai été sauvé, contre toute probabilité et contre tout espoir humain; car j'ai eu quatre balles dans mon habit et deux chevaux tués sous moi. J'ai cependant échappé sans blessure, quoique la mort abattît mes camarades, à ma droite et à ma gauche. » On a rarement vu une lutte aussi sanglante. Sur les quatre-vingt-six officiers qui se trouvèrent à cette affaire, vingt-six furent tués et trente-sept blessés. Il y eut sept cent quatorze soldats tués et blessés. De l'autre côté, la perte des ennemis fut peu considérable. Leur armée se composait au moins de huit cent cinquante hommes, parmi lesquels il y avait six cents Indiens. Suivant les rapports, il n'y eut pas plus de quarante morts. Ils combattaient dans des ravins profonds, cachés par les buissons, et les balles des Anglais passaient par dessus leurs têtes.

Le reste de l'armée de Braddock ayant été mis en fuite et ayant repassé la rivière, le colonel Washington se hâta de rejoindre le colonel Dunbar, et de faire venir des chevaux et des chariots pour les blessés. La retraite jusqu'à la plantation de Gist

trois jours. L'ennemi ne poursuivit pas les vaincus. Les Indiens, rassasiés de carnage et de pillage, ne se laissèrent pas arracher du champ de bataille, et les Français étaient trop peu nombreux pour agir sans leur concours. Le malheureux général, qui se mourait de ses blessures, fut mis d'abord dans un tombereau, puis à cheval, et enfin porté par les soldats. Il expira quatre jours après la bataille, et fut enterré sur le chemin, auprès du fort Nécessité. Une nouvelle terreur panique s'empara des troupes : on ne vit bientôt que désordre et confusion ; l'artillerie fut détruite ; les munitions et le gros bagage furent brûlés, sans que personne sût d'après quels ordres, et la discipline et le calme ne se rétablirent que lorsque les compagnies harassées et éperdues arrivèrent au fort Cumberland. Le colonel Washington se trouvant libéré du service, et affaibli par sa dernière maladie, s'arrêta quelques jours en ce lieu pour reprendre des forces, et retourna ensuite à Mount-Vernon (A).

Telle fut la conclusion de l'une des entreprises les plus mémorables de l'histoire d'Amérique ; elle est presque sans exemple par les désastres qui l'accompagnèrent, et par le désappointement général et la consternation qu'elle causa. Malgré cet échec complet et même honteux, malgré les invectives amères qu'on répandit partout contre les principaux chefs et les reproches dont on chargea la mémoire du malheureux commandant, la renommée et la considération de Washington s'en trouvèrent fort accrues. Ses

(A) Voyez au tome III la pièce intitulée : *Défaite du général Braddock*.

compagnons d'armes louèrent et proclamèrent de province en province son intrépidité et sa bonne conduite. Contre son gré et en dépit de ses efforts, il avait recueilli des lauriers de la défaite et de la ruine des autres officiers. Si l'expédition avait été heureuse, ces lauriers auraient orné le front de ses supérieurs. On aurait peut-être dit, en parlant de lui, qu'il avait fait son devoir et qu'il s'était conduit d'une manière honorable; mais il n'aurait pas été distingué comme l'objet unique et prééminent de l'estime publique; et une longue suite d'événements ordinaires n'auraient pu l'élever aussi haut, ni lui faire acquérir dans une sphère aussi vaste l'admiration et la confiance du peuple. Cette catastrophe, en apparence si funeste et si vivement déplorée à cette époque, doit donc être incontestablement regardée comme une sage et bienfaisante dispensation de la Providence pour Washington lui-même, pour son pays, pour le genre humain tout entier.

On savait qu'il avait donné au général Braddock des conseils prudents auxquels on n'avait pas fait assez d'attention. Pendant la marche, un corps d'Indiens avait offert ses services; ils avaient été acceptés d'après la vive recommandation et les prières de Washington, mais avec tant de froideur, et les Indiens furent traités avec si peu d'égards qu'ils se dégoûtèrent et se retirèrent les uns après les autres. Le soir qui précéda le combat ils revinrent au camp et renouvelèrent leurs offres. Le colonel Washington insista encore sur l'importance des services que pouvaient rendre ces hommes comme éclaireurs et comme

gardes avancés, sur la connaissance qu'ils avaient du days, et sur leur habileté pour se battre au milieu des bois. Le général, qui se reposait sur la valeur de ses troupes régulières, et qui dédaignait de tels alliés, prit un ton décidé et désobligeant, et refusa absolument de les recevoir (*). Si une douzaine d'éclaireurs indiens avaient précédé l'armée après le passage de la Monongahela, ils auraient découvert l'ennemi dans les ravins, et changé le sort de la journée.

Le général Braddock était un officier plein de bravoure et d'expérience, mais arrogant et obstiné, et il avait la faiblesse de mépriser son ennemi, ce qui est toujours une absurdité, et, dans sa position, devenait de la folie. Ne connaissant ni le pays, ni la manière de combattre, ni les forces de ses adversaires, il refusa tout conseil et négligea toute précaution; le résultat fut la perte de son armée et de sa vie.

(*) Cela m'a été affirmé par William Butler, vieux soldat qui avait assisté à l'affaire de la Monongahela. Il montait la garde à la porte de la tente du général, et avait entendu la conversation. Soixante-quinze ans après la bataille, il y avait encore, en Pensylvanie, au moins deux hommes qui y avaient pris part. (*Note de l'éditeur américain.*)

CHAPITRE IV.

Le colonel Washington nommé commandant en chef des forces de la Virginie. — Détresse des habitants des frontières. — Réformes dans l'organisation et la discipline de l'armée. — Difficultés sur le rang avec un officier porteur d'un brevet du roi.—Washington visite à ce sujet le général Shirley, à Boston.— Sa prétention est reconnue. — Il revient, et se rend au quartier-général, à Winchester. — Embarras de sa situation. — Témoignage de confiance en son caractère et en ses talents. — Événements de la campagne. — Incursions des sauvages. — — Plan de fortifications pour l'intérieur. — Fort Cumberland. — Mémoire présenté par le colonel Washington au comte de Loudon, sur l'état des affaires militaires en Virginie.

Bien qu'il fût rentré dans une position privée, et qu'il se fût retiré à Mount-Vernon, le colonel Washington ne négligea pourtant pas ses devoirs envers le pays. Il occupait encore le poste d'adjudant-général de la milice, et il publia des ordres pour que l'on se réunît à des époques et dans des lieux fixés pour des exercices et des revues. Les habitants étaient si alarmés des succès récents de l'ennemi, que leurs dispositions martiales reçurent une nouvelle impulsion, et que l'on commença à organiser des compagnies de volontaires. On stimula leur ardeur du haut de la chaire, et ce fut dans un discours adressé à une de ces compagnies que l'excellent orateur Samuel Davies exprima, dans une seule

phrase, le célèbre éloge qu'on a souvent cité comme prophétique. Après avoir loué le zèle et le courage qu'avaient montrés les troupes de la Virginie, le prédicateur ajouta : « Je puis indiquer au public, comme un exemple remarquable de ce que j'avance, cet héroïque jeune homme, le colonel Washington, qui, je l'espère, a été préservé jusqu'à présent d'une manière signalée par la Providence pour rendre quelque service important à son pays. » Ces paroles n'étaient que l'écho de la voix publique, ce qui prouve la haute estime qu'on avait dans le pays pour le caractère de Washington et les espérances qu'il avait fait naître.

On eut bientôt après d'autres preuves plus substantielles de cette faveur. La législature de la Virginie vota quarante mille livres sterling pour le service public, et porta son régiment à seize compagnies. Trois cents livres furent aussi accordées au colonel Washington, et des sommes proportionnelles aux autres officiers et aux simples soldats, « pour leur belle conduite et pour leurs pertes » à la bataille de la Monongahela.

Pendant qu'on discutait le bill, les amis que Washington avait dans l'assemblée lui écrivirent pour le presser de venir à Williamsburg, et lui exprimèrent leur désir qu'il fût nommé commandant de l'armée réorganisée. On pensait aussi à une autre personne qu'on savait soutenue par la préférence du gouverneur. Dans sa réponse à ces lettres, et particulièrement à celle de son frère aîné, alors membre de l'assemblée, Washington employa un langage digne

de lui, c'est-à-dire plein de noblesse, de désintéressement et de fermeté. Il dit qu'il avait servi pendant deux campagnes, qu'il avait fait un voyage dangereux, que sa santé et ses affaires en avaient beaucoup souffert, qu'il avait été privé de son brevet d'une manière qui avait dû froisser ses sentiments, qu'il était parti pour se battre comme volontaire, et que le résultat de tout cela n'avait été que désappointement et tourments. Il ajoutait cependant : « Je suis toujours disposé et toujours prêt à rendre à mon pays tous les services dont je suis capable, mais non sous les mêmes conditions. » Il ne refusa pas absolument d'accepter le commandement, si on le lui offrait, mais il dit qu'il ne recherchait point ce qu'il n'ambitionnait pas, et qu'il ne voulait pas avoir l'air de solliciter une chose qu'il n'accepterait que comme volontairement accordée par ses conciteyens. Dans cette position élevée, il prescrivit plusieurs conditions qu'il regardait comme très importantes; ainsi il voulut être consulté sur le choix des officiers, il demanda un meilleur système de réglements militaires, plus de promptitude dans le paiement des troupes, et une réforme complète pour presser et améliorer dans toutes ses branches le service de la fourniture des munitions.

Il est probable que personne ne fut plus surpris que lui de voir qu'on acquiesçait à tout ce qu'il exigeait. Sa nomination fut confirmée, toutes les conditions qu'il avait faites furent admises dans le sens le plus étendu, et on y ajouta le privilége d'avoir un aide-de-camp et un secrétaire. Il n'était resté chez

lui que quatre semaines, lorsqu'il fut appelé à Williamsburg pour recevoir ses instructions, et prendre des arrangements pour l'organisation de la nouvelle armée. L'opinion publique l'avait emporté sur la partialité du gouverneur pour un autre candidat, et il donna son acquiescement avec une satisfaction apparente. Dans une lettre au ministère, il parla du colonel Washington comme d'un homme qui avait un grand mérite et beaucoup de courage et de fermeté, et il ajouta : « Je suis convaincu que si le général Braddock avait vécu plus long-temps, il l'aurait recommandé à la faveur royale, que je vous prie de solliciter pour lui. »

On ne peut savoir jusqu'à quel point le crédit du ministre était efficace ; mais aucune faveur royale n'a jamais traversé l'Atlantique pour arriver jusqu'à Washington.

Lorsqu'il se vit ainsi revêtu d'un commandement qui entraînait une grande responsabilité, il s'appliqua à remplir ses devoirs avec son énergie et sa prudence accoutumées. Le lieutenant-colonel Adam Stephen et le major Andrew Lewis étaient les premiers en rang après lui. Son quartier-général fut fixé à Winchester. Après avoir mis les affaires en train, envoyé des officiers de recrutement, rendu compte au gouvernement de l'état de l'ancien régiment, et présenté des évaluations pour le nouveau, il fit une tournée d'inspection dans les montagnes, visita tous les postes avancés le long de la frontière, depuis le fort Cumberland jusqu'au fort Dinwiddie sur la rivière de Jackson, donna partout les ordres

nécessaires, et acquit, par ses observations personnelles, la connaissance de toutes choses dans l'étendue de son commandement. A peine avait-il achevé ce service, quand il fut atteint sur la route de Williamsburg par un exprès qui lui apportait la nouvelle que les Indiens avaient fait une irruption dans les plantations reculées, les avaient ravagées, et avaient porté de tous côtés la terreur et la mort. Il se hâta de retourner à son quartier-général, réunit les recrues, ordonna à la milice de s'assembler, et fit marcher toutes les forces qu'il put réunir pour repousser cette effrayante invasion. La répression fut opportune et efficace, mais elle ne suffit pas pour calmer les craintes des habitants; des familles entières abandonnèrent leurs demeures, et la terreur fut telle que plusieurs d'entre elles continuèrent à fuir jusqu'au-delà des Montagnes Bleues.

Dans cette occasion, la patience et la sensibilité du chef furent mises à une rude épreuve, aussi bien que sa prudence et son habileté. D'un côté, il voyait avec douleur les dangers, les besoins et la détresse des habitants; de l'autre, il éprouvait tous les inconvénients de l'insubordination parmi les troupes, de l'obstination dans la milice, de l'indolence chez les officiers, du mépris des ordres et de la répugnance des autorités civiles à le soutenir comme elles auraient dû le faire. Ce qui ajoutait encore au chagrin qu'il en éprouvait, c'est que les lois ne lui donnaient aucun pouvoir pour réprimer ces désordres, en faisant observer la discipline, ou en forçant des hommes indolents et rebelles à faire leur devoir. Les régle-

ments de l'armée avaient été réformés, mais ils étaient encore assez défectueux pour ne fournir aucun moyen de prévenir la désertion, de châtier les coupables et d'assurer l'obéissance. Le système de la milice ne convenait qu'à des temps de paix. Il suffisait pour rassembler des hommes, pour repousser une invasion ; mais les pouvoirs accordés pour atteindre ce but étaient si limités qu'ils étaient presque sans effet.

Ces lacunes et leurs fatales conséquences furent représentées avec beaucoup de force par le colonel Washington, dans les communications officielles qu'il adressa au gouverneur et à l'orateur de l'assemblée. Toutes les oreilles furent sourdes à ses remontrances, et demeurèrent fermées pour ses conseils. Telle était, pour employer ses propres expressions, la crainte de déplaire au peuple, qui était si avare de sa liberté qu'il ne voulait pas accorder un pouvoir que l'intérêt et la politique réclamaient incontestablement. Il finit cependant par l'emporter à force de persévérance, en se rendant en personne au siége du gouvernement, en conversant séparément avec divers membres de l'assemblée, et en mettant la persuasion et les arguments au service de la vérité et de la raison. La chambre vota un bill dans lequel étaient compris tous les articles demandés, et qui pourvoyait au châtiment de la mutinerie, de la désertion et de la désobéissance, à l'établissement des cours martiales, et au maintien de l'ordre et de la discipline. Ce succès soulagea Washington d'un poids sous lequel sa pensée avait long-temps gémi. Ce fut aussi un témoignage flatteur du respect

qu'on avait pour ses opinions et son jugement. Il retourna à son poste avec une nouvelle ardeur. La saison était trop avancée pour songer à une campagne ou à des opérations offensives. Compléter l'armée, y établir l'ordre, instruire les soldats, fortifier et assurer les postes avancés, construire de nouveaux forts, se procurer des munitions pour l'hiver, tels étaient les objets qui réclamaient son attention. Ces devoirs furent remplis avec un zèle soutenu. Quand sa présence n'était pas indispensable au quartier-général, il visitait les lieux de rendez-vous et les principaux postes, exerçait par ses ordres et par sa présence une surveillance générale, et établissait ainsi partout de l'unité, et une conduite systématique et efficace.

Un incident qui se rattache à son commandement causa vers cette époque un juste mécontentement au colonel Washington et à ses officiers. Il y avait au fort Cumberland un capitaine, nommé Dagworthy, qui y avait été placé par le gouverneur Sharpe, et qui commandait une petite compagnie des troupes du Maryland. Cet officier avait eu un brevet royal dans la dernière guerre; il en tirait gloire, et refusait d'obéir aux officiers provinciaux, quelque élevé que fût leur rang. En conséquence, toutes les fois que le colonel Washington se trouvait au fort Cumberland, le capitaine du Maryland n'avait aucun égard à ses ordres. L'exemple était pernicieux, et excitait dans la garnison une insubordination et des querelles continuelles. L'affaire fut soumise selon les formes au gouverneur Dinwiddie, et on lui demanda une décision positive. Le gouverneur, qui ne se souciait

pas d'exposer son autorité en décidant une question douteuse, s'abstint de toute intervention, tout en disant au colonel Washington que les prétentions de Dagworthy étaient ridicules, et en se montrant irrité qu'un capitaine qui était à la tête de trente hommes eût la présomption de contester la prééminence du commandant en chef des forces de la Virginie, dont le brevet était signé de sa propre main. Enfin il fit entendre au colonel Washington que, d'après les usages militaires, on pourrait arrêter Dagworthy, mais il s'abstint avec soin de donner aucun ordre à ce sujet.

Cette hésitation du gouverneur ne faisait qu'accroître les embarras. En premier lieu, le fort était dans le Maryland, et Dagworthy dépendait du gouverneur de cette colonie, qu'on savait favorable à ses prétentions. De plus, du temps du général Braddock, Dagworthy, appuyé sur son ancien brevet, avait eu le pas sur des officiers provinciaux d'un rang plus élevé que lui. D'après ces antécédents, le colonel Washington ne voulut pas risquer une arrestation, dont il pouvait lui-même être appelé à rendre compte. Cependant il se décida promptement à se démettre de sa charge, comme il l'avait déjà fait pour un semblable motif, ou à faire écarter cette difficulté.

On proposa comme une dernière ressource de renvoyer l'affaire au général Shirley, qui était alors commandant en chef de toutes les armées de Sa Majesté en Amérique; et les officiers demandèrent que la pétition fût présentée par le colonel Washington en personne. Cette proposition fut approuvée par le

gouverneur, qui consentit à son absence, et lui donna des lettres pour le général et pour d'autres personnages distingués.

Après avoir envoyé des ordres au colonel Stephen, auquel il laissa le commandement des troupes de la Virginie, le colonel Washington se prépara à partir. Il se mit en route le 4 février 1756. Le général Shirley était à Boston. Il fallait faire un voyage de cinq cents milles dans le cœur de l'hiver. Washington fut accompagné par son aide-de-camp, le capitaine Mercer, et par le capitaine Stewart; il fit toute la route à cheval, et traversa Philadelphie, New-York, New-London et Rhode-Island. Il s'arrêta plusieurs jours dans les villes principales, où il fut fort remarqué à cause de sa réputation, et de la curiosité qu'on avait de voir un personnage aussi célèbre par sa bravoure et par la façon miraculeuse dont il avait échappé au désastre de Braddock. Le général Shirley le reçut avec politesse, et acquiesça à sa demande dans le sens le plus large, donnant un ordre par écrit pour que Dagworthy se soumît à son commandement. Ce voyage fut avantageux sous d'autres rapports. Le général lui expliqua le plan de la campagne prochaine; il fit des connaissances, et il acquit des lumières qui lui furent extrêmement utiles par la suite. Il passa sept semaines hors de la Virginie.

Pendant son séjour à New-York, il logea chez M. Beverley Robinson; ils étaient intimement liés, et leur amitié subsista, sans aucune altération, jusqu'à ce qu'ils fussent séparés, vingt ans plus tard, à la révolution, par la différence de leur position. Miss Mary Phillips, sœur de mistriss Robinson, jeune personne char-

mante et très distinguée par son esprit et ses talents, vivait alors dans cette famille. Ses charmes firent une vive impression sur le cœur du colonel de la Virginie. Il alla à Boston, en revint, et fut de nouveau bien accueilli dans la demeure hospitalière de M. Robinson. Il y resta jusqu'à ce que le devoir le rappelât; mais il eut soin de confier son secret à un ami éprouvé, dont les lettres le tenaient au courant de tous les événements importants. Au bout de quelques mois, il fut informé qu'il se présentait un rival, et qu'on ne pouvait répondre des conséquences, s'il tardait à renouveler ses visites à New-York. On ne sait pas si le temps, le fracas d'un camp et le spectacle de la guerre avaient affaibli ses sentiments, ou s'il désespéra du succès. Il ne revit cette jeune personne qu'après son mariage avec le rival qu'on lui avait annoncé, et qui était le capitaine Morris, son ancien compagnon d'armes, et un des aides-de-camp de Braddock.

Washington avait déjà éprouvé l'influence de l'amour; à l'âge de dix-sept ans il avait été captivé par les grâces d'une aimable jeune fille, qu'il appelait une « beauté de la plaine, » et qu'il célébrait dans des stances passionnées pendant les courses qu'il faisait avec sa boussole d'arpenteur, au milieu des monts Alleghanys. Il adressait alors des lettres désolées à un ami, et écrivait des vers plaintifs; mais il ne se hasarda jamais à révéler ses sentiments à la femme qui causait sa peine, probablement sans le savoir.

Comme l'Assemblée devait se réunir précisément à l'époque de son retour, il se hâta d'arriver à Williamsburg, afin de mûrir un plan pour occuper l'armée

pendant l'été. On abandonna, dès le premier moment, toute idée d'opérations offensives ; car on ne pouvait se procurer ni artillerie, ni ingénieurs, ni les moyens de transport nécessaires. La Pensylvanie et le Maryland étaient enfin sortis de leur apathie, et avaient voté une certaine somme pour leur défense ; mais comme ces provinces étaient peu disposées à se concerter avec la Virginie, ou à s'entendre entre elles sur des mesures communes, elles se contentèrent d'employer leur argent à fortifier leurs propres frontières.

Si une politique plus libérale avait prévalu, si ces colonies avaient étouffé leurs jalousies locales, et n'avaient eu en vue que leurs intérêts communs, par un seul effort vigoureux et bien combiné, elles auraient chassé les Français de l'Ohio, et elles auraient été tranquilles pendant le reste de la guerre. Comme on n'avait aucun espoir d'obtenir un semblable résultat, les Virginiens prévirent qu'ils auraient beaucoup de peine à défendre la longue ligne de leurs frontières contre les incursions des sauvages.

L'Assemblée prit donc promptement la résolution d'augmenter l'armée, et de la porter à quinze cents hommes. On passa un bill pour faire un tirage dans la milice de manière à suppléer au manque de recrues, et on nomma des commissaires, présidés par l'orateur, pour surveiller cette affaire. Ces hommes, tirés au sort, devaient servir jusqu'en décembre, être incorporés dans l'armée et soumis au Code militaire. Par une clause expresse de la loi, on ne pouvait les faire marcher hors de la province.

Le colonel Washington se rendit à son quartier-gé-

néral, à Winchester. Il n'y avait là qu'un petit nombre de soldats, car la plus grande partie du régiment était dispersée sur différents points de l'intérieur, et disposée de manière à protéger efficacement les habitants. L'ennemi était toujours en mouvement; il ne se passait guère de jours où l'on n'annonçât de nouveaux massacres et de nouvelles déprédations des Indiens. Les détachements d'éclaireurs et même les forts furent attaqués; plusieurs soldats et quelques-uns des plus braves officiers furent tués. Les sauvages étaient si hardis qu'ils commettaient des vols et des meurtres à moins de vingt milles de Winchester, et on avait des craintes sérieuses pour la sûreté de cette place. Les sentiments du commandant, douloureusement affecté des scènes qui se passaient sous ses yeux et de l'impossibilité où il se trouvait d'y porter remède, sont vivement dépeints dans une de ses lettres au gouverneur :

« Votre Honneur peut voir, dit-il, à quelles tristes extrémités je suis réduit, ainsi que les malheureux habitants de ces contrées. Je suis trop peu accoutumé à employer le langage pathétique pour essayer de décrire la détresse de ce peuple, bien que j'aie une âme généreuse qui souffre à l'aspect du malheur et qui désirerait ardemment d'y mettre fin. Mais que puis-je faire pour ces pauvres gens? Je vois leur position, je connais leurs dangers, je partage leurs souffrances, et je n'ai pas les moyens de leur donner d'autre soulagement que de vagues promesses. En un mot, je vois distinctement l'approche d'une ruine inévitable; si l'Assemblée ne prend des mesures vigoureuses, si elle

n'expédie de prompts secours, les pauvres habitants, qui sont maintenant dans les forts, doivent infailliblement succomber, tandis que les autres prennent déjà la fuite devant leurs barbares ennemis. Enfin la triste position du peuple, le peu d'espoir de secours, les injures grossières et scandaleuses dont on accable les officiers, et qui retombent en particulier sur moi, qui souffre des désordres si extraordinaires, la perspective très éloignée, si elle existe, d'acquérir de l'honneur et de la réputation au service, tout cela me fait déplorer l'instant qui m'a donné une charge ; et, en toute autre circonstance que celle d'un danger imminent, je serais disposé à abandonner, sans la moindre hésitation, un commandement dont je n'espère jamais recueillir ni honneur, ni profit. Je suis, au contraire, presque sûr d'être blâmé là-bas, tandis que l'on peut m'imputer ici le massacre de familles sans défense. Les larmes et les supplications des femmes, et les touchantes prières des hommes, me causent un si mortel chagrin, que, si je me connais bien moi-même, je puis déclarer solennellement que je m'offrirais volontiers en sacrifice à nos barbares ennemis, si cela pouvait contribuer au soulagement du peuple. »

Ces sensations déchirantes étaient encore aggravées par une circonstance à laquelle il fait allusion dans cette lettre, et qui lui était d'autant plus pénible qu'elle lui paraissait avoir sa source dans l'injustice et l'ingratitude, et qu'elle attaquait son honneur et sa fidélité comme officier. On faisait courir les bruits les plus honteux pour l'armée; on accusait les officiers de mener la plus mauvaise conduite et de né-

gliger leurs devoirs, et l'on rejetait indirectement le blâme sur le commandant. Quelque méchant homme remplit une gazette de contes de cette espèce, et le public parut d'abord les bien accueillir. Le colonel Washington sentant qu'il pouvait se rendre le témoignage d'avoir déployé la plus grande vigilance, connaissant d'ailleurs la fausseté et la malice de ces bruits, et indigné de voir attaquer son caractère par de si basses manœuvres, annonça dans son premier mouvement l'intention d'abandonner un poste dans lequel le patriotisme, les intentions les plus pures, les fatigues et les sacrifices n'étaient récompensés que par la calomnie et les outrages.

Cette résolution causa une vive peine aux amis qu'il avait dans la Chambre des Bourgeois et dans le conseil, et ils le témoignèrent dans leurs lettres. Mêlant l'approbation aux remontrances et les éloges aux conseils, ils lui firent des représentations auxquelles il ne pouvait guère demeurer indifférent. « Vous ne pouvez ignorer, lui écrivait Landon Carter, que le manque de pouvoir, de la part du pays, a seul empêché qu'on ne vous accordât toutes les récompenses et tous les honneurs auxquels un mérite parfait pouvait donner des droits. Combien nous sommes affligés d'apprendre que le colonel George Washington fait entendre qu'il veut se retirer! Permettez-moi, comme votre ami intime, de vous engager à oublier qu'on ait rien dit contre votre honneur; et rappelez-vous que cela ne pouvait venir de quelqu'un qui vous connût. Ce n'est peut-être qu'un artifice imaginé par un homme sans considé-

ration parmi vos compatriotes, pour vous suggérer des soupçons injustes et vous engager ainsi à abandonner la cause publique, afin que son avancement ne rencontre point d'obstacle; je suis convaincu que vous ne vous contenterez pas de nous procurer les bons effets de l'accomplissement strict du devoir, mais que vous y ajouterez ceux qui naissent de la coopération d'un esprit joyeux et satisfait du service auquel il est appelé. Non, monsieur, ayez le sort de Braddock, plutôt que de rien faire qui puisse flétrir ces lauriers qui, j'en suis sûr, vous sont réservés. » Un autre ami lui écrivit : « J'ai été constamment assidu à la chambre, et je puis vous dire, en toute vérité, que je n'ai jamais entendu élever aucun doute sur votre conduite. Toutes les fois qu'il est question de vous, on parle de vous avec la plus grande considération; vos instructions et vos ordres sont jugés dignes de l'officier le plus expérimenté. Je puis vous assurer que la très grande majorité de la chambre vous préfère à toute autre personne. »

Le colonel Fairfax, son ancien patron, qui était membre du conseil du gouverneur, lui écrivit en des termes encore plus flatteurs : « Vos efforts pour le service et pour la défense du pays doivent tourner à votre honneur; ne permettez donc pas que quelques contrariétés inévitables indisposent votre esprit pour l'exécution des desseins que vous poursuivez. Votre santé et votre fortune sont le toast de toutes les tables. Chez les Romains, ces applaudissements du public et cette estime générale furent toujours regardés comme un grand honneur pour les capitaines auxquels ils étaient

accordés, et qui les acceptaient avec reconnaissance. »
L'orateur de la Chambre des Bourgeois exprima les mêmes sentiments dans un langage aussi bienveillant « Nos espérances, cher George, reposent sur vous ; c'est sur vous que nous comptons pour amener nos affaires à bonne fin. Considérez les fatales conséquences qu'aurait pour votre pays votre abandon du commandement à cette époque ; d'autant plus qu'on ne peut douter que la plupart des officiers ne suivissent votre exemple. J'espère que vous permettrez à votre passion dominante, à l'amour de votre pays, d'étouffer votre ressentiment, au moins jusqu'à l'arrivée de lord Loudoun, ou jusqu'à la réunion de l'assemblée, et vous pouvez être sûr qu'alors justice sera faite. Je vous assure que je ne sais quels sont ceux de vos prétendus amis qui donnent créance aux malicieuses réflexions contenues dans ce scandaleux libelle, et je vous déclare que je n'ai jamais entendu aucun homme honorable ou estimé parler de vous autrement qu'avec beaucoup de respect, ou se permettre de blâmer votre conduite ; il n'est pas un de ceux qui désirent le bien de leur pays qui n'éprouvât un grand chagrin de votre démission. »

La même sollicitude fut exprimée par plusieurs personnes dans différentes parties de la province. Washington ne put refuser d'obéir à un appel si haut et si unanime. Le complot se découvrit peu à peu. Le gouverneur, qui était Écossais, était entouré d'une coterie de compatriotes, qui désiraient tirer parti de cette alliance, et obtenir pour eux-mêmes une plus grande part de considération qu'ils n'en pouvaient avoir dans

l'état de choses existant. Les mécontents, et ceux qui trouvaient qu'on ne faisait pas assez de cas de leur mérite, se jetèrent naturellement dans cette faction. Semer le mécontentement dans l'armée, amener les officiers à donner leur démission, en les dégoûtant du service, ce n'était pas seulement diviser les conseils du parti dominant, mais encore faire place pour de nouvelles promotions. Le colonel Innes, favori du gouverneur, voulait arriver au commandement suprême, et les emplois inférieurs devaient être réservés à ses partisans. On fit donc circuler de fausses rumeurs, et la plume de la calomnie fut occupée à les répandre. Cet artifice fut aisément découvert, et ces projets furent renversés par les chefs du parti patriote, qui considéraient le colonel Washington comme le plus ferme appui de leur cause.

La campagne fut défensive et n'offrit pas d'occasions d'acquérir de la gloire; mais elle n'en exigea pas moins de ressources et d'habileté de la part du commandant. La scène fut à peu près la même que celle de l'année précédente, mais les difficultés furent plus compliquées et plus nombreuses. On vit, de même, des incursions continuelles de la part des sauvages, mais plus sanguinaires et plus terribles. Il y eut la même lenteur dans les enrôlements, les mêmes embarras avec la milice, la même négligence dans la manière de pourvoir aux besoins de l'armée; et l'on entendit de tous côtés les murmures de mécontentement des soldats et les cris de détresse des habitants.

Le gouverneur, jaloux de son autorité, aggravait

encore les peines du chef de l'armée, en lui accordant aussi peu de pouvoir que cela était possible. Quoiqu'il fût entièrement étranger aux affaires militaires, et qu'il résidât à deux cents milles du théâtre de l'action, il entreprenait de régler les principales opérations, en envoyant incessamment des exprès, et donnant des ordres vagues et contradictoires, rarement adaptés aux circonstances et souvent impraticables. Le commandant en chef supporta cette absurde intervention avec patience et courage, mais non sans adresser de vives remontrances à l'orateur de l'Assemblée et à d'autres amis, pourqu'on ne lui attribuât pas la responsabilité des événements militaires, lorsque la faculté de les diriger lui était ou refusée, ou assez entravée pour que tous ses mouvements s'en trouvassent comme paralysés. Le parti patriotique de la législature sympathisait avec lui, et lui aurait volontiers fait rendre justice, si le gouverneur n'avait eu des prérogatives sur lesquelles on ne pouvait empiéter, et qu'il semblait jaloux d'exercer; d'autant plus, peut-être, que les chefs de la majorité, découvrant son faible sous ce rapport, avaient traversé plusieurs de ses projets, et s'étaient arrogé l'application des deniers publics, qui, d'après les anciens usages, était soumise à la direction du gouverneur et du conseil.

L'été et l'automne se passèrent à escarmoucher avec les Indiens, à réparer les anciens forts et à en construire de nouveaux. D'après l'avis du colonel Washington, on commença à Winchester un fort considérable, qui devait servir de dépôt pour les approvisionnements militaires et de point de ralliement pour les

planteurs et les soldats, dans le cas où ils seraient chassés des frontières. On l'appela le fort Loudoun, en l'honneur du comte de Loudoun, qui avait succédé au général Shirley dans le commandement de l'armée d'Amérique.

L'Assemblée avait aussi ordonné l'exécution d'une autre entreprise encore plus importante, savoir, la construction d'une ligne de forts qui s'étendrait à travers la chaîne des monts Alleghanys, depuis le Potomac jusqu'aux limites de la Caroline du Nord, et qui comprendrait ainsi une distance de plus de trois cents milles, et formerait une barrière sur toute la frontière. Le colonel Washington désapprouvait ce plan. Il objectait que les forts seraient trop éloignés pour se soutenir mutuellement; que les Indiens pourraient passer dans les intervalles sans être inquiétés; que ces forts seraient très coûteux; qu'ils disperseraient tellement les soldats, qu'il serait impossible de les réunir dans une nécessité imprévue, et qu'on engagerait ainsi les ennemis à venir en force attaquer les points les plus faibles. Il pensait que trois ou quatre garnisons considérables formeraient une meilleure défense. Cependant, conformément aux instructions qu'il avait reçues, il dressa un plan qui embrassait une chaîne de vingt-trois forts, et déterminait leurs positions respectives. Il envoya des détachements pour exécuter les ouvrages, et les visita lui-même de temps en temps. A une certaine époque, il parcourut toute la ligne, jusqu'aux limites septentrionales de la Virginie, et fut exposé à des dangers imminents de la part des sauvages, qui erraient autour des petits forts,

et s'embusquaient pour intercepter et massacrer tous ceux qui se trouvaient sur leur chemin.

Au milieu de ces pénibles travaux, l'affaire du fort Cumberland devint une autre source de contrariété. Considérant que c'était alors un poste avancé accessible à l'ennemi, et que l'on pouvait facilement attaquer, en se portant sur les collines qui l'environnaient, qu'il renfermait une grande quantité de provisions, et qu'il fallait, pour le garder, cent cinquante hommes, auxquels on pouvait, en un instant, couper toute communication, le colonel Washington conseilla de transporter les provisions dans un poste plus sûr. De plus, celui-ci se trouvait dans le Maryland, et aurait dû, dans le cas où il aurait été conservé, être entretenu aux frais de cette colonie. Pour quelque motif que l'on ne s'explique pas, le gouverneur avait à cœur de conserver le fort Cumberland. Il répondit que c'était un fort du roi, et écrivit à lord Loudoun de manière à lui arracher un ordre péremptoire de garder le fort, ordre qui jetait un blâme tacite sur les desseins du colonel Washington et sur la conduite qu'il avait tenue en cette occasion. Le gouverneur se laissa tellement emporter par son ardeur et son obstination, qu'il donna l'ordre de renforcer le fort Cumberland en y appelant les petites garnisons, et en tirant même des troupes de Winchester; il dérangea ainsi le plan d'opérations que l'assemblée avait autorisé, et à l'exécution duquel l'armée avait travaillé pendant toute la saison.

On ne peut s'étonner que la patience et le calme du général commençassent à l'abandonner. Il écrivit

à l'orateur : « Le dernier ordre renversé, confond, dérange tout ; pour ne rien dire de la dépense extraordinaire du transport, des mécomptes et des pertes qui pèseront sur le pays. Je ne sais vraiment pourquoi ni comment la chose est arrivée ; mais les rapports dans lesquels j'ai présenté, de la manière la plus frappante, les mesures nécessaires à la paix des frontières, sont méprisés comme vains et frivoles ; je suis accusé de partialité et d'égoïsme, et tous mes sincères efforts pour le bien de mon pays sont pervertis et représentés sous le jour le plus fâcheux. Mes instructions sont obscures, douteuses et incertaines ; approuvées aujourd'hui, condamnées demain. On me laisse agir et avancer au hasard ; je suis responsable des conséquences, et l'on me blâme sans me permettre de me défendre. Si vous pensez que ma position puisse le moins du monde exciter l'envie ou procurer la moindre satisfaction, vous ne connaissez pas encore la vérité, et vos idées sont bien éloignées de la réalité. Cependant je suis décidé à me maintenir encore quelque temps au milieu de tous ces embarras, dans l'espoir d'une meilleure direction lors de l'arrivée de lord Loudoun ; c'est sur lui que je compte pour le sort à venir de la Virginie. » L'orateur répondit : « Je suis vraiment peiné de l'embarras dans lequel vous êtes, d'autant plus que je suis convaincu que vous n'avez que trop raison d'être mécontent. Le malheureux état dans lequel est tombé notre pays doit inspirer une profonde tristesse et de funestes appréhensions à tous ceux qui désirent son bonheur ; à moins de quelque prompt changement dans nos conseils, et Dieu veuille l'accomplir ! son sort sera bientôt décidé ! »

L'année tirait alors vers sa fin. Comme on espérait bientôt voir le comte de Loudoun en Virginie, le colonel Washington résolut d'attendre son arrivée, de lui présenter un exposé général de l'état des affaires, si cela était possible, et de mettre les troupes de la Virginie sur le pied de troupes régulières sous la direction de sa Seigneurie, ce qui était la seule manière d'en rendre le commandement utile au pays ou honorable pour lui-même. Dans ce but, il dressa un tableau complet et lumineux, qu'il fit passer à lord Loudoun, qui se trouvait alors avec les armées du Nord.

Ce document commence par des excuses modestes sur sa démarche auprès de sa Seigneurie; puis vient une courte esquisse de l'histoire de la guerre dans la Virginie et du rôle que l'auteur y a joué. C'est avec la sagacité d'un observateur habile et d'un officier expérimenté qu'il retrace le cours des événements, expose les erreurs commises dans les affaires civiles et militaires, et les conséquences qu'elles ont eues, explique leurs causes et indique des remèdes pour l'avenir. Cette communication fut favorablement accueillie, et il en reçut des éloges.

Lord Loudoun n'exécuta pas son premier projet d'aller dans la Virginie, mais il convoqua une réunion de plusieurs gouverneurs et des principaux officiers à Philadelphie, afin de s'entendre avec eux sur un plan général pour la campagne suivante. Le colonel Washington assista à la réunion, où il fut accueilli d'une manière flatteuse par le commandant en chef, qui sollicita et apprécia convenablement ses conseils. Cependant le résultat ne répondit qu'en partie à ses espéran-

ces. Dans le projet général d'opérations, il fut décidé que les grands coups seraient portés sur les lacs et sur les frontières du Canada, où les forces de l'ennemi étaient concentrées, et que les colonies du centre et du midi continueraient à se tenir sur la défensive. Washington eut cependant la satisfaction de voir son avis suivi pour les arrangements locaux; les troupes de la Virginie furent retirées du fort Cumberland, qu'on laissa à la charge du Maryland. Le colonel Stanwix fut placé dans l'intérieur de la Pensylvanie avec cinq compagnies des régiments royaux américains; et, quoique le commandant de la Virginie ne réussît pas dans les efforts qu'il fit pour être placé sur le pied des troupes anglaises, on lui enjoignit cependant, conformément à ses désirs, d'agir de concert avec cet officier, et d'être en quelque sorte sous ses ordres. Il recommanda fortement une expédition contre le fort Duquesne, pensant que l'on pourrait avoir la certitude d'un succès, les Français devant nécessairement laisser cette garnison dans un état de faiblesse, afin de concentrer leurs forces vers le Nord pour s'opposer aux préparatifs formidables qu'on faisait contre eux de ce côté. La sagesse de ce conseil devint par la suite évidente pour tout le monde; et si on l'avait suivi en temps utile, il aurait épargné les frais d'une autre campagne, et aurait, en outre, empêché les ravages et les massacres commis pendant cet intervalle parmi les planteurs de la frontière. Le gouverneur Dinwiddie, qui n'était pas de l'avis de Washington sur d'autres points, l'appuya vivement dans cette circonstance.

Après cette conférence à Philadelphie, il retourna à

son poste habituel, à Winchester. Le reste de la saison se passa dans une routine de devoirs tellement semblables à ceux des deux années précédentes, que le récit détaillé n'en présenterait que peu de nouveauté ou d'intérêt. Enhardis par le succès, les Indiens continuèrent leurs hostilités, en attaquant les postes avancés et en tuant les habitants sans défense; en un mot, le service n'offrit rien qui pût récompenser de généreux sacrifices ou satisfaire une noble ambition. Comme école d'expérience, ce temps fut réellement utile à Washington pour l'avenir. Il eut le bonheur de recueillir de l'honneur et de la réputation, même dans un champ aussi stérile, en conservant la confiance de ses compatriotes, et en répondant à l'attente des amis qu'il avait dans la législature, et qui lui avaient imposé le commandement en le pressant fortement de le garder.

Mais les fatigues de corps et d'esprit qu'il éprouva à la suite de si rudes travaux minèrent peu à peu sa santé, et son médecin insista pour qu'il abandonnât l'armée. Il alla à Mount Vernon, où sa maladie prit le caractère d'une fièvre continue, et le mit si bas qu'il fut retenu chez lui pendant quatre mois, jusqu'au 1er mars 1758, avant de pouvoir reprendre son commandement.

CHAPITRE V.

Le gouverneur Dinwiddie s'embarque pour l'Angleterre. — Expédition contre le fort Duquesne concertée par le ministère britannique et destinée à être commandée par le général Forbes. — L'armée de la Virginie augmentée et réunie aux troupes régulières pour cette entreprise. — Le colonel Washington se dirige vers le fort Cumberland. — Agit de concert avec le colonel Bouquet. — Rejoint le corps d'armée à Raystown, sous le général Forbes. — Forme un plan de marche adapté aux montagnes et aux bois. — Commande la première division de l'armée. — Prise du fort Duquesne. — Washington revient en Virginie, se démet de son commandement et rentre dans la vie privée.

Le gouverneur Dinwiddie s'embarqua pour l'Angleterre au mois de janvier 1758; son départ n'excita aucun regret. Quoiqu'il fût aimable dans les relations sociales, et qu'il se fût acquitté avec zèle de ses devoirs publics, il n'avait pas réussi à gagner le cœur du peuple ni s'attirer son respect. Il s'était surtout montré inhabile à diriger les affaires militaires; et en y portant constamment la confusion, l'hésitation et l'entêtement, il avait été la cause de perplexités infinies pour le commandant des troupes de la Virginie; on considéra en général ce changement comme favorable aux intérêts de la colonie. John Blair, président du conseil, le remplaça pendant un court intervalle, jusqu'à l'arrivée de

Francis Fauquier, le nouveau gouverneur. Le comte de Loudoun avait été nommé successeur du gouverneur Dinwiddie; mais ses occupations militaires dans le Nord l'empêchèrent de s'acquitter des devoirs de cette place.

Un avenir plus brillant s'offrait alors au colonel Washington; aussitôt que sa santé fut rétablie, il retourna à l'armée; et, depuis cette époque, il obtint une coopération cordiale pour toutes ses mesures. Il se réjouit aussi de ce que le désir qu'il avait depuis si longtemps, de voir les troupes des diverses provinces réunies pour une expédition sur l'Ohio, allait enfin se réaliser.

L'avénement de M. Pitt au ministère venait de répandre une nouvelle énergie dans les conseils de la Grande-Bretagne. Cet homme d'État, dont la politique était large, et qui avait toujours été favorable aux colonies, parce qu'il comprenait leur situation et leur importance beaucoup mieux que ses prédécesseurs, résolut de poursuivre vigoureusement la guerre en Amérique. Un de ses premiers actes fut un plan pour la campagne de 1758, d'après lequel on devait faire des opérations offensives sur toute la ligne des frontières. Le général Forbes fut désigné pour prendre le commandement d'une expédition contre le fort Duquesne. Pour préparer les voies, M. Pitt, qui connaissait le caractère du peuple, et qui profitait des erreurs antérieures, écrivit une lettre circulaire aux colonies les plus intéressées, pour solliciter leur concours à des conditions auxquelles elles acquiescèrent avec empressement, et qu'elles exécutèrent avec ardeur et promp-

titude. Il proposa que toutes les troupes coloniales fussent pourvues d'armes, de munitions, de tentes et de provisions aux dépens du roi, et ne laissa à la charge des colonies que les frais de la levée, de l'habillement et de la solde des troupes. Il fut stipulé, en outre, que, lorsque les officiers provinciaux seraient réunis aux troupes du roi, ils prendraient rang suivant leurs brevets. Si une politique aussi sage et aussi juste avait été mise en pratique trois ans auparavant, elle aurait donné un aspect bien différent à la guerre, en diminuant les lourds fardeaux du peuple, en faisant régner l'harmonie et la bienveillance, en satisfaisant les troupes, et en employant les ressources et les forces du pays d'une manière plus efficace.

L'Assemblée de la Virginie se réunit et accepta sur-le-champ les propositions du ministre; elle augmenta l'armée et la porta à deux mille hommes, offrit une prime pour les enrôlements, et soumit tout à la direction générale du commandant des forces de Sa Majesté, dans le but précis de marcher contre le fort Duquesne. On forma deux régiments : le premier fut confié au colonel Washington, qui demeura toujours, comme auparavant, commandant en chef de toutes les troupes de la Virginie; le second régiment eut pour chef le colonel Byrd. Comme le général Forbes fut retenu pendant plusieurs semaines à Philadelphie, le colonel Bouquet fut placé dans la partie centrale de la Pensylvanie, avec la première division des troupes régulières, et les provinciaux s'y réunirent dès qu'ils furent prêts. Le colonel Washington eut une entrevue à Conococheague avec cet officier et avec sir John Sinclair,

quartier-maître général de l'armée combinée, pour décider un plan uniforme d'action et faire les arrangements nécessaires. Il se rendit aussi à Williamsburg pour se concerter avec le président et le conseil, sur plusieurs points importants; car il n'était pas seulement appelé à remplir ses devoirs militaires, mais il devait encore suggérer aux autorités civiles les mesures convenables relativement à l'armée, et il fallait qu'il insistât continuellement pour obtenir l'exécution des lois et l'accomplissement des engagements contenus dans les actes récents de l'Assemblée. L'arrivée du gouverneur Fauquier eut une influence favorable; car il embrassa chaudement les intérêts de la colonie, et montra de l'estime et de l'amitié pour le commandant de ses troupes, ainsi qu'une juste déférence pour ses opinions.

Pendant quelque temps le colonel Washington fut activement occupé, à Winchester, à réunir et à instruire les hommes nouvellement enrôlés; il fit venir les détachements des petits forts et les remplaça par des hommes tirés au sort dans la milice, rassembla des chariots et des chevaux, et prépara tout pour se mettre en marche. Il y eut beaucoup de retard; le désordre commença à se mettre parmi les soldats par suite de leur inaction, et les habitants du voisinage murmurèrent du fardeau qui pesait sur eux pour les provisions et les autres fournitures. Une troupe d'Indiens Cherokees, qui avaient été tentés de se joindre à l'expédition, dans l'espoir de riches présents tirés des magasins du roi, vinrent de trop bonne heure; ils se lassèrent au bout de peu de temps, devinrent mécontents et incom-

modes, et finirent par s'éloigner dans un accès de mauvaise humeur.

Ce fut donc un jour de joie pour Washington que celui où il reçut l'ordre de faire marcher les régiments de la Virginie, de Winchester au fort Cumberland. Il fit partir des détachements, qui couvraient en même temps les convois de chariots et de bêtes de somme. Toute la troupe arriva au fort Cumberland, au commencement de juillet, à l'exception d'une garde peu considérable laissée au fort Loudoun pour protéger cette place et continuer les ouvrages. Le lieutenant-colonel Stephen s'était avancé par une autre route à travers une partie de la Pensylvanie, avec six compagnies du premier régiment, et il rejoignit le colonel Bouquet à Raystown, situé à trente milles du fort Cumberland, et quartier général de l'armée combinée. Les deux régiments, en comptant les officiers, comprenaient environ dix-huit cents hommes. La maladie du général Forbes le retint long-temps sur le chemin de Philadelphie, à Raystown. Pendant ce temps, le colonel Washington demeura au fort Cumberland, et ses troupes furent occupées soit à former des détachements d'éclaireurs, soit à ouvrir une nouvelle route vers Raystown, et à réparer l'ancienne du côté des Grandes-Prairies.

Il eut recours à un expédient, qui devint très utile pour le service. « Mes soldats sont dépourvus d'uniformes, dit-il dans une lettre au colonel Bouquet, et je n'ai pas l'espoir d'en recevoir. Mais, bien loin de considérer cela comme un inconvénient, pendant la campagne actuelle, si l'on me laissait suivre mes propres

idées, je n'ordonnerais pas seulement à mes hommes d'adopter le costume indien; j'engagerais mes officiers à en faire autant, et je serais moi-même le premier à leur donner l'exemple. L'incertitude d'obtenir l'approbation générale est la seule raison qui me fasse hésiter un moment à laisser ici mes uniformes, pour m'avancer aussi léger qu'un Indien dans les bois. C'est un costume peu convenable, j'en conviens; mais je pense qu'on doit consulter la commodité plutôt que l'apparence. » Il donna le costume indien à deux compagnies qui avaient reçu l'ordre de marcher vers le principal corps d'armée, et le colonel Bouquet l'approuva tellement qu'il engagea l'armée à l'adopter. « Le costume, répondit-il, prend très bien ici. On ne voit que des chemises et des couvertures. Tel devrait être notre uniforme pour cette expédition. C'est ce qu'il faut pour l'été, à cause de la légèreté et de la commodité, et cet usage épargnerait beaucoup de peine et de dépense. »

Il était arrivé depuis peu de jours au fort Cumberland, lorsqu'il apprit, à sa grande surprise, que le général Forbes hésitait sur le chemin qu'il devait suivre pour frachir les montagnes et arriver jusqu'au fort Duquesne. La route qu'avait parcourue le général Braddock était la seule qui eût été ouverte à travers le désert pour le passage des chariots et de l'artillerie; et comme sa construction avait exigé des travaux immenses, il semblait incroyable qu'à une époque aussi avancée de la saison on pût tenter de suivre une autre direction, ou même en avoir seulement la pensée. Quand on lui demanda son avis, il l'exprima de la ma-

nière la plus positive, et mit en avant des arguments si forts, que le général n'aurait pu les écarter que d'après une détermination fondée sur des motifs étrangers à la question qu'il s'agissait de résoudre. Le colonel Bouquet, qui partageait les idées du général, désira avoir une entrevue sur ce sujet avec Washington. « Vos généreuses dispositions pour le service l'emportent sur tout, lui écrivait-il. Je vois avec la plus grande satisfaction que vous êtes au dessus de l'influence des préjugés, et prêt à adopter avec empressement ce qui sera d'accord avec le bon sens et la raison. Je souhaite sincèrement que nous puissions tous n'avoir qu'une seule et même opinion; c'est pourquoi je désire avoir une entrevue avec vous, dans les maisons bâties à moitié chemin entre nos deux camps.» Cette proposition fut acceptée, et la question fut sérieusement discutée. Le colonel Washington représenta que la compagnie de l'Ohio avait jadis pris beaucoup de peine pour reconnaître, à l'aide des marchands et des Indiens, le chemin le plus praticable pour arriver aux terres de l'ouest; que celui de Will's Creek avait été choisi comme de beaucoup préférable à tous les autres; qu'en conséquence, on avait fait la route que le général Braddock avait parcourue, et qu'elle n'exigerait que de légères réparations pour être mise en bon état. Il pensait que, lors même que l'on pourrait trouver un autre chemin, l'expérience était hasardeuse, à une époque aussi avancée de la saison, puisque les opérations en seraient retardées, le but de la campagne manqué et la prise du fort Duquesne renvoyée à une autre année. Il était à craindre qu'on ne dé-

courageât ainsi les colonies qui avaient fait des efforts extraordinaires en hommes et en argent, avec un juste espoir de succès, et qu'on n'enhardît les Indiens du midi, déjà mal disposés, et qui saisiraient cette occasion pour commettre de nouvelles hostilités. Ainsi les habitants seraient réduits à la misère; on augmenterait la force de l'ennemi, et le succès d'une nouvelle campagne en deviendrait plus difficile. En admettant la possibilité de faire une nouvelle route, de Raystown à travers la Pensylvanie, on ne pourrait en attendre aucun avantage que n'offrît pas actuellement, à un degré égal ou supérieur, la route de Braddock. Le fourrage pour les chevaux était abondant dans les prairies qu'elle traversait; les cours d'eau étaient guéables, et les défilés faciles à passer.

Ces raisons, si claires et si frappantes, ne changèrent rien à la résolution du général, qui parut avoir subi l'influence des Pensylvaniens, pressés d'établir une nouvelle route qui devait avoir un avantage permanent pour cette province, en ouvrant une communication plus directe avec l'ouest. Le colonel Bouquet s'en tint naturellement aux idées de son général.

On formait un autre projet, que le colonel Washington désapprouva et qu'il réussit à écarter. Le général proposait de faire marcher l'armée en deux divisions, dont l'une aurait suivi la route de Braddock, tandis que l'autre, partie directement de Raystown, aurait frayé sa route en avançant. Washington combattit fortement cette proposition. Diviser l'armée, c'était l'affaiblir; les routes étaient fort éloignées l'une de l'autre, et il n'y avait aucun moyen de communication entre elles, de sorte

qu'une division n'aurait pu secourir l'autre en cas d'attaque de l'ennemi, qui eût certainement profité d'une semblable faute. De plus, si la division qui devait marcher la première escortait le convoi et était repoussée, on courait risque de perdre les munitions et l'artillerie, et d'amener la ruine complète de l'expédition. En un mot, on devait craindre tous les malheurs que peut éprouver une armée divisée, qui agit contre un ennemi dont les forces sont concentrées. Le projet fut mis de côté.

On désira connaître aussi son opinion sur le meilleur système à suivre pour avancer en laissant des magasins Il fit un plan d'après lequel, en supposant qu'on suivrait la route de Braddock, il montra que toute l'armée pourrait être au fort Duquesne en trente-quatre jours, et avoir alors devant elle assez de provisions pour quatre-vingt-sept jours. En voyant combien le colonel Bouquet penchait pour les idées du général, Washington ne pouvait guère espérer que ses propositions fussent accueillies. Telles étaient ses craintes pour le sort de l'expédition, qu'il écrivit avec force au major Hacket, son ancien compagnon dans l'armée de Braddock, et alors attaché au général Forbes :

« Je sors à l'instant, dit-il, d'une conférence avec le colonel Bouquet. Je vois qu'il est décidé, et, je puis le dire, invariablement décidé à vous conduire à l'Ohio par une nouvelle route, qu'il faut faire, pouce après pouce, dans cette saison avancée, lorsqu'il nous resterait à peine assez de temps pour arriver par le chemin battu, que l'on reconnaît généralement pour le meilleur passage à travers les montagnes.

« Si le colonel Bouquet réussit à persuader le général sur ce point, tout est perdu ; — oui, en vérité, tout est perdu ; — notre entreprise sera manquée, et nous serons arrêtés, cet hiver, à Laurel-Hill (colline des lauriers) ; mais nous n'y cueillerons pas d'autres *lauriers* que ceux qui couvrent les montagnes. Les Indiens du midi se tourneront contre nous, et, avec un pareil accroissement de forces, l'ennemi ravagera ces colonies. Voilà quelles seront les conséquences si nous ne réussissons pas, et il est presque impossible de réussir si l'on veut entreprendre d'arriver par cette nouvelle route. J'ai donné toutes mes raisons par écrit au colonel Bouquet. Il a désiré d'avoir ce mémoire, afin de pouvoir l'envoyer au général. S'il lui parvient, vous pourrez juger si mes motifs ont quelque poids. Je n'agis sous l'influence d'aucune prévention, car je n'ai d'espérances ou de craintes que celles qui se rapportent au bien général. Vous pouvez en être bien certain, et croyez que j'exprime mes sentiments en toute sincérité dans cette occasion. »

Ces représentations furent inutiles. Le colonel Bouquet reçut l'ordre de faire avancer des détachements pour travailler à la nouvelle route. On avait consacré six semaines à ce rude travail, quand le général Forbes arriva au camp de Raystown, vers le milieu de septembre. Quarante-cinq milles seulement avaient été franchis par le détachement le plus avancé, qui construisait alors un fort à Loyal-Hanna, le corps d'armée principal étant encore à Raystown, et la plus grande partie des troupes de la Virginie au fort Cumberland. A cette époque, l'armée entière aurait pu être devant

les murs du fort Duquesne, si elle eût suivi la route que Washington avait conseillée, et l'on aurait probablement remporté une victoire facile, car il fut constaté que les Français n'avaient pas alors plus de huit cents hommes; le général Forbes en avait six mille en campagne sous ses ordres.

Après avoir rapporté ces faits à l'orateur de l'assemblée de la Virginie, le colonel Washington ajoutait: « Vous voyez donc que notre temps a été bien mal employé, et que l'on a perdu une précieuse occasion qu'on ne retrouvera peut-être jamais. Comment cela peut-il s'expliquer? Le général Forbes peut-il avoir l'ordre d'agir ainsi? c'est impossible. Notre malheureux pays supportera-t-il patiemment de semblables abus? j'espère que non : il convient de présenter un exposé complet de cette affaire à Sa Majesté. Que le roi sache jusqu'à quel point on expose sa gloire, ses intérêts et la fortune publique. » Ce fut vers cette époque qu'arriva la malheureuse et téméraire expédition du major Grant, qu'on laissa s'avancer jusqu'aux portes mêmes de l'ennemi avec un faible détachement : il fut attaqué, coupé, mis en déroute, et fait prisonnier ainsi que ses principaux officiers.

Ces mesures, et les conseils d'après lesquels le général Forbes semblait se laisser guider, déplurent tellement à la Chambre des Bourgeois de la Virginie, et parurent des présages tellement décourageants pour l'avenir, que la chambre prit la résolution de rappeler ses troupes et de les placer sur ses propres frontières; mais comme on apprit plus tard que l'expédition avançait, on comprit que retirer les régiments de la Vir-

ginie, ce serait s'attirer le blâme d'un échec, et peut-être en devenir réellement la cause; on révoqua donc cette décision et l'on prolongea le temps du service jusqu'à la fin de l'année.

Dès que le général Forbes eut pris le commandement en personne à Raystown, il appela au quartier-général le colonel Washington, qui fut suivi par les compagnies de ses régiments qui avaient été postées au fort Cumberland. Malgré la vigoureuse opposition qu'il avait cru de son devoir de manifester contre le plan de campagne, tant qu'il n'y avait rien de décidé, le même motif l'engagea à renfermer en lui-même ses opinions, à surmonter sa répugnance et à travailler activement à l'exécution de ce plan, dès qu'il fut arrêté. S'il avait été blessé du peu d'attention qu'on avait accordé jusque-là à ses avis, il eut maintenant lieu d'être satisfait de la déférence que l'on montra pour ses idées et pour son jugement. Il assista aux conseils de guerre, le général le consulta sur toutes les mesures importantes, et l'engagea à dresser un plan de marche et d'ordre de bataille, d'après lequel l'armée pût avancer avec facilité et sûreté à travers les bois. Le désastre de Braddock et les causes qui l'avaient amené avaient fait une impression trop profonde sur l'esprit du général Forbes pour qu'il pût l'oublier ou le perdre de vue. Peu accoutumé à ce genre de guerre, plus sage et moins présomptueux que son prédécesseur, il rechercha volontiers l'appui d'un homme dont les connaissances et l'expérience pouvaient rendre de grands services là où il pouvait arriver que la valeur prodiguât en vain ses efforts, et où la discipline ni la force ne suffi-

saient pour échapper aux piéges d'un ennemi rusé.

Plusieurs semaines auparavant, quand les premiers détachements avaient commencé à marcher, le colonel Washington avait demandé à être mis à l'avant-garde. En parlant des troupes qui devaient composer le premier corps, il écrivit au colonel Bouquet : « Je sollicite sincèrement votre appui auprès du général, pour que moi et mon régiment nous soyons compris dans ce corps. S'il est besoin de mettre en avant quelque argument pour obtenir cette faveur, j'espère que je puis dire sans vanité que, par une longue intimité avec ces bois, qu'ils ont si souvent parcourus comme éclaireurs, mes hommes connaissent tous les passages et toutes les difficultés au moins aussi bien qu'aucun de ceux que l'on pourrait employer. » On lui accorda sa demande. Il reçut des ordres du général Forbes pour marcher avec son régiment ; et, à Loyal-Hanna, on le mit à la tête d'une division ou brigade, composée d'un millier d'hommes, qui devaient se porter sur le front de l'armée, et agir comme pionniers, en frayant la route, en établissant des éclaireurs et des gardes avancées pour empêcher toute surprise, et en faisant des retranchements dans les stations convenables pour mettre en sûreté les magasins de provisions. Tant qu'il fut chargé de ce commandement, il eut le rang de brigadier.

Le mois de novembre avait commencé avant que le général Forbes fût arrivé à Loyal-Hanna avec l'artillerie et le principal corps d'armée. La route était extrêmement mauvaise, et il se présentait à chaque pas des difficultés sans nombre qui causaient des retards, du

découragement et des souffrances. La saison des gelées était venue, et les sommets des montagnes étaient blanchis par la neige. Il n'était pas étonnant que l'ardeur des soldats diminuât, mal vêtus et mal nourris comme ils l'étaient, exposés aux intempéries du ciel, à des privations et à des travaux qui n'avaient point de fin. Plus de cinquante milles, à travers des déserts rocailleux et sans chemin frayé, séparaient encore l'armée du fort Duquesne. On tint un conseil de guerre, et l'on décida qu'il n'était pas à propos et que l'on pou vait même regarder comme impossible de pousser plus loin la campagne avant la saison prochaine, et que camper tout l'hiver au milieu des montagnes , ou se retirer jusqu'aux établissements des frontières, était la seule alternative qui restât. Jusque-là, toutes les prévisions de Washington s'étaient réalisées.

Cependant un événement tout à fait inattendu, qui arriva au moment de cette crise, donna à toutes choses un nouvel aspect et fit naître l'espérance au milieu du désespoir. Trois prisonniers que l'on amena au camp firent un tel tableau de la faiblesse de la garnison, que le conseil rapporta sa décision, et résolut de risquer un effort qui présentait une chance de succès, et qui, à tout événement, ne pouvait guère être plus désastreux que l'alternative à laquelle on s'était arrêté d'abord. On continua marcher sans tentes et sans gros bagage, emmenant seulement un léger train d'artillerie. Les troupes, animées par l'exemple des officiers, se remirent à leurs travaux avec une gaîté et une ar-

deur nouvelles. Washington reprit son commandement de l'avant-garde, assista en personne au percement de la route, établissant des magasins de provisions, et préparant la voie au principal corps d'armée.

Il n'arriva rien d'important jusqu'au 25 novembre, époque à laquelle le général Forbes prit possession du fort Duquesne, ou plutôt de l'emplacement sur lequel il avait existé. L'ennemi, réduit au nombre d'environ cinq cents hommes, et abandonné par les Indiens, avait mis le feu au fort et descendu l'Ohio en bateaux. Ainsi se termina une expédition qui avait occupé plus de six mille hommes pendant cinq mois. Les troupes, contentes de se voir au bout de leurs fatigues, oublièrent leurs souffrances; et les habitants des provinces du centre, qui avaient murmuré tout haut de la lenteur avec laquelle on avait conduit cette campagne, furent satisfaits de son heureuse issue, qui comblait leurs vœux. La maladie prolongée du général Forbes avait eu peut-être une fâcheuse influence. On le regardait comme un homme de mérite et d'une bravoure éprouvée, et on lui reconnaissait de grands talents militaires. Accablé d'infirmités, qui s'étaient accrues par les fatigues de la campagne, il mourut quelques semaines après à Philadelphie.

La saison avancée rendait impossible toute entreprise de la part des Français pour reprendre avant l'année suivante le terrain qu'ils avaient perdu. Il était pourtant nécessaire de laisser là une petite garnison, tant pour conserver la possession du

poste que pour tenir les Indiens en échec, et les amener à une alliance. Deux cents soldats de la Virginie furent détachés pour ce service, sur l'ordre exprès du général, et malgré les remontrances de leur commandant, qui pensait qu'ils avaient bien accompli toute leur portion de devoir. Le général Forbes dit qu'il n'était pas autorisé à laisser aucun des soldats du roi pour cet objet, et ce lieu était alors compris dans la juridiction de la Virginie. Ce fut probablement pour cette raison que l'on n'imposa pas à la Pensylvanie la charge de cette défense. Le nom français du fort fut changé en celui de *Fort Pitt*, en l'honneur du ministre d'après les conseils duquel l'expédition avait été ordonnée.

A son retour, le colonel Washington s'arrêta quelque temps à Loyal-Hanna ; il écrivit de là une lettre circulaire aux habitants des frontières pour les engager à porter des provisions aux hommes du fort, qui se trouveraient dans une grande détresse si on ne les ravitaillait pas immédiatement, et il leur promit qu'on les dédommagerait généreusement de tous leurs frais. Il se rendit ensuite à Williamsburg en passant par Mount-Vernon. Le reste de ses troupes marcha sur Winchester, pour y prendre ses quartiers d'hiver.

Depuis quelques mois il s'était décidé à se démettre de son commandement à la fin de la campagne, si elle était heureuse. En prenant possession de l'Ohio, on avait atteint le principal but de la guerre pour les colonies du centre; et comme il avait renoncé à l'idée de faire aucune autre démar-

che pour entrer dans les troupes régulières de la Grande-Bretagne, il n'avait aucun espoir de s'élever plus haut dans la carrière militaire; de sorte que ni son devoir comme citoyen, ni son ambition comme soldat ne devaient plus le retenir au service. Il avait fidèlement rempli son devoir; son ambition cédait à la force des circonstances et aux agréables perspectives des jouissances paisibles de la vie privée, qui occupaient alors son esprit. Il régla donc tous ses comptes publics, et donna sa démission dans la dernière semaine de décembre, après avoir servi son pays de la manière la plus active et presque sans interruption pendant plus de cinq ans.

Les officiers qui avaient servi sous ses ordres lui donnèrent dans cette occasion un témoignage de leur attachement, qui dut être aussi doux pour son cœur qu'il était honorable pour son caractère. Ils lui écrivirent en corps, pour lui exprimer la satisfaction que leur avaient inspirée sa conduite comme commandant, son amitié sincère et ses manières affables, et la haute opinion qu'ils avaient conçue de ses talents militaires, de son patriotisme et de ses vertus privées.

« Ce n'était pas là seulement l'opinion des officiers de son régiment; elle était générale en Virginie; et elle avait été adoptée par les officiers anglais, avec lesquels il avait servi. Bien que peu brillants, les devoirs qu'ils avaient accomplis étaient difficiles, et il les avait accomplis avec zèle et jugement. L'exacte discipline qu'il avait établie dans son régiment, à une époque où l'esprit public était extrêmement opposé à toute discipline dans la Virginie, avait fait honneur

à son caractère militaire ; et la bravoure qu'avaient déployée ses troupes, toutes les fois qu'elles avaient été appelées à agir, avait montré quel esprit leur inspirait leur commandant. Il avait eu à lutter contre des difficultés incalculables, à l'époque où il lui était impossible de couvrir la frontière contre les Français et les Indiens ; et rien ne prouve mieux les efforts qu'il fit dans ces circonstances malheureuses, que l'empressement de ceux qu'il n'avait pu protéger à lui accorder toujours toute leur confiance.

« En voyant avec quelle persévérance il excita son pays à ne rien négliger pour s'emparer de l'Ohio, recommandant le système de guerre le plus actif, et suggérant à ses chefs les mesures les plus promptes et les plus vigoureuses, on ne peut s'empêcher de reconnaître en lui un esprit entreprenant et plein d'ardeur, qui se laissait modérer et retenir par un jugement sain, et se perfectionnait rapidement à l'école de l'expérience (1). »

Les événements de cette guerre exercèrent sur la vie et sur le caractère de Washington une plus grande influence qu'on ne pourrait le supposer au premier coup d'œil. Ils montrèrent, à lui-même et au monde, quelles étaient les ressources de son esprit, son courage, sa force d'âme, et son empire sur la volonté et les actions des autres hommes. Ce fut là réellement une école de connaissances pratiques et de discipline, et il fut ainsi préparé pour la grande œuvre qu'il devait accomplir dans la suite. Les devoirs de sa po-

(1) *Vie de Washington*, par Marshall, 2e édit., t. 1, p. 27.

sition comme chef des troupes de la Virginie, et les difficultés contre lesquelles il eut à lutter pendant une guerre active de cinq années, étaient une image de ce qu'il devait avoir à faire plus tard comme commandant en chef des armées américaines pendant la révolution. Sous le rapport de la grandeur et du but, la différence est frappante; mais, à mesure que nous avancerons, on verra qu'il y a une grande analogie dans beaucoup de circonstances, et que les travaux que nous venons de retracer furent une excellente préparation à ceux qui devaient immortaliser son nom.

CHAPITRE VI.

Mariage de Washington. — Il est membre de la Chambre des Bourgeois de la Virginie pendant plusieurs années. — Ses travaux et ses habitudes comme planteur. — Il s'occupe activement des affaires de sa paroisse. — Son opinion sur l'acte du timbre. — Il prend, dès le premier moment, une position décidée contre la marche suivie par le gouvernement britannique à l'égard des colonies. — Adhère cordialement à toutes les mesures de l'opposition. — Ses démarches pour procurer aux officiers et aux soldats qui avaient fait la guerre contre les Français les terres qui leur avaient été promises. — Il fait une tournée aux rives de l'Ohio et de la Kenhawa pour choisir ces terres. — Prend, à différentes époques, une part active aux actes de la législature de la Virginie pour défendre les droits des colonies. — Ses opinions sur ce sujet. — Il est choisi pour commander plusieurs compagnies indépendantes de la milice. — Est nommé délégué à la première et à la seconde Convention de la Virginie. — Est membre du Congrès continental.

Dans le courant de l'année précédente, le colonel Washington avait fait sa cour avec succès à mistriss Martha Custis, qu'il épousa le 6 janvier 1759. Cette dame avait trois mois de moins que lui ; elle était veuve de John Parke Custis, et également distinguée par sa beauté, ses talents et ses richesses. A l'époque de son second mariage elle avait deux enfants, un fils et une fille ; le premier avait six ans et l'autre quatre. M. Custis avait laissé des propriétés foncières considé-

rables dans le comté de New-Kent et quarante-cinq mille livres sterling en argent. Elle avait droit à un tiers de cette fortune, et les deux autres tiers étaient également partagés entre ses enfants.

La fortune du colonel Washington s'accrut de plus de cent mille dollars par ce mariage ; elle était déjà considérable et comprenait le domaine de Mount Vernon, et d'autres terres qu'il avait choisies dans les expéditions qu'il avait faites comme ingénieur, et qu'il avait obtenues à diverses époques. Il tourna alors ses pensées vers la direction de ses affaires particulières, qui étaient étendues. Il se chargea aussi de la tutelle des deux enfants de Madame Washington et du soin de leurs propriétés, et il s'acquitta de ce devoir avec la fidélitéet l'assiduité d'un père, jusqu'à la majorité du fils et jusqu'à la mort de la fille, qui succomba dans sa dix-neuvième année. Cette union fut heureuse sous tous les rapports. Elle dura quarante ans. Madame Washington s'attira toujours l'approbation de ses connaissances intimes et de la nation tout entière. Affable et gracieuse, d'une conduite exemplaire, pieuse et constamment occupée d'œuvres de charité, sans ostentation et sans vanité, ses vertus domestiques firent l'ornement de sa vie privée, et par sa dignité elle se montra à la hauteur de toutes les positions dans lesquelles elle se trouva placée (1).

Pendant que le colonel Washington était occupé aux travaux de la dernière campagne, il avait été élu représentant à la Chambre des Bourgeois de la Virginie

(1) Voyez l'Atlas, n. 5.

par le comté de Frédéric. Décidé à quitter la carrière militaire, et désirant servir son pays dans les fonctions civiles, ce choix du peuple lui fut particulièrement agréable. Comme il était alors proposé aux suffrages populaires pour la première fois, ses amis l'engagèrent fortement à quitter l'armée et à se rendre à Winchester, où l'élection devait avoir lieu. Mais, pensant que ses devoirs militaires devaient avoir le pas sur toutes les autres considérations, il resta à son poste, et l'élection réussit sans qu'il eût exercé aucune influence par sa présence ou ses sollicitations. Il y avait quatre candidats, et il obtint une grande majorité sur tous ses compétiteurs. Le succès dépassa tout ce qu'il avait osé espérer. Un de ses amis lui écrivit, aussitôt que les votes furent connus : « Votre ponctualité dans toutes vos fonctions, votre humanité et votre justice pour tout le monde, et votre zèle ardent pour le bien public vous ont assuré un succès honorable ; vos amis ont pu insister avec autant de chaleur que de vérité sur le mérite de vos principes et de vos nobles qualités, ainsi que sur votre grand crédit ici et dans la Chambre. » Si l'on réfléchit qu'il avait exercé un commandement pendant cinq ans dans le comté de Frédéric, et que les circonstances l'avaient plus d'une fois obligé d'imposer aux habitants des charges pénibles, on verra dans son élection une preuve éclatante de ses talents, de son adresse, et de sa puissance pour s'emparer de l'affection et de la confiance du peuple.

Ce ne fut que trois mois après son mariage qu'il s'établit à Mount-Vernon ; il était resté à Williamsburg, ou dans les environs de cette ville, les affaires des do-

maines de Mme Washington réclamant probablement sa présence dans cette contrée. Il y eut à la même époque une session de la Chambre des Bourgeois, à laquelle il assista. Ce fut pendant cette session que se présenta un incident que M. Wirt a représenté. « Par un vote de la Chambre, l'orateur, M. Robinson, fut chargé d'adresser des remercîments au colonel Washington, de la part de la colonie, pour les services militaires distingués qu'il avait rendus à son pays. Aussitôt que le colonel Washington eut pris sa place, M. Robinson, se conformant à cet ordre, et suivant l'impulsion de son cœur généreux et reconnaissant, s'acquitta de cette mission avec beaucoup de dignité, mais en employant des expressions si vives, si fortes et si frappantes, qu'il jeta dans la plus grande confusion le jeune héros. Celui-ci se leva pour exprimer sa reconnaissance de l'honneur qu'on lui faisait; mais il était si confus et si troublé qu'il ne put prononcer distinctement une seule syllabe. Il rougit, bégaya et trembla pendant une seconde; et alors l'orateur vint à son secours avec une adresse qui aurait fait honneur à Louis XIV, dans ses jours de bonheur et d'orgueil. « Asseyez-vous, monsieur Washington, lui dit-il avec un sourire bienveillant; votre modestie égale votre valeur; et cela surpasse toute la puissance de parole que je puis posséder. »

Depuis cette époque jusqu'au commencement de la révolution, c'est-à-dire pendant un espace de quinze ans, Washington fut constamment membre de la Chambre des Bourgeois, obtenant toujours une grande majorité à chaque élection. Pendant sept ans, il repré-

senta, avec un autre délégué, le comté de Frédéric, et ensuite celui de Fairfax, dans lequel il résidait. Il y avait ordinairement deux sessions dans l'année, et quelquefois trois. Il paraît, d'après un document écrit de sa main, qu'il assista assidument, et depuis le commencement jusqu'à la fin, à presque toutes les sessions. Il eut toute sa vie pour principe de s'acquitter ponctuellement et complètement de toutes les fonctions qu'il accepta.

L'influence qu'il avait dans les assemblées publiques venait plutôt de la solidité de son jugement, et de la promptitude avec laquelle il saisissait les questions, de sa droiture et de son invariable sincérité, que de son éloquence ou de l'art qu'il mettait à soutenir ses opinions. Il parlait peu, jamais long-temps, et il ne paraît pas qu'il ait jamais fait un discours en forme, ou qu'il ait pris part à un débat orageux. Mais son attention était toujours éveillée. Il étudiait à fond les principaux sujets des discussions, et, toutes les fois que l'occasion l'exigeait, il était prêt à exposer clairement son sentiment, et à agir avec décision et fermeté. On peut juger de ce qu'il pratiquait lui-même par le conseil qu'il donna à un de ses neveux, au moment où celui-ci venait d'être admis pour la première fois dans l'assemblée.

« Le seul conseil que je vous donnerai, lui disait-il, si vous avez le désir d'obtenir l'attention de la chambre, c'est de parler rarement, mais sur des sujets importants, excepté quand il s'agit d'affaires qui intéressent particulièrement vos commettants ; et, dans le premier cas, ne manquez pas de vous rendre parfaitement

maître de votre sujet. N'allez jamais au-delà d'une chaleur convenable, et présentez vos opinions avec défiance. Bien qu'il puisse entraîner la conviction, un ton impérieux blesse et éloigne toujours. »

Après les préparatifs convenables, il se retira avec Mme Washington dans la charmante habitation de Mount-Vernon, décidé à consacrer le reste de ses jours aux travaux de l'agriculture, sans autre ambition que celle d'augmenter sa fortune, de cultiver les vertus sociales, de s'acquitter de ses devoirs de citoyen, et de soutenir le rôle si utile et si élevé d'un grand propriétaire. Personne n'était plus propre que lui à se bien acquitter de ce rôle, tant par ses goûts que par l'habitude qu'il avait des affaires. Dans toutes les scènes de sa carrière publique, même à l'époque de sa plus haute renommée, et quand il fut le plus activement occupé de grandes affaires, il n'y eut jamais aucun sujet sur lequel son esprit s'arrêtât avec un intérêt aussi vif et avec autant de plaisir que sur celui de l'agriculture; il n'y eut jamais un moment où ses pensées ne se reportassent vers sa tranquille demeure de Mount-Vernon, comme vers le lieu où il avait goûté le bonheur le plus pur, vers le séjour où il serait retourné dans tous les temps avec une joie sincère.

La vie d'un planteur de la Virginie, avant la révolution, ne présentait pas des incidents bien variés; peu de manières de vivre peuvent être plus monotones. Le principal produit, particulièrement dans les comtés les plus bas, était le tabac; et c'est à cette culture que Washington consacra surtout ses soins. Il

expédiait son tabac au marché de Londres, faisait les chargements en son nom, et les placait sur des vaisseaux qui remontaient la rivière du Potomac jusqu'à Mount-Vernon, ou jusqu'aux autres points les plus commodes. Il consignait aussi quelquefois des chargements de tabac à des correspondants de Bristol et de Liverpool.

Dans ce temps-là, les planteurs de la Virginie avaient l'habitude de faire venir directement de Londres tous les objets dont ils avaient besoin. Deux fois par an, Washington envoyait à son agent la liste de ces objets, qui comprenaient non seulement les choses nécessaires pour une plantation, des charrues, des houes, des bêches, des faulx et d'autres instruments d'agriculture, des selles, des brides et des harnais pour ses chevaux; mais encore tous les effets d'habillement pour lui et les différents membres de sa famille. Ces listes indiquaient les noms de chaque personne, l'âge des deux enfants de madame Washington, ainsi que la grandeur, la description et la qualité des divers objets. Outre la note générale, il se faisait envoyer par son agent les comptes originaux des marchands et des ouvriers chez lesquels les achats avaient été faits. Il était si exact pour ces détails que, pendant plusieurs années, il transcrivit lui-même, dans des livres préparés à cet effet, toutes les longues listes d'ordres et les copies des reçus multipliés des marchands et des artisans qui avaient fourni les marchandises. De cette manière, il exerçait une surveillance parfaite sur ses affaires, reconnaissait les prix, pouvait toujours découvrir les

fraudes, les négligences et les plus légères tromperies; et quand il s'en apercevait, il ne manquait pas de le faire sentir à ses correspondants. Pendant tout ce temps, en un mot, il se montra aussi soigneux et aussi laborieux qu'actif et entreprenant. Il tenait lui-même ses journaux, ses grands-livres et ses copies de lettres; et il ne paraît pas qu'il fît jamais usage du secours d'un commis ou d'un secrétaire. Il rédigeait ordinairement ses contrats, ses engagements, et les autres actes qui demandaient de l'exactitude et la connaissance des lois. Dans les transactions privées, comme dans les affaires publiques, il avait pour principe de ne pas s'en rapporter aux autres pour ce qu'il pouvait lire lui-même.

Quoiqu'il se livrât aux travaux d'un fermier qui vit retiré, il conserva toujours des relations sociales avec des personnes instruites et distinguées. Pendant la durée des sessions de la Chambre des Bourgeois à Williamsburg, il vivait sur le pied de l'intimité avec les hommes éminents de la Virginie, qui, à l'imitation des gouverneurs (dont quelques-uns étaient nobles, et qui tous appartenaient aux rangs les plus élevés de la société anglaise), vivaient avec une magnificence qu'on ne voit plus depuis long-temps, et qui a été remplacée par la simplicité républicaine des temps modernes. Il visitait souvent Annapolis, siége du gouvernement du Maryland, et regardée comme le rendez-vous des gens bien élevés, riches et à la mode. Il rendait à Mount-Vernon les politesses qu'il avait reçues, et pratiquait d'une manière large et généreuse cette hospitalité qui a toujours distingué les planteurs du midi. Quand il

était chez lui, il ne se passait guère de jours sans qu'il reçût des amis ou des étrangers. Les noms de ces visiteurs sont souvent mentionnés dans ses journaux; on y voit figurer les gouverneurs de la Virginie et du Maryland, et presque tous les hommes célèbres des colonies du midi et du centre, qui brillèrent plus tard dans l'histoire du pays.

George Mason, de Gunston-Hall, était un de ses plus proches voisins; il était doué d'une intelligence remarquable, très habile en politique, et connaissait à fond les sujets de discussion entre l'Angleterre et l'Amérique. Lord Fairfax venait aussi très souvent à Mount-Vernon; il était original et avait des habitudes singulières, mais un esprit cultivé, des qualités aimables et une parfaite connaissance du monde. Il avait, outre cela, un grand nombre de parents et de connaissances qui recherchaient sa société, et auxquels sa maison était toujours ouverte.

Washington avait du goût pour les amusements. Comme nous l'avons déjà vu, il se livrait avec plaisir, dans sa jeunesse, aux exercices du corps et aux jeux qui exigent de l'agilité et de la force. Quand il était à Williamsburg ou à Annapolis, il assistait ordinairement aux représentations théâtrales, telles qu'on les donnait alors en Amérique. Mais son principal divertissement était la chasse. Dans la saison, il lui arrivait assez souvent de sortir, deux ou trois fois par semaine, avec des chevaux, des chiens et des cors pour chasser le renard; il avait ordinairement avec lui une petite troupe de chasseurs, composée de ses voisins ou des visiteurs qui se trouvaient à Mount-Vernon. Cepen-

dant, à en juger par ce qu'il raconte lui-même, il était rare qu'il eût de grands succès dans ces excursions. Mais il ne se laissait pas décourager, et quand les renards échappaient à sa poursuite, il se consolait en se disant qu'en se donnant un exercice violent et salutaire, et une agréable récréation, il avait réellement atteint son principal but.

La chasse au tir était aussi un de ses exercices favoris. Ses courses à travers les bois pendant sa jeunesse, quand il faisait des expéditions d'arpentage, l'avaient accoutumé à bien manier le fusil. Il avait dans ses plantations du gibier de toute espèce en grande abondance, surtout des canards sauvages, qui, à certaines saisons, se rendent en grand nombre dans les eaux de la Chesapeake, et qui sont excellents et très estimés. Il était très habile dans l'art de tirer les canards, et se livrait souvent à cet amusement.

On raconte, à ce sujet, une anecdote qui prouve sa force et son courage. Un homme de mauvaise réputation, et qui n'avait aucun respect pour les lois, était venu très souvent sur ses terres, à Mount-Vernon, pour tuer des canards et d'autre gibier. Plus d'une fois Washington l'avait averti de n'y pas revenir. Cet homme avait l'habitude de traverser le Potomac dans un canot, et de remonter jusqu'à quelque endroit obscur où il pût être caché à tous les regards. Un jour, ayant entendu un coup de fusil, Washington monta à cheval, et s'avança en suivant la direction du son. Le braconnier s'aperçut de son approche; il n'eut que le temps de gagner son canot et de s'éloigner du bord, et il vit Washington sortir des buissons à peu de distance. L'homme leva

son fusil, l'arma, le dirigea vers lui, et le visa évidemment; mais, sans hésiter un seul moment, Washington fit avancer son cheval dans l'eau, saisit la proue du canot, le tira à terre, désarma son antagoniste, et lui infligea un châtiment auquel il se garda bien de s'exposer une seconde fois.

Les occupations particulières de Washington, les devoirs qu'il avait à remplir comme l'un des législateurs de la province ne l'empêchèrent pas de prendre une part active à plusieurs affaires moins importantes, dans lesquelles il s'empressa de se rendre utile à ses amis ou à la communauté. A la sollicitation de diverses personnes, et sans y avoir aucun intérêt personnel, il se chargea de curatelles qui lui donnèrent quelquefois beaucoup de travail et lui imposèrent une grande responsabilité, et il intervint souvent avec empressement, comme arbitre, pour arranger des différends. La confiance qu'on avait en son intégrité et en son jugement était telle, et son désir d'établir la paix et la concorde était si bien connu, qu'on l'invitait souvent à rendre des services de ce genre; et il était rare qu'on ne fût pas satisfait de sa décision, car, quel que fût le différend qui existât entre les deux parties, elles s'accordaient pourtant en ceci qu'elles étaient convaincues que leur cause ne pouvait pas être soumise à un juge plus impartial ou plus compétent.

Dans le désir qu'il avait d'être utile, il ne négligeait aucun des objets qui se trouvaient dans la sphère de son influence. Il prit un vif intérêt aux affaires de la paroisse de Truro, à laquelle appartenait Mount-Vernon, et là aussi il rendit de grands services. Il était du con-

seil de la paroisse ; il y remporta un jour un triomphe assez remarquable, et le ministre, M. Massey, qui est parvenu à un âge avancé, le citait souvent comme un exemple de son adresse. La vieille église tombait en ruines, et on était décidé à en bâtir une autre. On tint plusieurs assemblées, et il s'éleva un violent débat sur l'emplacement de la nouvelle église, l'ancienne étant éloignée du centre et dans une situation très incommode pour un grand nombre de paroissiens. On se réunit enfin une dernière fois pour résoudre la question. George Mason, qui était à la tête du parti qui voulait que l'on bâtît sur l'ancien emplacement, fit une harangue éloquente, dans laquelle il s'adressa avec beaucoup de succès à la sensibilité des paroissiens, en les conjurant de ne pas abandonner le lieu consacré par les ossements de leurs ancêtres et par les plus saintes associations. M. Massey disait que tous les assistants paraissaient si touchés de ce discours, qu'il pensa dans le moment qu'il n'y aurait pas une seule voix contre ce projet. Washington se leva alors, et tira de sa poche un rouleau de papier, qui contenait un plan exact de la paroisse de Truro ; on y avait marqué l'emplacement de l'ancienne église, celui que l'on proposait pour la nouvelle, et la résidence de chacun des paroissiens. Il étendit sa carte devant l'auditoire, l'expliqua en peu de paroles, et ajouta ensuite que c'était aux habitants à décider s'ils voulaient se laisser entraîner par un élan de sensibilité, ou agir suivant les principes évidents de la raison et de la justice. L'argument, ainsi appuyé d'une démonstration

oculaire, parut concluant, et l'église fut bâtie sur le nouvel emplacement.

A la fin de la guerre contre les Français, il eut à remplir une tâche difficile, comme l'un des commissaires chargés de régler les comptes militaires de la colonie, qui étaient longs et compliqués. Comme on savait qu'il avait une connaissance parfaite du sujet, et qu'il éprouvait une vive sympathie pour ses compagnons d'armes et pour tous ceux qui avaient soutenu la cause de leur pays, cette tâche retomba en entier sur lui, et il l'accomplit avec zèle et fidélité.

Des écrivains anglais ont soutenu, peut-être en le croyant eux-mêmes, que Washington ne partageait pas les sentiments des hommes distingués qui dirigèrent la première résistance aux agressions de la mère-patrie, au commencement de la grande lutte pour l'indépendance, et que ce ne fut que beaucoup plus tard qu'il fut amené à entrer dans les mesures de l'opposition. Il est probable que cette opinion vint d'abord de ce que son nom n'est pas cité parmi ceux qui étaient alors en évidence, et qu'elle se fortifia ensuite par les lettres supposées qu'on lui attribua au commencement de la guerre, et dont nous parlerons bientôt plus au long. Ces lettres furent d'abord publiées en Angleterre, et elles furent écrites avec assez d'art pour induire facilement en erreur les personnes disposées à se laisser tromper dans le sens de leurs préjugés et de leurs désirs. Il est cependant de toute vérité que personne, en Amérique, ne s'est mis en avant plus tôt et d'une manière plus publique et plus décidée pour constater et défendre les droits des colonies, et pour

s'opposer aux prétentions manifestées par le gouvernement britannique. Dans la législature de la Virginie, il fut toujours uni de cœur et d'action avec Henry, Randolph, Lee, Wythe et les autres chefs éminents de l'époque. Il ne changea jamais d'opinions et de principes. Il désira sans doute une conciliation jusqu'à la réunion du premier congrès, et peut-être même jusqu'à ce que la pétition de ce congrès eût été rejetée par le roi; c'est là ce qu'avaient aussi désiré Franklin, Jay, Jefferson, John Adams, et probablement tous les autres esprits distingués qui donnèrent le ton à l'opinion publique et dirigèrent les événements.

Il exprima de la manière la plus explicite sa désapprobation de l'acte du timbre. Il en parle, dans une lettre écrite à cette époque, comme « d'un mode inconstitutionnel d'impôt, et d'une attaque coupable contre les libertés des colons; » ensuite il ajoute: « Le rappel de l'acte du timbre, quelle qu'en soit la cause, devrait causer une grande joie; car si le parlement de la Grande-Bretagne avait résolu de le faire exécuter, je crois qu'il aurait eu des conséquences plus terribles qu'on ne le pense généralement, tant pour la mère-patrie que pour ses colonies. Tous ceux qui ont travaillé à obtenir ce rappel ont donc des droits à la reconnaissance de tous les sujets du roi, et la mienne leur est cordialement acquise. » Il était présent dans le corps législatif de la Virginie lorsque Patrick Henry présenta ses célèbres résolutions à ce sujet. Son vote n'a pas été conservé; mais, d'après les sentiments bien connus qu'il avouait avec tant de franchise, on peut présumer qu'il était alors dans les rangs du parti patriotique,

auquel il prêta ensuite son appui avec tant de zèle.

Bien que l'acte du timbre, si odieux aux colonies, eût été révoqué, ce ne fut pas par conviction et après plus mûr examen que ceux qui avaient conseillé cette mesure l'abandonnèrent, mais uniquement parce qu'ils pensèrent que cela était plus convenable pour le moment; ils étaient décidés à saisir la première occasion de renouveler cette tentative et à poursuivre leur plan de percevoir un revenu en Amérique, en imposant une taxe aux colonies sans leur consentement. Ils soutinrent que le parlement avait un contrôle illimité sur toutes les parties du territoire britannique; et la doctrine considérée jusqu'alors comme un des éléments vitaux de la constitution britannique, et comme la principale colonne de la liberté de la Grande-Bretagne, cette doctrine, qui établit qu'aucun sujet du royaume ne peut être taxé que par lui-même ou par ses représentants, fut virtuellement déclarée inapplicable aux colonies. Il n'était pas étonnant qu'un peuple habitué à se gouverner lui-même, et nourri dans l'atmosphère de la liberté dès la première origine de son existence politique, se révoltât contre une telle prétention, et se sentît animé d'une nouvelle ardeur pour défendre ses droits.

L'acte du parlement qui imposait des droits sur les couleurs, sur le thé et sur le papier importés dans les colonies, était réellement une répétition de l'acte du timbre. C'est ainsi qu'il fut considéré par le peuple, et il répandit partout l'alarme et l'indignation. On adopta aussitôt, dans le Massachusetts et dans d'autres colonies, des résolutions vigoureuses, qui

exprimaient la détermination de ne pas se soumettre à cet acte. On rédigea aussi des articles de convention, appelés *associations*, par lesquels ceux qui les signaient s'obligeaient à ne pas acheter et à ne pas employer les produits de l'Angleterre et les autres marchandises importées de ce pays, si ce n'est dans le cas de la plus urgente nécessité. On pensait que si l'on demeurait réellement fidèle à cet engagement, et que cette mesure devînt générale, elle entraverait le commerce anglais, et ferait un si grand tort aux manufactures et aux négociants de l'Angleterre, que cela ferait clairement voir au gouvernement combien ses actes étaient impolitiques, lors même qu'il ne sentirait pas combien ils étaient injustes.

L'esprit de mécontentement et d'opposition se répandit rapidement dans toutes les provinces. Au mois d'avril 1769, au moment où la législature de la Virginie allait s'assembler, le colonel Washington reçut plusieurs papiers qui contenaient les résolutions et les mesures prises par les négociants de Philadelphie. Il envoya ces pièces à George Mason, son voisin et son ami, et il y joignit une lettre dans laquelle il exprimait son opinion avec une énergie et une précision qui ne pouvaient laisser aucun doute sur ces sentiments à ce sujet et sur la position qu'il comptait prendre.

« A une époque, disait-il, où nos seigneurs et maîtres de la Grande-Bretagne ne peuvent se satisfaire qu'en privant l'Amérique de sa liberté, il semble bien nécessaire de faire quelque chose pour détourner le coup et maintenir la liberté que nous avons

reçue de nos ancêtres. Mais comment faut-il agir pour atteindre réellement ce but, c'est là le point en question.

« Qu'il n'y ait pas un seul homme qui doive hésiter un moment ou craindre de prendre les armes pour défendre un bien si précieux, telle est mon opinion bien arrêtée. Je demanderais cependant la permission d'ajouter que les armes doivent être la dernière ressource, à laquelle on ne doit recourir qu'en dernier ressort. Nous avons déjà éprouvé, nous dit-on, le peu d'efficacité des adresses à la couronne et des remontrances au Parlement. Il nous reste donc à essayer de voir jusqu'à quel point on peut réveiller ou alarmer leur attention en faveur de nos droits et de nos priviléges, en ruinant leur commerce et leurs manufactures.

« Les colonies du nord essayent, à ce qu'il paraît, d'adopter ce plan. Selon mon opinion, il est très bon, et il doit produire des effets salutaires, pourvu qu'il soit mis assez généralement à exécution. »

M. Mason entra avec empressement dans ces vues, et pensa comme Washington que l'on devait faire immédiatement des démarches pour que la Virginie agît de concert avec les colonies du nord. Ce patriote zélé, qui traça plus tard la première constitution de la Virginie, et qui était un écrivain habile, rédigea une série d'articles sous la forme d'une association. Les Bourgeois se réunirent au mois de mai, et comme M. Mason n'était pas alors membre de ce conseil, Washington se chargea de cet écrit dans l'intention de le présenter à l'assemblée. Aussitôt que les Bour-

geois eurent ouvert la session selon les formes usitées en pareil cas, ils s'occupèrent à examiner les dernières mesures du Parlement, et votèrent diverses résolutions hardies, par lesquelles ils refusaient au Parlement le pouvoir d'imposer des taxes et de rendre des lois contraires aux anciennes libertés des colonies. Le gouverneur, lord Botetourt, auquel ses qualités aimables et l'intérêt réel qu'il portait au bien-être du peuple avaient acquis une popularité méritée, et qui était opposé de cœur aux prétentions ministérielles, aurait manqué cependant à ses devoirs envers son souverain dont il avait la confiance, s'il eût considéré en silence ces symptômes de mécontentement et de désobéissance. Il se rendit le lendemain au Capitole, somma les Bourgeois de venir le trouver dans la chambre du conseil, et prononça la dissolution de l'assemblée. Sans se laisser intimider par cet exercice de la prérogative, qui était cependant une réprimande virtuelle, les Bourgeois se rendirent sur-le-champ en corps dans une maison particulière, et adoptèrent unanimement le pacte de non-importation qui avait été préparé par George Mason et présenté par Washington. Chacun des membres y apposa son nom, et il fut ensuite imprimé et répandu dans le pays, pour obtenir les signatures des habitants.

Washington observa scrupuleusement cette convention, et quand il fit passer ses ordres annuels à Londres, il enjoignit strictement à ses correspondants de n'envoyer aucun des articles indiqués, si les actes aggresseurs du parlement n'étaient pas préalablement révoqués.

Au milieu de ses fonctions publiques, une autre affaire, très épineuse dans ses détails, appela son attention. Les réclamations des officiers et des soldats pour les terres accordées par le gouverneur Dinwiddie, en récompense de leurs services au commencement de la guerre contre les Français, rencontrèrent pendant long-temps des obstacles innombrables, d'abord auprès du ministère anglais, ensuite auprès des autorités de la Virginie. Cependant à force de persévérance et de travail, Washington parvint enfin à arranger cette affaire, seul et en grande partie à ses dépens, et il ne cessa de s'en occuper que lorsque tous les officiers et tous les soldats eurent reçu ce qui leur revenait. On recherсha jusqu'aux héritiers de ceux qui avaient été enlevés par la mort, on vérifia leurs droits, et on y fit justice. On n'oublia même pas dans la distribution Vanbraam, que l'on accusait de l'avoir trompé à la capitulation des Grandes-Prairies, et qui était allé comme otage en Canada, et de là en Angleterre, et qui ne revint jamais en Amérique. Sa part fut réservée, et on l'informa qu'elle était à sa disposition.

Pendant que cette affaire suivait son cours, Washington résolut de visiter en personne les régions occidentales, et de choisir, pour la répartition, des terres qui eussent une valeur intrinsèque, tant par leur situation que par leur fertilité. Cela était d'autant plus important qu'il était nécessaire de prendre de grandes étendues de terrain pour le diviser ensuite selon les proportions.

Il fit donc une tournée de neuf semaines dans l'automne de 1770, avec son ami le docteur Craik, qui

avait été son compagnon d'armes aux batailles des Grandes-Prairies et de la Monongahela. Il se rendit à Pittsburg à cheval; là il s'embarqua sur un canot, et descendit l'Ohio jusqu'à la Grande Kenhawa, à deux cent soixante-cinq milles de distance.

A cette époque, il n'y avait point de colons sur les bords de l'Ohio, au dessous de Pittsburg; on n'y voyait que les natifs de la forêt. Quelques marchands avaient erré dans ces régions, et des spéculateurs en terres avaient envoyé des émissaires pour explorer le pays, mais on n'avait formé aucun établissement permanent. En descendant la rivière, Washington avait avec lui William Crawford, qui avait beaucoup vécu dans les bois; le colonel Croghan, officier distingué par la connaissance qu'il avait des affaires des Indiens, l'accompagna aussi pendant une partie du chemin. Le voyage fut fatigant et assez hasardeux, car ils étaient exposés sans abri aux intempéries du ciel, et personne dans la troupe n'avait d'expérience quant à la navigation de la rivière. Ils débarquaient le soir et campaient pendant la nuit. Quelquefois ils traversaient les bois à pied, et abandonnaient le canot aux soins des rameurs. Ils pouvaient ainsi examiner les terres, et juger de la qualité du sol. Washington eut aussi le plaisir de voir plusieurs de ses amis indiens, qui, en apprenant son voyage, vinrent au devant de lui en différents endroits. Il reconnut, entre autres, un chef qui était allé avec lui au fort sur French Creek, seize ans auparavant. Tous venaient le saluer avec beaucoup de cérémonie et de respect, lui adressaient des discours à leur manière, et lui souhaitaient la bien-venue dans leur pays, en lui présentant

leurs gages ordinaires d'amitié et d'hospitalité, et en lui exprimant le désir de continuer à entretenir des relations pacifiques avec leurs voisins blancs de la Virginie.

Lorsqu'il fut arrivé à l'embouchure de la Grande Kenhawa, il fit environ quatorze milles en remontant cette rivière, et examina les terres du voisinage; il eut aussi une occasion de se livrer à son amusement favori de la chasse. On trouvait en grande abondance des daims, des buffles, des dindes, des canards et d'autre gibier sauvage. Charmé de la situation, de l'aspect et des ressources du pays, il choisit plusieurs portions de terres, qui furent définitivement arpentées et destinées à remplir les engagements pris avec l'armée. Ayant ainsi atteint son but, il remonta l'Ohio et retourna ensuite à Mount-Vernon.

Quelques mois après, il accepta la proposition que lui fit lord Dunmore, gouverneur de la Virginie, de l'accompagner dans une excursion aux régions occidentales, et il commença les préparatifs de ce voyage; mais ayant éprouvé à cette époque des chagrins de famille par la mort de la fille unique de madame Washington, il ne put exécuter ce projet.

On approchait alors de la crise qui devait tirer Washington de sa retraite et le lancer dans la vaste sphère de la vie publique. Les plaintes, les remontrances des colons et le ton élevé qu'ils avaient pris n'avaient eu sur le ministère britannique d'autre effet que celui de le confirmer dans ses illusions, et de le pousser à de nouveaux actes d'usurpation et de sévérité. Prenant un appel à la justice pour le cri d'un mécon-

tentement factieux, il résolut d'achever par la force l'œuvre qu'il avait commencée avec témérité, et poursuivie avec obstination. Retiré sous les ombrages de Mount-Vernon, Washington n'en observait pas moins avec soin tous les mouvements ; il connaissait parfaitement l'histoire et les principes de la querelle. Lié comme il l'était avec les hommes éminents de son époque, et ayant constamment exercé les fonctions civiles de législateur, il avait eu sous les yeux toutes les pièces du débat et les avait examinées en détail. Nous avons vu quel rôle il avait déjà pris ; et telles étaient sa prudence, la droiture de ses motifs, sa pénétration et la sûreté de son jugement, qu'on ne le vit jamais abandonner une cause qu'il avait une fois embrassée, ou renoncer à une opinion qu'il avait mûrement formée d'après la connaissance complète des faits.

La dissolution de l'Assemblée par lord Botetourt n'eut d'autre effet que de fournir une preuve éclatante des sentiments du peuple et de son adhésion aux actes des représentants. A la nouvelle élection on renomma tous les membres qui avaient siégé dans l'ancienne assemblée. Dans cet intervalle, lord Botetourt mourut, et le comte de Dunmore lui succéda comme gouverneur de la Virginie. Les dispositions que les bourgeois montrèrent, dans la session qui suivit sa prise de possession du gouvernement, ne furent pas de nature à lui faire désirer leur secours tant qu'il pourrait s'en passer, et il les prorogea par des proclamations successives jusqu'au 4 mars 1773. Cette assemblée est mémorable pour avoir pris des résolutions, institué un

comité de correspondance, et recommandé les mêmes mesures aux législatures des autres colonies, ce qui établit des moyens de se communiquer les nouvelles et un lien d'union qui eurent ensuite les résultats les plus importants pour la cause générale. Washington y assista et appuya de toutes ses forces ces résolutions.

La session suivante, qui eut lieu en mai 1774, produisit des mesures encore plus décisives. Peu de temps après que les membres furent réunis à Williamsburg, ils reçurent la nouvelle de l'acte du parlement qui ordonnait le blocus de Boston et frappait d'autres peines les habitants de cette ville : l'époque assignée était le 1er juin. La sympathie et les sentiments patriotiques des bourgeois furent vivement excités, et ils votèrent une résolution qui censurait l'acte du ministère comme un abus de pouvoir, et ordonnait de considérer le 1er juin « comme un jour de deuil, d'humiliation et de prière, dans lequel on supplierait Dieu de détourner la grande calamité qui menaçait de détruire les droits civils des habitants et d'amener les maux de la guerre civile, et d'accorder aux Américains la grâce de n'avoir qu'un cœur et qu'une âme pour repousser avec fermeté, par tous les moyens justes et convenables, toutes les attaques portées à leurs droits. » Ces symptômes alarmèrent le gouverneur, et le lendemain matin il prononça la dissolution de la Chambre.

Cependant les délégués ne se laissèrent pas détourner de leur projet ; ils se rendirent immédiatement à la taverne de Raleigh, au nombre de quatre-vingt-neuf, et, après s'être organisés en comité, ils rédigèrent et signèrent des articles d'association, dans lesquels ils ex-

primèrent en termes très forts le mécontentement que leur inspiraient les dernières mesures du parlement britannique, en déclarant qu'ils les considéraient comme attaquant également les intérêts les plus chers de toutes les colonies. Ils chargèrent le comité de correspondance de s'entendre avec les comités des autres colonies sur la convenance de nommer des députés pour un congrès général. Bien que l'idée d'un congrès se fût présentée à l'esprit de plusieurs personnes dans tout le continent, et eût été proposée dans des réunions de ville à Boston et à New-York, ce fut cependant la première assemblée publique qui en fît solennellement la proposition. Le gouverneur ayant dissous la chambre, et aucune autre affaire ne paraissant exiger la présence des délégués, plusieurs retournèrent chez eux. Ceux qui restèrent à Williamsburg assistèrent aux services religieux du jour désigné pour le jeûne. Washington écrivit dans son journal qu'il « était allé à l'église et qu'il avait jeûné tout le jour. »

Pendant qu'ils attendaient pour remplir ce devoir, on reçut de Boston des lettres qui rendaient compte d'une assemblée qui s'y était tenue, et dans laquelle on avait pris la résolution de faire un appel aux habitants des colonies, afin de convenir, par une résolution générale, qu'on n'entretiendrait plus de relations commerciales d'importation ou d'exportation avec la Grande-Bretagne. Vingt-cinq des délégués dernièrement élus, et Washington était du nombre, se trouvaient encore à Williamsburg ; ils se réunirent, le 29 mai, pour prendre cet objet en considération. Ils se trouvèrent différer d'opinion sur un point essentiel ;

et, comme ils étaient en petit nombre, ils ne jugèrent pas à propos de faire aucun acte public qui dût se répandre au dehors comme l'opinion présumée de la colonie. Ils se contentèrent donc d'exposer clairement la question dans une lettre circulaire, et d'engager les députés à se réunir à Williamsburg, le 1er août, pour une discussion plus complète et plus décisive. La circulaire fut imprimée et distribuée dans les différents comtés.

Les membres qui étaient opposés à la proposition dans toute son étendue n'approuvèrent pas la défense d'exportation. Tous convenaient qu'il fallait adhérer strictement au pacte de non-importation, et qu'on devait l'étendre de manière à y comprendre tous les articles qui n'étaient pas absolument nécessaires pour les usages ordinaires de la vie, et qu'on ne pouvait tirer que de la Grande-Bretagne. Par rapport aux exportations, on se trouvait dans une position différente. On devait aux négociants anglais des sommes considérables, qu'on ne pouvait payer qu'en exportant les produits des colonies. Retenir ces produits, c'était par le fait refuser d'acquitter une juste dette. Washington insista avec force sur ce point, déclarant que, quelles que fussent les mesures ultérieures qu'on pourrait avoir à prendre, l'honneur et la justice exigeaient qu'on remplît fidèlement les obligations qu'on avait contractées. On répliquait que les colons, après tout, étaient ceux qui souffraient le plus; que les négociants anglais ne pouvaient s'attendre à être exempts des calamités que causaient à la nation la faiblesse ou la méchanceté des chefs de l'État, et que les dettes finiraient par être payées.

Ces raisonnements ne convainquirent pas Washington. Dans tous les cas, il ne voulait pas que l'on se décidât à agir dans ce sens, jusqu'à ce qu'on eût reconnu que d'autres mesures, contre lesquelles on ne pouvait élever de semblables objections, ne pouvaient mener également au but. Conformément à la recommandation de la lettre circulaire, on tint des assemblées dans les divers comtés, on adopta des résolutions, et on nomma des délégués qui devaient se réunir en convention à Williamsburg, le 1er août. Dans le comté de Fairfax, Washington présida les assemblées, et fut membre du comité chargé de préparer une série de résolutions qui devaient exprimer les sentiments du peuple. Ces résolutions, au nombre de vingt-quatre, furent rédigées par George Mason; elles présentent une des expositions les plus savantes et les plus lumineuses des sujets de débat entre la Grande-Bretagne et les colonies, qui existent parmi les documents publics du temps. Embrassant les grands principes et les faits, revêtues d'un style énergique et approprié au sujet, elles portent également l'empreinte de la dignité, de la fermeté, de l'intelligence et de la sagesse. Elles ont encore un intérêt particulier, en ce qu'elles contiennent les opinions de Washington à une époque critique, où il allait être élevé par ses concitoyens à un poste de haute confiance et de grande responsabilité.

Un de ses amis, M. Bryan Fairfax, qui assista à la première réunion, mais qui ne put accéder à toutes les résolutions, expliqua par écrit ses objections. Les extraits suivants des réponses de Washington montrent

quelles étaient ses vues et l'esprit dont il était animé.

« Je n'hésiterai pas à reconnaître que mon opinion diffère beaucoup de la vôtre, quant à la manière d'obtenir le rappel des actes dont on se plaint si fort et avec tant de raison ; il est possible que cela vienne de ce que nous interprétons d'une manière différente la conduite et les intentions des ministres ; mais comme, d'un côté, je ne vois rien qui donne lieu de croire que le parlement soit disposé à saisir une occasion favorable de révoquer des actes qu'il se hâte de faire passer pour soutenir son système tyrannique ; et comme, de l'autre, je vois ou je crois voir que le gouvernement poursuit un plan régulier, aux dépens des lois de la justice, pour renverser nos libertés et nos droits constitutionnels, comment puis-je attendre le redressement de nos griefs d'une mesure qui a déjà été tentée sans aucun résultat? En effet, monsieur, sur quoi disputons-nous? S'agit-il d'éviter de payer trois sous par livre de thé, parce que cet impôt est trop lourd? Non, nous n'avons jamais disputé que sur le droit ; et, à cet effet, nous avons déjà présenté d'humbles et respectueuses pétitions à Sa Majesté, ainsi que des sujets pouvaient le faire. Nous nous sommes, de plus, adressés à la Chambre des lords et à celle des communes, dans leur différente capacité législative, leur représentant qu'en qualité d'Anglais, nous ne pouvions être dépouillés de cette portion si essentielle et si précieuse de notre constitution. Si donc, et le fait est tel, c'est contre le droit de taxation que nous nous élevons, maintenant comme toujours, ainsi que je viens de le dire, pourquoi le parlement supposerait-il que l'exer-

cice de ce pouvoir est moins odieux aujourd'hui qu'auparavant? et quelle raison avons-nous de croire qu'il ferait une seconde tentative, tandis que les mêmes sentiments remplissent le cœur de tous les Américains, s'il n'avait pas l'intention de faire triompher, à tout prix, sa prétention?

« Enfin est-il besoin d'autres preuves des desseins des ministres que leurs propres actes, qui tendent d'une manière claire et uniforme au même but, c'est-à-dire, si je ne me trompe, à établir ouvertement le droit de taxation? Qu'espérons-nous donc de nos pétitions, quand ils nous disent eux-mêmes qu'il est temps maintenant ou jamais de décider cette affaire? Après cela, nous contenterons-nous de gémir, de crier, pour implorer le rappel de la taxe, quand nous l'avons déjà essayé inutilement? Ou verrons-nous tranquillement une province après l'autre offerte en sacrifice au despotisme?

« Si j'avais quelque doute par rapport au droit que le parlement de la Grande-Bretagne peut avoir de nous taxer sans notre consentement, je serais complètement d'avis comme vous que les pétitions, et les pétitions seules, sont le moyen convenable à employer, parce qu'alors nous implorerions une faveur, au lieu de réclamer un droit qui, selon moi, nous appartient sans aucun doute, par la loi de la nature et en vertu de notre constitution. Dans cette hypothèse, je regarderais même comme un crime d'aller au-delà de la supplication. Mais je suis loin d'avoir cette idée. Je crois que le parlement de la Grande-Bretagne n'a pas plus le droit de mettre la main dans ma poche sans mon consentement, que je n'ai celui de mettre la

main dans la vôtre; et puisque toutes les colonies lui ont déjà représenté cela d'une manière ferme, mais convenable, quel motif peut-on avoir pour attendre quelque chose de sa justice?

« Quant à la résolution d'envoyer une adresse au trône, je vous avoue, monsieur, que je trouve que l'on aurait pu tout aussi bien effacer tout cela. Je n'attends rien de cette mesure, et mon vote ne l'aurait pas sanctionnée, si l'on avait eu l'intention de retarder ainsi le plan de non-importation; car je suis convaincu comme de ma propre existence qu'il n'y a de remède pour nous que dans leur détresse; et je crois, ou du moins j'espère, qu'il existe encore parmi nous assez de vertu publique pour que nous nous privions de tout, excepté de ce qui est absolument nécessaire à la vie, afin d'atteindre ce but. Cela, nous avons le droit de le faire, et aucun pouvoir sur la terre ne peut nous forcer à agir autrement, avant de nous avoir préalablement réduits au plus abject état d'esclavage. La cessation de nos exportations serait sans doute un moyen plus court que l'autre d'arriver à ce but; mais si nous devons de l'argent à la Grande-Bretagne, il n'y a que la dernière nécessité qui puisse nous dispenser du paiement; voilà pourquoi j'ai de grands doutes sur ce point, et je désire voir essayer d'abord l'autre méthode, qui est légale, et qui facilitera ces paiements.

« Étant donc persuadé que le parlement britannique n'est plus dirigé par les principes de la justice, et que par ses actes il foule aux pieds les droits précieux des Américains, droits qui leur ont été confirmés par des chartes, et par la constitution dont le parlement lui-

même se glorifie, parfaitement convaincu que ces mesures sont le résultat d'une délibération arrêtée, et qu'on entreprendra de les mettre à exécution par la force, je demande s'il est convenable de perdre notre temps ou de risquer notre cause en faisant des pétitions que l'on n'admet qu'avec difficulté, et que l'on met ensuite de côté avec le plus grand mépris? Ou si, parce que jusqu'à présent nous n'avons pas soupçonné de mauvais desseins, et que nous ne voulions pas entrer en discussion avec la mère-patrie, il faudra continuer à en supporter toujours davantage sans exposer nos justes sujets de plainte? Pour ma part, je n'entreprendrai pas de dire à quel point la ligne entre la Grande-Bretagne et les colonies doit être tirée, mais je suis complètement d'avis qu'on doit en tirer une et établir clairement ce qui est à nous. J'aurais pu désirer, je l'avouerai, qu'on eût laissé à la postérité le soin de décider la question; mais la crise est arrivée, et il faut maintenir nos droits ou nous soumettre à toutes les charges dont on pourra nous accabler, jusqu'à ce que l'habitude et l'usage aient fait de nous des esclaves dociles et méprisables. »

La Convention se réunit à Williamsburg le jour indiqué; Washington était un des représentants du comté de Fairfax. Un des principaux actes de cette assemblée fut d'adopter une nouvelle association plus étendue dans ses prohibitions que la première, et qui fixait de certaines époques où l'on suspendrait absolument tout commerce d'importation et d'exportation avec les négociants anglais, si les actes agressifs du parlement n'étaient pas rappelés dans l'intervalle. Dans ses traits généraux cette association était à peu près semblable

aux résolutions du comté de Fairfax. Après avoir siégé pendant six jours et avoir nommé Peyton Randolph, Richard Henry Lee, George Washington, Patrick Henry, Richard Bland, Benjamin Harrison et Edmund Pendleton, délégués au Congrès général, et leur avoir remis des instructions, la Convention se sépara.

Le jour désigné dans toutes les colonies pour la réunion du premier Congrès à Philadelphie fut le 5 septembre. Deux des collègues de Washington, M. Henry et M. Pendleton, s'arrêtèrent à Mount-Vernon, qui était sur leur route, et ils continuèrent ensuite leur voyage tous ensemble et assistèrent à l'ouverture du Congrès. Il n'est pas nécessaire de rapporter ici les actes de cette assemblée. Comme les débats n'ont jamais été rendus publics, on ne peut savoir aujourd'hui le rôle que chaque individu y a joué. On a su seulement d'une manière certaine que Dickinson avait rédigé la pétition au roi et l'adresse aux habitants de Quebec, Jay l'adresse au peuple de la Grande-Bretagne, et Lee le mémoire aux habitants des colonies anglaises; documents qui ont une grande valeur historique, qui arrachèrent un éloge à Chatam, et qui seront toujours mis au nombre des monuments les plus remarquables du talent pratique et de la sagesse politique.

Pendant qu'il assistait au Congrès, Washington reçut une lettre de son ami le capitaine Mackenzie, qui faisait partie de l'armée anglaise alors à Boston, et qui lui parlait de la révolte des habitants de Boston, de la peine qu'ils avaient donnée au général Gage, de leurs préparatifs militaires et de leur ten-

pouvaient supporter d'être gouvernés, et qui désiraient l'indépendance. Soyez certains que ce ne sont pas là des faits, mais des calomnies. » On ne peut raisonnablement douter que tel fût le sentiment des chefs en Amérique à cette époque ; car ces paroles s'accordent avec tous leurs actes publics et toutes leurs déclarations privées. D'après les dispositions du ministère britannique et les mesures auxquelles son aveuglement et son obstination l'avaient déjà poussé, on prévoyait probablement qu'il faudrait recourir aux armes. Mais c'était certainement l'opinion de Washington, et, à ce qu'on croit, aussi celle de tous ses principaux collaborateurs au début de la lutte, que le parlement se désisterait de mesures aussi évidemment impolitiques et injustes, et aussi contraires aux intérêts de l'Angleterre elle-même, et que l'on arriverait finalement à une conciliation basée sur des conditions que les colons pourraient accepter, c'est-à-dire, que renonçant à des prétentions injustes, on remettrait les choses dans leur premier état. Cela ne l'empêchait pas de penser que, pour remplir leur devoir envers eux-mêmes et envers la postérité, les colons étaient obligés à défendre et à soutenir leurs anciennes libertés et leurs droits comme hommes et comme sujets de la Grande-Bretagne, et qu'ils devaient se préparer à affronter avec toutes leurs ressources et toutes leurs forces l'événement qu'une nécessité dure pourrait leur imposer. Il demeura ferme sur ce terrain, n'hésita pas un seul moment, fixant toujours ses regards sur le but, et ne regardant les combats et les dangers par lesquels il fallait l'atteindre, que comme de la poussière dans la balance.

M. Wirt raconte une anecdote qui montre quelle était la haute estime des membres du premier Congrès pour Washington. Peu de temps après le retour de Patrick Henry dans ses foyers, on lui demanda quel était, suivant lui, le plus grand homme du Congrès : il répondit : « Si vous parlez d'éloquence, M. Rutledge de la Caroline du sud est de beaucoup le plus grand orateur ; mais si vous parlez de jugement solide et de profonde connaissance des choses, le colonel Washington est incontestablement le plus grand homme sous ce rapport. » Cette opinion fut vérifiée par tous les actes de sa vie ; il avait la connaissance la plus complète et la plus exacte de tous les sujets sur lesquels se portait son attention ; et le monde entier a reconnu que personne n'a jamais donné de plus fortes preuves de la solidité de son jugement.

Quand les affaires du Congrès furent terminées, Washington retourna aux occupations de sa ferme. Il ne lui resta pourtant guère de loisirs pour ses travaux favoris. C'était un ancien usage en Virginie que celui de former des compagnies indépendantes quant à la discipline militaire. Ces compagnies choisissaient leurs officiers, adoptaient des uniformes, fournissaient elles-mêmes leurs drapeaux, leurs armes et leurs tambours, et étaient soumises aux réglements généraux des lois de la milice. Le gouverneur Dunmore avait encore dernièrement encouragé la formation de compagnies de ce genre, parce qu'il avait sur les bras une guerre avec les Indiens, et qu'il préparait une expédition formidable pour l'Ouest.

L'esprit martial de ces compagnies redoubla quand

elles virent qu'on pourrait avoir besoin de leurs services dans une cause infiniment plus importante. Le colonel Washington, étant le premier personnage militaire de la province, fut fort consulté par les officiers, et ses conseils furent exactement suivis. A peine était-il revenu du Congrès que la compagnie indépendante du comté du prince William le sollicita de la commander comme officier d'état-major. D'autres compagnies lui offrirent le même honneur; tous semblaient prévoir qu'en cas de guerre il serait placé à la tête des forces de la Virginie. Il céda aux sollicitations des compagnies, les passa en revue dans divers lieux de rendez-vous, et les anima par son exemple; ses instructions et ses avis furent reçus comme des ordres auxquels on était tenu d'obéir.

La seconde Convention de la Virginie se réunit à Richmond le 20 mars 1775, Washington y assista comme délégué. On reprit d'abord les actes du Congrès général; ils furent examinés, discutés et approuvés. Patrick Henry proposa alors des résolutions qui avaient pour but d'établir un système plus efficace pour incorporer, armer et discipliner la milice. Cette proposition effaroucha quelques membres, qui pensèrent qu'une mesure si hardie serait prématurée tant que le résultat de la dernière pétition au roi ne serait pas plus complètement connu. Cependant elle fut adoptée par une majorité qui, ainsi que Washington, n'avait pas foi au succès des pétitions après les essais qu'on avait déjà tentés. En conséquence, on nomma un comité, dont Washington fut membre, pour présenter un plan. On dut naturellement avoir de la défé-

rence pour ses connaissances supérieures et son expérience dans les affaires militaires, et on peut présumer que ce fut lui principalement qui rédigea le projet. C'est en défendant ces résolutions que Patrick Henry fit le célèbre discours dans lequel il dit : « Nous devons combattre ! Je le répète, monsieur, nous devons combattre ! Un appel aux armes et au Dieu des armées, voilà tout ce qu'on nous a laissé ! »

La Convention prit ensuite connaissance de l'état intérieur de la province. Pour obvier aux privations que la cessation de l'importation ferait souffrir au peuple, on proposa de concerter un plan pour l'encouragement des arts et des manufactures ; Washington fut aussi du comité chargé de préparer ce plan. On énuméra plusieurs articles d'un usage très habituel, que l'on jugeait pouvoir être fabriqués dans la colonie, et on indiqua des méthodes pour atteindre un but si désirable. On conseilla aux habitants de se former en sociétés et en comités pour s'éclairer et s'aider mutuellement, pour proposer des primes, et pour encourager la production de la laine, du coton, du lin et du chanvre. Les membres de la Convention décidèrent qu'ils emploieraient les articles fabriqués dans le pays préférablement à tous autres, et recommandèrent cette mesure à leurs constituants.

Les anciens délégués furent réélus pour représenter la Virginie dans le prochain congrès continental. Le jour où ce choix fut fait, Washington écrivit à son frère qu'il approuvait le zèle de celui-ci à former une compagnie indépendante, et il ajouta : « J'accepterai avec grand plaisir l'honneur de la commander, si les cir-

constances exigent qu'on la fasse marcher, car mon intention bien arrêtée est de consacrer ma vie et ma fortune à la cause dans laquelle nous sommes engagés, si cela est nécessaire. » La nécessité se fit bientôt sentir.

CHAPITRE VII.

Réunion du second Congrès. — Washington est nommé commandant en chef de l'armée continentale. — Il se rend à Cambridge, et prend le commandement. — État de l'armée. — Relations de Washington avec le Congrès. — Il se trouve chargé de nombreuses affaires. — Correspondance avec le général Gage. — Expédition de Québec. — Conseils de guerre relativement à l'assaut de Boston. — Organisation d'une nouvelle armée continentale. — Difficulté de se procurer des recrues. — La milice est appelée. — Affaires maritimes. — Vaisseaux armés. — Le général Howe prend le commandement de l'armée britannique. — État de l'armée américaine à la fin de l'année. — Washington règle ses affaires particulières.

Lors de la réunion du second congrès, le 10 mai 1775, les relations entre les colonies et la Grande-Bretagne présentaient un aspect qui n'était plus douteux. La pétition de l'ancien Congrès, bien que reçue par le roi, avait été traitée avec un silencieux dédain, et n'avait produit aucun changement dans les mesures ou dans les projets. Le ton du ministère et les démarches du parlement indiquaient une détermination arrêtée de persévérer dans leurs demandes oppressives et d'accomplir par la force ce qu'ils ne pouvaient effectuer par les menaces du pouvoir, ou par la terreur du bras séculier. Par le fait, les hostilités avaient commencé. La journée tragique de Lexington et de Concord avait

eu lieu. La précipitation inexcusable du général Gage, qui avait envoyé des troupes dans le pays avec une mission de pillage et de carnage, avait soulevé l'indignation des habitants, et tous les yeomen (fermiers aisés) de la Nouvelle-Angleterre couraient aux armes et se ralliaient autour du drapeau de la liberté américaine. Une armée respectable par le nombre, forte de l'esprit et de la justice de sa cause, s'était réunie dans les environs de Boston ; elle était préparée à combattre et décidée à s'opposer à tous les nouveaux empiètements de ceux qui étaient maintenant les ennemis déclarés du pays.

Telle était la crise qui se présenta au Congrès quand il s'assembla ; elle réclamait toute sa sagesse et toute sa fermeté. Malgré l'espérance et peut-être la conviction de plusieurs, qu'il se ferait encore une réconciliation à des conditions honorables et satisfaisantes, tous voyaient la nécessité d'agir d'une manière prompte et décidée. Reculer en ce moment, temporiser ou attendre eût été un aveu de faiblesse, une preuve d'irrésolution qui aurait pu faire un tort incalculable en éteignant l'ardeur des Américains, et en augmentant la confiance de leurs ennemis. Quelque différence d'opinion qu'il pût y avoir sur d'autres points, tous les membres du Congrès sentaient que l'heure de la préparation était venue, qu'il fallait organiser un système pour mettre en lumière et concentrer les ressources militaires du pays.

Pendant que le Congrès délibérait sur ce sujet, Washington écrivit à un ami, en Angleterre, une lettre dans laquelle, après avoir parlé de la bataille de

Lexington, il ajoutait : « Cela peut servir à convaincre lord Sandwich, et ceux qui pensent comme lui, que les Américains combattront pour leurs libertés et pour leurs propriétés, quelque pusillanimes qu'ils puissent paraître aux yeux de Sa Seigneurie sous d'autres rapports. Il est pourtant bien malheureux de penser que l'épée d'un frère s'est enfoncée dans le sein d'un frère, et que les plaines autrefois heureuses et paisibles de l'Amérique doivent être abreuvées de sang ou habitées par des esclaves. Triste alternative ! mais un homme vertueux peut-il hésiter sur le choix ? »

Le Congrès s'appliqua d'abord à examiner l'état du pays et à pourvoir à sa défense. On nomma des comités chargés de préparer des rapports, et l'on prouva l'estime qu'on avait pour les talents pratiques et pour l'expérience de Washington, en le nommant président de tous ces comités ; ils furent chargés premièrement d'indiquer quels postes il fallait occuper dans la province de New-York ; secondement, de trouver des voies et moyens pour se procurer des munitions et des provisions de guerre ; troisièmement, de faire le calcul de l'argent qu'il serait nécessaire de lever; quatrièmement, de préparer des ordres et des réglements pour le gouvernement de l'armée. En votant à l'unanimité que « ces colonies devaient être mises immédiatement en état de défense, » le Congrès prit virtuellement la direction des opérations militaires de l'ensemble, et on posa en conséquence la base des plans. Depuis cette époque, les forces soumises à la direction du Congrès reçurent le nom d'armée continentale. On résolut aussi de lever dix compagnies de fusiliers en Pensylvanie,

en Maryland et en Virginie ; elles devaient être payées par le continent et devaient se mettre en marche pour joindre, aussitôt que possible, l'armée auprès de Boston.

Ces arrangements préliminaires une fois terminés, la première chose à faire était de nommer un commandant en chef des troupes américaines. C'était une tâche plus délicate et plus difficile qu'on ne le suppose peut-être au premier coup d'œil. Outre les qualités personnelles de l'homme que l'on porterait à ce poste éminent, comme la réputation, l'habileté, les talents militaires, il y avait plusieurs autres choses à considérer. Il devait d'abord être bien vu de toutes les colonies, et en particulier de celles qui, par leur position ou leur étendue, devaient être forcées de prendre la plus grande part à la guerre. Autrement, il était à craindre qu'on ne vît naître des mécontentements et des jalousies de localités, qui pourraient renverser les plans les mieux combinés, et ruiner peut-être la cause commune. Ensuite il y avait dans le pays des officiers plus âgés que Washington, qui avaient acquis de la réputation dans la dernière guerre, et dont les services seraient nécessaires. Laisser de côté des hommes dont les droits paraissaient plus grands, à leurs propres yeux ou à ceux de leurs amis, sous le rapport du rang et de la position, point si délicat pour tous les militaires, pouvait être une expérience dangereuse. De plus, les troupes qui étaient déjà en campagne appartenaient toutes aux provinces de la Nouvelle-Angleterre, et l'on ne savait pas jusqu'à quel point elles verraient avec plaisir un commandant du Midi, que nul des soldats ne connais-

sait personnellement, et qui ne paraissait pas devoir comprendre leurs habitudes, leurs sentiments et leurs préjugés. Le général Ward, qui avait été jusqu'alors à la tête de l'armée, comme ayant été nommé par la province de Massachusetts, et qui était très aimé des autres colonies de la Nouvelle-Angleterre, était un officier habile et expérimenté, et on ne savait pas de quel œil serait vue toute tentative pour le supplanter.

Les membres du Congrès sentaient profondément ces difficultés, et ils les examinèrent sous toutes leurs faces. Ils ne s'étaient pas réunis sans avoir préalablement pesé ce sujet, et travaillé à connaître, autant que cela leur était possible, les idées des hommes influents des différentes provinces. Ils avaient remporté du premier Congrès les impressions les plus favorables sur le caractère et les talents du colonel Washington. Tout le monde reconnaissait son habileté militaire, ses moyens intellectuels, son courage, son sang-froid et l'empire qu'il savait prendre sur les autres hommes. Une expérience de cinq années dans un service difficile, et qui entraînait une grande responsabilité, avait donné d'amples preuves de ces qualités. Il fut heureux que des motifs politiques vinssent contribuer à fixer le choix sur lui plutôt que sur toute autre personne. La Virginie était puissante par ses richesses et sa population ; elle l'était plus encore parce qu'elle comptait plusieurs hommes très distingués qui avaient embrassé la cause du continent américain avec une ardeur et un courage qui n'avaient été surpassés dans aucun autre État. C'était une mesure politique de choisir le commandant de l'armée américaine dans cette province ; c'est là ce

que devaient comprendre les gens sages et prudents, et des esprits étroits pouvaient seuls le désapprouver.

On doit dire, à l'honneur des délégués de la Nouvelle-Angleterre, qu'ils furent des premiers à proposer, et des plus zélés à recommander la nomination de Washington. Comme la lutte avait commencé dans le Massachusetts, que les habitants étaient ceux qui avaient le plus souffert, et que l'armée qui existait alors y avait été levée en très grande partie, on n'aurait pu accuser cette colonie d'une présomption extravagante, si elle eût aspiré à l'honneur de donner un commandant en chef. Mais heureusement pour l'Amérique, les patriotes de cette époque étaient bien au dessus des prétentions étroites de l'égoïsme et des rivalités de parti.

Pendant que les discussions continuaient dans le Congrès sur les préparatifs militaires, M. John Adams, un des délégués du Massachusetts, proposa que l'armée qui assiégeait les troupes anglaises dans Boston fût adoptée par le Congrès comme armée continentale; et dans le cours des observations qu'il fit pour appuyer cette motion, il dit qu'il avait l'intention de présenter, pour le poste de commandant en chef, un homme de la Virginie qui était en ce moment membre de leur assemblée. Il s'exprima assez clairement pour que tous les assistants vissent qu'il voulait désigner le colonel Washington, qui, en entendant cette allusion, quitta sa place et se retira. Quand le jour désigné pour le choix du chef de l'armée arriva, la proposition de nomination fut faite par M. Thomas Johnson, du Maryland. L'élection eut lieu au scrutin, et, en dépouillant les votes, on

trouva que Washington était nommé à l'unanimité. Aussitôt que le résultat fut connu, la chambre s'ajourna. Le lendemain matin, lorsque le Congrès se réunit, le président donna officiellement à Washington connaissance de sanomination; il se leva alors, et déclara qu'il acceptaitpar une réponse courte et convenable.

Après avoir exprimé ses remercîments de l'honneur signalé que lui avait fait le Congrès, et l'inquiétude que lui causait « la crainte que son expérience et ses talents militaires ne répondissent pas à l'étendue et à l'importance de la charge qu'on lui confiait, » il ajouta: « De peur qu'il n'arrive quelque événement malheureux qui nuise à ma réputation, je prie chaque membre de cette assemblée ici présent de se rappeler que je déclare aujourd'hui avec la plus grande sincérité que je ne me crois pas à la hauteur du commandement dont je suis honoré. » Avant l'élection, on avait voté une allocation de cinq cents dollars par mois pour la solde et les dépenses du général; il dit à ce sujet: « Je demande la permission d'assurer au Congrès que, comme aucune considération pécuniaire n'aurait pu m'engager à accepter ce poste difficile aux dépens de mon repos et de mon bonheur domestique, je ne veux en tirer aucun profit. Je tiendrai un compte exact de mes dépenses : je ne doute pas qu'on ne les acquitte, et c'est tout ce que je désire. »

Dans une lettre qu'il adressa à sa femme, il exprima ses sentiments avec la même franchise; on y voit la même défiance de lui-même, et des détails qui prouvent que ces sentiments partaient du cœur.

« Vous pouvez me croire, dit-il, quand je vous assure

de la manière la plus solennelle que, bien loin de rechercher ce poste, j'ai fait tous les efforts possibles pour l'éviter, non seulement parce que je redoutais de me séparer de vous et de ma famille, mais parce que je sentais bien que c'était une charge au dessus de mes forces; je jouirais de plus de bonheur réel à la maison, avec vous, dans un mois, que je ne puis jamais espérer d'en trouver ailleurs, quand même mon absence devrait durer sept fois sept ans. Mais comme c'est, en quelque sorte, le destin qui m'a imposé cette tâche, j'espère que mon acceptation doit accomplir quelque bon dessein. Vous avez pu voir, et vous avez vu, je pense, d'après mes lettres, que je craignais de ne pouvoir éviter cette nomination, car je n'ai jamais voulu indiquer le moment de mon retour. Telle était, en effet, ma position. Il m'était absolument impossible de refuser cette charge, sans m'exposer à des censures qui auraient terni ma réputation, et affligé mes amis. C'eût été là, j'en suis bien sûr, ce qui ne pouvait ni ne devait vous plaire, et j'aurais moi-même beaucoup perdu dans ma propre estime. Je me reposerai donc avec confiance sur la Providence, qui jusqu'à présent m'a conservé et m'a toujours comblé de ses bienfaits. »

La nomination fut faite le 15 juin. Quatre jours après, il reçut du président du Congrès sa commission, qui le déclarait commandant en chef de toutes les forces alors existantes, de celles qu'on lèverait dans les colonies unies, ainsi que de celles qui offriraient volontairement leurs services pour la défense de la liberté américaine. Les membres du Congrès s'enga-

gèrent, par une résolution unanime, à le soutenir, à l'aider, à s'attacher à lui, et à consacrer leur vie et leur fortune à la même cause. On choisit aussi quatre majors généraux et huit brigadiers pour l'armée continentale. Pour le premier grade, on choisit Artemas Ward, Charles Lee, Philippe Schuyler et Israel Putnam; pour le second, Seth Pomroy, Richard Montgomery, David Wooster, William Heath, Joseph Spencer, John Thomas, John Sullivan et Nathanael Greene. On nomma, en outre, Horatio Gates adjudant général, avec le rang de brigadier.

L'état des affaires exigeait que le commandant se rendît le plus promptement possible à Cambridge, où l'armée était stationnée. Tous les arrangements nécessaires avec le Congrès furent achevés en peu de temps. Il quitta Philadelphie le 21 juin, avec le général Lee et le général Schuyler, et fut escorté par une troupe de cavalerie légère composée de volontaires de la ville, qui l'accompagna ensuite à New-York. Sur la demande des officiers, il avait passé en revue, à Philadelphie, diverses compagnies de milice, d'infanterie, d'éclaireurs, de fusiliers et de cavalerie légère. Partout où il se montra, le peuple manifesta beaucoup d'enthousiasme et d'empressement à lui témoigner tout le respect auquel son nouveau rang lui donnait droit. Le congrès provincial de New-York siégeait alors, et quand on sut que le général Washington était en route, on députa un comité de cette assemblée pour aller à sa rencontre à Newark, et pour l'accompagner pendant qu'il traverserait la rivière de l'Hudson. A son arrivée, il y eût des adresses de félicitation et de

grands témoignages de politesse entre lui et le congrès de New-York.

Les détails de la bataille de Bunker's Hill lui arrivèrent en cet endroit, et augmentèrent son impatience de rejoindre promptement l'armée. Le général Schuyler devait rester à New-York, comme commandant des opérations militaires dans cette colonie. C'était une position délicate, car le gouverneur anglais Tryon était alors dans la ville. Il y avait dans le port un vaisseau de guerre qui tenait les habitants en respect, et la cause royale comptait dans la province beaucoup d'amis puissants et déclarés. Mais on avait une grande confiance dans la fidélité, la prudence et la fermeté du général Schuyler. Après lui avoir donné des instructions adaptées aux difficultés de sa position, le général Washington, escorté par des compagnies de volontaires, continua son voyage. Il arriva ainsi à Springfield, où il fut reçu par un comité du Congrès provincial du Massachusetts, qui était chargé de lui fournir des escortes et de l'accompagner pendant le reste de la route. Il arriva à Cambridge le 2 juillet, et prit le lendemain le commandement de l'armée.

Le Congrès provincial du Massachusetts, qui siégeait alors à Watertown, près de Cambridge, le reçut avec beaucoup de cordialité et lui présenta une adresse dans laquelle il lui offrait toutes les ressources dont il pouvait disposer, pour lui rendre son commandement agréable, et pour appuyer ses efforts en faveur de la cause commune. Les témoignages de respect et de satisfaction qu'il avait reçus partout des particuliers et des corps publics étaient extrêmement flatteurs, et

prouvaient que le peuple n'était pas moins unanime, dans son approbation du choix du Congrès, que ne l'avaient été pour le faire les membres de cette assemblée. L'armée l'accueillit avec un égal enthousiasme, et jusque-là tout tendait à lui inspirer une juste confiance en lui-même et les plus belles espérances pour l'avenir.

Son premier soin fut de s'assurer du nombre, de la position et du campement des troupes, d'inspecter les postes qu'elles occupaient, et d'acquérir une connaissance complète de la force et des plans de l'ennemi. Le général anglais était lui-même stationné à Boston avec de la cavalerie légère et quelques autres troupes ; le gros de son armée se trouvait à Bunker's Hill, et était fort occupé à élever des retranchements ; le reste était placé sur la langue de terre située entre Boston et Roxbury, qu'on avait très bien fortifiée. Les Américains étaient postés de manière à former, autour de Boston et de Charlestown, une ligne complète de siège, qui avait environ douze milles, et s'étendait depuis la rivière Mystic jusqu'à Dorchester. On avait commencé des retranchements et des redoutes sur différents points de cette ligne, et on travaillait encore à ces ouvrages. Les régiments du New-Hampshire, de Rhode Island, et une partie de ceux du Connecticut, occupaient Winter Hill et Prospect Hill ; plusieurs des régiments du Massachusetts étaient à Cambridge, et d'autres du Connecticut et du Massachusetts couvraient les hauteurs de Roxbury.

Après avoir pris connaissance de l'état des affaires, le général Washington convoqua un conseil de guerre.

Ce conseil fut d'avis que, suivant les renseignements les plus exacts, les forces effectives de l'ennemi à Boston se montaient à onze mille cinq cents hommes, en y comprenant les troupes régulières, les tories et les matelots dont on pouvait se passer sur la flotte. On décida aussi à l'unanimité qu'il fallait conserver et défendre les postes qu'on occupait, et qu'il fallait vingt-deux mille hommes pour maintenir la sûreté de lignes aussi étendues. On convint aussi d'un lieu de rendez-vous pour le cas le cas où l'armée serait attaquée et mise en déroute.

On sentait la difficulté de soutenir des postes aussi éloignés les uns des autres, presque sous le feu de l'ennemi, exposés sur plusieurs points à être subitement attaqués, et on mit en question s'il ne vaudrait pas mieux aller plus avant dans le pays et gagner une position plus forte. Mais on pensa qu'une telle démarche ne serait ni politique en elle-même, ni sans danger dans son exécution. Elle pouvait décourager les soldats, exalter l'ennemi, et produire un mauvais effet sur l'esprit du peuple. A cette considération ajoutons celle des dépenses et des grands travaux qu'on avait faits pour les ouvrages de défense, et l'incertitude de trouver un meilleur emplacement pour camper; on rejeta toute idée d'un changement de position.

L'armée américaine, en comprenant les malades et les absents, se montait à environ dix-sept mille hommes; mais il n'y avait réellement que quatorze mille cinq cents hommes présents et en état de servir. Ce nombre était si inférieur aux besoins, que le conseil recommanda de s'adresser immédiatement aux gou-

vernements de la Nouvelle-Angleterre, pour que le déficit fût comblé par de nouvelles recrues.

On peut supposer aisément qu'une armée formée comme celle-ci dans un moment de crise, dans diverses provinces, et sous l'empire de différents réglements, devait être défectueuse sous plusieurs rapports essentiels. On manquait de tentes et de provisions, et il n'y avait point de dépôt d'habillements, point de caisse militaire, point d'organisation générale. Les régiments agissaient d'après les ordres de leurs commandants respectifs, qui n'étaient unis que par un consentement mutuel, non par aucune loi militaire, et qui, à l'exception de ceux du Massachusetts, obéissaient au général Ward par courtoisie et par nécessité, mais n'avaient pas reconnu son autorité supérieure. Les troupes de chaque province étaient gouvernées par leurs lois de milice; ces lois étaient diverses et ne s'accordaient pas entre elles; aussi ne pouvait-il exister aucun système général. La discipline était relâchée et les désordres fréquents.

Mais ce qu'il y avait de plus alarmant, c'était le manque de munitions; les officiers eux-mêmes paraissent avoir été dans l'erreur à cet égard, jusqu'au moment où le général Washington découvrit, à son grand étonnement, qu'il n'y avait pas assez de poudre dans tout le camp pour donner neuf cartouches à chaque homme.

C'est avec de pareils matériaux et au milieu de tant de difficultés que le général Washington était appelé à former, discipliner et gouverner une armée. Une autre circonstance lui causa, dès le commencement,

beaucoup d'inquiétude. La nomination des officiers généraux par le Congrès avait produit beaucoup de mécontentements. On n'avait pas bien réglé les prétentions au rang, d'après les anciens services. Les officiers inférieurs et les simples soldats avaient aussi leurs sympathies et mêlaient leurs plaintes à celles des chefs. Ils menaçaient d'abandonner l'armée, si on ne faisait pas droit à leurs griefs. Des symptômes d'humeur se manifestaient de tous côtés, et l'on devait craindre de voir disparaître le peu d'ordre et de discipline qui restait encore. La fermentation des esprits fut calmée par degrés par la prudence de Washington, qui renvoya cette affaire au Congrès et continua résolument à mûrir ses plans.

Il partagea l'armée en six brigades, de six régiments chaque, de manière que les troupes de la même colonie se trouvassent réunies autant que possible, et eussent pour commandant un officier de cette colonie. Il fit de la totalité trois grandes divisions, composées chacune de deux brigades, ou de douze régiments. La division qui formait l'aile gauche fut placée à Winter Hill, et commandée par le major général Lee; la division du centre se tint à Cambridge sous les ordres du major général Putnam; et l'aile droite à Roxbury sous ceux du major général Ward. Le quartier général du commandant en chef resta avec le centre à Cambridge.

C'est ainsi que fut planté le premier germe de l'armée continentale; mais combien il fallait d'habileté et de soins pour le faire croître et prospérer! Tous les officiers reçurent un nouveau brevet du Congrès, mais

on n'essaya pas de changer les rangs, et on ne fit pas d'autres nominations que celles des majors et des brigadiers généraux. Le système se perfectionna et prit graduellement une forme assez méthodique; mais après tout, il était rempli d'imperfections que l'art et le talent ne pouvaient corriger. Les soldats avaient été enrôlés par leurs gouvernements respectifs, pour un temps et un objet déterminés; ils regardaient ce contrat comme un engagement qu'ils devaient remplir, mais ils ne pensaient pas qu'il pût les soumettre à aucun autre pouvoir. Chaque individu se considérait comme partie intéressée, et réclamait ses droits comme citoyen.

En conséquence, quand on présenta aux soldats les ordres et les réglements prescrits par le Congrès pour l'armée continentale, plusieurs d'entre eux ne voulurent pas les admettre, parce qu'ils ne s'étaient pas enrôlés sous ces conditions, et parce qu'ils craignaient de s'imposer quelques nouvelles obligations, en donnant leur consentement. Ils avaient quitté leurs foyers pour combattre pour la liberté et voulaient d'abord la réclamer pour eux-mêmes. Quelque opposées que fussent ces dispositions à l'existence d'une armée, le commandant n'écouta que son bon sens, et n'eut pas recours à d'autre force qu'à celle des arguments et des faits, qu'il exposa judicieusement de temps en temps dans des ordres généraux. Il ne se montra jaloux de son autorité qu'autant que le bien public l'exigeait, et évita de combattre des préjugés qu'on ne pouvait apaiser par la persuasion ni soumettre par la sévérité. Il laissa au choix des soldats d'adopter ou non les arti-

cles, et n'en fit une condition indispensable que pour les nouvelles recrues qui s'enrôlaient dans les rangs de l'armée continentale.

Outre l'administration et la direction des armées en campagne, qui sont tout ce qu'on attend ordinairement d'un commandant en chef, un service d'une nature différente, et qui entraînait une grande responsabilité, fut encore imposé au général Washington. Le Congrès, qui était le chef civil de la confédération, était encore faible dans ses pouvoirs et imparfaitement organisé ; il n'avait pas de confiance dans son action sur la volonté publique, et aucune connaissance des affaires militaires. Il n'y avait point d'unanimité parmi ses membres. Sur le grand point de la résistance jusqu'à ce que les griefs fussent entièrement réformés, il n'y avait qu'une voix ; mais quant aux moyens d'atteindre ce but, les avis étaient fort divisés. Les uns, gens timides, se plaisaient à espérer une prompte réconciliation ; d'autres doutaient que le pays fût en état de soutenir une lutte ; d'autres étaient influencés par des intérêts de localité ; d'autres enfin étaient bien décidés et pensaient que toutes les craintes de conséquences fâcheuses pour l'avenir devaient disparaître devant la seule considération de la justice de leur cause. Ces derniers formaient la majorité. Cependant ceux-là même qui étaient intrépides, et qui pour leur compte étaient disposés à tout hasarder, étaient poursuivis par un fantôme qui leur causait beaucoup de trouble. L'histoire leur avait montré le danger du pouvoir militaire, l'ambition de chefs audacieux, et les chaînes forgées et rivées, pour un peuple imprévoyant, par des armées

permanentes. Ces exemples faisaient une impression profonde et inspiraient une méfiance incompatible avec des projets vastes, ou des actions énergiques. Il arrivait ainsi que cette même ardeur de patriotisme, qui les poussait à affronter tous les dangers, les empêchait de prendre les seules mesures qui eussent pu leur faire atteindre le but.

Washington découvrit bientôt ces méfiances. Il respecta leur cause, quoiqu'il ne pût qu'en déplorer les effets. Ayant le sentiment intérieur de cette pureté parfaite d'intentions, qui n'admettait aucune pensée cachée qui ne fût dirigée vers le plus grand bien de son pays, s'il fut blessé de ce soupçon, il ne le laissa pas paraître dans sa conduite, et son opinion sur les gardiens vigilants de la liberté du peuple n'en reçut aucune atteinte. Il pensa sagement que l'exemple serait plus persuasif que des plaintes, plus éloquent que des discours. Si l'habileté et le courage sont nécessaires chez un commandant, il vit bientôt que, dans une position comme la sienne, la patience, l'indulgence et la force d'âme ne l'étaient pas moins.

Il fallait créer une armée régulière et un système militaire d'après des principes qui assurassent leur stabilité et leur durée. Cette grande tâche devait être accomplie principalement par le commandant en chef. Le Congrès pouvait approuver, sanctionner, aider; mais lui seul était appelé à inventer, à organiser, à instituer et à maintenir. Dans ce but, il entretint une correspondance suivie avec le Congrès pendant toute la guerre. Ces lettres étaient lues à la Chambre en pleine séance, et presque toutes les résolutions importantes

qui se rapportaient à l'armée furent adoptées d'après ses sollicitations ou ses avis, et émanèrent de lui. Il fut ainsi à la lettre le centre de cette machine immense et compliquée, non seulement pour diriger ses opérations, mais encore pour pourvoir à son existence et préserver ses diverses parties du désordre et de la destruction. La distance à laquelle il se trouvait du Congrès, la lenteur des démarches de cette assemblée, et le temps qui s'écoulait avant qu'on pût connaître les résultats de ses délibérations, accrurent souvent ses perplexités. Il réussit à diminuer autant que possible ces inconvénients, par une vigilance et une prévoyance continuelles qui le faisaient anticiper sur l'avenir dans ses communications.

Outre ses relations continuelles avec le Congrès, il était obligé de correspondre avec les chefs des gouvernements provinciaux, et ensuite avec les gouverneurs et les législateurs des États, avec les conventions, les comités et les magistrats civils. Ces divers corps étaient réellement investis des pouvoirs exécutifs du gouvernement confédéré. Le Congrès recommandait, conseillait, prenait des résolutions; il votait des hommes et de l'argent, en indiquant la quotité des charges des États respectifs; et là finissait son autorité. Le reste était laissé à la volonté du peuple, exercée par ses représentants dans les législatures des États. Il fallait donc que le commandant en chef excitât continuellement ces corps en leur représentant vivement la faiblesse et les besoins de l'armée, et en mettant en avant tous les motifs qui pouvaient stimuler le patriotisme ou toucher les ressorts de l'intérêt. Ces rela-

tions si fatigantes eurent cependant un avantage qui pouvait contrebalancer un poids si extraordinaire de soucis et de responsabilité. Elles mirent Washington en contact plus direct avec les sources du pouvoir, et lui permirent d'étendre son influence et de répandre les fruits de sa sagesse partout où ce bienfait était le plus nécessaire et devait produire les effets les plus précieux, agrandissant ainsi le cercle de sa considération personnelle, établissant l'harmonie et l'union entre toutes les colonies.

Peu de temps après son arrivée au camp, il fut appelé à exercer sa fermeté d'une manière qui fit craindre un moment des conséquences pénibles. Les vaisseaux armés de l'ennemi rôdaient sur les côtes, s'emparaient des petits bâtiments, et menaçaient les villes maritimes. Les habitants alarmés demandaient qu'on les protégeât. La législature du Massachusetts et le gouverneur de Connectitut adressèrent à Washington une requête formelle, pour l'engager à détacher des troupes de l'armée dans ce dessein. Refuser cette demande était délicat, l'accorder était dangereux. Dans le premier cas, on devait craindre d'exciter les clameurs du peuple et le mécontentement de ceux qui le gouvernaient; dans le second, on aurait tellement affaibli l'armée que le camp aurait été exposé à être attaqué avec succès, et que le pays autour de Boston aurait été livré aux insultes et aux ravages de l'ennemi; l'armée pouvait elle-même être dispersée, et alors les espérances du continent auraient été détruites dans leur germe. Il n'hésita pas; il refusa, et exposa ses raisons en termes si forts et si judicieux qu'il réussit à n'offenser per-

sonne et à amortir le coup d'une espérance trompée. Cet antécédent fut suivi pendant toute la guerre. On établit comme une règle que les attaques de l'ennemi, sur des points isolés le long de la côte, devaient être repoussées par la milice du voisinage, excepté dans les cas où l'armée continentale se trouverait en mesure de fournir des détachements sans compromettre la cause générale.

On mit en avant le projet d'une expédition qui serait partie du Maine et aurait été dirigée contre la Nouvelle Écosse; et plusieurs membres de la législature du Massachusetts étaient disposés à l'encourager. Washington fut d'un avis contraire, et, pensant que ce projet n'était du moins pas opportun, s'il n'était pas blâmable, il dit que les habitants de la Nouvelle Écosse n'avaient point commis d'hostilités, et qu'une telle entreprise serait un acte de conquête plutôt que de défense, ce qu'il croyait contraire aux principes d'après lesquels les colonies avaient agi jusqu'alors. Elles avaient pris les armes pour défendre leurs libertés, et non pour troubler le repos de leurs voisins. On risquerait d'ailleurs, par cette démarche, de faire des ennemis de ceux qui étaient disposés à se montrer amis.

Le général Gage commandait les troupes anglaises à Boston. Il avait fait des prisonniers dans la journée mémorable de Bunker's Hill, et il avait arrêté d'autres personnes accusées de désaffection pour le roi. Il les avait jetées pêle mêle en prison, sans établir de distinction entre les officiers, les soldats et les bourgeois. Le bruit se répandit qu'ils étaient traités avec beaucoup de sé-

vérité. Washington était appelé, par un sentiment de justice envers son pays et par le cri de l'humanité, à faire des remontrances contre une telle conduite. Il écrivit au général anglais. L'occasion réveilla des souvenirs pleins d'intérêt. Vingt années s'étaient écoulées depuis qu'il avait combattu à côté de Gage sur le sanglant champ de bataille de la Monongahela. Il y avait alors entre eux une liaison intime, qui avait été entretenue depuis par une correspondance amicale. La relation dans laquelle ils se trouvaient maintenant l'un vis à vis de l'autre était bien différente; ils commandaient deux armées ennemies : l'un obéissait aux ordres de son souverain, l'autre soutenait la cause d'un peuple opprimé.

Leurs lettres attestèrent ce changement. Washington s'exprima d'une manière digne, mais ferme, et représenta qu'il était aussi impolitique que cruel de maltraiter les prisonniers, puisque cela lui imposerait nécessairement l'obligation des représailles, et qu'il n'y aurait point de fin aux horreurs de la guerre, si on continuait à suivre un tel système. Le général Gage repoussa l'accusation de mauvais traitements, et prétendit avoir montré une grande clémence, en épargnant des personnes « dont, suivant la loi du pays, les vies étaient destinées à la corde. » Quant à la différence du rang, il déclara qu'il ne reconnaissait aucun rang qui ne vînt du roi.

Ces principes anéantissaient toutes les règles d'une guerre honorable, et indiquaient que les officiers les plus élevés en grade de l'armée américaine seraient traités comme des coupables, s'ils étaient pris. On ne

voyait à cela d'autre remède que celui des représailles. Washington envoya aussitôt dans l'intérieur du pays les prisonniers qu'il avait en son pouvoir, et il donna des instructions pour qu'on les traitât, sous tous les rapports, comme on traitait, d'après le bruit public, les malheureux enfermés à Boston. Tel fut son premier mouvement; mais bien qu'il fût très justifié par les lois de la guerre, il ne put persister dans une résolution qui devait punir des innocents, à cause de la folie et de la dureté d'un général. L'ordre fut révoqué, pendant que les prisonniers étaient en route pour se rendre à Northampton, lieu de leur destination; et le colonel Reed, un de ses aides-de-camp, écrivit au comité de la ville pour qu'on accordât aux prisonniers la liberté d'aller et de venir dans son enceinte sur parole. Il ajouta : « Le général demande encore qu'on leur montre autant de bienveillance que cela est possible, et en les gardant sûrement aussi long-temps que leur conduite sera décente et convenable. Comme ils n'ont pas commis d'hostilité contre le peuple de ce pays, ils ont de justes droits à être traités avec douceur; le général ne doute pas que votre conduite à leur égard ne soit telle qu'elle les oblige à reconnaître avec gratitude que les Américains sont aussi cléments que braves. »

En répondant à la lettre du général Gage, Washington lui dit : « Vous affectez, monsieur, de mépriser tout rang qui ne vient pas de la même source que le vôtre. Je ne puis imaginer un rang plus honorable que celui qui résulte du choix sincère d'un peuple brave et libre, car c'est la première et la plus pure

source de tout pouvoir. Loin d'en faire un prétexte de cruauté, une âme vraiment grande et élevée en comprendrait la dignité et la respecterait. » Rien ne peut excuser la conduite faible et absurde du général anglais ; mais on doit se souvenir que ses supérieurs lui avaient appris à regarder les défenseurs de la liberté, en Amérique, comme des rebelles, et à les traiter comme tels. Il serait pourtant difficile de louer sa sagacité politique, sa connaissance du cœur humain, ou l'étendue de son esprit.

L'armée s'accrut bientôt par l'arrivée des compagnies de fusiliers de la Virginie, de la Pensylvanie et du Maryland, qui avaient été levées conformément à une résolution du Congrès continental. Ces compagnies se complétèrent avec une rapidité surprenante, et, à leur arrivée au camp, il y en avait plusieurs dans lesquelles le nombre dépassait la limite prescrite. En moins de deux mois, à partir du moment où les ordres furent expédiés, elles avaient été enrôlées et équipées, et avaient parcouru de quatre à sept cent milles pour rejoindre l'armée à Cambridge.

Le général Washington eut aussi la satisfaction de voir arriver, aussi rapidement qu'il pouvait le désirer, les renforts de milice qu'il avait demandés aux gouvernements de la Nouvelle-Angleterre, pour fortifier son camp.

Avant cet accroissement de forces, il avait médité une entreprise qui paraissait devoir réussir. Le général Schuyler avait été nommé par le Congrès au commandement de la division du Nord, sur le lac Champlain; on lui donna des instructions qui lui enjoignaient de

prendre Saint-John, Montréal et d'autres parties du Canada, si la chose était praticable et ne mécontentait pas les habitants. On prévoyait qu'à cette nouvelle le général Carleton sortirait de Québec, avec toutes les troupes qu'il pourrait réunir, pour défendre les frontières envahies. Cette ville et sa forteresse deviendraient alors une conquête facile, puisqu'il n'était pas probable qu'on pût envoyer des renforts d'Angleterre avant que l'hiver fût arrivé, et que les glaces eussent barré la rivière. Lors même qu'on ne réussirait pas à prendre Québec, ce qui était l'objet principal, en l'essayant on forcerait le général Carleton à revenir sur ses pas pour protéger cette ville, ce qui laisserait sans défense les frontières méridionales du Canada, et les exposerait aux incursions des troupes américaines. Le général Schuyler approuva ce plan et promit de concourir à son exécution.

Le projet fut mûri avec soin, et on travailla sur-le-champ à l'accomplir. Le général Washington détacha onze cents hommes, y compris trois compagnies de fusiliers, et leur ordonna d'entrer dans le Canada à travers le désert, en passant auprès des rivières de Kennebec et de Chaudière, et d'agir alors selon que les circonstances l'exigeraient. Le commandement de cette expédition, que Washington regardait comme étant « de la plus grande importance pour les intérêts et pour les libertés de l'Amérique, » fut confié au colonel Arnold. Cet officier était revenu depuis peu des bords du lac Champlain, où il avait joué un rôle brillant avec Ethan Allen, dans la prise de Ticonderoga et de Crown Point. Il avait déjà une grande ré-

putation de courage, d'énergie et de talents militaires.

Les instructions qu'il reçut du commandant en chef étaient politiques, péremptoires et pleines d'humanité. On lui défendit de troubler, sous aucun prétexte, la tranquillité des Canadiens et de choquer leurs préjugés. On lui ordonna de respecter leurs observances religieuses, de leur payer libéralement tous les objets dont il pourrait avoir besoin, et de punir avec rigueur les soldats qui commettraient quelques désordres. Il devait poursuivre et harceler les troupes anglaises dans le Canada, mais éviter de vexer le peuple, et de rien faire qui pût le rendre hostile à la cause américaine.

Décrire avec détails les événements, les souffrances, les incidents romanesques et les différents résultats de cette expédition, ce serait sortir de notre plan. Il suffit de dire qu'elle était basée sur des principes justes, qu'elle fut bien conduite, et qu'elle réussit en partie. Pendant la route, la troupe fut affaiblie par la défection d'un colonel qui retourna sur ses pas avec un détachement considérable, sous prétexte qu'il manquait de provisions. Un peu plus de deux mois après son départ de Cambridge, Arnold était campé dans les plaines d'Abraham, sous les murs de Québec, avec une force effective de cinq cent cinquante hommes. Il somma la ville de se rendre, mais sa troupe était trop peu considérable pour qu'il pût tenter un assaut. Le second but de l'entreprise fut atteint. Elle divisa l'ennemi et forma ainsi une diversion favorable aux opérations du général Montgomery qui, partant du

lac Champlain, entra dans le Canada à la tête de l'armée américaine, prit Montréal, et finit par rejoindre Arnold auprès de Québec.

La manière dont Arnold avait conduit cette expédition fut approuvée par le commandant en chef, et lui attira les éloges du pays tout entier. Il avait surmonté les plus terribles obstacles, avait soutenu le courage de ses hommes exposés à des privations et à des souffrances incroyables par le froid, la faim et la fatigue, et avait prouvé que l'on avait bien fait d'avoir confiance dans son activité et dans les ressources de son esprit.

La disette de poudre au camp de Cambridge continuait à être une cause d'extrême anxiété pour Washington. On en réunit de petites quantités, mais non pas en proportion des besoins. Son inquiétude s'augmentait encore de la crainte que l'ennemi ne vînt à découvrir sa faiblesse sous ce rapport, et ne se mît en marche pour l'attaquer. Dans ce cas, toute l'armée aurait été inévitablement mise en déroute et dispersée. Le secret était indispensable, et, en conséquence, les Américains ne connaissaient pas plus sa position que l'ennemi dans ses lignes. Des murmures commençaient à se faire entendre; on disait que l'armée restait dans l'inaction, et que la supériorité du nombre pourrait justifier une attaque contre la ville. On soumit cette question à un conseil d'officiers généraux, qui combattirent unanimement un tel projet. On répandit ensuite le bruit que c'était par bienveillance pour les habitants, et pour ne pas brûler leurs maisons et leurs propriétés, que l'on n'attaquait pas la ville. Le

Congrès, soit qu'il partageât cette opinion, ou qu'il voulût risquer les conséquences, fit pressentir ses désirs au général, en lui suggérant que « s'il pensait qu'il fût possible de battre l'ennemi et de prendre possession de la ville, il serait convenable d'attaquer à la première occasion favorable, et avant l'arrivée des renforts que l'on attendait bientôt. » Un autre conseil fut convoqué, un mois après le premier, pour prendre cet avis en considération, et cette proposition fut encore rejetée à l'unanimité. Quelle que pût être l'opinion particulière de Washington, il fut forcé de se soumettre en silence, car il aurait été extrêmement imprudent de tenter une telle entreprise, quand tous les officiers y étaient opposés, et au moment où il fallait cacher sa position réelle au public.

Il y eut quelques canonnades et quelques escarmouches sur les points avancés des lignes, mais l'ennemi n'était pas disposé à quitter ses retranchements. Dans le fait, il n'avait jamais songé à attaquer, à moins qu'il ne reçut des renforts. Le général Gage écrivit à lord Dartmouth qu'une telle entreprise, même en supposant le succès, ne produirait aucun fruit, parce qu'il n'y avait ni chevaux ni voitures pour les transports, et que l'on n'obtiendrait d'autre résultat que de chasser les Américains d'une forte position, pour leur en faire prendre une autre aussi bonne.

Le temps approchait où il deviendrait nécessaire de former une nouvelle armée. Les troupes du Connecticut et de Rhode-Island ne s'étaient engagées à servir que jusqu'au 1er décembre, et, pour les autres, le temps du service ne dépassait pas la fin de ce mois. L'atten-

tion du Congrès avait été dirigée vers cet objet, et on nomma un comité de trois membres, qui furent envoyés au camp pour examiner, avec les délégués des colonies de la Nouvelle-Angleterre, quels étaient les moyens les plus efficaces pour maintenir, régler, entretenir l'armée continentale. Franklin, Lynch et Harrison formaient ce comité, et le 18 octobre, ils se réunirent aux délégués, au quartier général de Washington.

Comme les personnes qui composaient cette réunion étaient étrangères aux affaires militaires, le plan qui fut proposé par le général Washington, et qui avait été discuté et mûri par un conseil d'officiers, fut en général adopté. On pensa que, pour obtenir une sécurité convenable, l'armée américaine devait être numériquement deux fois aussi considérable que celle de l'ennemi à Boston. En conséquence, on décida que, d'après la nouvelle organisation, il y aurait vingt-six régiments, outre les fusiliers, et que chaque régiment serait divisé en huit compagnies. On calculait que la totalité des troupes comprendrait alors vingt mille trois cent soixante-douze hommes. On espérait que plusieurs de ceux qui se trouvaient sous les drapeaux, et dont le temps de service allait bientôt expirer, s'enrôleraient de nouveau, et on devait combler le déficit avec des recrues tirées du pays. Les délégués pensaient que, dans les quatre colonies de la Nouvelle-Angleterre, on pourrait lever trente-deux mille hommes pour une année, temps fixé par le Congrès pour tous les enrôlements.

Après la dissolution de la réunion, le comité du Congrès continua à siéger, et prit en considération

divers autres objets. Les affaires de la guerre subirent une révision, et on fit plusieurs changements dont l'expérience avait prouvé la nécessité. On s'occupa de réglements relatifs à la disposition des prises faites en mer, à l'échange des prisonniers, à la manière d'employer les Indiens, et à plusieurs autres détails relatifs à l'armée, et on arrêta des règles précises. Quand le comité retourna au Congrès, ses actes furent approuvés et confirmés.

Cette conférence rendit de grands services au commandant en chef. Elle lui fournit une occasion d'exprimer ses sentiments plus librement et d'une manière plus explicite qu'il ne pouvait le faire par écrit. On adopta aussi pour les opérations futures un système auquel il pût prendre confiance, les colonies de l'est et le Congrès étant obligés de soutenir les mesures arrêtées par leurs représentants.

Il fallait, avant tout, organiser l'armée suivant les nouvelles décisions, nommer les colonels et les officiers inférieurs des divers régiments, et promulguer les ordres de recrutement. C'était une affaire embarrassante et très délicate. Il était extrêmement important de conserver autant que possible les hommes qui étaient alors dans les rangs; et on s'aperçut bientôt qu'il n'en resterait qu'un très petit nombre, à moins qu'ils ne pussent savoir d'avance sous quels officiers ils serviraient, et si on aurait égard à toutes leurs préférences. Les considérations de localité présentaient aussi beaucoup d'obstacles. Il fallait avoir soin que chaque colonie eût sa juste proportion d'officiers, suivant le nombre des hommes qu'elle devait fournir,

et que l'affaire des rangs fût réglée de manière à satisfaire les caprices de quelques-uns et les prétentions extravagantes des autres. La tâche était effrayante, mais elle fut enfin accomplie, et le recrutement commença.

Washington n'avait pas seulement à s'occuper des intérêts de l'armée; il était encore obligé de donner beaucoup de temps et d'attention aux affaires maritimes. Jusque là, le continent n'avait eu aucun vaisseau national, et le Congrès n'avait fait aucun préparatif pour une guerre maritime. Tant que les troupes anglaises et les habitants de Boston étaient enfermés dans les limites de cette ville, et privés de relations directes avec le pays, il fallait nécessairement que toutes leurs provisions arrivassent par eau; et le grand nombre de bâtiments employés à ce service fit naître l'idée d'armer des vaisseaux en course dans les villes de la côte, pour s'en emparer. Washington n'avait pas d'instructions à cet égard; mais il pensa que cette mesure rentrait dans le plan général, qui était d'inquiéter et de ruiner l'ennemi, et prenant sur lui toute la responsabilité, il fit équiper et mettre en mer des vaisseaux armés. On employa des agents à Salem, à Beverly, à Marblehead et à Plymouth, afin de se procurer et d'armer des bâtiments, et on prit des officiers et des soldats dans l'armée pour former les équipages. Il donna aux capitaines des instructions précises et prudentes, et, afin de paraître agir dans les limites de l'autorité de sa commission, il leur ordonna «de prendre le commandement d'un détachement de l'armée, pour se rendre à bord, croiser contre les vais-

seaux qu'on rencontrerait au service de l'ennemi, et capturer tous ceux qui se trouveraient chargés de soldats, d'armes, de munitions ou de provisions. »

En quelques semaines il y eut sous voile six goëlettes armées qui commencèrent à croiser dans les eaux de la baie de Massachusetts. Il y eut plusieurs captures; celle que fit le capitaine Manly fut surtout précieuse, elle se composait de munitions de guerre. Mais, en général, les premières expéditions n'obtinrent pas de succès signalé. Quelques officiers se montrèrent incapables, les hommes se mutinèrent, et les détails de cette entreprise donnèrent une peine infinie. Le système s'améliora par degrés, on équipa d'autres vaisseaux, le Congrès établit des réglements et des cours qui devaient juger de tout ce qui se rapportait aux prises, et ce fut ainsi que s'établit enfin la marine continentale. Mais le général Washington ne fut délivré de ce fardeau que lorsque l'ennemi eut évacué Boston.

On ne doit pas oublier ici un incident qui fait bien connaître son caractère. Deux vaisseaux armés furent expédiés au fleuve Saint-Laurent avec l'ordre d'intercepter deux brigantins qui, d'après des avis qu'on avait reçus, devaient partir d'Angleterre pour porter des armes et des munitions à Quebec. Les capitaines, après avoir échoué dans ce projet, firent une descente dans l'île de Saint-John, pillèrent les habitants, et en emmenèrent quelques-uns prisonniers. Soit que cet acte fût conforme ou non aux lois ordinaires de la guerre, il fut sévèrement blâmé par Washington, qui mit immédiatement les prisonniers en liberté, les traita avec la plus grande bonté, rendit tout ce qui avait été pris

et facilita autant qu'il le put leur retour chez eux.

L'incendie de Falmouth, acte de méchanceté personnelle d'un officier de marine anglais, et les menaces que fit l'ennemi d'infliger le même châtiment aux autres ports de mer, jetèrent partout la consternation ; on adressa au général Washington les plus pressantes sollicitations pour obtenir de la poudre, des armes et des troupes. Sa position l'obligea encore à refuser les secours qu'on sollicitait avec tant d'instance. Ces souffrances excitaient vivement sa sympathie, et sa popularité fut compromise par son refus ; cependant, dans ce cas comme dans tous les autres, le sentiment inflexible de son devoir l'emporta sur ses désirs personnels et lui donna la force d'agir selon son jugement.

Quand les nouvelles de la bataille de Bunker's Hill arrivèrent au cabinet britannique, le général Gage fut rappelé, « pour donner à Sa Majesté des renseignements exacts sur toutes choses, et pour suggérer tous les expédients que ses connaissances et son expérience du service devaient le mettre à même de fournir. » Dans la victoire chèrement achetée de Bunker's Hill, il avait fait une découverte qui paraît avoir été aussi étonnante pour lui que mortifiante pour les ministres. « L'épreuve que nous avons faite, » dit-il, dans une lettre à lord Dartmouth, « montre que l'armée des rebelles n'est pas composée d'une populace méprisable, comme trop de gens l'ont supposé. » D'après l'opinion des ministres, cette épreuve montrait aussi que le général Gage avait été trompé par de mauvais conseillers ou par sa propre ignorance, et que soit obstination, soit incapacité, il ne pouvait bien remplir le poste

qu'il occupait. Le 1er octobre il fut remplacé dans son commandement par le général Howe.

Cet officier était peut-être plus capable que son prédécesseur, mais l'expérience n'ajouta pas à l'estime que le public avait pour lui. Il avait l'avantage cependant de n'avoir pas pris part aux événements irritants dans lesquels le général Gage avait joué un rôle qui lui avait attiré la malveillance et les reproches du peuple. Le général Howe était frère de lord Howe, qui avait été tué à Ticonderoga dans la dernière guerre, et dont la mémoire était chère à tous les colons. Il n'avait donc à lutter qu'avec les forces physiques, le courage déterminé et l'habileté politique des Américains. Les préjugés étaient en sa faveur, et il n'existait pas d'antipathie. Il se pénétra malheureusement de l'idée qu'il avait à faire à une rébellion, et que dans une telle lutte il n'était pas tenu d'observer scrupuleusement les règles d'une guerre honorable. On ne doit peut-être pas le blâmer trop sévèrement sur ce point, puisqu'il ne faisait que se conformer à l'esprit de ses instructions; mais avec un peu plus de discernement pour connaître l'état réel des choses autour de lui, et un peu plus de prudence et de sagacité pour adapter sa conduite aux circonstances, son caractère aurait paru sous un meilleur jour, et ses services n'en auraient pas moins valu pour la cause qu'il était chargé de défendre.

Les enrôlements pour la nouvelle armée marchaient lentement. Le mécontentement et les cabales des officiers, les dispositions exigeantes et les habitudes indisciplinées des soldats causaient des embarras infinis.

Le général Washington éprouvait une vive anxiété; sa patience et son courage étaient mis à une rude épreuve. L'expérience d'un mois n'avait fourni que cinq mille recrues. Tantôt on le flattait par des promesses, tantôt le dernier rayon d'espérance semblait presque près de s'éteindre; enfin au moment où le terme du service des troupes du Connecticut allait expirer, on apprit qu'elles allaient partir en corps, et qu'elles laisseraient un vide terrible dans une armée déjà trop peu nombreuse, et affaiblie par des désordres intérieurs. Il eut recours à tous les motifs qui pouvaient stimuler leur patriotisme, leur orgueil et leurs sentiments d'honneur; mais tous ses efforts furent vains, et ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté qu'il réussit à leur persuader de rester dix jours de plus, jusqu'à ce qu'on pût assembler la milice pour remplir leur place.

On publia des ordres pour appeler la milice. Par une prévoyance prudente, Washington avait fait comprendre au Congrès qu'il était nécessaire qu'on lui confiât cette autorité, et on la lui avait accordée en termes généraux. Mais il se présenta encore ici de nouveaux embarras : le même spectre de domination militaire qui avait, dès l'origine, inspiré tant de terreur à beaucoup de personnes, et qui avait fait borner à une année l'existence de l'armée actuelle, les alarmait et les tourmentait encore. Si le commandant en chef pouvait à son gré convoquer toutes les forces du pays, où seraient, disait-on, les bornes de son pouvoir, le frein qui retiendrait son ambition, la garantie des libertés du peuple? On faisait de semblables questions d'un ton triomphant et avec la confiance qu'il était

impossible d'y répondre. Le Congrès y mit heureusement fin par un expédient fort simple. Il fit à sa résolution un amendement par lequel il imposait au commandant en chef l'obligation d'obtenir le consentement du pouvoir exécutif de chaque colonie avant d'appeler sa milice. Par le fait, Washington avait jusqu'alors suivi cette marche, et aurait probablement continué à en agir ainsi; mais cette forme de résolution calma les craintes des alarmistes et fut également efficace (1).

Quand le général Washington se plaignit au gouverneur Trumbull de la conduite extraordinaire des troupes du Connectitut, ce dernier répondit : « Il est extrêmement difficile de soutenir la liberté, de gouverner réellement, de maintenir la subordination, et en même temps de prévenir les résultats des principes de licence et de nivellement que bien des gens embrassent très facilement. Le pouls d'un homme de la Nouvelle-Angleterre bat avec force pour la liberté ; il regarde comme purement volontaire son engagement au service; c'est pourquoi, quand le temps de l'enrôlement est fini, il ne se considère comme obligé à rien, s'il n'existe pas un nouvel engagement. Cela est arrivé dans la dernière guerre. Je crains fort le même

(1) Lorsque Washington fit partie de la Convention chargée de rédiger la constitution, il dit une parole que lui suggéra sans doute son expérience pendant la guerre. Un membre proposa un article qui limitait absolument l'armée permanente à 5,000 hommes. « Je n'y ai point d'objection, dit Washington, pourvu qu'on y ajoute cet amendement, qu'aucun ennemi ne se permettra d'envahir les États-Unis avec plus de 3,000 hommes. »

résultat parmi les soldats des autres colonies; car je suis convaincu que c'est là le génie et l'esprit de notre peuple. » Une autre considération avait beaucoup de poids, peut-être plus que tout le reste. Les hommes espéraient une gratification; la paie d'un soldat ne les contentait pas, car ils pouvaient obtenir de meilleurs gages dans d'autres emplois sans s'exposer aux fatigues et aux privations d'un camp. Le Congrès s'était déclaré contre les gratifications, et on ne pouvait en offrir, à moins que les colonies ne voulussent le faire séparément et pour leur propre compte.

A la fin de l'année, quand l'ancienne armée fut dissoute, le nouvel établissement était de neuf mille six cent cinquante hommes. Il y avait plus de mille absents par congé, qu'on s'était trouvé dans la nécessité d'accorder comme condition de leur rentrée au service. Ce résultat était bien fait pour décourager. « Il est plus aisé de concevoir, disait le général Washington, que de décrire l'état de mon esprit depuis quelque temps, et les sentiments que j'ai éprouvés à la vue de notre situation. Parcourez toute l'histoire, et vous ne trouverez pas peut-être un seul cas semblable au nôtre. Pendant six mois, nous avons défendu une position contre la fleur de l'armée britannique, sans poudre; et puis, nous nous sommes vus dans la nécessité de dissoudre une armée et d'en réunir une autre, à la même distance d'un ennemi auquel il arrivait tous les jours des renforts. » Il fut cependant mis à l'abri de tout danger par l'arrivée de cinq mille miliciens qui vinrent renforcer son armée et ne devaient pas la quit-

ter avant le mois de janvier. Ajoutez à cela que la saison avancée laissait à l'ennemi peu de chances favorables pour un coup de main.

Lorsque le général Washington avait accepté la nomination du Congrès, il avait supposé qu'il lui serait possible de visiter sa famille pendant l'hiver, et de s'occuper pendant quelque temps de ses affaires particulières. Cela se trouva impraticable, ou du moins incompatible avec les devoirs de sa charge; et madame Washington vint le rejoindre au quartier général, où elle resta jusqu'au printemps suivant. C'est ce qu'elle continua de faire pendant toute la durée de la guerre. Elle passait les hivers avec son mari dans le camp, et retournait à Mount-Vernon, dès l'ouverture de la campagne.

Ses vastes propriétés furent remises aux soins d'un surveillant, M. Lund Washington, en qui il avait beaucoup de confiance, et qui s'acquitta de cette charge avec fidélité et zèle. Malgré la multitude des affaires publiques qui l'accablèrent en tout temps, et qu'il ne négligea jamais, les pensées du général Washington retournaient constamment à ses fermes. Au milieu des scènes les plus agitées de la guerre, il entretenait avec son homme d'affaires une correspondance suivie, entrant dans les plus petits détails, donnant des instructions minutieuses, et exigeant en retour des rapports fréquents et complets sur la culture de ses terres, leur produit, l'état des ouvriers et toutes les opérations qui se faisaient chez lui.

Un extrait d'une de ses lettres sur ce sujet fera con-

naître un trait de son caractère, ainsi que le pied sur lequel il avait laissé sa maison à Mount-Vernon.

« Que l'hospitalité de la maison à l'égard des pauvres soit maintenue ; que personne ne s'en éloigne en ayant faim. Si quelqu'un de ces malheureux manque de blé, subvenez à ses besoins, pourvu que cela ne l'encourage pas à la paresse; je n'ai aucune objection à ce que vous donniez mon argent en aumônes, jusqu'à la concurrence de quarante ou cinquante livres sterling par an, quand vous les regarderez comme bien placées. En disant que je n'y ai pas d'objection, je veux dire que je désire que vous agissiez ainsi. Vous devez considérer que ni moi ni ma femme nous ne sommes maintenant à même de nous occuper de ces bonnes œuvres. Sous tous les autres rapports, je vous recommande d'user de la plus stricte économie et de la plus grande frugalité, et je ne doute pas que vous ne le fassiez, car vous savez sans doute que je ne gagne pas un sol pour mes services ici, au-delà de mes dépenses. Il me devient donc nécessaire d'économiser chez moi. »

CHAPITRE VIII.

Plan d'une attaque contre Boston. — État de l'armée. — Hauteurs de Dorchester fortifiées. — Évacuation de Boston. — Les troupes marchent vers New-York. — Washington se rend au Congrès. — Son opinion sur l'état du pays. — Machinations des tories, et mesures prises pour les faire échouer. — Déclaration d'indépendance. — Arrivée de lord Howe, avec des propositions pour une réconciliation avec les colonies. — Comment l'amiral et le général essaient d'adresser leurs lettres à Washington. — Force et position des deux armées. — Bataille de Long-Island.— Observations sur la bataille.— Impression qu'elle produit sur l'armée américaine et sur le public.

Vers la fin de décembre, on eut la certitude que le général Howe préparait une partie de sa flotte, dans le port de Boston, pour quelque entreprise secrète. On ne pouvait que former des conjectures sur son dessein ; mais l'époque de l'année et d'autres circonstances portaient à croire qu'on avait en vue une opération vers le midi. On avait des craintes pour New-York, qui se trouvait alors sans défense, qu'affaiblissaient les timides conseils de son congrès provincial, qu'un vaisseau de guerre anglais tenait en respect, et que troublaient les artifices du gouverneur Tryon, dont la présence et l'adresse avaient maintenu, dans Long-Island, un corps formidable de tories, dont les uns étaient cachés et les autres se montraient à découvert.

On devait ne rien épargner pour empêcher l'ennemi

de prendre possession d'un poste aussi important que New-York, qui, au moyen de la rivière d'Hudson, ouvrait une communication directe avec le Canada, et donnait ainsi à une armée ennemie la facilité de faire beaucoup de mal dans l'intérieur du pays, sinon de détruire entièrement les troupes américaines dans le nord. Dans la position actuelle du général Washington, il ne pouvait envoyer un détachement du camp. On pensa que ce qu'il y avait de mieux à faire était d'envoyer à New-York le général Lee, avec des instructions du commandant en chef pour lever des volontaires dans le Connecticut, appeler à son aide d'autres troupes de New-Jersey, mettre la ville en aussi bon état de défense que ses moyens le lui permettraient, désarmer les tories et les autres ennemis des droits et des libertés de l'Amérique, et défendre les fortifications de la rivière d'Hudson.

Cette commission était délicate en elle-même, et d'une exécution difficile; elle exigeait de l'énergie et de la fermeté, et en même temps une modération que le général Lee avait rarement montrée. Cependant, dans cette circonstance, il fut sage et heureux. On envoya aussi à New-York un comité du Congrès, et sa prudence modéra l'ardeur excessive du général et inspira aux autorités civiles le courage dont elles avaient besoin pour donner leur coopération à des mesures vigoureuses. Quant à la sûreté de New-York, l'alarme était prématurée. La flotte de Boston, qui portait plusieurs régiments sous le commandement du général Clinton, fit voile pour la Caroline du Nord, afin d'exécuter un plan de descente dans cette colonie,

suggéré au cabinet britannique par le gouverneur Martin.

Cependant le général Washington devenait de plus en plus impatient d'attaquer Boston. Il convoqua, le 16 janvier, un conseil d'officiers, soutint par les arguments les plus forts la nécessité de faire cette tentative avant que l'ennemi reçût des renforts, et leur demanda leur opinion. Ils reconnurent qu'il ne faudrait pas différer l'attaque d'un seul instant, dès que l'on aurait un espoir fondé de réussir, mais qu'avec les forces qu'on avait alors sous les armes, ils la croyaient impraticable. On voit, au ton d'une lettre écrite à cette époque, qu'il sentait vivement les embarras de sa situation. « Si j'avais pu prévoir, dit-il, les difficultés qui sont survenues, si j'avais pu savoir que les anciens soldats montreraient une telle répugnance pour le service, tous les généraux de la terre ne m'auraient pas persuadé qu'il convînt de retarder jusqu'à ce jour une attaque contre Boston. » Il fait ici allusion aux soldats de la première armée qui avaient refusé de s'enrôler, et qui étaient retournés chez eux en beaucoup plus grand nombre qu'il ne l'avait pensé.

Les nouveaux régiments se complétaient très lentement. Le temps pendant lequel les cinq mille miliciens s'étaient engagés à servir était expiré, et on ne put en décider qu'un petit nombre à rester encore sous les drapeaux. Un autre appel de milice était indispensable. On demanda sept régiments au Massachusetts, quatre au Connecticut, et deux au New-Hampshire. On espérait qu'à l'époque où ils arriveraient, la glace serait assez forte sur les eaux qui entouraient

Boston, pour qu'elle pût faciliter l'assaut de la ville.

On reçut précisément à cette époque la nouvelle de l'échec de Québec et de la mort du général Montgomery, et le général Schuyler demanda de la manière la plus pressante qu'on envoyât immédiatement dans le Canada trois mille hommes, ajoutant qu'on ne pouvait rien retrancher de ce nombre, si l'on voulait réparer les pertes qu'on avait éprouvées et soutenir la cause commune dans cette colonie. Washington ne pouvait tirer un semblable détachement de son armée, sans amener sa propre ruine; mais, toujours prompt à pourvoir à tous les besoins et à agir pour le but général, il engagea immédiatement les gouvernements du Massachusetts, du Connecticut et du New-Hampshire à fournir chacun un régiment qui servirait pendant un an, et qui se dirigerait sur-le-champ vers le Canada. Ne voulant pas imposer à ces colonies un nouveau fardeau, il convint que ces trois régiments feraient partie de sa dernière réquisition, et en réserva dix pour l'armée principale. La proposition fut bien reçue, et les troupes furent levées et marchèrent vers le Canada pendant l'hiver.

Outre la disette de poudre dont on n'avait jamais eu une quantité suffisante, le défaut d'armes faisait présager de fâcheuses conséquences. Il y avait dans le camp près de deux mille hommes qui n'avaient pas d'armes à feu : on eut recours à toutes sortes d'expédients pour leur en procurer, mais avec peu de succès. Les gouvernements de la Nouvelle-Angleterre n'en avaient point à fournir. Les miliciens ne voulaient pas se séparer de leurs armes, et les emportaient en re-

tournant chez eux. On envoya des officiers dans le pays pour en acheter. On en acquit un petit nombre de cette manière, mais pas assez pour armer tous les soldats.

Tels étaient la fermeté de Washington et l'empire qu'il avait sur lui-même, qu'on ne le vit que bien rarement, peut-être jamais, véritablement découragé. Il paraissait acquérir de nouvelles forces en portant le fardeau des difficultés qui s'appesantissaient sur lui. Soutenu par le sentiment de son intégrité, pesant bien chacune des actions de sa vie, convaincu de la justice de sa cause, et se reposant habituellement sur la Providence qui dirige toutes choses, son esprit, dans sa vaste portée, envisageait constamment le but, et il marchait en avant, déterminé dans ses résolutions et fort de son espérance. Cependant les événements des six derniers mois et la position dans laquelle il se trouvait alors placé ne pouvaient qu'éveiller de tristes présages et l'affecter vivement. Sa propre réputation et les intérêts les plus précieux de son pays se trouvaient en danger. Les moyens de soustraire son nom à une censure non méritée et d'établir le bonheur de son pays sur une base solide étaient faibles, éloignés, incertains. Voici comment il s'exprimait dans cette occasion, en écrivant à un ami :

« Je connais la malheureuse position dans laquelle je me trouve ; je sais qu'on attend beaucoup de moi ; je sais que, sans hommes, sans armes, sans munitions, sans rien de ce qu'il faut au soldat, on ne peut faire à peu près rien ; et, ce qui est bien mortifiant, je sais que je ne peux me justifier aux yeux du monde, sans

divulguer ma propre faiblesse et sans nuire à la cause que je soutiens, en déclarant ce qui me manque, ce que je suis décidé à ne pas faire, bien qu'une inévitable nécessité le révèle peu à peu à bien des gens. Ma situation m'est quelquefois si pénible que, si je ne consultais le bien public plutôt que ma propre tranquillité, j'aurais depuis long-temps tout risqué sur un coup de dé. Loin d'avoir une armée de vingt mille hommes bien équipés, je me suis trouvé ici avec la moitié de ce nombre, en comprenant les malades et ceux qui étaient absents par congé ou en mission; encore ils n'étaient ni armés, ni habillés comme ils auraient dû l'être. En un mot, ma position a été telle que j'ai été obligé d'user d'artifice pour la cacher à mes propres officiers. »

Nous citerons ici un autre passage de la même lettre, qui fait contraste avec ce triste tableau et prouve l'élasticité de son esprit et sa fermeté dans les circonstances les plus accablantes.

« Quant à moi en particulier, je n'ai jamais conservé l'idée d'un accommodement, depuis que j'ai eu connaissance des mesures qui avaient été adoptées à la suite de la bataille de Bunker's Hill. Le discours du roi a confirmé les sentiments que j'avais éprouvés en recevant les nouvelles de cette affaire; et si tout le monde pensait comme moi, les ministres de la Grande-Bretagne apprendraient en peu de mots sur quel terrain la cause doit être placée. Je ne me laisserais pas tromper par des déclarations artificieuses ou par des prétextes spécieux; je ne voudrais pas être amusé par des propositions insignifiantes; je proclamerais

publiquement, sans feinte et avec force, nos griefs et notre résolution d'en obtenir le redressement. Je leur dirais que nous avons beaucoup supporté, que nous avons long-temps recherché avec ardeur une réconciliation basée sur des conditions honorables, qu'elle nous a été refusée, que tous nos efforts pour rétablir la paix ont été inutiles, qu'ils ont été présentés sous le jour le plus faux, que nous avons fait tout ce qu'on pouvait attendre des sujets les plus dévoués, que l'esprit de liberté s'élève trop haut en nous pour que nous nous soumettions à l'esclavage. Voilà ce que je leur dirais, non pas en mots couverts, mais en termes aussi clairs que le soleil en plein midi. »

Les affaires de l'armée prirent peu à peu un aspect plus favorable. Comme l'hiver fut doux, il n'y eut guère de glace que jusqu'au milieu de février, mais alors elle fut assez forte pour que l'armée pût marcher dessus, et venir de Roxbury et de Dorchester. Le commandant en chef proposa de profiter de cette circonstance pour tenter immédiatement un assaut contre Boston. Son avis ne fut pas approuvé dans un conseil d'officiers, ce qui lui causa beaucoup de désappointement et de chagrin. « Quoique nous eussions attendu, dit-il, pendant toute l'année, cet événement favorable, l'entreprise fut jugée trop dangereuse. Peut-être l'était-elle ; peut-être le désir de sortir d'une position si pénible me poussait-il à entreprendre au-delà de ce que la prudence autorisait. Je ne le pensais pas, et je suis encore bien sûr que si l'affaire avait été entreprise avec un courage bien déterminé, elle aurait nécessairement réussi; et sans cela, toutes échoueraient. »

On décida cependant qu'on commencerait des opérations actives, et qu'on prendrait possession des hauteurs de Dorchester, ce qui peut-être attirerait l'ennemi, donnerait lieu à un engagement de ce côté, et amènerait ainsi une attaque générale, en divisant les forces qui se trouvaient à Boston.

On fit de promptes dispositions pour exécuter ce plan, et on en effectua la partie la plus importante, au moyen d'un corps de troupes qui marcha pendant la nuit sous le commandement du général Thomas, gagna le sommet des hauteurs sans être découvert, et éleva avec beaucoup d'activité, avant le matin, des ouvrages capables de le couvrir contre le feu de l'ennemi. Pour détourner l'attention du général Howe, on avait constamment canonné et bombardé la ville pendant les deux nuits précédentes; et cette nuit même, on on avait tiré de Lechmere's Point, de Cobble Hill et de Roxbury.

Comme les hauteurs de Dorchester commandaient le port, ainsi que Nook's Hill, d'où l'on pouvait facilement tirer sur la ville avec du canon et des mortiers, on présumait que l'ennemi essaierait de déloger le détachement américain, et que l'on verrait se renouveler les scènes de Bunker's Hill. Dans l'attente de cet événement, Washington se prépara à attaquer en même temps la ville du côté opposé. On mit à part quatre mille hommes choisis pour cette opération; on en fit deux divisions, dont l'une fut confiée au général Sullivan, et l'autre au général Greene: toutes deux furent mises sous les ordres du général Putnam. A un signal concerté, ces deux divisions devaient s'embarquer sur

des bateaux auprès de l'embouchure de la rivière de Charles ; trois batteries flottantes devaient les accompagner, et protéger par leur feu leur débarquement dans la ville, et ensuite elles devaient agir suivant les circonstances et les instructions qui leur seraient communiquées par des signaux.

Par l'événement, il n'y eut pas lieu d'exécuter ce dessein. Il n'entrait ni dans la politique du général Howe, ni dans ses plans d'avoir un engagement général. C'était par sa propre volonté qu'il restait à Boston, car les ministres lui avaient recommandé, plusieurs mois auparavant, d'abandonner cette place, et de se rendre dans un port du midi. Quoiqu'il pensât qu'il y avait des raisons solides à opposer à cette mesure, il ne voulut pas sacrifier ses soldats et courir des dangers, quand sa responsabilité était si fort engagée. Mais lorsque l'amiral lui dit que, si les Américains n'étaient pas délogés des hauteurs de Dorchester, les vaisseaux du roi ne pourraient demeurer dans le port, il consentit à détacher à cet effet trois mille hommes, sous le commandement de lord Percy. Cette expédition n'eut pas lieu, un orage terrible ayant éclaté pendant que les troupes s'embarquaient. Le lendemain il se décida à suspendre les opérations offensives, et à évacuer la place.

Washington avait regardé ce résultat comme probable; et, comme il n'avait pas d'autres motifs pour engager le général Howe à combattre que de le chasser de la ville, d'après ses principes il devait naturellement désirer d'arriver à ce but sans effusion de sang. Il ne songea donc qu'à bien garder ses postes, et

à tenir ses troupes prêtes pour l'action. L'humanité et la politique demandaient aussi que l'on épargnât à la ville, si cela était possible, la ruine et les ravages auxquels un assaut l'aurait inévitablement exposée. Les habitants, ayant éprouvé cette crainte dès qu'ils avaient vu les Américains postés sur les hauteurs de Dorchester, avaient obtenu du général Howe une déclaration portant que la ville ne serait pas détruite, à moins que les troupes du roi ne fussent inquiétées pendant leur embarquement. Un message non officiel fut envoyé à Washington par les notables de la ville; mais il refusa de lui accorder aucune attention, parce qu'il n'était pas revêtu de la signature du commandant anglais. Toutefois cette démarche suffit pour produire un compromis tacite entre les parties, et on permit aux troupes de s'éloigner sans les inquiéter. La ville demeura intacte, n'ayant souffert que les effets naturels d'une occupation militaire aussi longue, et les désordres qui accompagnent un embarquement aussi précipité.

Boston fut évacué le 17 mars, et plusieurs régiments, commandés par le général Putnam, y entrèrent immédiatement, et prirent possession de tous les postes. On vit alors que la ville était très bien fortifiée. Le général Washington s'y rendit lui-même le lendemain, et fut reçu avec enthousiasme par les habitants. La législature de Massachusetts saisit avec empressement l'occasion de lui présenter une adresse qui exprimait son respect, son attachement et sa reconnaissance pour les grands services qu'il avait rendus au pays, et ses remercîments de la déférence qu'il avait invariablement montrée pour les autorités civiles. La réponse de Washington

exprimait les mêmes sentiments, et contenait des félicitations sur l'événement qui venait d'avoir lieu, et surtout sur ce qu'on l'avait accompli sans effusion de sang; quant à la part qu'il y avait eue, il dit qu'il n'avait fait que son devoir, « qu'il ne désirait d'autre récompense que celle qu'il trouvait dans le sentiment intime d'avoir rempli consciencieusement une charge importante, et l'espoir que ses services contribueraient à établir la liberté et la paix sur des fondements solides, et qu'ils mériteraient l'approbation de ses compatriotes et de tous les citoyens vertueux. »

Le Congrès s'empressa aussi de payer son juste tribut au commandant en chef. Un vote unanime de remercîments lui fut envoyé dans une lettre, rédigée par un comité expressément nommé à cet effet, et signée par le président. On fit frapper une médaille d'or (1) en mémoire de l'évacuation de Boston, et comme un gage honorable de l'approbation publique que sa conduite avait méritée.

Le général Howe, qui avait embarqué son armée sur soixante-dix-huit vaisseaux et bâtiments de transport, fit voile pour Halifax. Ses forces effectives, en y comprenant les matelots, se montaient à environ onze mille hommes. Plus de mille réfugiés quittèrent Boston sur sa flotte. Suivant le rapport de l'adjudant, l'armée de Washington, en comptant les officiers et les soldats, se composait de vingt-un mille huit cents hommes, et sur ce nombre il y avait deux mille sept cents malades. Depuis quelque temps les enrôlements avaient mieux réussi

(1) Voyez l'Atlas, n. 6.

qu'au commencement. Il y avait aussi six mille huit cents miliciens, dont la plupart avaient été subitement appelés des villes voisines, pour renforcer les lignes en cas d'une attaque contre Boston.

Pendant que les troupes se préparaient à s'embarquer, on disait qu'elles allaient se diriger vers Halifax; mais le général Washington, soupçonnant que c'était là un faux bruit que le commandant anglais faisait répandre pour cacher ses véritables projets, et inquiet pour la sûreté de New-York, demanda deux mille miliciens du Connecticut, et mille de New-Jersey, pour les jeter sans délai dans cette ville; avec ce renfort les troupes qui se trouvaient déjà dans la place auraient pu empêcher l'ennemi de débarquer, jusqu'à l'arrivée de ses propres forces. Le lendemain du jour où Boston fut évacué, il fit marcher cinq régiments continentaux, le bataillon de fusiliers et deux compagnies d'artillerie sous les ordres du général Heath. Ces troupes se rendirent par terre à Norwich, et traversèrent ensuite le détroit. Toute l'armée, à l'exception de cinq régiments laissés au général Ward pour la défense de Boston, suivit par divisions et prit la même route. Putnam fut envoyé en avant pour prendre le commandement de New-York; Lee avait été désigné par le Congrès pour le département du midi, et s'y était rendu en toute hâte pour surveiller les mouvements du général Clinton, qui paraissait se préparer à faire une descente sur un point de la côte vers le sud.

La flotte anglaise demeura dix jours dans la rade de Nantasket, et Washington ne pouvait se hasarder à quitter son poste, ni même à faire partir toute son

armée avant d'être assuré que la flotte s'était réellement mise en mer. Lorsqu'on en eut la certitude, il partit pour New-York et passa par Providence, Norwich et New-London. A Norwich il eut une entrevue avec le gouverneur Trumbull, qui s'y rendit pour le voir. Le 13 avril il arriva à New-York. Les divisions de l'armée, qui marchaient plus lentement, ne le rejoignirent dans cette ville que quelques jours plus tard.

Il devint bientôt évident que le général Howe avait pris une autre direction, et qu'on n'avait à craindre aucun danger immédiat de la part de l'ennemi. Les vaisseaux armés anglais, qui étaient restés jusqu'alors dans le port, se retirèrent à Sandy-Hook, à vingt-cinq milles de la ville. La milice du Connecticut et de New-Jersey fut congédiée. Le commandant s'occupa d'abord de visiter les ouvrages commencés par le général Lee, de les faire achever et de préparer d'autres moyens de défense.

Les affaires du Canada prenaient de jour en jour un aspect plus sombre. L'échec de Québec, la mort du vaillant Montgomery, qui avait laissé ses troupes sans chef vraiment capable, la rigueur de l'hiver et le manque de provisions, tout avait contribué à décourager les troupes, à diminuer leur nombre, à détruire la discipline, et à produire la confusion. On devait s'attendre à voir paraître des renforts d'Angleterre dans le fleuve Saint-Laurent, aussitôt que les glaces ne fermeraient plus le passage. Le Congrès, craignant avec raison les conséquences de cet état de choses, pria Washington de détacher d'abord quatre régiments,

et ensuite six autres pour les envoyer dans le nord. Il approuva cette mesure, dans la conviction qu'on servirait ainsi les intérêts publics; car dans le Canada on ne pouvait se procurer d'autres secours que ceux qu'on y envoyait du dehors, tandis qu'à New-York, en un cas pressant, on aurait pu appeler la milice des environs.

Comme on pensait qu'il était nécessaire que le général Washington se rendît alors au Congrès pour s'entendre avec lui sur l'état des affaires et concerter des plans de campagne, il partit pour Philadelphie, et laissa le commandement de l'armée au général Putnam. Sur sa route il examina Staten-Island et le rivage opposé de Jersey, pour déterminer quels étaient les lieux convenables pour des travaux de fortification. Son absence dura quinze jours. Il paraît qu'il fut désappointé et peiné en découvrant dans le Congrès des divisions qui étaient d'un mauvais présage pour la chose publique. On savait, d'après les derniers actes du parlement, que des commissaires étaient en route avec des propositions d'accommodement. Voici ce que disait Washington dans une lettre à son frère, datée de Philadelphie.

« Je vois avec un grand plaisir que la Convention de la Virginie ait adopté un vote si noble, et avec tant d'unanimité. Les choses en sont maintenant venues à un tel point que nous devons être convaincus que nous n'avons plus rien à attendre de la justice de la Grande-Bretagne, et qu'elle est capable de recourir à toutes sortes d'artifices; je suis bien persuadé qu'on n'a jamais pensé à d'autres commissaires que des

Hessois et autres étrangers, et qu'on a seulement voulu nous tromper et nous empêcher de nous tenir sur nos gardes. On n'a que trop bien atteint ce premier but, car plusieurs membres du Congrès, et, il faut le dire, les représentants de provinces entières se repaissent encore des flatteuses idées d'une réconciliation; et bien qu'ils ne veuillent pas convenir que cette espérance exerce aucune influence sur leur opinion relativement aux préparatifs de défense, il n'est que trop clair qu'elle agit sur toute leur conduite et entrave leurs démarches. Et, d'après la nature des choses, il ne peut en être autrement; car si un homme conserve l'espoir de voir cette querelle promptement et équitablement arrangée par des commissaires, il ne consentira jamais aux mêmes dépenses et ne courra jamais les mêmes risques pour se préparer aux événements les plus fâcheux, que celui qui croit qu'il faut vaincre ou se soumettre sans condition et subir tous les maux qui s'ensuivent, tels que la confiscation, le gibet, etc. »

La première phrase de ce paragraphe renferme une allusion à un vote récent de la Convention de la Virginie, qui engageait le Congrès à déclarer que les colonies unies étaient des États libres et indépendants. L'opinion qu'il était temps de prendre cette mesure décisive était fermement enracinée dans l'esprit de Washington, depuis le moment où il avait connu le discours du roi à l'ouverture du parlement, et avait ainsi compris dans quel esprit le gouvernement britannique était résolu de soutenir, à tout événement, ses prétentions contre les colonies. Dès cet instant ses der-

nières espérances s'évanouirent. Il fut convaincu qu'il n'y avait plus d'autre alternative que la soumission, à des conditions trop humiliantes pour qu'elles pussent être admises, ou une lutte opiniâtre. Il pensa donc, dès-lors, que les colonies devaient se placer sur la large base de l'indépendance. Elles ne pouvaient rien perdre à prendre une semblable position ; elles y avaient été poussées par leurs adversaires ; que ce fût par faiblesse, par obstination ou par la volonté d'opprimer, il était inutile de s'en enquérir ; et si elles devaient céder à la fin, il valait mieux succomber noblement en combattant pour la liberté et pour la justice, que retomber dans l'esclavage avec la honte de concessions dégradantes. Tels étant ses sentiments, il fut charmé de voir une colonie aussi puissante que la Virginie donner par son courage un exemple que d'autres étaient prêtes à suivre, et amener ainsi une union qui pût fixer les pensées et les cœurs du peuple sur un seul objet, relever ceux qui étaient abattus, exciter l'esprit militaire, fortifier l'armée et donner un nouvel élan à tout le pays.

Malgré l'hésitation de quelques-uns des membres du Congrès, il y avait encore une grande majorité pour les mesures vigoureuses ; et pendant que Washington s'y trouvait, on résolut de renforcer l'armée du New-York de treize mille huit cents miliciens tirés de Massachusetts, du Connecticut, de New-York et de New-Jersey, et de former en outre un camp volant de dix mille hommes pris dans la Pensylvanie, le Maryland et le Delaware.

Dès qu'il fut de retour à New-York, il s'occupa, sans

perdre de temps, de ses préparatifs pour recevoir l'ennemi, dont on s'attendait à voir bientôt la flotte sur la côte. Outre le fardeau de son commandement, il était accablé d'autres embarras. Long-Island, Staten-Island, plusieurs portions de l'intérieur du pays et la ville elle-même étaient remplies de tories ou personnes mal disposées qui formaient des complots secrets et dangereux. Le gouverneur Tryon, centre d'action de ce parti, se tenait toujours à bord d'un vaisseau au Hook, et avait des émissaires au loin dans toutes les directions. Le Congrès provincial, peu confiant en son pouvoir ou atteint du levain de la malveillance de quelques-uns de ses membres, était lent à proposer et plus lent encore à exécuter les plans formés pour extirper ce mal. Washington sollicita, argumenta, insista, au point qu'enfin on nomma un comité secret pour rechercher et examiner les personnes suspectes.

C'était étendre beaucoup son pouvoir, et cela ne pouvait s'excuser que par la nécessité du moment. Un ennemi caché est le pire de tous, car il renonce à l'honneur et trahit l'amitié. Dire qu'il soutient ce qu'il regarde comme une bonne cause, c'est une misérable excuse pour une telle trahison. En tous pays les espions sont punis de mort. Un ennemi qui se cache est un espion. La différence d'opinion n'est pas un crime, et il y avait sans doute beaucoup de tories innocents qui étaient loyalistes par leur croyance, mais qui restaient tranquilles. Cependant c'est une question que de savoir pendant combien de temps il peut être permis, à des personnes qui se trouvent dans ce cas, de rester neutres à des époques de révolution. Elles peuvent se

retirer; mais tant que leurs vies et leurs propriétés sont protégées par le gouvernement existant, elles lui doivent fidélité, et sont tenues à des services positifs pour le soutenir. Telle était la position des tories. Ils étaient ou criminels comme ennemis, ou tolérés comme neutres, ou obligés d'agir comme amis. Au commencement de la lutte, la première classe était de beaucoup la plus nombreuse, et il n'y a pas lieu à discussion sur la manière dont on devait les traiter dans la position où ils étaient.

Sachant bien combien ce sujet était délicat, le Congrès vota dès les premiers temps une résolution, d'après laquelle le pouvoir d'arrêter les tories était remis entre les mains de l'autorité civile de chaque colonie. C'était une mesure sage et politique. De grands abus et de nombreuses injustices auraient pu résulter de la faculté donnée aux officiers de l'armée d'arrêter les personnes suspectes; mais les autorités civiles locales, qui avaient une connaissance complète du caractère et de la position des habitants, pouvaient procéder avec un discernement convenable, et éviter de confondre l'innocent avec le coupable. Afin qu'on eût assez de pouvoir pour exécuter cette mesure d'une manière efficace, les conventions, les assemblées et les comités furent autorisés à employer la force militaire de l'armée continentale, qui, pour ces cas-là, était obligée d'agir conformément à leurs ordres. Plusieurs tories furent arrêtés à New-York et dans Long-Island; quelques-uns furent mis en prison, d'autres furent désarmés. On découvrit heureusement à temps un complot dont le gouverneur Tryon était le premier au-

teur; on trouva ses agents enrôlant des hommes dans le camp américain, et les séduisant par l'espoir de récompenses. Le mal s'était fort étendu, et avait atteint jusqu'à la garde du général, dont quelques hommes s'étaient engagés. Un soldat de la garde fut déclaré coupable par une cour martiale et exécuté. On devait, entre autres projets, s'emparer du général Washington, et le livrer à l'ennemi.

Le 28 juin une partie de la flotte anglaise qui venait d'Halifax arriva au Hook. Le reste suivit dans la semaine, et le général Howe établit son quartier-général à Staten-Island. On s'attendait à une attaque immédiate, mais tel n'était pas le projet du général Howe. Une flotte d'Angleterre était en route pour le joindre; son frère, lord Howe, la commandait; il portait des propositions d'accommodement de la part du ministère, et l'on voulait en essayer l'effet avant de renouveler les hostilités.

Pendant que l'ennemi réunissait ainsi ses forces aux portes de New-York, et sous les yeux des troupes américaines, le général Washington reçut du Congrès la *Déclaration d'Indépendance*. A six heures du soir, les régiments furent passés en revue, et la *Déclaration* leur fut lue à haute voix; elle fut saluée par les plus vives démonstrations et les plus grands applaudissements. « Le général espère, disait l'ordre du jour, que cet important événement sera un nouvel aiguillon qui excitera tous les officiers et les soldats à se comporter avec fidélité et avec courage, sachant que maintenant la paix et la sûreté de leur pays dépendent, sous le bon plaisir de Dieu, uniquement du succès de nos armes, et

qu'ils sont désormais au service d'un État qui a un pouvoir assez étendu pour récompenser leurs mérites, et pour les élever aux plus grands honneurs d'un pays libre. » Les colonies unies de l'Amérique septentrionale furent déclarées *États libres et indépendants*, et depuis lors le mot *colonies* ne se trouve plus dans leur histoire.

Comme les Américains n'avaient point de vaisseaux armés dans le port, le général Howe fit la tentative de faire avancer dans l'Hudson trois corvettes et deux vaisseaux, l'un de quarante et l'autre de vingt canons. Profitant d'une brise favorable, les batteries de New-York et Paulus-Hook, devant lesquelles ils passèrent, ne purent ni les arrêter, ni leur causer aucun dommage, les hommes qui étaient sur les ponts se trouvant garantis par des remparts de sacs de sable. Les vaisseaux remontèrent jusqu'à un endroit appelé Tappan-Sea, où la largeur du fleuve empêchait qu'on ne pût les inquiéter de la terre. Le général George Clinton avait alors le commandement de la milice de New-York. Il convoqua trois régiments, et les posta à différents endroits sur les bords du fleuve, et particulièrement dans les montagnes, pour défendre ces passages et empêcher les ennemis de pénétrer au-delà. Mais le général anglais n'avait pas réellement d'autre but que de couper les communications par eau entre l'armée de Washington et le Canada, et entre la ville et le pays; d'empêcher ainsi l'arrivée des approvisionnements, d'encourager les tories, et de sonder la rivière. Les vaisseaux demeurèrent éloignés de la flotte cinq semaines, et pendant ce temps, une des corvettes fut consumée par un brûlot lancé par des Américains.

Lord Howe rejoignit son frère à Staten-Island avant le milieu de juillet. Pendant qu'il était en mer, il avait écrit une circulaire aux derniers gouverneurs royaux des colonies, pensant qu'ils avaient encore le pouvoir en main. Il y avait joint une déclaration qui établissait son autorité comme commissaire du roi, et les conditions proposées pour une réconciliation. Ces documents furent déposés sur le rivage, par un vaisseau parlementaire, à Amboy, et ils parvinrent au général Washington, qui les envoya au président du Congrès. Les conditions n'étaient rien de plus qu'une promesse de pardon et de faveur pour ceux qui se soumettraient et aideraient à rétablir la tranquillité publique. Le Congrès ordonna que ces documents fussent publiés, afin que le peuple pût savoir d'après cela ce qu'il avait à attendre de la cour de la Grande-Bretagne, et se convaincre que le courage du pays pouvait seul sauver ses libertés. L'arrivée si tardive de lord Howe, après la déclaration d'indépendance, fut à ses yeux une circonstance défavorable au succès de sa mission; mais le fait est que la proposition qu'il apportait n'aurait été écoutée à aucune époque, et qu'elle ne présentait pas une base raisonnable de réconciliation. Elle ne détruisait aucun des premiers motifs de plainte. Supposer que le ministère fondait sur cette mesure quelque espérance autre que celle que devait lui inspirer le courage de sa formidable armée et de sa flotte, ce serait insulter à son bon sens et à sa sagesse. Les Américains pensèrent que cette tentative n'avait d'autre but que de les amuser, de les tromper, de les diviser; et par une réaction naturelle, elle contribua à les

exciter à de nouveaux efforts, et à les unir encore plus étroitement entre eux.

Le jour qui précéda l'arrivée de ces documents à Amboy, lord Howe expédia une lettre au général Washington, par un vaisseau parlementaire, qui fut retenu dans le port par les gardes-côtes jusqu'à ce qu'on eût reçu les ordres du général. Il s'était préalablement décidé à refuser de recevoir, des commandants anglais, toute lettre qui ne lui serait pas adressée d'une manière conforme au rang dont il était revêtu. Le colonel Reed, adjudant-général de l'armée, reçut donc des instructions dans ce sens, avant d'aller au devant du vaisseau parlementaire. L'officier qui le commandait lui montra une lettre adressée « *A George Washington, écuyer.* » qu'il lui dit être de lord Howe. Elle fut refusée, comme de raison. L'officier en exprima du regret, dit que la lettre était importante, qu'elle avait plus de rapport au civil qu'au militaire; et il demanda enfin de quelle manière M. Washington voulait qu'on s'adressât à lui. Le colonel Reed répondit que sa position était bien connue, et qu'il ne pouvait y avoir de doute à cet égard. Ils se séparèrent, et le parlementaire retourna à la flotte avec la lettre. En rapportant cet incident au Congrès, Washington dit : « Je ne voudrais en aucune occasion sacrifier des choses essentielles à un point d'étiquette; mais, dans cette circonstance, l'opinion des autres étant d'accord avec la mienne, j'ai cru remplir un devoir envers mon pays et envers mon rang, en insistant sur ce point, que j'aurais volontiers abandonné s'il n'avait été question d'un intérêt public. »

La ligne de conduite qu'il avait suivie fut hautement approuvée par le Congrès, qui prit une résolution d'après laquelle aucune lettre de l'ennemi ne devait être reçue à l'avenir, par les chefs de l'armée américaine, à moins qu'elle ne leur fût adressée conformément au caractère public dont ils étaient revêtus.

Comme il fallait que les chefs des deux armées correspondissent de temps en temps, afin de traiter de l'échange des prisonniers et de quelques autres objets, le général Howe écrivit à Washington au bout de peu de jours, et mit la même suscription. Cette lettre fut aussi refusée. Alors il envoya le colonel Paterson, adjudant général de l'armée anglaise, qui obtint une entrevue avec le commandant Américain et présenta une lettre adressée : « A George Washington, écuyer etc. » Le colonel Paterson employa le titre d'*Excellence* en lui parlant, et lui dit : « Que le général Howe était très fâché des difficultés qui s'étaient élevées au sujet de l'adresse de sa lettre au général Washington ; qu'on la regardait comme conforme aux convenances, et fondée sur des antécédents du même genre venus d'ambassadeurs et de plénipotentiaires, lorsqu'il s'était présenté des discussions ou des difficultés de rang; que lord Howe et le général Howe n'avaient pas l'intention de rien ôter au rang du général Washington, ou au respect qui lui était dû, et qu'ils avaient la plus grande estime pour sa personne et son caractère. » Washington répondit : « Qu'une lettre adressée à un homme revêtu d'un caractère public devait porter quelque signe ou quelque indication de ce fait; qu'autrement elle ne semblait plus être qu'une lettre par-

ticulière ; et qu'il refuserait absolument toute lettre qui lui serait adressée comme à un particulier, quand elle serait relative à sa position d'homme public. » Après une longue conversation sur ce sujet, et sur les détails que l'on supposait contenus dans la lettre, le colonel Paterson fut présenté à plusieurs officiers généraux de l'armée américaine, et prit congé. En rendant compte de cette conférence au ministère, le général Howe disait : « L'entrevue a été plus polie qu'intéressante ; cependant elle m'a décidé à changer ma suscription, pour atteindre un but si désirable ; et, sous ce point de vue, je me flatte que je ne serai pas désapprouvé. » Depuis cette époque, toutes les lettres adressées par les commandants anglais au général Washington portèrent tous ses titres. (1)

(1) Le 30 juillet, le colonel Palfrey, payeur général de l'armée américaine, se rendit à bord du vaisseau de lord Howe, avec une autre personne, pour négocier l'échange des prisonniers qui avaient été faits en mer sur un navire appelé *le Yankee Hero*. Dans une lettre adressée au président du Congrès, le colonel Palfrey dit :

« Nous avons été traités avec beaucoup de politesse et avec une extrême bonté par lord Howe. Il a parlé avec le plus grand respect du général Washington, et a déploré les susceptibilités qui empêchaient qu'il ne lui adressât des lettres. Il a ajouté qu'il désirait lui communiquer ses sentiments, en les lui adressant d'une manière quelconque, pourvu qu'elle ne l'exposât pas aux reproches de son souverain. Pendant tout l'entretien, il l'a appelé le *général* Washington, et s'est servi plusieurs fois du mot *États* d'Amérique. Il a dit que le Congrès avait vivement blessé ses sentiments en lui rappelant, dans une de ses publications, l'estime et le respect qu'on avait pour la mémoire de son frère, et en établissant, par une conséquence évidente, un contraste entre les survivants et le défunt ; que personne ne pouvait sentir plus vivement que Sa Seigneurie et le général le respect témoigné à leur famille ; que, par cette raison, ils aimeraient toujours l'Amérique et, en particulier, la baie de Massachusetts.

Le général Howe resta deux mois à Staten Island, pour attendre des renforts, avant de commencer les opérations de la campagne. Washington employa ce temps à fortifier ses ouvrages sur l'île de New York. On commença un fort dans la partie nord de l'île, sur une colline peu éloignée de la rive orientale de l'Hudson, et on l'appela fort Washington; on en fit un autre presque vis-à-vis, sur l'autre rive du fleuve, dans le New Jersey; il fut d'abord nommé fort Constitution, et ensuite fort Lee. Entre ces forts, le lit de la rivière fut obstrué par des carcasses de vaisseaux et par des chevaux de frise. On dressa des batteries sur les bords des rivières du Nord et de l'Est; on éleva des redoutes en différents endroits; on fortifia les alentours de Kingsbridge, et toute l'île fut mise en aussi bon état de défense que le temps et les circonstances le permirent. On concerta des plans pour attaquer l'ennemi sur

« J'espère, continua-t-il, que l'Amérique sera un jour ou l'autre convaincue que, dans notre affection pour ce pays, nous sommes aussi des *Howe.* » En parlant de son frère, Sa Seigneurie fut vivement affectée, et j'ai pu apercevoir une larme roulant dans ses yeux.

« Lord Howe a exprimé le désir que je prisse une lettre adressée au général Washington, à laquelle on avait ajouté : etc., etc., etc., ce qui, selon lui, comprendrait tout ce que nous pouvions désirer, et lui épargnerait en même temps tout blâme. Je lui ai fait comprendre que, comme on en avait refusé une conçue dans les mêmes termes, je ne pouvais pas convenablement la recevoir; d'autant plus que cela était précisément contraire aux instructions expresses du Congrès. Quand nous nous sommes séparés, il m'a chargé de faire ses compliments au général Washington. »

Le frère auquel on fait ici allusion était le brave lord Howe, qui fut tué près de Ticonderoga, en 1758. La province de la baie de Massachusetts consacra une somme d'argent à lui élever un monument dans l'abbaye de Westminster.

Staten Island, en envoyant des détachements de la côte de Jersey; mais le manque de bateaux et d'autres obstacles s'opposèrent à la réussite. On ne pouvait penser à une attaque générale, parce qu'elle livrait trop au hasard tant que l'ennemi occupait une île protégée de chaque côté par sa flotte.

Vers le milieu d'août, les renforts des Anglais étaient tous arrivés; le général Howe avait alors sa propre armée venue d'Halifax, et, en outre, des troupes venues d'Angleterre, des Hessois, plusieurs régiments, tirés des Indes Occidentales et des Florides, des détachements pris à bord de l'escadre de sir Peter Parker, sous les ordres de Clinton et de Cornwallis, qui étaient revenus après leur échec dans l'île de Sullivan, et des soldats que lord Dunmore avait amenés avec lui de la Virginie. Ces troupes réunies se montaient à environ vingt-quatre mille hommes, quelques-uns ont même dit trente mille. La flotte était nombreuse et bien équipée, et l'armement du service de terre et de mer était bien pourvu de toutes sortes de munitions militaires.

Pour lutter avec ces forces redoutables, l'armée du général Washington, en y comprenant les officiers et les soldats de toute espèce, se montait nominalement, suivant un rapport du 3 août, à vingt mille cinq cent trente-sept hommes; sur quoi il y avait trois mille six cent soixante-huit malades, quatre-vingt-dix-sept absents par congé, et deux mille neuf cent quarante-six hommes envoyés ailleurs, ce qui laissait un effectif de onze mille cent hommes en état de servir, outre les officiers. Dans ce nombre, il y avait beaucoup de miliciens, subitement appelés hors de leurs foyers, peu ac-

coutumés au maniement des armes, aux privations et aux fatigues d'un camp. La saison et le manque de tentes occasionnèrent beaucoup de maladies ; de plus, cette petite armée était très divisée : elle se trouvait postée sur plusieurs points, depuis Brooklyn jusqu'à Kingsbridge, et occupait un espace de plus de quinze milles d'étendue.

Dans cette circonstance critique, on vit naître dans l'armée des divisions qui menaçaient d'avoir des conséquences sérieuses. Les officiers, choisis dans différentes parties du pays, avaient apporté des préventions de localité ; ils s'abandonnèrent à un esprit de jalousie, et se permirent même des paroles peu respectueuses, qui produisirent l'irritation et la discorde : cet exemple fut naturellement suivi par les soldats. Pour réprimer dès le principe un symptôme si dangereux, le commandant en chef eut recours à la persuasion et aux réprimandes. Il s'exprimait ainsi dans les ordres du jour: « Le général engage instamment les officiers et les soldats à réfléchir aux conséquences de leur conduite ; qu'ils se disent bien que la manière la plus efficace de servir nos ennemis, c'est de créer des divisions parmi nous ; que l'honneur et les succès de l'armée dépendent de l'harmonie et de l'ensemble des efforts ; que les provinces sont toutes unies pour s'opposer à l'ennemi commun, et que toutes les distinctions doivent se confondre dans le nom d'Américains. Rendre ce nom honorable, et sauver la liberté de notre pays, tel doit être le seul but de notre émulation ; celui-là sera le meilleur soldat et le meilleur patriote qui contribuera le plus à cette œuvre glorieuse, quelle que soit sa position, et de

quelque partie du continent qu'il vienne. Que toutes les distinctions de nations, de pays et de provinces, fassent donc place à cette lutte généreuse où l'on ne se disputera plus que pour savoir qui montrera le plus de courage devant l'ennemi, et qui témoignera le plus de bonté et de bienveillance à ses compatriotes. S'il existe des officiers ou des soldats assez étrangers aux sentiments de la vertu et de l'honneur de leur pays, pour persévérer dans leurs disputes après cet ordre, le général leur assure, et il est autorisé par le Congrès à déclarer à toute l'armée que ces militaires seront sévèrement punis et honteusement renvoyés du service.» Cet appel opportun et énergique ne demeura pas sans effet; mais il se passa beaucoup de temps avant qu'on vît régner une harmonie complète entre toutes les parties de l'armée; et elle ne fut jamais assez solide pour que la prudence n'obligeât pas de réunir autant que possible les troupes du même État, et de les placer sous les ordres d'officiers généraux de l'État auquel elles appartenaient.

On s'attendait tous les jours à une attaque de l'ennemi. Comme les eaux qui entourent New York étaient accessibles à la flotte et aux petits bâtiments, le général Howe pouvait aborder partout où il le voudrait, et par conséquent il fallait garder tous les points; cependant la force de l'armée américaine s'accroissait peu à peu. La Convention de New York appela la milice de quatre comtés. Trois mille hommes environ s'assemblèrent et formèrent un camp sous les ordres du général George Clinton, près de Kingsbridge. Il en vint aussi trois mille du Connecticut; deux bataillons de fusiliers de

la Pensylvanie, un du Maryland et un du Delaware, rejoignirent aussi l'armée.

On apprit enfin que les Anglais débarquaient sur Long Island, entre les Narrows et Sandy Hook; il paraissait donc qu'ils avaient l'intention de s'approcher de la ville à travers Long Island, et de ne pas tenter un bombardement immédiat. Prévoyant ce mouvement, Washington avait posté depuis long-temps un corps de troupes à Brooklyn, sur une partie de Long Island qui se trouve vis-à-vis la ville de New York, et qui en est séparée par la rivière de l'Est. Cette position était garantie, du côté de la terre, par une chaîne de retranchements et de redoutes qui s'étendait depuis les hauteurs de Wallabout Bay jusqu'à la crique de Gowan. Ces ouvrages avaient été construits sous les yeux du général Greene.

Du côté de l'eau ce poste était défendu par des batteries placées à Red Hook, à Governor's Island et sur d'autres points. Entre Brooklyn et l'endroit où l'ennemi aborda, il y avait une chaîne de collines couverte d'un bois épais, et traversée par trois routes. On avait eu la précaution d'élever des parapets aux principales passes de ces collines, où trois ou quatre régiments étaient postés. Le général Greene commandait d'abord à Long Island, mais il tomba malade de la fièvre; le général Sullivan le remplaça pendant quelque temps, et le commandement revint enfin au général Putnam.

L'armée anglaise occupait la plaine de l'autre côté des collines, et s'étendait sur une ligne depuis les Narrows jusqu'à Flatbush. Le général Grant commandait l'aile gauche près de la côte; de Heister le centre,

composé de Hessois, et Clinton la droite. Le 27 août, vers trois heures du matin, on vint annoncer au camp que les Anglais étaient en mouvement sur la route qui venait des Narrows le long de la côte. On envoya aussitôt à leur rencontre un détachement sous les ordres de lord Stirling. Le général Sullivan fut dirigé sur les hauteurs qui dominent Flatbush, sur la route du milieu. Il n'y avait qu'un régiment à ce poste, et un peu plus au nord, sur la route de Bedford, il y en avait deux autres. Sur ces entrefaites, le général Clinton, avec le comte Percy et Cornwallis, conduisait l'aile droite de l'armée anglaise par un circuit dans la route de Jamaïca, qui n'était pas gardée, et gagnait les derrières des Américains commandés par Sullivan. Avant que ce mouvement fût terminé, on avait envoyé du camp des renforts pour soutenir Sullivan et Stirling. L'attaque fut commencée de bonne heure par Grant et de Heister; mais elle fut faiblement soutenue, parce qu'ils ne devaient avancer que lorsque Clinton aurait atteint le flanc droit ou les derrières des Américains. Aussitôt que le bruit du canon annonça que cela était accompli, ils poussèrent vigoureusement en avant, et l'action devint générale et très chaude sur tous les points. Les troupes sous les ordres de lord Stirling, composées des régiments de la Pensylvanie, du Maryland et du Delaware, combattirent avec une bravoure remarquable, et disputèrent chaque pied de terrain contre des forces très supérieures, jusqu'au moment où lord Cornwallis s'étant porté sur leurs derrières avec un détachement de la division de Clinton, elles se trouvèrent entre deux feux, et furent forcées de se retirer dans leurs lignes à

travers une crique et un marais, près de la petite anse de Gowan. Le général Sullivan et les régiments postés sur les hauteurs au dessus de Flatbush, se trouvant attaqués par de Heister d'un côté, et par Clinton de l'autre, furent obligés de se rendre, après trois heures de résistance opiniâtre. Comme le terrain était accidenté et couvert de bois de ce côté-là, l'affaire se composa d'une suite d'escarmouches, et plusieurs corps se firent un chemin à travers les troupes ennemies, et retournèrent à Brooklyn. Quand la bataille fut finie, le général Howe fit camper son armée vis-à-vis des lignes américaines, et forma le projet de les emporter en s'en approchant d'une manière régulière, et avec la coopération de la flotte.

Le résultat de la journée fut désastreux pour les Américains. Ils perdirent de onze à douze cents hommes, et sur ce nombre plus de mille furent pris : le général Sullivan et lord Stirling se trouvèrent parmi les prisonniers. Cinq mille hommes environ avaient pris part à l'affaire, et avaient eu à combattre au moins quinze mille ennemis, bien pourvus d'artillerie. Il ne s'en échappa un si grand nombre que grâce à la nature du terrain, et à la manière de combattre par corps détachés, dont quelques-uns étaient éloignés des autres de plusieurs milles. On rendit généralement justice au courage et à la bonne conduite des troupes, en particulier de celles qui étaient sous les ordres de lord Stirling.

Pendant l'action, le général Washington traversa pour se rendre à Brooklyn. On dit qu'il vit la déroute et le massacre de ses troupes avec la plus vive angoisse,

car il lui était impossible d'en détacher d'autres pour les secourir sans exposer le camp à un danger imminent. Le lendemain une forte pluie retint le gros de l'armée ennemie dans ses tentes. Des troupes légères sortirent, et il y eut quelques escarmouches auprès des lignes. Un vent violent qui prenait les vaisseaux en face les empêcha de monter dans le port. La perte supportée dans la dernière action, les avaries que les armes et les munitions avaient éprouvées par suite des pluies, les forces considérables de l'ennemi, et la crainte trop bien fondée de voir les vaisseaux profiter du premier vent favorable pour entrer dans la rivière de l'Est, et couper ainsi la seule voie de retraite, faisaient bien sentir que tout effort ultérieur pour conserver le poste de Brooklyn serait extrêmement dangereux. On savait aussi que quelques vaisseaux anglais avaient tourné Long Island, et se trouvaient maintenant dans la baie de Flushing; divers indices montraient que le général Howe avait le projet de transporter une partie de son armée de l'autre côté du détroit, et de former un camp au dessus de Kingsbridge. Cette manœuvre devait mettre l'île de New York en danger, et les forces de Brooklyn deviendraient alors nécessaires pour sa défense. On convoqua un conseil de guerre; on ne perdit pas de temps en délibérations; on résolut de retirer les troupes de Long Islang; on réunit des bateaux, et on fit sans délai tous les autres préparatifs. Le 30 au matin, toute l'armée, montant à neuf mille hommes, les munitions, presque toutes les provisions et l'artillerie, à l'exception de quelques gros canons, furent débarquées sans accident à New York. Tout ce mouve-

ment fut conduit avec tant de secret, de silence et d'ordre, que le dernier bateau traversait la rivière lorsque l'ennemi s'aperçut de la retraite, et cependant il y avait des postes placés à moins de six cents verges des lignes.

Par le plan, l'exécution et le succès, cette retraite est considérée comme l'un des faits militaires les plus remarquables de l'histoire, et elle fait le plus grand honneur aux talents et à l'habileté du commandant. L'anxiété de Washington fut si vive, et son activité si continuelle que pendant quarante-huit heures il ne ferma pas l'œil, et ne descendit presque pas de cheval.

On a fait diverses remarques critiques sur cette bataille, relativement à l'action même et au projet qu'avait formé Washington d'essayer de combattre l'ennemi sur Long Island. L'étrange distraction qui fit laisser la route de Jamaïca sans défense, et la négligence qu'on mit à se procurer des avis prompts et continuels sur les mouvements de l'armée anglaise, furent les causes immédiates des déplorables événements de la journée. Mais ces fautes, telles qu'elles sont, doivent être imputées aux officiers qui se trouvaient sur Long-Island. Le général Washington avait donné des instructions expresses pour qu'on observât la plus stricte vigilance sur toute l'étendue des lignes extérieures. La maladie du général Greene l'empêcha de donner, dans le moment même, au chef de l'armée, des conseils qui auraient été d'autant plus précieux qu'il connaissait à fond le terrain et les routes; tandis que le général Putnam, qui n'avait pris le commandement que quatre

jours avant l'action, n'avait pas eu le temps de faire personnellement une inspection générale et d'acquérir les connaissances nécessaires. Le manque de védettes fut encore une circonstance fâcheuse. Il était impossible de communiquer des avis avec assez de promptitude sur un aussi vaste espace sans cavalerie légère. Et cependant, à cette époque, on n'avait pas attaché à l'armée américaine une seule compagnie de cavalerie.

Quant au second point, c'est à dire à la convenance de conserver une position sur Long Island, on doit considérer qu'il fallait rencontrer l'ennemi quelque part; que les ouvrages de Brooklyn offraient une belle perspective de défense, au moins pendant un temps considérable; que l'abandon de l'île ouvrait un passage libre au général Howe jusqu'aux portes de New York, puisqu'il n'y aurait plus eu d'autre barrière que la rivière de l'Est; et qu'une retraite, sans aucune démonstration de résistance, comme première opération de la campagne, était faite pour mécontenter le Congrès, le pays et l'armée. D'ailleurs Washington n'avait pas le dessein de pousser l'ennemi à une action générale, ou de s'y laisser engager lui-même, s'il lui était possible de l'éviter. Une telle tentative, avec ses milices et ses jeunes troupes contre des forces supérieures par le nombre, et plus encore par l'expérience et la discipline, et soutenues par une flotte puissante, était, il le savait bien, le comble de la témérité, et pouvait amener la ruine totale de l'armée américaine. La sagesse et la prudence dictaient une marche différente. Traîner la campagne en longueur en occupant l'ennemi à de

petites escarmouches, en partageant son attention, en opposant des obstacles à ses progrès, voilà tout ce qu'on pouvait faire ou entreprendre avec quelque espérance raisonnable de succès. Un tel système devait diminuer les ressources de l'ennemi, habituer les soldats Américains aux travaux de la guerre, donner au pays le temps et l'occasion de réunir toutes ses forces, et préparer ainsi la voie à des efforts plus décisifs dans l'avenir. Cette politique, si sage dans ses principes, et si triomphante dans ses derniers résultats, n'était pas du goût d'une multitude qui avait la vue courte, et qui, toujours avide de récits de batailles et de victoires, était portée à attribuer ses mécomptes au général. Washington supporta avec courage les plaintes et les murmures de tous ces gens-là, quoiqu'ils fussent assez forts et assez fréquents pour qu'on pût les prendre pour l'expression de l'opinion publique; il ne se laissa pas détourner de ce qu'il regardait comme son devoir, et continua à veiller sur les intérêts essentiels de son pays.

La dernière défaite produisit l'effet le plus fâcheux sur l'armée; voici ce qu'en disait le général Washington dans une lettre adressée au président du Congrès :

« Notre situation est vraiment désolante. L'échec que notre détachement a éprouvé le 27 août a découragé un trop grand nombre de nos soldats, et leurs craintes vont jusqu'au désespoir. Les miliciens, au lieu de réunir tous leurs efforts pour faire une courageuse et mâle résistance, afin de réparer nos pertes, sont éperdus, intraitables et impatients de rentrer dans

leurs foyers. Il en est parti un grand nombre ; quelques-uns s'en sont allés ensemble par régiments entiers, par demi-régiments et par compagnies. Cette circonstance serait déjà assez pénible par elle-même et indépendamment de toute autre, pour un général qui se trouve en face d'un ennemi supérieur en nombre; mais notre position devient encore plus alarmante si l'on considère que l'exemple des miliciens a infecté une autre partie de l'armée, que leur esprit de rébellion contre toute espèce de discipline et d'autorité n'ont produit que trop généralement parmi nous un mépris semblable pour cet ordre et cette subordination qui sont indispensables dans une armée, et qui avaient été inculqués auparavant, aussi bien que la nature de notre établissement militaire pouvait le permettre ; c'est avec le plus grand chagrin que je suis obligé d'avouer que je n'ai pas de confiance dans la généralité des troupes.

« Toutes ces circonstances confirment pleinement l'opinion que j'ai toujours eue, et que j'ai pris quelquefois la liberté de communiquer au Congrès, quant au peu de fond que l'on peut faire sur la milice ou sur d'autres troupes que celles qui sont enrôlées et incorporées pour un temps plus long que celui que nos réglements ont prescrit jusqu'à présent. Je suis persuadé, et aussi pleinement convaincu que je puis l'être d'aucun fait déjà accompli, que nos libertés seront nécessairement très exposées, peut-être entièrement perdues, si on abandonne leur défense à des troupes qui ne forment pas une armée permanente, je veux dire d'une durée égale à celle de la guerre. La

dépense que causerait l'entretien d'un corps de troupes de cette espèce, qui pourrait suffire à presque tous les besoins, ne surpasserait pas de beaucoup celle qu'entraînent journellement les appels de secours et les nouveaux enrôlements, qui, lorsqu'ils sont effectués, n'ont aucun bon résultat. Des hommes qui ont été libres et exempts de tout frein ne peuvent pas être réduits à l'ordre en un instant; les priviléges et les exemptions qu'ils réclament, et qu'ils obtiennent, ont de l'influence sur la conduite des autres; et le secours qu'on en tire est presque contrebalancé par le désordre, les irrégularités et la confusion qu'ils causent. »

Il ajoutait que, d'après les derniers recensements, le nombre des soldats propres au service ne se montait pas à vingt mille, et que depuis il y avait eu beaucoup de désertions. On ordonna immédiatement à mille hommes, qui appartenaient au camp volant commandé par le général Mercer dans le New Jersey, d'aller le rejoindre. On avait offert une prime de dix dollars à tous les soldats qui s'enrôleraient pour le service continental; mais cette mesure ne produisit que peu d'effet, parce que, dans la milice, la prime était dans certaines circonstances deux fois aussi élevée. « Jusqu'à ces derniers temps, dit-il en terminant, je n'avais aucun doute que je pourrais défendre New York; et je n'en douterais pas encore si les soldats voulaient faire leur devoir; mais c'est là ce dont je désespère. » Dans une semblable position, on ne pouvait guère imaginer une perspective plus triste ou plus décourageante. Il n'y avait cependant point d'épreuves qui pussent, dans une bonne cause, abattre l'âme de Washington, ou surmonter son énergie.

CHAPITRE IX.

On évacue New York, et les Anglais prennent possession de la ville. — L'armée américaine, postée sur les hauteurs de Haerlem et au fort Washington. — Situation et espérances de l'armée. — Sa nouvelle organisation. — Les Anglais abordent dans le comté de Westchester, et s'avancent dans le pays. — Washington se dirige vers les White Plains, et forme un camp.— Bataille de Chatterton's Hill. — Une partie de l'armée américaine traverse l'Hudson. — Prise du fort Washington et du fort Lee. — Le général Washington se retire à travers le New Jersey et passe la Delaware à Trenton. — Conduite et caractère du général Lee. — Affaiblissement de l'armée. — Renforts de troupes venues de Ticonderoga.— Le général Washington reçoit du Congrès des pouvoirs extraordinaires. — Comment il en fait usage. — Il passe une seconde fois la Delaware. — Bataille de Trenton. — Bataille de Princeton. — L'armée prend ses quartiers d'hiver à Morristown. — Réflexions sur ces événements.

Quand le général Howe eut pris possession de Long Island, ses plans commencèrent à se développer. La flotte vint dans le port, et un vaisseau armé remonta la rivière de l'Est; mais il n'y eut point d'indices d'une attaque contre la ville. Il était évident qu'il avait le projet de prendre New York, en l'investissant du côté de la terre, et d'éviter une canonnade et un bombardement qui pourraient ruiner la ville, et la rendre moins commode pour les quartiers d'hiver de ses troupes, et moins utile comme poste à occuper pendant la guerre. Tel étant clairement le but du commandant

anglais, Washington dut porter son attention sur la meilleure manière d'évacuer la ville.

Comme mesure préparatoire, il renvoya au-delà de Kingsbridge les provisions et le bagage qui étaient le moins nécessaires. Dans un conseil des officiers généraux, les opinions furent partagées relativement à une évacuation totale. Tous convinrent que la ville ne serait pas tenable si elle était bombardée, et il était clair que cela pouvait arriver d'un moment à l'autre. Quelques-uns conseillaient de détruire la ville d'un seul coup, et d'en faire un désert dont l'ennemi ne pût tirer aucun parti. Un des arguments qu'on mettait en avant était que les deux tiers des propriétés appartenaient aux tories. D'autres pensaient qu'on devait conserver cette position à tout risque, jusqu'à ce que l'armée en fût absolument chassée. On prit un parti mitoyen; on décida qu'on disposerait les troupes de manière à être prêt à résister à toute attaque sur les parties les plus élevées de l'île, et à se retirer avec le reste lorsque cela deviendrait nécessaire. On devait placer neuf mille hommes à Mount Washington, à Kingsbridge, et dans les petits postes autour de ces places, en laisser cinq mille dans la ville, et le reste devait occuper l'espace intermédiaire, et se tenir prêt à soutenir l'une ou l'autre division. Les malades, c'est-à-dire un quart de l'armée, devaient être transportés dans le Jersey, de l'autre côté de l'Hudson.

Pendant qu'on s'occupait de ces arrangements, l'ennemi ne restait pas dans l'inaction, bien qu'il fût probablement moins actif qu'il ne l'aurait été, à cause d'une entrevue qui eut lieu à Staten Island entre un

comité du Congrès et lord Howe ; ce dernier l'avait sollicitée dans l'espoir de suggérer quelque plan de réconciliation conforme aux termes de sa commission. Cette tentative n'ayant amené aucun résultat, les opérations commencèrent sérieusement. Quatre vaisseaux entrèrent dans la rivière de l'Est, et jetèrent l'ancre à environ un mille au dessus de la ville. Le lendemain six autres vaisseaux les suivirent. Des détachements de troupes anglaises abordèrent à l'île de Buchanan, et on commença une canonnade contre une batterie placée à Horen's Hook.

Le 15 septembre au matin, trois vaisseaux de guerre remontèrent l'Hudson jusqu'à Bloomingdale, dans le but de diviser l'attention des Américains, et de faire une attaque simulée de ce côté. En même temps le général Howe embarqua à Newtown Bay, sur Long Island, une forte division de son armée, commandée par le général Clinton, et composée d'Anglais et de Hessois. Vers onze heures, ces troupes, étant entrées dans la rivière de l'Est, commencèrent à aborder à Kip's Bay, protégées par le feu de deux vaisseaux de quarante canons et de trois frégates. On y avait élevé des batteries, mais les soldats en furent délogés par le feu des vaisseaux. Le général Washington se trouvait alors à Haerlem, où il s'était rendu la nuit précédente, à cause des mouvements de l'ennemi à l'île de Montresor; en entendant le bruit du canon, il se rendit en toute hâte à l'endroit du débarquement. A son inexprimable chagrin, il vit que les troupes qui avaient été postées sur les lignes se retiraient précipitamment sans tirer un coup de fusil, quoiqu'il n'y eût

en vue que soixante ou soixante-dix ennemis; et, de plus, que deux brigades, qu'on avait fait marcher à leur secours, fuyaient pêle mêle, en dépit de tous les efforts que faisaient leurs officiers pour les rallier et rétablir l'ordre. On dit que Washington ne se montra jamais aussi ému par aucun incident de la guerre qu'il le fut dans cette occasion. Il courut précipitamment vers l'ennemi, et s'exposa personnellement au danger, dans l'espoir d'encourager les soldats par son exemple, ou de les faire rougir de leur lâcheté. Mais tous ses efforts furent vains. Les troupes, qui formaient huit régiments en tout, prirent la fuite, et se dirigèrent vers le corps principal qui se trouvait dans les plaines de Haerlem.

La division de New-York, commandée par le général Putnam, opéra difficilement sa retraite, et éprouva des pertes considérables. On ne compta que quinze morts, mais il y eut plus de trois cents prisonniers. On abandonna presque toute la grosse artillerie, et une grande quantité de bagages, de munitions et de provisions. Si, par une manœuvre prompte et judicieuse, le général anglais avait étendu son armée à travers l'île, depuis Kip's Bay jusqu'à la rivière d'Hudson, il aurait coupé les derrières de la division en retraite. Mais il ne l'exécuta pas, et les Américains ne furent pas vigoureusement poursuivis dans leur marche. Le général Washington réunit toutes ses forces dans les lignes sur les hauteurs de Haerlem, où elles campèrent la même nuit. On établit le quartier-général à Morris's House, qui était située au midi du Mount Washington, sur lequel était construit le fort de ce nom, et n'en

était éloignée que d'un mille et demi. Après avoir envoyé un petit détachement pour prendre possession de la ville, le général Howe campa avec la plus grande partie de son armée auprès des lignes américaines; sa droite s'appuyait sur la rivière de l'Est et sa gauche sur l'Hudson, et ces deux corps étaient soutenus par les vaisseaux qui se trouvaient dans ces rivières.

Le lendemain matin, le colonel Knowlton sortit avec un corps d'éclaireurs, composé de volontaires des régiments de la Nouvelle-Angleterre, et s'avança à travers les bois vers les lignes de l'ennemi. Quand il fut découvert, le général Howe détacha deux bataillons d'infanterie légère et un régiment de montagnards écossais pour l'attaquer et le repousser. On leur adjoignit ensuite un bataillon de grenadiers hessois, une compagnie de chasseurs et deux pièces de campagne. A la première apparition de ces troupes sur le terrain découvert qui séparait les deux camps, le général Washington se porta aux postes avancés, pour être à portée de faire les dispositions que les circonstances exigeraient. A peine avait-il atteint les lignes, qu'il entendit un feu de mousqueterie, provenant d'une rencontre entre le colonel Knowlton et un des corps anglais. Les éclaireurs se retirèrent, et dirent que la troupe de l'ennemi était composée, à ce qu'ils croyaient, de trois cents hommes. Knowlton reçut immédiatement un renfort de trois compagnies prises dans le régiment Virginien de Weedon, que commandait le major Leitch, et il reçut l'ordre de se porter sur les derrières des Anglais pendant que l'on détournerait leur attention en se disposant à les attaquer sur leur

front. Ce plan réussit. Pendant que la troupe s'avançait sur le front, l'ennemi se précipita au bas de la colline, pour profiter d'un retranchement et des buissons, et commença un feu qui n'eut aucun résultat, parce qu'on était à une trop grande distance. En même temps, le colonel Knoulton attaqua de l'autre côté, plutôt sur le flanc que sur les derrières, et se porta vivement en avant. Une lutte acharnée s'ensuivit; le major Leitch, qui conduisait l'attaque, fut emporté mortellement blessé, trois balles lui avaient traversé le corps; le colonel Knowlton tomba bientôt après. Les autres officiers et les soldats soutinrent courageusement le combat, jusqu'au moment où d'autres détachements vinrent à leur secours; et ils chargèrent l'ennemi avec tant de résolution et d'intrépidité qu'ils le repoussèrent du bois dans la plaine: alors le général ordonna la retraite, craignant, ce qui était réellement arrivé, qu'une troupe considérable ne fût en marche pour venir du camp anglais. L'engagement dura en tout quatre heures, mais on ne se battit vivement que pendant peu de temps. Dans son rapport, le général Howe compta huit officiers et soixante-dix soldats blessés, et quatorze hommes tués. Les Américains eurent quinze hommes tués, et environ quarante-cinq blessés.

Le colonel Knowlton était un brave et digne officier, il fut fort regretté. Les événements de la journée furent importants, non pas tant par leur grandeur que par l'influence qu'ils eurent sur l'armée. La retraite, la fuite et les désastres qui avaient eu lieu depuis le débarquement des Anglais sur Long Island, avaient beaucoup

contribué à décourager les troupes, et à détruire chez elles toute confiance en elles-mêmes et dans leurs officiers. La bonne conduite et le succès de cette journée prouvaient, d'un côté, que l'ennemi n'était pas invincible, de l'autre, que le courage qui s'était si noblement déployé à Lexington et à Bunker's Hill, l'année précédente, existait encore dans les rangs des Américains.

Les lignes sur les hauteurs de Haerlem étaient trop redoutables pour que l'ennemi fût tenté de courir la chance d'un assaut. Son armée resta inactive dans les plaines voisines pendant plus de trois semaines. Le général Washington employa ce temps à fortifier ses ouvrages et à faire des préparatifs de défense sur tous les points. Le front de ses lignes s'étendait depuis la rivière de Haerlem jusqu'à l'Hudson, au travers de toute l'île, qui, à cet endroit, a un peu plus d'un mille de large. Le général Greene commandait du côté de Jersey, et avait son quartier-général au fort Lee, et le général Heath était à Kingsbridge; au-delà, sur une colline du côté de l'Hudson, on éleva un fort, appelé Fort Indépendance.

Le général Howe obtint de son souverain le titre de chevalier, lorsque la nouvelle de la bataille de Long Island fut parvenue en Angleterre. Mais sa bonne fortune ne lui inspira pas de confiance. Malgré la supériorité de ses forces, l'attente d'un prompt renfort d'Europe, et les succès qu'il avait eus jusque-là en chassant les Américains devant lui, il paraît qu'il n'avait pas conçu de grandes espérances sur l'issue définitive de la campagne. Il disait, dans une lettre au

ministère : « L'ennemi est dans une position trop forte pour qu'on puisse l'attaquer de front ; et pour le tourner d'un côté ou de l'autre, il se présenterait des difficultés innombrables, bien que son armée soit très découragée par les derniers succès des armes de Sa Majesté. Je n'ai pas le plus léger espoir de terminer la lutte dans cette campagne, ni avant que les rebelles aient vu au printemps des préparatifs assez considérables pour perdre toute idée de résistance ultérieure. Dans ce but, je vous proposerais de nous envoyer, en février, huit ou dix vaisseaux de ligne, avec un certain nombre de marins surnuméraires pour équiper des bateaux, car c'est une chose qui nous a beaucoup manqué dans tous les mouvements que nous avons faits. Il nous faut aussi des recrues d'Europe, car nous n'avons pas trouvé les Américains disposés à prendre les armes, malgré les espérances qu'on m'avait données à mon arrivée dans ce port. » Ce dernier point fut une grande source d'illusions pour les ministres anglais, presque jusqu'à la fin de la guerre. Ils se flattaient qu'une grande partie de leur armée pourrait être recrutée parmi les loyalistes en Amérique. Dans ce dessein, on envoya des vêtements et des équipements en abondance, et on offrit des primes exorbitantes. Les généraux qui étaient sur les lieux furent bientôt détrompés, et ils firent des remontrances contre un espoir aussi peu fondé ; mais les ministres fermèrent les oreilles à ces conseils et persévérèrent dans leurs idées. Les généraux firent plusieurs fois des plans qui furent approuvés par le cabinet, et qui avaient pour base un certain nombre de troupes ; mais quand le moment de

l'exécution arrivait; le nombre des hommes envoyés d'Europe était bien inférieur à celui qui avait été promis, et on disait au commandant de combler le déficit avec des recrues américaines. Un examen attentif prouverait que les mauvais succès des Anglais et les désappointements du gouvernement n'eurent souvent pas d'autre cause. De là vint que Howe et Clinton, qui commandèrent principalement en Amérique pendant la période la plus active de la guerre, se montrèrent mécontents, demandèrent leur rappel long-temps avant qu'il leur fût accordé, et finirent par retourner dans leurs foyers pour être blâmés par leurs concitoyens, et négligés par la cour.

Ce qui inspirait alors à Washington le plus d'inquiétude était la situation et l'avenir de l'armée. Nous avons vu qu'elle avait été organisée à Kingsbridge pour un an, et le temps de sa dissolution approchait. Il avait souvent appelé l'attention du Congrès sur ce point important, et lui avait représenté avec force la nécessité de quelques changements radicaux dans le système qu'on avait suivi jusqu'alors. L'expérience de l'année précédente avait confirmé toutes ses premières impressions, et réalisé toutes ses craintes sur la fâcheuse politique des engagements de courte durée, et sur la confiance qu'on pouvait avoir en des milices pour combattre de vieilles troupes. La désobéissance aux ordres supérieurs, de honteuses désertions, la fuite en présence de l'ennemi, le pillage et des désordres de toute espèce dans le camp, telles avaient été les fatales conséquences de ce système.

« Amener les hommes à un degré convenable de

subordination, disait-il, n'est pas là l'ouvrage d'un jour, d'un mois, ni même d'une année; et malheureusement pour nous, et pour la cause que nous servons, le peu de discipline que j'ai travaillé à établir dans l'armée soumise à mon commandement immédiat est maintenant détruit en quelque sorte, par suite du mélange avec les troupes rassemblées depuis quelques mois. Bien que nos réglements militaires soient déjà très relâchés et très insuffisants pour gouverner une armée, les miliciens (ceux qu'on appelle proprement ainsi, car il y en a de deux espèces, ceux qui servent pendant six mois, et ceux qui sont envoyés pour donner un secours temporaire) ne se considèrent pas comme leur étant soumis, et prennent en conséquence des libertés qu'on punit chez le soldat. Cela cause de la jalousie; la jalousie engendre le mécontentement; il en résulte ensuite une mutinerie qui entretient toute l'armée dans un état de confusion et de désordre, et ceux qui désirent voir régner la régularité et l'harmonie se trouvent dans une position plus malheureuse que les paroles ne peuvent l'exprimer. On fait outre cela des changements si fréquents que tout ordre est complétement détruit, et la constante fluctuation des choses dérange tous les plans aussi promptement qu'ils sont adoptés. »

A la fin de la longue et importante lettre au Congrès d'où cet extrait est tiré, il exprime avec force ce qu'il avait à souffrir de ses épreuves présentes et de ses perspectives d'avenir.

« Il n'est point de position sur la terre moins digne d'envie ou plus désolante que celle d'un homme qui

a sous son commandement des troupes qui ne respectent ni l'ordre ni la discipline, et n'ont presque rien de ce qui leur serait nécessaire. En un mot, les difficultés qui m'ont toujours environné depuis que je suis au service, et qui m'ont causé une tension d'esprit continuelle ; les blessures que mon amour propre a reçues de mille choses qui se sont passées d'une manière opposée à mes espérances et à mes désirs ; l'effet de ma propre conduite et l'apparence actuelle des affaires, qui m'est si pénible que je ne serais pas surpris de me voir fortement censuré par le Congrès ; et de plus la conscience de mon incapacité pour gouverner une armée composée de parties aussi hétérogènes, et dans des circonstantes si mobiles, si compliquées et si inquiétantes, tout cela ne me porte pas seulement à croire, mais me donne une profonde conviction qu'à moins qu'il y ait un changement complet dans notre système militaire, il me sera impossible de diriger les affaires de manière à satisfaire le pays, ce qui est la seule récompense que j'ambitionne et que j'aie jamais désirée. »

Excité par ces représentations et par ces appels, aussi bien que par sa propre conviction, le Congrès résolut de réorganiser l'armée sur un plan conforme, dans ses parties essentielles, aux idées communiquées par le commandant en chef; non que la jalousie à l'égard d'une armée permanente eût disparu, mais la déclaration d'indépendance avait mis la guerre sur un pied différent de ce que l'on avait supposé auparavant; et ceux qui avaient nourri pendant longtemps une faible espérance de réconciliation étaient

enfin convaincus que la lutte ne se terminerait pas de sitôt, et qu'on devait la soutenir par tous les moyens que la sagesse, le patriotisme et les ressources du pays pouvaient fournir. Comme il s'agissait de savoir qui serait le plus fort, le premier besoin qui se faisait sentir était celui d'une armée durable par sa nature et composée de parties étroitement unies. Les gens résolus et pénétrants avaient vu clairement cette nécessité dès le moment où l'épée avait été tirée. Les événements d'une année en avaient pénétré tous les esprits.

La nouvelle armée devait se composer de quatre-vingt-huit bataillons, imposés par contingents aux divers États suivant leurs ressources. Le contingent le plus considérable était de quinze bataillons; ce nombre fut assigné à chacun des deux États de la Virginie et du Massachusetts. Les hommes devaient servir pendant la guerre, ce grand point fut enfin gagné. Pour encourager les enrôlements, on offrit une prime de vingt dollars et de cent acres de terre à tout soldat et à tout officier non breveté, et l'on promit également certaines étendues de terres, selon des proportions arrêtées, aux officiers brevetés. Le soin d'enrôler les troupes qui formaient leur contingent, et les fournitures d'armes et d'uniformes furent à la charge des divers États. Les frais d'habillement devaient être déduits de la paie du soldat. Les colonels et tous les officiers inférieurs durent être nommés par les États, mais brevetés par le Congrès. On révisa et l'on perfectionna en même temps les réglements pour le gouvernement et la discipline de l'armée.

Le plan ainsi mûri fut envoyé au commandant en chef, et fut suivi de près par un comité du Congrès, chargé d'inspecter l'état de l'armée. Ce comité expliqua plus complètement les idées du Congrès; mais le général Washington découvrit dans le projet plusieurs défauts, qui lui parurent de nature à retarder ou à anéantir le bon effet qu'on en attendait. La solde des officiers n'avait pas été augmentée, et il était convaincu que l'on ne pourrait décider des officiers capables à conserver leurs brevets avec l'ancienne solde. Le mode de leur nomination était défectueux; on l'abandonnait aux gouvernements des États, qui agiraient lentement, n'auraient pas les connaissances requises, et obéiraient souvent à des influences contraires aux intérêts de l'armée. La paie des simples soldats était aussi insuffisante. Le Congrès remédia en partie à ces défauts, conformément aux avis du général, en élevant la solde des officiers, en donnant tous les ans un habillement complet aux soldats, et en engageant les États à envoyer à l'armée des commissaires avec des pleins pouvoirs pour s'occuper de la nomination de tous les officiers, de concert avec le commandant en chef. Avec la jalousie de souveraineté des États, et la crainte qu'on avait d'une armée permanente, ce fut tout ce qu'on put obtenir des représentants des États. C'était peut-être assez, si l'on considère combien ils avaient peu de pouvoir pour faire exécuter leurs résolutions, et la nécessité qui leur était imposée d'agir avec prudence, et de ne voter que des mesures que le peuple approuverait, et auxquelles il voudrait obéir. Ce plan

fut modifié avant d'être mis à exécution, par la permission accordée de ne s'enrôler que pour trois ans, mais en renonçant à toute concession de terre. L'armée se trouva donc composée depuis cette époque de deux espèces de soldats, ceux qui étaient engagés pour toute la guerre, et ceux qui ne l'étaient que pour trois ans. Enfin les États ne s'occupant qu'avec lenteur et négligence de la nomination des officiers, le Congrès autorisa le général Washington à remplir les vacances.

Le président du Congrès écrivit une lettre circulaire aux Etats, pour les presser de compléter leurs contingents sans aucun délai. On prit immédiatement les mesures convenables; mais il s'introduisit bientôt, dans le système un usage qui eut des résultats très fâcheux pendant toute la durée de la guerre. Pour hâter les enrôlements, quelques-uns des États offrirent des primes outre celles que donnait le Congrès ; et, dans plusieurs cas, les villes, auxquelles des contingents avaient été imposés par les gouvernements des États, élevèrent encore les primes, qui se trouvèrent portées à des taux différents. Quand la milice était appelée pour une circonstance pressante, on avait aussi coutume d'offrir aux soldats des récompenses extraordinaires pour un service de courte durée. Ces libéralités étaient nuisibles, sous plusieurs rapports. Les hommes tardaient de s'enrôler par l'espoir de primes plus considérables ; et, quand les soldats entraient ensemble en campagne, quoique la solde continentale fût uniforme, plusieurs d'entre eux recevaient cependant davantage, suivant diverses proportions, au moyen de primes accidentelles, ce qui causait des murmures et des jalou-

sies entre les soldats, les compagnies et les régiments. Le frein salutaire de l'intérêt ne pouvait retenir les États. La guerre était une charge commune, et lorsque l'argent ou le crédit pouvaient subvenir aux exigences du moment, c'était faire un petit sacrifice que de se montrer prodigue en accroissant une dette que le continent s'était engagé à payer : l'unique remède aurait été le pouvoir suprême donné au Congrès, et il n'existait pas ; ce mal fut en tout temps une source d'irrégularités dans les affaires militaires, et de contrariétés pour le commandant en chef.

Les devoirs du commandement immédiat du général Washington devinrent alors encore plus nombreux et plus pénibles ; il fut appelé à organiser une nouvelle armée, et à avoir des conférences avec les commissaires des Etats pour la nomination des officiers, au milieu d'une campagne active, pendant que l'ennemi le pressait avec des forces bien mieux disciplinées, quelquefois supérieures en nombre, et abondamment pourvues de provisions, d'habillements, de tentes et de munitions de guerre de toute espèce.

Sir William Howe se mit bientôt en mouvement. Après avoir fait ses plans pour gagner les derrières de l'armée américaine, dans l'espoir de couper ses communications avec le pays, ou de l'amener à une action générale, il fit d'abord remonter dans l'Hudson deux vaisseaux, une frégate et plusieurs corvettes. Ces vaisseaux passèrent les batteries, et franchirent les obstacles de la rivière, sans recevoir aucun dommage apparent, s'assurèrent ainsi un passage libre vers les montagnes, et empêchèrent qu'aucun secours

pût arriver par eau aux Américains. Cette tentative ayant réussi au-delà des espérances du commandant anglais, le 12 octobre, il embarqua ses troupes dans la rivière de l'Est sur des bateaux plats, des sloops et des goëlettes, passa à travers Hell Gate dans le détroit, et aborda, le même jour, à Frog's Ponit. On laissa deux brigades de troupes anglaises, et une de Hessois, en tout cinq mille hommes, à Haerlem, sous les ordres du comte Percy, pour couvrir la ville de New York. Le général Howe resta cinq jours à Frog's Point, attendant, à ce qu'il disait, des munitions, des provisions et trois bataillons de Staten Island; mais, suivant les rapports américains, les forts retranchements gardés par les détachements de l'armée de Washington, et la destruction de la chaussée qui liait la pointe à la terre le découragèrent et l'empêchèrent d'entrer dans le pays par cet endroit. Il se rembarqua, aborda encore à Pell's Point, et s'avança jusqu'aux hauteurs qui se trouvent entre East Chester et New Rochelle. Quatre jours après, il fut rejoint par le général Knyphausen, qui lui amena la seconde division de Hessois et un régiment de soldats de Waldeck qui venaient d'arriver d'Europe.

Le général Washington prit des mesures pour s'opposer à ces mouvements et aux projets de l'ennemi. Il disposa son armée en quatre divisions, commandées par les majors généraux Lee, Heath, Sullivan et Lincoln. Ce dernier n'était pas un officier continental; mais il s'était présenté peu de temps auparavant avec un corps de miliciens du Massachusetts. Il fut décidé, dans un conseil de guerre, que l'armée quitterait l'île

de New York, et qu'elle s'étendrait dans le pays de manière à dépasser les flancs des colonnes du général Howe; on convint en même temps « qu'il fallait conserver, aussi long-temps que possible, le fort Washington. » On laissa deux mille hommes dans ce but.

Une des quatre divisions traversa Kingsbridge, et éleva des parapets à Valentine's Hill; les autres suivirent et formèrent une ligne de camps détachés et de retranchements, sur les hauteurs qui s'étendent le long de la côte occidentale de la rivière Brunx, depuis Valentine's Hill jusqu'aux White Plains. Cette disposition était nécessaire pour protéger le bagage, les munitions et l'artillerie, qu'on ne transportait qu'avec beaucoup de difficultés, parce qu'on manquait de chariots et de chevaux. Le général Washington marcha avec la première division vers les White Plains, où il fortifia un camp de manière à garantir la sécurité de toute l'armée, et où il avait l'intention de risquer un engagement général, s'il était pressé par l'ennemi. Le camp fut placé sur un terrain élevé; son front était défendu par deux lignes de retranchements presque parallèles entre elles, et à quatre ou cinq cents verges l'une de l'autre. L'aile droite reposait sur la Brunx, qui, en faisant un petit arc, entourait le flanc et une partie des derrières du camp. L'aile gauche aboutissait à un étang ou petit lac assez grand, qui défendait bien ce côté.

Comme sir William Howe fit marcher son armée directement en avant, en colonnes serrées, sans détacher aucun corps considérable vers New York et l'Hudson,

il fut évident qu'il avait l'intention de chercher une occasion de forcer les Américains à en venir à une action générale. En conséquence, dès que les munitions et les bagages eurent été amenés, Washington concentra toutes ses troupes dans le camp de White Plains. Dans l'intervalle, des corps d'Américains attaquèrent les postes avancés de l'ennemi sur différents points, et il y eut de vives escarmouches.

Le 28 octobre, avant midi, l'armée anglaise fut en vue, et se déploya sur les flancs des colonnes vis-à-vis des lignes de Washington, et à moins de deux milles de son camp. Il y avait, à un demi mille, au midi du flanc droit des Américains, une hauteur appelée Chatterton's Hill, qui en était séparée par la Brunx, et par un terrain bas et marécageux. On y avait posté un régiment de milice, auquel s'étaient joints, dans la matinée, le colonel Haslet, avec son régiment du Delaware, et plus tard, un bataillon des troupes du Maryland, et d'autres, la plupart miliciens, au nombre d'environ seize cents hommes : le tout était commandé par le général Mac Dougall. Le commandant anglais chercha avant tout à déloger ces troupes; dans ce but, on ordonna à un bataillon de Hessois, à une brigade d'Anglais, commandée par le général Leslie, et aux grenadiers hessois, conduits par le colonel Donop, de traverser la Brunx et d'attaquer de front. Le colonel Rahl, avec une autre brigade de Hessois, devait en même temps traverser la rivière plus bas, et s'avancer, en faisant un circuit, sur le flanc droit des Américains. Ces troupes passèrent la Brunx à gué, et se formèrent en bon ordre sur l'autre rive, protégées par le feu de leur

canon, mais non sans être inquiétées par les corps qui se trouvaient sur le sommet de la colline. Elles montèrent ensuite sur les hauteurs; et, après une action courte, mais très vive, elles chassèrent les Américains de leurs ouvrages; mais, satisfaits d'avoir emporté ce poste, et craignant d'être coupés s'ils s'avançaient trop loin du corps d'armée, les Anglais renoncèrent à poursuivre leurs adversaires. La perte des Américains a été diversement représentée; suivant un rapport fait par le général Howe lui-même, on prit quatre officiers et trente-cinq soldats; le nombre des morts ne fut pas connu.

On pensait qu'après cet avantage le camp serait immédiatement attaqué; telle était, en effet, la première intention du général Howe, et ses troupes restèrent toute la nuit sous les armes. En écrivant au Congrès le lendemain matin, le secrétaire du général Washington disait: « Après avoir pris la colline (sur laquelle ils se retranchent), et avoir laissé un nombre suffisant d'hommes et d'artillerie pour empêcher que nous ne la reprenions, les Anglais ont continué à avancer sur notre gauche; et, autant que je puis l'apercevoir, leurs postes ou leurs campements forment à peu près un demi-cercle. Dans ce moment, il est évident que leur projet est de gagner nos derrières, suivant leur premier plan; nous prenons nos mesures pour les devancer, mais le transport de notre bagage éprouve des difficultés et des retards infinis. Par sa situation, notre poste n'est pas aussi avantageux qu'on pourrait le désirer; il ne devait être que temporaire et momentané, et servir seulement jusqu'à l'instant où l'on pourrait enlever les munitions de l'armée qui y avaient été déposées. L'ar-

rivée si subite des ennemis nous a mis dans une position très fâcheuse ; ils sont tout près de nous, et commenceront probablement bientôt leur seconde attaque ; nous l'attendons d'heure en heure ; elle commence peut-être : je viens d'entendre le bruit du canon. » Il n'y eut cependant que quelques légères escarmouches entre les postes avancés. En faisant la reconnaissance du camp, le général Howe pensa qu'il était trop fort pour qu'on pût risquer un assaut, et résolut d'attendre le renfort que devait amener le comte Percy, qui était alors à Haerlem. Il arriva au bout de deux jours ; le 31 octobre fut fixé pour l'attaque, mais une forte pluie la fit encore différer.

La même nuit, le général Washington fit prendre à toutes ses troupes une autre position sur les collines situées sur ses derrières. Les lenteurs de son adversaire lui avaient donné le temps de la fortifier, et l'on pouvait la défendre plus facilement que son premier camp. Ce mouvement fut si judicieusement combiné et exécuté, qu'il se fit sans éprouver aucune perte, et même sans que l'armée anglaise s'en aperçût. Le général Howe renonça alors à l'idée d'une bataille ; il désespéra de pouvoir déloger les Américains de cette forte position, et l'on sut bientôt qu'il retirait son armée du côté de l'Hudson et de Kingsbridge.

Comme cela pouvait être une feinte pour faire sortir les forces américaines du pays montagneux, Washington resta quelques jours dans ce nouveau camp, jusqu'à ce que l'on fût certain que l'ennemi retournait réellement sur ses pas. On prévit alors que sa première manœuvre importante serait d'investir le fort Washing-

ton, et qu'ensuite il passerait l'Hudson, porterait la guerre dans le New Jersey, et ferait peut-être une pointe sur Philadelphie. Pour faire face aussi bien que possible à ces nouveaux projets, Washington ordonna à toutes les troupes qui appartenaient aux États situés à l'ouest de l'Hudson, et qui se montaient à cinq mille hommes, de passer la rivière à King's Ferry; car, plus bas, tous les passages étaient bloqués par les vaisseaux anglais. Le reste de l'armée, qui se composait des troupes de New York et de l'Est, fut partagé en deux divisions; l'une d'elles, sous les ordres du général Heath, fut placée sur les deux rives du fleuve, dans les montagnes, pour défendre ces passages; l'autre, forte d'environ quatre mille hommes, et où il se trouvait beaucoup de miliciens dont le temps de service devait bientôt expirer, fut laissée dans le camp, auprès de White Plains. Le général Lee la commandait, et il avait des instructions discrétionnaires qui lui permettaient de rester de ce côté de l'Hudson, ou de suivre le commandant en chef dans le New Jersey, suivant qu'il le jugerait convenable, quand les projets de l'ennemi seraient mieux connus. Après avoir donné ces ordres, le général Washington inspecta les postes des hauteurs et se rendit ensuite à Hackinsac, où les troupes qui avaient passé la rivière s'étaient rassemblées, après avoir fait un circuit de plus de soixante milles.

Le général Howe dirigea toute son armée vers les environs de Kingsbridge. A son approche, les Américains abandonnèrent le fort Indépendance, détruisirent le pont de la rivière de Haerlem, et se retirèrent dans les lignes près du fort Washington. Trente ba-

teaux plats avaient remonté l'Hudson pendant la nuit sans être découverts, et étaient entrés dans la rivière de Haerlem, ce qui, joint à d'autres bateaux amenés de la rivière de l'Est, donnait à l'armée anglaise de grands moyens pour traverser jusqu'à l'île de New York ; on résolut d'attaquer le fort sur quatre points différents. L'adjudant général anglais fut envoyé au colonel Magaw, qui commandait le fort, pour lui porter une sommation de se rendre ; le colonel Magaw la rejeta, en disant qu'il se défendrait jusqu'à la dernière extrémité.

Le lendemain matin, 16 novembre, le général Knyphausen s'avança avec un corps de Hessois au nord du fort, et commença l'attaque. Le comte Percy se porta presque en même temps sur les lignes extérieures du côté du midi ; et deux troupes abordèrent à quelque distance l'une de l'autre, après avoir traversé la rivière de Haerlem, et montèrent les pentes rudes et escarpées qui se trouvent de ce côté. Les lignes furent défendues sur tous les points avec beaucoup de courage et d'opiniâtreté ; mais, après une résistance de quatre ou cinq heures, les soldats furent repoussés dans le fort, et le colonel Magaw fut forcé de rendre toute la garnison prisonnière de guerre. Les Américains comptèrent environ cinquante morts, et il y eut deux mille huit cent dix-huit prisonniers en comprenant les officiers et les soldats. On n'avait laissé dans l'origine au colonel Magaw que deux mille hommes ; mais, quand le général Greene avait vu qu'il était menacé d'une attaque, il lui avait envoyé des troupes du fort Lee.

C'était l'échec le plus rude que les armes améri-

caines eussent encore reçu, et il arrivait dans un moment bien fâcheux. Qu'une grande faute ait été commise, c'est ce qui n'a jamais été contesté. A qui faut-il l'imputer? voilà ce qui a fait question. Le projet de conserver ce poste, quand les Anglais eurent commencé à abandonner les White Plains, vint du général Greene; et, comme il y avait commandé pendant plusieurs semaines, on présuma qu'il connaissait parfaitement la position de la garnison et ses moyens de défense, et on eut de la déférence pour son opinion. Huit jours avant l'attaque, le général Washington écrivait au général Greene: « Si nous ne pouvons empêcher les vaisseaux de remonter, et si l'ennemi tient en sa possession le pays environnant, quel bon résultat peut-on attendre de la conservation d'un poste dont on ne pourra plus obtenir les avantages qu'on en espérait? Je suis donc porté à penser qu'il ne serait pas prudent d'exposer les munitions et les soldats qui sont au Mount Washington; mais, comme vous êtes sur les lieux, je m'en remets à vous pour donner l'ordre d'évacuer le fort, selon ce que vous jugerez convenable. » On ne pouvait rien dire de plus décisif, à moins de donner un ordre positif, ce qui lui répugnait toujours, quand il avait confiance en un officier chargé d'un commandement distinct. Son opinion sur la convenance de retirer les troupes est clairement indiquée. Le général Greene répondit: « Je ne puis m'empêcher de croire qu'il est avantageux de conserver la garnison, et je ne pense pas qu'elle coure un grand danger. Les hommes peuvent être retirés en tous temps; mais il n'est pas aussi facile de transporter les muni-

tions. Je crois pourtant qu'on pourra les emporter, si l'état des affaires devient désespéré. » Le général Greene conserva ces idées jusqu'au dernier moment. Dans la soirée qui précéda l'assaut, le général Washington alla de Hackinsac au fort Lee; et, en passant la rivière pour aller visiter la garnison, il rencontra les généraux Greene et Putnam qui en revenaient, et qui lui dirent « que les troupes étaient remplies d'ardeur, et qu'elles feraient une bonne défense. » Il revint avec eux au fort Lee. La sommation de se rendre avait déjà été reçue par le colonel Magaw; on s'attendait à être attaqué le lendemain matin, et il était alors trop tard pour retirer les troupes.

Dans une lettre à son frère, écrite de Hackinsac trois jours avant la reddition du fort, le général Washington disait: « Quand les derniers vaisseaux ont eu dépassé ce fort, c'est contre mes désirs et mon avis qu'on a conservé ce poste, car je le regardais comme dangereux; mais un nombreux conseil d'officiers généraux avait pris une décision à cet égard, et le Congrès avait envoyé une résolution où il exprimait fortement son désir que le cours de la rivière, que nous avions long-temps cherché à fermer en cet endroit, fût obstrué, s'il était possible; sachant que cela ne pouvait s'accomplir s'il n'y avait point de batteries pour protéger les travaux, je n'ai pas voulu donner l'ordre absolu de retirer la garnison avant d'avoir pu faire une tournée et d'avoir vu la position des choses; mais alors il était trop tard, et le fort était investi. Lors du passage des derniers vaisseaux, j'avais exprimé mon opinion au général Greene qui dirigeait

cette affaire, et lui avais dit qu'il vaudrait mieux évacuer la place ; mais comme l'ordre était discrétionnaire, et qu'il ne partageait pas mes idées, on a malheureusement différé trop long-temps. »

D'après ces faits, il paraît évident que la perte de la garnison, telle qu'elle arriva, n'eut d'autre cause qu'une erreur de jugement de la part du général Greene. Jusqu'à quel point le général aurait-il dû dominer son opinion, ou bien, dans la position des choses, aurait-il dû donner un ordre péremptoire? ce sont des questions qu'il peut être moins facile de décider.

Sir William Howe poursuivit ses succès. Un détachement de six mille hommes, conduits par le comte Cornwallis, aborda du côté de Jersey, à six ou sept milles au dessus du fort Lee, gagna les hauteurs avec de l'artillerie, et descendit ensuite entre les rivières de l'Hudson et de Hackinsac. Le corps que commandait Washington n'étant pas de force égale, il rappela la garnison du fort Lee au quartier général, à Hackinsac, laissant en arrière la grosse artillerie, un grand nombre de tentes et beaucoup de bagages, de provisions et de munitions, que la marche rapide de l'ennemi ne permit pas de sauver. Se trouvant alors dans un pays plat, où la défense était difficile, enfermé entre des rivières et pressé par des forces doubles des siennes, il n'avait pas d'autre ressource qu'une retraite rapide. La côte de Jersey depuis New York jusqu'à Brunswick était ouverte aux vaisseaux anglais, et on pouvait débarquer sur tous les points sans opposition. Washington était donc obligé de se diriger vers la Delaware, en marchant près de la rivière de Rariton, afin d'être à portée d'em-

pêcher le général Howe de jeter un fort détachement entre ses troupes et Philadelphie.

Dans sa marche il adressa des lettres pressantes au gouverneur de New Jersey et au Congrès, leur représenta sa position, et leur demanda le secours de toutes les milices de New Jersey et de la Pensylvanie, qu'on pouvait appeler au service. Quand il arriva à Brunswick, son armée ne montait pas à quatre mille hommes. Il fut poursuivi de près par Cornwallis, mais il opéra sa retraite sans perte jusqu'à Trenton, où il traversa la Delaware, et il prit position sur le bord occidental de cette rivière, s'assura des bateaux et garda les passages depuis Coryell's Ferry jusqu'à Bristol. A cette époque il avait environ trois mille hommes en état de servir. L'ennemi n'essaya pas de passer la rivière. Le général Howe se contenta alors d'avoir envahi le New Jersey, et il couvrit sa conquête d'une chaîne de cantonnements placés à Pennington, à Trenton, à Bordentown et à Burlington. Les deux armées restèrent dans ces positions sans aucun changement marqué pendant près de trois semaines.

Les troupes qui formaient le camp volant dont on a déjà parlé avaient toutes été enrôlées dans les États du centre, et étaient engagées pour un an. Le temps de leur service expira pendant la marche, et, à l'exception de quelques Pensylvaniens, on ne put déterminer aucun de ces soldats à rester plus long-temps à l'armée. Le bureau de la guerre présenta un plan d'enrôlement des prisonniers, et en appela à l'exemple de l'ennemi. Le général Washington s'opposa à cette mesure, qui était, disait-il, contraire aux règles

d'une guerre honorable ; et il ajouta qu'il ferait ses plaintes à ce sujet à sir William Howe. La chose lui paraissait des plus impolitiques. Dans des moments de danger, on pouvait prévoir que de semblables recrues se tiendraient toujours en arrière, dans la crainte du châtiment qu'elles subiraient si on les prenait, et qu'elles communiqueraient leur épouvante aux autres soldats. Les prisonniers pouvaient encore être tentés de s'enrôler, dans l'intention de déserter et de porter à l'ennemi des avis pour lesquels ils seraient largement récompensés. Il n'était donc pas possible d'avoir confiance en de pareils soldats en aucune circonstance; et ce qu'il y avait de plus probable, c'est qu'ils feraient beaucoup de mal.

Depuis que l'armée s'était divisée dans les White Plains, le général Lee avait joué un rôle très extraordinaire. Washington lui avait écrit de Hackinsac, de conduire sa division dans le New Jersey et de rejoindre l'armée dans sa marche. Cette lettre fut bientôt suivie d'un ordre positif, qui fut souvent répété. Le général Lee envoya diverses excuses, se traîna sur le bord oriental de l'Hudson et essaya de tirer deux mille hommes des troupes du général Heath, des montagnes, ce qui était contraire aux instructions données à ce dernier par le général Washington. Puis, quand il eut passé avec une répugnance visible dans le Jersey, il marcha si lentement que, trois semaines après avoir reçu les premiers ordres de se mettre en marche, il n'était arrivé qu'à Morristown. Le fait est qu'il avait des projets particuliers, qu'il comptait exécuter au risque de désobéir au commandant en

chef. Et d'abord, il espérait faire une tentative brillante sur New York, quand cette ville serait épuisée de troupes pour l'expédition du côté de la Delaware; ensuite, après avoir traversé l'Hudson, il nourrissait encore l'espoir de faire quelque exploit signalé, en attaquant l'ennemi sur ses derrières. Mais ses espérances et ses projets ambitieux furent subitement renversés. Se trouvant dans sa marche aux environs de Baskingbridge, il passa une nuit dans une maison particulière, à trois milles de son armée, avec une garde peu considérable. Un tory du voisinage donna connaissance de sa position à l'ennemi, et la maison fut cernée de grand matin par un corps de cavalerie légère, commandé par le colonel Harcourt, qui fit Lee prisonnier, et le mena en triomphe au camp anglais.

Cet événement causa beaucoup de surprise et de regret dans tout le pays. Les talents militaires, l'expérience et l'activité du général Lee avaient inspiré une confiance universelle et fait naître de grandes espérances dans l'esprit du peuple. Il avait servi en Amérique pendant la dernière guerre, et, plus tard, il avait acquis une réputation distinguée dans diverses parties de l'Europe. Sa dernière entreprise et ses succès dans le midi avaient confirmé la bonne opinion qu'on avait déjà de sa capacité et de son habileté. Vu les circonstances, on ne pouvait s'expliquer comment il avait été fait prisonnier. L'opinion publique, toujours portée aux extrêmes, prit une direction défavorable au caractère de Lee. Comme on ne pouvait assigner aucune raison plausible à la conduite qu'il avait tenue en s'exposant si imprudemment, on

soupçonna que c'était volontairement qu'il était prisonnier, et qu'il avait cherché ce moyen de rejoindre l'ennemi, sans encourir l'odieux d'une désertion. Mais on n'avait aucun motif réel pour de semblables soupçons. Comme soldat, Lee fut fidèle aux intérêts de sa patrie adoptive ; comme ami de la liberté américaine, on peut douter de sa sincérité. Il nourrissait le ressentiment le plus amer contre le roi et le ministère anglais, pour des raisons qu'on ne connaît pas entièrement ; il désirait les voir humilier, et ce motif seul l'aurait poussé à embrasser une cause quelconque, pourvu qu'elle tendît à un tel résultat. Violent et précipité dans ses résolutions, insouciant dans le danger, rempli de confiance en lui-même, et animé d'une ambition sans bornes, il voyait dans la guerre américaine une occasion de satisfaire tout à la fois son animosité et sa passion pour la gloire. Il entra avec empressement dans les mesures d'opposition aux forces de la Grande-Bretagne, et, dans la première année de la lutte, il rendit d'importants services; mais il se croyait supérieur à tous les autres officiers de l'armée américaine, ne pouvait même supporter le contrôle du Congrès ou du commandant en chef, et était toujours disposé à désobéir ; enfin son arrogance était venue à un tel point qu'elle aurait bientôt amené des résultats fâcheux pour lui-même, et peut-être pour le pays, s'il eût échappé au malheur de la captivité. C'était un homme de génie, qui avait été bien élevé, et un habile écrivain ; mais il était singulier dans ses habitudes ; il n'avait pas de principes solides, et ses manières blessaient souvent ; il montrait peu de déférence pour les

opinions et les sentiments des autres, et peu d'égards pour les usages de la société.

Le commandement de la division de Lee revint au général Sullivan, qui la dirigea aussi promptement que possible vers le corps d'armée principal. Quatre régiments, commandés par le général Gates, arrivèrent de Ticonderoga, après avoir été débarrassés de la garde de ce poste par la retraite du général Carleton, qui alla prendre ses quartiers d'hiver dans le Canada. Ce furent là toutes les forces régulières que le général Washington put appeler à son aide. Heath reçut l'ordre d'abandonner les montagnes, et d'avancer avec une partie de sa division; mais la prise de Rhode Island par les Anglais, et l'apparition menaçante des vaisseaux de l'ennemi dans le détroit, firent considérer comme une imprudence d'affaiblir ce poste et d'appeler des troupes de l'Est: l'ordre fut donc révoqué. On commanda à trois régiments qui venaient de Ticonderoga de s'arrêter à Morristown, afin que, réunis à un corps de milice qui y était assemblé, ils pussent ranimer le courage des habitants, et protéger le pays de ce côté.

On pensait que, dès que la glace serait devenue assez forte, l'ennemi passerait la Delaware, et concentrerait toutes ses forces pour se porter sur Philadelphie. Le Congrès, prévoyant cet événement, s'ajourna à Baltimore. Le général Putnam prit le commandement de la milice à Philadelphie, et fut chargé d'élever une ligne de retranchements et de redoutes depuis la Delaware jusqu'à Schuylkill, et de se préparer à faire une défense opiniâtre.

Ce fut là la période la plus sombre de la guerre. La campagne n'avait guère été qu'une suite de désastres et de retraites. L'ennemi s'était emparé de Rhode Island, de Long Island, de la ville de New York, de Staten Island, de la presque totalité des Jerseys, et il paraissait sur le point d'étendre ses conquêtes dans la Pensylvanie. Par suite des maladies et du fatal système des enrôlements de courte durée, les forces effectives du général Washington étaient tellement réduites qu'elles méritaient à peine le nom d'armée. Lord Howe et le général Howe publièrent conjointement une proclamation qui offrait le pardon, au nom du roi, à tous ceux qui prêteraient le serment de fidélité, et viendraient se mettre sous sa protection dans un délai de soixante jours. Plusieurs personnes, entre autres des hommes riches et considérés, acceptèrent ces conditions, et passèrent à l'ennemi; d'autres, particulièrement dans le New Jersey, prêtèrent le serment, mais restèrent dans leurs foyers. En un mot, la terreur était si grande, et l'avenir avait un aspect si sombre qu'un abattement général se répandit sur tout le continent.

Washington demeura toujours ferme au milieu de ces scènes d'épreuves et de découragement. Quelles que pussent être ses craintes, il ne montra aucune hésitation dans ses conseils ou dans sa conduite. D'après les lettres qu'il écrivit à cette époque sur la rive occidentale de la Delaware, il ne paraît pas qu'il ait cédé un seul instant à un sentiment de danger immédiat, ou à des doutes sur le succès final; elles respirent, au contraire, le même courage, la même con-

fiance, le même calme, les mêmes espérances, qui s'y font remarquer dans toutes les autres occasions. Comme on lui demandait ce qu'il ferait si Philadelphie était prise, on rapporte qu'il répondit : « Nous nous retirerons au-delà de la rivière de Susquehanna, et de là, s'il est nécessaire, aux montagnes Alleghanys. » Connaissant, comme il le faisait, les dispositions du peuple, la cause profonde de la querelle, et les ressources réelles de la confédération, il ne se laissa pas décourager par des malheurs temporaires, car il était convaincu que la persévérance surmonterait à la fin tous les obstacles. Tant qu'on pourrait tenir en campagne l'ombre même d'une armée, la guerre devait être continuée par le gouvernement britannique, avec des dépenses énormes que la nation la plus riche ne pouvait long-temps supporter.

Profondément pénétré de cette conviction, et en faisant la base de sa politique et la règle de ses actions, il appliqua toute son énergie à reformer une armée, exposa hardiment au Congrès les erreurs de ses anciens systèmes, et l'exhorta sérieusement à exercer son autorité d'une manière plus efficace, afin de donner de la force et de la consistance à l'établissement militaire. Le 20 décembre, il écrivait ce qui suit au président du Congrès.

« Tout ce que j'ai senti comme officier et comme homme me force à dire que personne n'a jamais eu un plus grand nombre de difficultés en tous genres à combattre que moi. Il est inutile d'ajouter que les enrôlements de courte durée et une confiance mal entendue dans la milice ont été l'origine de tous nos

malheurs et du grand accroissement de notre dette. Nous voyons, monsieur, que les mécontents augmentent de jour en jour la force de l'ennemi. Cette force ira croissant comme une boule de neige qui roule, à moins qu'on ne trouve quelque moyen d'arrêter efficacement le progrès des armes de l'ennemi. La milice peut le faire pendant un peu de temps; mais dans peu de temps aussi, la milice de ces États, qui a été fréquemment appelée, ne marchera plus du tout; ou si elle marche, ce sera avec tant de lenteur et de répugnance, que cela reviendra au même. Voyez, par exemple, New Jersey; voyez la Pensylvanie! Rien autre que la rivière de Delaware pouvait-il sauver Philadelphie? Peut-il y avoir quelque chose de plus funeste pour le recrutement (et cependant la nécessité du moment peut justifier cette mesure) que de donner une prime de dix dollars pour un service de six semaines, à des miliciens qui viennent vous ne pouvez dire comment, partent vous ne pouvez dire quand, et agissent vous ne pouvez dire où; qui consomment vos provisions, épuisent vos munitions, et vous abandonnent enfin dans un moment critique?

« Voilà, monsieur, quels sont les hommes sur lesquels il faudra que je compte dans dix jours d'ici; voilà la base sur laquelle votre cause reposera et devra toujours s'appuyer, jusqu'à ce que vous ayez une grande armée permanente, suffisante par elle-même pour combattre l'ennemi. Je vous demande donc la permission de vous représenter humblement que, selon mon opinion, quatre-vingt-huit bataillons

ne sont, sous aucun rapport, une force assez considérable pour la lutte que vous avez à soutenir, et qu'il ne faut pas perdre un seul instant pour lever un plus grand nombre de soldats; c'est à dire, d'après mon avis et celui de mes officiers, cent dix bataillons au moins. On dira peut-être qu'il sera déjà assez difficile de compléter le premier nombre; cela peut être vrai, et cependant les officiers de cent dix bataillons recruteraient bien plus d'hommes que ceux de quatre-vingt-huit. A mon avis, ce n'est pas le moment de regarder à la dépense; nos fonds ne sont pas le seul objet à considérer. L'état de New York a ajouté un bataillon à son contingent (je voudrais qu'il en eût ajouté deux). Si quelques bons officiers offrent de lever des hommes avec la solde et sur le pied des troupes continentales, je les encouragerai à le faire, et je les enrégimenterai quand ils l'auront fait. Si le Congrès désapprouve cette démarche, qu'il veuille bien me le faire savoir, car je veux faire pour le mieux. On pourra penser que je m'écarte beaucoup de la ligne de mon devoir, en adoptant ces mesures, ou en donnant aussi librement mes avis. Une réputation à perdre, une fortune exposée, les biens inestimables de la liberté qui sont en jeu, et une vie dévouée, doivent me servir d'excuse. »

Ces représentations et d'autres de même nature ne demeurèrent pas sans effet. Malgré l'extrême susceptibilité que le Congrès avait montrée jusqu'alors par rapport à l'ascendant militaire, la crise actuelle était telle que, si elle ne changea pas les sentiments de ceux des membres de cette assemblée qui avaient vu avec

défiance toutes les mesures qui pouvaient augmenter l'influence de l'armée, elle les réduisit au silence. Le général Washington fut aussitôt investi de pouvoirs extraordinaires. Par une résolution formelle, il fut autorisé à former seize bataillons d'infanterie, outre les quatre-vingt-huit qui avaient déjà été votés par le Congrès, et à en nommer les officiers; à lever et équiper trois mille hommes de cavalerie légère, trois régiments d'artillerie et un corps d'ingénieurs; à appeler dans tous les États les secours de milice qu'il jugerait nécessaires; à établir des magasins de provisions; à déplacer et à nommer tous les officiers au dessous du rang de brigadier, et à remplir les vacances dans tous les corps de l'armée; à prendre tout ce dont il aurait besoin pour le service de l'armée, en donnant aux habitants un prix raisonnable de leurs fournitures; à arrêter et à faire enfermer ceux qui refuseraient de recevoir les espèces continentales, ou qui se montreraient opposés de quelque autre manière à la cause américaine, et à les renvoyer, pour être jugés, aux États dont ils étaient citoyens. Ces pouvoirs le constituaient sous tous les rapports *dictateur* militaire. Ils devaient durer six mois; et, dans l'usage qu'il en fit, il justifia complètement la confiance que le Congrès avait exprimée dans le préambule de la résolution, où il est dit que ces pouvoirs lui étaient accordés en raison de la parfaite confiance qu'inspiraient sa sagesse, son énergie et sa droiture.

Dans cette circonstance, comme dans toutes celles où des pouvoirs lui furent remis, soit comme militaire, soit comme magistrat civil, il eut soin de n'en user

que pour atteindre le but qu'on avait en vue. Intrépide dans l'accomplissement du devoir, et ne reculant jamais devant la responsabilité, il n'avait pas, comme tant d'hommes parvenus à un rang élevé, un sentiment de vanité qui le portât à se donner de l'importance en faisant sentir qu'il était le centre et le principal moteur de toutes les opérations qu'il avait droit de contrôler. Personne ne veillait plus attentivement à ce que tout se fît convenablement; mais il voyait avec plaisir les autres imaginer et exécuter des plans utiles, et il voulait que chacun eût l'honneur et la gloire de ce qu'il avait fait de bien. Ainsi, dans les circonstances que je rappelle, quand le Congrès ou les gouvernements des États le déchargèrent volontairement d'une partie de sa tâche, ce qu'ils firent quelquefois pendant sa dictature, loin de penser qu'ils intervenaient mal à propos ou empiétaient sur son autorité, il exprima toujours sa satisfaction et sa reconnaissance.

L'important sujet de la réforme et du recrutement de l'armée réclamait alors sa plus sérieuse attention; pour arriver à ce but, il employa dans toute leur étendue les pouvoirs dont il avait été revêtu. La manière de nommer les officiers était un des défauts les plus graves du système récemment établi par le Congrès. Quelques-uns des États avaient négligé de compléter leurs nominations; et, généralement, elles étaient faites avec si peu de jugement et un tel mépris des règles militaires, qu'on avait mis des officiers sans mérite et sans expérience au dessus de ceux qui étaient accoutumés au service, et qui avaient donné des preuves de leur valeur et de leur habileté. En vertu du pouvoir

qu'il avait de destituer et de remplir les vacances, Washington rectifia ces erreurs autant que la prudence le permit. Les nominations pour les seize bataillons additionnels d'infanterie, et pour les nouveaux régiments de cavalerie légère, d'artillerie et d'ingénieurs, étant entièrement à sa disposition, il eut soin de choisir de bons officiers qui avaient été négligés par les États; ainsi se dissipa leur dégoût pour leur service; l'armée eut un renfort précieux, et beaucoup de soldats, qui avaient partagé le mécontentement de leurs officiers, s'enrôlèrent de nouveau. La règle qu'il suivait à cet égard est indiquée dans une lettre d'instructions adressée au colonel Baylor, qui devait commander un régiment de cavalerie légère.

« Comme rien ne contribue autant à la constitution d'un bon régiment qu'un bon corps d'officiers, et comme il n'y a pas de meilleur moyen de s'en procurer que d'en laisser en grande partie le choix à l'homme qui doit recueillir l'honneur ou partager la honte de leur conduite, je vous accorderai le pouvoir de nommer les officiers de votre régiment, à l'exception des officiers d'état-major, me réservant le droit de rejeter une partie ou la totalité des nominations dans le cas où j'aurais des motifs de soupçonner que vous avez fait un choix peu convenable. Je vous recommande instamment d'être circonspect dans ce choix de vos officiers; ne prenez que des gens bien élevés (gentlemen); ne vous laissez influencer par aucun attachement de localité; quand on vous fera une demande, que votre bonté naturelle ne vous fasse pas dire oui lorsque vous devriez dire non. Rappelez-vous que c'est pour la cause pu-

blique, et non pour un intérêt particulier, que votre choix doit être avantageux ou nuisible ; souvenez-vous aussi que nous n'avons encore eu, dans aucun corps, d'exemple de bonne ou de mauvaise conduite que l'on ne pût faire remonter aux officiers. Ne prenez pas des hommes trop âgés, mais ne remplissez pas non plus votre corps d'enfants, surtout par rapport aux capitaines. »

Avant que ces mesures pour l'organisation de l'armée fussent mûries, il arriva d'autres événements d'une grande importance, qui donnèrent une nouvelle face aux affaires. Dès que Washington eut passé la Delaware, il s'appliqua à trouver quelque manière de réparer ses pertes, ou au moins d'arrêter les progrès et de déranger les plans de l'ennemi. Il y eut pendant plusieurs jours de l'incertitude sur la marche que suivrait le général Howe : la rivière ne gela pas aussi promptement qu'on s'y attendait; il continua à faire cantonner ses détachements dans les endroits où ils avaient été placés d'abord, le plus considérable étant à Brunswick, et prêt à marcher dans toutes les directions, au premier avis. Pendant ce temps, les forces américaines s'accrurent de la division de Lee, des régiments de Ticonderoga et des milices de Philadelphie et des parties orientales de la Pensylvanie, qui se présentèrent avec zèle et en grand nombre. Ces dernières troupes formaient deux corps, dont l'un était à Bristol, sous les ordres du général Cadwalader, et l'autre, placé presque vis à vis de la ville de Trenton, était commandé par le général Ewing. Les régiments continentaux qui conservaient encore leur première position étaient plus haut, sur les bords de la rivière.

A la fin, le général Washington résolut de hasarder la tentative hardie de repasser la Delaware et d'attaquer l'ennemi sur son propre terrain. Il y avait à Trenton trois régiments de Hessois, qui comprenaient environ quinze cents hommes, et un corps de cavalerie légère composé d'Anglais. Des détachements peu considérables étaient placés à Bordentown, à Burdington, à Black-Horse et à Mount-Holly. Ces derniers postes devaient être attaqués par Cadwalader, qui avait reçu l'ordre de passer la rivière auprès de Bristol, tandis que Washington la traverserait au dessus de Trenton, et Ewing un peu plus bas, et de prendre part à l'attaque dirigée contre les Hessois qui étaient en cet endroit. La nuit du 25 décembre fut désignée pour cette attaque.

Lorsqu'il commença à faire sombre, les troupes continentales choisies pour ce service, et commandées par le général Washington en personne, se mirent en mouvement; elles comptaient deux mille quatre cents hommes, et étaient accompagnés de vingt pièces d'artillerie. Elles commencèrent à traverser la rivière à Mac-Konkey's Ferry, à neuf milles au dessus de Trenton, et l'on supposait que le passage serait terminé à minuit; mais la glace flottante retarda tellement les bateaux qu'il était près de quatre heures du matin lorsque l'artillerie et tous les soldats furent débarqués sur le bord opposé de la rivière, et se trouvèrent prêts à marcher. On forma alors deux divisions; la première, commandée par le général Sullivan, suivit la route qui longeait la rivière; et l'autre, conduite par le général Greene, prit un chemin vers la gauche, qu'on appelait

Pennington Road. Le général Washington était avec cette dernière division. Ces deux routes conduisaient à deux entrées différentes de la ville, et, comme elles avaient à peu près la même longueur, on avait l'intention de commencer simultanément l'attaque. A huit heures, la division de gauche arriva auprès des gardes avancées de l'ennemi, et presque au même instant on entendit tirer sur la droite, ce qui montrait que l'autre division était arrivée. Elles poussèrent toutes deux en avant dans la ville, et ne rencontrèrent que peu d'obstacles, à l'exception de deux ou trois pièces d'artillerie, qui furent bientôt prises. Les Hessois, chassés de la ville et serrés de près, parurent vouloir se retirer du côté de Princeton, mais ils furent arrêtés par un corps de troupes envoyé pour les couper. Se voyant entourés, et n'ayant aucun autre moyen d'échapper, ils se rendirent tous prisonniers de guerre.

On prit ainsi vingt-trois officiers et huit cent quatre-vingt-six soldats. On en trouva d'autres cachés dans les maisons, ce qui porta le nombre total à environ mille hommes. La cavalerie légère anglaise et quatre ou cinq cents Hessois s'échappèrent au commencement de l'action par le pont de l'Assanpink, et s'enfuirent à Bordentown. Six pièces de campagne en bronze et un assortiment d'armes pour mille hommes furent les trophées de la victoire. Le colonel Rahl, brave officier qui commandait les Hessois, fut mortellement blessé. Six autres officiers furent tués, ainsi que vingt ou trente soldats. Les Américains eurent deux hommes tués, et deux autres moururent de froid. Le capitaine William Washington, qui se distingua plus tard dans la même

guerre, comme officier de cavalerie, et le lieutenant Monroe, qui fut depuis président des États-Unis, furent blessés en attaquant avec bravoure et succès l'artillerie de l'ennemi. Il fallait que le froid fût bien rigoureux pour que deux hommes mourussent gelés. Il tomba de la grêle et de la neige pendant toute la marche.

La glace s'était formée si vite au dessous de Trenton, que les troupes commandées par Cadwalader et Ewing ne purent traverser au moment convenu. Cadwalader réussit à débarquer un bataillon d'infanterie ; mais la glace qui bordait la rivière était dans un état tel qu'il était impossible de débarquer l'artillerie, et toute la troupe s'en retourna. Si Ewing avait passé, comme on l'avait projeté, et s'était emparé du pont situé du côté du midi, le corps qui avait pris la fuite aurait été coupé et pris, et il est très probable que Cadwalader aurait été aussi heureux contre les détachements placés plus bas, ou qu'il les aurait poussés vers Trenton, où ils auraient rencontré une armée victorieuse. Cette partie du plan ayant manqué, et l'ennemi étant en force à Princeton et à Brunswick, le général Washington jugea à propos de ne rien hasarder de plus, surtout avec des soldats épuisés de fatigue. Il repassa la Delaware avec ses prisonniers, dès le même jour, et retourna à son campement, sur l'autre rive.

Les troupes anglaises et hessoises, postées à Bordentown et aux environs de cette ville, se retirèrent immédiatement à Princeton, de sorte que toute la ligne des cantonnements de l'ennemi, le long de la Delaware, se trouva rompue et repoussée en arrière. Aussitôt que ses troupes furent remises de leurs fatigues, le général

Washington passa de nouveau la Delaware, et établit ses quartiers à Trenton, décidé à poursuivre l'ennemi ou à prendre les autres mesures que sa position pourrait justifier. Cependant le général Cadwalader réussit à traverser la rivière avec dix-huit cents miliciens de la Pensylvanie, qui furent suivis par un autre corps aussi considérable, commandé par le général Mifflin, et toutes ces troupes rejoignirent la grande armée à Trenton.

Dans ce moment critique, le temps de service de plusieurs régiments expira, l'ancienne armée devant être dissoute le dernier jour de l'année; et les soldats, épuisés par les fatigues extraordinaires de la campagne, parurent d'abord décidés à partir tous en corps et à rentrer dans leurs foyers. Cependant, grâce aux raisonnements, aux efforts des officiers et à une prime de dix dollars, accordée à chaque homme, on réussit à faire consentir plus de la moitié des hommes à servir encore six semaines.

On ne pensait pas que sir William Howe laissât long-temps aux Américains la paisible possession des avantages qu'ils avaient acquis, ou qu'il tardât à prendre sa revanche des désastres que son armée avait éprouvés. Il était alors à New York; et quand les nouvelles des derniers événements arrivèrent dans la ville, il ordonna à lord Cornwallis, qui était au moment de s'embarquer pour l'Europe, de suspendre son départ, et de prendre le commandement des Jerseys. Cet officier se hâta de se rendre à Princeton, et fut suivi par d'autres troupes tirées de Brunswick. Dans la matinée du 2 janvier on apprit que les bataillons de l'ennemi marchaient sur Trenton, et le général Washington se

prépara à soutenir une attaque. Pour les inquiéter et retarder leur marche, il envoya de forts détachements sur la route de Princeton, avec l'ordre d'escarmoucher dans toutes les positions avantageuses. Ces ordres furent fidèlement exécutés, et la tête des colonnes de l'ennemi n'arriva à Trenton que vers quatre heures de l'après-midi. L'armée américaine se retira alors sur la hauteur au-delà de l'Assanpink. Le pont était défendu par l'artillerie, et on continua une vive canonnade sur ce point, ainsi qu'aux gués au dessus du pont que l'ennemi essaya de franchir. Sur le soir le feu cessa, et lord Cornwallis fit camper ses troupes près du village, avec l'intention de renouveler le combat le lendemain matin, quand ses renforts seraient arrivés. Les Américains s'établirent sur le terrain qu'ils avaient occupé après avoir passé l'Assanpink, et les feux allumés par les deux armées se voyaient en plein des deux côtés.

Selon toutes les apparences il devait y avoir une action générale le lendemain. Les chances n'étaient point favorables, car les Anglais étaient supérieurs en nombre, et l'emportaient surtout infiniment, par la discipline et l'expérience de leurs soldats; l'armée américaine étant composée, pour la bonne moitié, de miliciens qui n'avaient jamais vu une bataille, et qui n'étaient au service que depuis quelques jours. Au commencement de la soirée le général Washington assembla ses officiers en conseil, et on adopta une résolution hardie. D'après le nombre des troupes du général Cornwallis, on conjectura, avec raison, qu'il ne pouvait pas en avoir laissé beaucoup en arrière, et on décida de se porter à Princeton, par un mouvement caché, sur le bord oriental

de l'Assanpink. Si l'on ne rencontrait point d'obstacles sur la route, il était possible que l'armée pût s'avancer jusqu'à Brunswick, y surprît l'ennemi, et s'emparât des munitions avant que lord Cornwallis pût retourner sur ses pas. Pour mettre son bagage en sûreté, et pour l'empêcher d'encombrer l'armée, le général Washington ordonna de le transporter sans bruit à Burlington; et à minuit il commença sa marche. Afin de ne pas éveiller les soupçons de l'ennemi, on entretint les feux, et on ordonna aux gardes de rester au pont et aux gués jusqu'à l'approche du jour, et de suivre alors l'armée. Pendant la nuit on employa des hommes à creuser un retranchement, si près des sentinelles de l'ennemi, qu'elles pouvaient les entendre travailler.

Le général Washington, qui avait pris un chemin détourné, arriva à Princeton un peu après le lever du soleil. Il s'y trouvait trois régiments anglais, savoir: le dix-septième, le quatorzième et le cinquante-cinquième, commandés par le général Mawhood; deux de ces régiments devaient aller renforcer dans la matinée lord Cornwallis à Trenton, et tous deux étaient déjà en marche. L'avant-garde des Américains attaqua d'abord le dix-septième. Le combat fut court, mais très vif; le régiment fut mis en déroute, et ses débris furent dispersés. D'après certains rapports, les Anglais traversèrent les rangs des Américains; selon d'autres, ils prirent la fuite. Quoi qu'il en soit, après une résistance opiniâtre ils abandonnèrent le champ de bataille, et regagnèrent la route de Trenton. Le cinquante-cinquième régiment soutint aussi l'attaque avec courage, et finit par se retirer du côté de Brunswick,

ainsi que le quarantième, qui prit peu de part à l'action. Les Anglais perdirent plus de cent hommes tués et environ trois cents prisonniers.

Mais la victoire fut aussi bien sanglante pour les Américains. Le général Mercer fut mortellement blessé; le colonel Haslet, le colonel Potter et d'autres officiers d'un rang inférieur furent tués. Le général Mercer était Écossais de naissance, et, dans sa jeunesse, il s'était trouvé à la bataille de Culloden. Il avait servi avec distinction en Amérique, pendant la dernière guerre contre les Français, et il s'était établi plus tard en Virginie. C'était un brave et digne officier. Ami intime du commandant en chef, il s'était attiré l'estime générale par ses talents, sa conduite comme militaire, et son mérite personnel. On le regretta vivement. Le colonel Haslet s'était distingué par sa bravoure et sa belle conduite dans les batailles de Long Island et de Chatterton's Hill, et dans plusieurs autres entreprises périlleuses. Pendant toute l'action, le général Washington s'exposa de sa personne dans les endroits où le combat était le plus acharné, pour donner des ordres et pour animer les troupes. Sur la demande des prisonniers, le capitaine Leslie, officier anglais, qu'ils aimaient beaucoup, et qui avait été tué dans l'action, fut enterré avec les honneurs militaires dans le camp américain.

Lorsque le jour parut, et que l'on découvrit que les Américains étaient partis, lord Cornwallis pénétra facilement les plans de Washington, et ses conjectures furent confirmées par le feu qu'on entendait dans la direction de Princeton. Inquiet sur la sû-

reté de Brunswick, il se retira immédiatement; et son avant-garde avait presque atteint Princeton, au moment où la queue de l'armée américaine en partait. Washington poursuivit les deux régiments qu'on avait mis en fuite jusqu'à Kingston, où il tourna court vers la gauche, et il arriva le même soir à Pluckemin, après avoir passé deux fois la rivière de Millstone, et fait enlever le pont de Kingston, afin de retarder la marche de l'ennemi. Ses soldats, qui n'avaient pas dormi depuis trente-six heures, étaient épuisés, et Cornwallis approchait avec une armée plus forte et composée de troupes fraîches; il pensa donc qu'il était plus prudent d'abandonner ses projets sur Brunswick, et de se contenter d'avoir eu un aussi grand succès à Princeton, et d'avoir fait sortir l'ennemi de toutes ses positions sur la Delaware.

Washington ne resta à Pluckemin que le temps nécessaire pour laisser reposer ses troupes. Il s'avanca ensuite jusqu'à Morristown, où il établit définitivement son quartier d'hiver. Cette ville n'était pas dans une situation aussi favorable, sous tous les rapports, qu'il l'aurait désiré; mais elle était dans un pays montagneux, d'un accès difficile pour l'ennemi, et était environnée d'une contrée fertile, qui fournissait des provisions en abondance. Cependant Washington ne resta point dans l'inaction, et ne se confia pas aux barrières de la nature pour le protéger. Quoique ses soldats fussent dépourvus de presque toutes les choses nécessaires pour une campagne d'hiver, il envoya des détachements pour attaquer et pour harasser les troupes du général Howe; et ces expéditions furent conduites

avec tant de vigueur et d'habileté qu'au bout de peu de temps il ne resta pas un seul régiment anglais ou hessois dans les Jerseys, si ce n'est à Brunswick et à Amboy, parce que, entre ces deux villes et New-York, il y avait une libre communication par eau.

Tels furent les brillants résultats des plans et des opérations de Washington depuis l'époque où il se décida à repasser la Delaware. Au moment où l'on croyait que son armée était sur le point d'être anéantie, et où le monde entier pensait que la liberté américaine en était à se débattre dans le dernier période de son existence, il commença et poursuivit une guerre offensive contre une armée nombreuse, victorieuse jusqu'alors, et pleine de confiance en sa force. Dans le court espace de trois semaines, il la délogea de tous les postes qu'elle avait pris le long de la Delaware, garantit Philadelphie de tout danger, et recouvra presque toute la province de New Jersey. Les effets immédiats de ces exploits les firent briller d'un double éclat. Le découragement qui avait pesé sur les âmes des Américains disparut comme par enchantement; l'esprit martial se ranima, et un nouvel élan se manifesta dans les conseils publics.

L'éloquent et classique historien italien de cette guerre, Charles Botta, après avoir rapporté ces événements, ajoute: « Des exploits si remarquables acquirent au général américain une très grande réputation, et n'excitèrent pas seulement l'admiration des Américains, mais aussi celle de tous les autres peuples. Tous louèrent la prudence, la fermeté et l'audace du général Washington. Tous déclarèrent qu'il

était le sauveur de son pays ; tous le proclamèrent l'égal des capitaines les plus célèbres de l'antiquité, et on lui décerna en particulier le nom de *Fabius américain*. Son nom fut dans toutes les bouches, et il fut célébré par les écrivains les plus distingués. Les plus grands personnages de l'Europe le comblèrent d'éloges et de félicitations. Le général américain ne manqua donc ni d'une noble cause à défendre, ni d'une occasion d'acquérir de la gloire, ni de génie pour en profiter, ni de toute une génération d'hommes capables de l'apprécier et disposés à lui rendre hommage. » (1)

(1) *Storia della guerra dell' independenza degli Stati Uniti d'America*, tome II, lib. 7.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

VIE DE WASHINGTON.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

